
VALOMBRÉ

DEUXIÈME PARTIE (1)

LE MARQUIS D'ARNAY

IL fit une entrée à grand orchestre. Sa meute, — orgueil de ses chasses, — accompagnait ses pas, plus lents et lourds qu'autrefois, de sonneries de cloches. Elle reconnaissait le maître et le saluait avec allégresse. La porte du salon s'ouvrit et il s'arrêta sur le seuil pour jeter son appel :

— Bonjour, mes enfants !

Mais instantanément il dévisagea notre groupe. Ma présence lui parut-elle insolite ? Se rendit-il un compte immédiat des expressions bouleversées et mal remises encore de sa fille et de son gendre ? Son regard nous perça de part en part successivement tous les trois, ce regard d'acier dont je savais l'acuité pour l'avoir vu se poser sur quelque verne où se dissimulait un bouc solitaire, sur quelque vieux document d'archives où se terrait la preuve de propriété. Et du coup je compris que nous n'échapperions pas sans peine à ses investigations. J'avais seul récupéré tout mon sang-froid : il m'appartenait donc de le dépister.

Devrais-je vivre cent ans, je le reverrais toujours sur ce seuil, le chapeau mou sur la tête, son pardessus de voyage entr'ouvert, bien pris dans sa taille qui paraissait plus haute qu'elle n'était, malgré un peu d'embonpoint qui épaississait les traits et tout le corps, le vêtement soigné, les pieds guêtrés,

Copyright by Henry Bordeaux, 1929.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

TOME LII. — 1^{er} AOUT 1929.

les mains gantées, les cheveux gris, la moustache en crocs courte et dure, le nez aquilin à la François I^{er}, le teint rouge et cuit par la vie au grand air, la bonne chère et la boisson, les yeux enfin, les yeux petits, enfoncés dans de grandes cavernes ombragées par de gros sourcils, et pointant avec une force incroyable de clairvoyance et de domination. Il portait beau, et soixante-cinq années ne l'avaient ni courbé ni diminué, comme si la vieillesse ne lui apportait qu'un exercice plus évident du commandement. Certes, il avait copieusement abusé de la vie, épuisé sa femme de grossesses précipitées avant qu'elle pût enfin mettre au monde Sylvie, leur unique enfant; forcé le gibier dans le massif de la Grande-Chartreuse, le Vercors et le Valgaudemar, sans ressentir jamais la fatigue; séduit les femmes sans jamais se laisser prendre à leurs grimaces, leurs mines et leurs traquenards; supporté magnifiquement les bourgognes les plus chauds, les champagnes les plus secs et les alcools les plus chargés. Mais, sur le tard, il était pris dans les pièges de la goutte et dans la glu d'une trop jeune maîtresse qui convoitait son titre et son château. Pris? non point encore. Il avait dû mettre en fuite la première avec les massages et les eaux d'Aix, et la seconde, jusqu'ici, était tenue en respect par la fille installée au château d'Arnay.

— Eh bien! Sylvie, s'écria-t-il en ôtant son chapeau et saluant à la ronde au moment où j'allais intervenir, tu ne te précipites pas pour m'embrasser?

Je me laissai prendre pour ma part à ce ton bonhomme et familier. Déjà M^{me} de Varce se hâtait avec un sourire contraint et des paroles de bienvenue qu'elle s'arrachait à grand peine.

— Et vous, Aynard? Êtes-vous planté comme un clou?

Aynard à son tour s'avança. Je n'attendis pas d'être interpellé et voulus sans retard expliquer ma visite :

— J'étais venu, vous le voyez, prendre de vos nouvelles. Quelle chance d'être là pour votre arrivée! Mais je ne veux pas gêner vos effusions de famille et reviendrai.

— Non, non, mon cher Véry, ne partez pas encore. Nos effusions de famille, comme vous dites, sont déjà closes. Trop heureux de vous saluer. Voilà un bon avocat : il vient voir si les procès poussent avec les feuilles. Mais le civil chôme en ce moment. Et le criminel aussi, j'espère.

Il se mit à rire. Cet air de plaisanterie acheva de me rassurer. Assez tôt il connaîtrait la vérité. Le château, alors, tremblerait de sa colère et mieux valait que la décision fût prise auparavant. Mais brusquement ce rire se cassa et la voix se fit formidable pour réclamer sur un ton impératif :

— Ah ! ça, que se passe-t-il ici ?

L'orage éclatait avec une soudaineté imprévue. J'en avais beaucoup traversé, en chasse et dans la vie, et de ma voix la plus naturelle je répliquai :

— Mais sapristi, mon cher marquis, que diable voulez-vous qu'il se passe ? Vous tombez comme un bolide, et vous ne nous laissez même pas le temps de vous accueillir.

Il m'appelait par mon nom, familièrement, non sans quelque hauteur. Comme je déteste la familiarité, je lui rendais la sienne en lui donnant du *cher marquis*, à la façon de cette noblesse de province qui continue de se prendre pour un monde à part, mais qui est assez fine pour abandonner cette position intenable, dès que l'interlocuteur en sourit. A dessein j'avais allongé ma phrase afin que M. et M^{me} de Varce achevasent de calmer leurs nerfs surexcités. Mais on ne détourne pas un cyclone, et c'était un cyclone qui s'abattait sur nous :

— Me prenez-vous pour un idiot, monsieur l'avocat ? (Il me lançait mon titre pour me remettre à ma place, préférable à la sienne, en ce moment surtout.) Vous savez bien pourtant que j'ai les yeux suffisamment exercés. Pourquoi ma fille a-t-elle cette figure de papier mâché et pourquoi mon gendre prend-il tournure de condamné ? Enfin, pourquoi vous ont-ils fait venir pendant mon absence ? Depuis quand se trame-t-il quelque chose chez moi, dans mon château, pendant que je n'y suis pas ? Suis-je le maître ici, oui ou non ? Il y a cinq ou six cents ans que mes ancêtres, puis moi, nous commandons sur ce coin de terre. Nous n'en sommes pas encore dépossédés. Autrefois, nous marchions avec le connétable de Lesdiguières. Il n'y a plus aujourd'hui de connétable de Lesdiguières. Mais tant que je serai vivant, rien ne s'accomplira ici que par mon ordre et par ma volonté.

Il s'était agité et promené à travers la vaste pièce pendant cette tirade, tantôt passant devant les tapisseries de batailles et de fêtes, tantôt devant la galerie de portraits. Et comme sa voix retentissait, ses nombreux amis du chenil voisin, ses

griffons et ses chiens courants, lui répondirent en chœur. Que signifiait tout ce vacarme? Il n'en pouvait même rien soupçonner : les journaux s'étaient occupés de l'affaire pendant sa villégiature, et s'ils l'avaient suivi à Aix-les-Bains, n'en devait-il détacher la bande qu'avec la plus complète indifférence. Mais que n'obtiendrait-il pas par la terreur? Sa fille et son gendre, après la tragique lutte où le coupable s'était enfin rendu, n'étaient pas en état de lui résister. Il pouvait les tracasser et tourmenter si violemment qu'il en tirerait des aveux, ou tout au moins une inquiétude qui tôt ou tard les lui livrerait. Je les voyais si désarmés et si craintifs devant lui que je ne pouvais rien augurer de bon, si l'entretien se prolongeait dans une pareille atmosphère. Je l'avais vu à la chasse, obstiné, tenace, opiniâtre, et sur le moindre indice relevé, parfois même deviné, il organisait la battue, repérait les passages, distribuait les postes. Pour couper la voie où il s'engageait en aveugle, mais en aveugle dont le flair risque de suppléer au sens défaillant, il fallait une diversion qui l'obligeât à se porter d'un seul mouvement rapide sur un autre terrain; il fallait répondre à son attaque foudroyante par une attaque personnelle. C'est la manœuvre que j'exécutai sans retard. Comment aurais-je supposé qu'elle achèverait de nous perdre et provoquerait notre déroute?

— Il y a pourtant une chose, ripostai-je quand il passa à ma portée dans sa menaçante promenade, qui ne devrait s'accomplir ici ni par votre volonté, ni par votre ordre.

Il s'arrêta net et je crus avoir réussi d'emblée à le fixer sur un autre sujet. Car il me regarda bien en face, d'un air furibond, et me jeta :

— Que voulez-vous dire? Expliquez-vous?

— Eh bien! je fais allusion à votre projet.

— Quel projet?

— Est-ce à moi de vous le rappeler? Tous ces portraits qui ornent ces murs, toutes ces images du passé, et votre château même, et vos terres, et l'histoire de votre famille, et votre nom, tout ne vous en détourne-t-il pas?

— Mais à qui en avez-vous?

— A vous seul. Votre fille me faisait part, tout à l'heure encore, de sa tristesse et de ses appréhensions. Et c'est pourquoi vous nous avez surpris avec des airs consternés.

— Quelles appréhensions? Quelle tristesse? Pourquoi ces précautions et ces cachotteries?

Il avait repris ce ton dédaigneux qui m'échauffait au plus tôt les oreilles. Aussi brusquai-je l'offensive :

— Mais il n'y a ni précautions, ni cachotteries. Et vous savez bien que je fais allusion à votre projet de mariage avec M^{me} Ninette Furon, de son nom de guerre, au casino d'Uriage, Ninon Prémollette.

Il leva les bras en l'air et fit entendre des ricanements presque injurieux :

— Ah! vous avez cru traverser ma voie et me dépister, je le vois bien maintenant. Eh bien! la ruse est trop grossière et n'a pas réussi. Je sors de chez M^{me} Ninette Furon et j'ai même failli l'étrangler. Elle doit la vie à mon calme, à ma possession de moi-même.

Parler de son calme et de sa possession de soi ne pouvait appartenir qu'à lui. Sans retard il continua :

— Vous êtes mal renseigné, mon cher. Et ma fille doit avoir d'autres craintes. Elle est demeurée à la Terrasse pour me harponner et empêcher par sa présence un mariage qui eût été ridicule en effet et qui révélait chez moi les premières atteintes d'une sénilité dont, heureusement, j'ai su me débarrasser. La goutte ni les femmes ne me gêneront à l'avenir, et je vous convie à mes chasses la saison prochaine. Vous me trouverez rajeuni.

— J'accepte d'avance votre invitation.

— C'est entendu. Mais ce n'était point pour retenir un sot vieillard amoureux que vous étiez réunis, avant mon retour que vous n'attendiez pas, en conciliabule secret. Ce conciliabule secret, j'en ai reçu la clef tout à l'heure, chez M^{me} Furon précisément, dans la petite villa où je l'ai installée du côté de Chapareillan.

Que pouvaient signifier ces paroles? Seul le rappel de Chapareillan sonnait mal pour moi. Cependant le marquis se planta successivement devant chacun de nous trois, nous toisant de tout près, nous reniflant pour ainsi dire comme un chien courant mis sur la piste. Et cet examen muet eut à nouveau pour effet d'épouvanter M. et M^{me} de Varce.

— Oui, conclut-il, c'est bien cela. Je ne dois pas me tromper. La chose serait donc beaucoup plus grave que je ne le pensais.

Nous y mettrons bon ordre tout de même. Vous, maître Véry, vous faites bonne figure. D'ailleurs, vous êtes moins intéressé là-dedans. Toi, Sylvie, tu as beau savoir te dominer, je te sens toute tremblante, comme une perdrix surprise. Quant à vous, monsieur, vous êtes une chiffre.

L'arrêt était prononcé sur nous trois. Mais cet arrêt ne visait que notre attitude physique. Comment serait-il allé au delà? Comment M. d'Arnay, qui venait de passer un mois à Aix-les-Bains, loin de toutes nouvelles locales, loin de toute information particulière, pourrait-il être renseigné en quoi que ce fût sur la cause réelle de ce qu'il appelait notre conciliabule secret? En quoi sa visite à M^{lle} Furon se pouvait-elle relier à notre angoisse actuelle? J'avais beau chercher avec toute mon habitude professionnelle : le fil conducteur m'échappait. Je n'eus pas d'ailleurs le loisir de me livrer à ce travail de déduction; déjà le marquis fonçait sur son gendre qu'il continuait d'appeler *monsieur*, le retranchant d'avance de sa famille.

— Enfin, monsieur, est-ce vrai, oui ou non? Êtes-vous, oui ou non, mêlé à ce drame du Guiers-mort?

— Quel drame, mon père? balbutia le jeune comte de Varca.

— Ne faites pas l'ignorant. Cette histoire d'infanticide.

— Oh! mais non.

Le pauvre garçon, atterré, allait au plus court : il niait tout, en bloc. Mais le terrible interrogatoire ne s'arrêta pas à cette timide protestation :

— Étiez-vous, oui ou non, l'amant de cette institutrice?

— Quelle institutrice?

— Assez. Je déteste les paroles hypocrites. Vous savez très bien de qui je parle. J'ai oublié son nom. Elle a instruit votre sœur. Il est vrai qu'elle instruisait toutes les jeunes filles de la ville. Vous n'avez pas encore été inquiet. Je débarque à temps pour l'empêcher. Et même nous allons profiter de la présence de M^r Véry pour liquider immédiatement cette affaire. Il est de bon conseil, je l'ai tant de fois éprouvé.

Et se tournant vers moi, il ajouta :

— Vous n'êtes pas de trop, mon cher avocat, vous le voyez, pour assister à nos affaires de famille.

Et il me décocha un ironique sourire. Peut-être n'avait-il pas si tort en s'attribuant le mérite du calme et de la possession de soi-même : jusque dans la colère il gardait sa lucidité

et sa promptitude de décision. La société nouvelle ne lui réservait aucune place, et pourtant il était de toute évidence né pour exercer le commandement. Il tenait son gendre, non pas au collet, mais à sa merci, le dominant de la taille, l'enveloppant du geste, le scrutant du regard. M^{me} de Varce s'était avancée comme pour porter secours à son mari en danger, en sorte que le groupe familial se resserrait. Moi seul demeurais un peu à l'écart, prêt d'ailleurs à me rapprocher. Et le vieux marquis, sans désespérer, s'érigea en inquisiteur :

— Vous lui donniez vos rendez-vous à Chapareillan.

Chapareillan : pour la seconde ou la troisième fois le nom de ce village revenait dans la conversation. De là sans doute les indiscrétions avaient dû partir. Elles représentaient une nouvelle menace. Elles pouvaient d'un jour à l'autre revenir au Palais de justice.

— Non, mon père, affirma timidement le malheureux M. de Varce.

— Ah ! ne mentez pas, je vous en prie. Nous ne sommes pas ici chez le juge d'instruction. Si jamais vous y êtes appelé, là j'espère bien que vous saurez mentir. Là-bas, mais pas ici.

— Mais je n'y ai pas donné de rendez-vous, je vous le jure.

M. d'Arnay parut hésiter, — oh ! une seconde, pas davantage, — puis il se lança de nouveau :

— Je veux bien vous croire. Cela est sans importance. Dans tous les cas, c'est à Chapareillan que votre maîtresse a accouché.

— Oui, confessa le misérable.

C'était son premier aveu. Et je compris, à la peur qui le terrassait, qu'il ne se défendait plus, qu'il était forcé comme un sanglier à bout de souffle, que son maître et seigneur n'avait plus besoin d'aucune arme pour le servir. Une seule chance nous restait : le marquis d'Arnay ne jouerait pas longtemps au plus fin, nous ne tarderions pas à savoir d'où il tenait ses informations et jusqu'où elles allaient. Elles ne devaient pas dépasser dans mon idée la séduction de l'institutrice et la paternité de l'enfant disparu. Elles ne devaient pas dépasser la complicité morale. Elles ne pouvaient pas aller jusqu'à la connaissance du crime. Aucun témoignage n'était en état de le lui avoir révélé. Mais il y a dans la vie de tels hasards qui livrent les secrets les mieux cachés, qui dissipent les ténèbres

les plus épaisses. Tout de même, comment ces hasards avaient-ils pu se rencontrer sur la route d'Aix?

— Ah! s'écria le marquis, c'était donc exact?

Ainsi n'était-il sûr de rien. Il était rentré chez lui sans aucune certitude. Nos attitudes gênées, ou plutôt celles de sa fille et de son gendre, avaient donné corps à de simples soupçons. Le premier aveu arraché à M. de Varce lui suffirait-il? Allait-il en obtenir d'autres, de gré ou de force? M'appartenait-il d'intervenir? Je tentai du moins de ralentir cette trop rapide marche en avant :

— Oui, nous étions réunis à cause de cela tout à l'heure.

Il lâcha sa proie un instant pour se tourner de mon côté :

— Vous vous arrangeiez, je l'espère, pour le mettre hors de cause.

Comme il était loin de la vérité, de nos devoirs de conscience, de mes scrupules professionnels!

— Parce qu'il faut qu'il le soit, entendez-vous, ajouta-t-il de son ton péremptoire.

A mon tour j'interrogeai :

— Mais, monsieur, comment avez-vous été mis au courant de cette histoire? M'est-il permis de vous le demander?

Il m'enveloppa de la tête aux pieds d'un regard un peu méprisant, comme pour me faire sentir la valeur de la réponse dont il m'honorait :

— Oh! mon cher avocat, moi, je n'ai rien à cacher. Quand je vais en justice, — et mieux que personne vous le savez, — c'est pour y poursuivre mes droits, non pour défendre ma personne. Ma personne, d'ailleurs, j'aviserais à la défendre moi-même, si jamais quelqu'un vient y porter atteinte. Comment j'ai appris la chose? C'est bien simple. M^{me} Furon s'est permis de m'écrire il y a quelques jours à Aix où je ne l'avais pas emmenée, car je désirais m'y soigner, pour me demander quel sort je lui réservais. Elle estimait qu'elle avait assez attendu et m'assurait que sa patience était à bout et sa confiance ébranlée; si je ne lui donnais pas satisfaction avec un titre de marquise et la vie au grand jour, eh bien! elle avait pénétré un mystère dont la divulgation me pouvait porter un tel préjudice que mieux valait nous entendre. Cela n'était pas dit avec cette brutalité. Le marché était mieux dissimulé. Il s'accompagnait de protestations qui ne vous intéresseraient pas. Ma vigi-

lance n'est pas endormie à ce point. Dès que j'aperçus des velléités de chantage, mon parti fut vite pris. Je débarquai ce matin même à Chapareillan, dans la villa que j'ai louée pour elle. Ce fut une belle scène, vous pouvez m'en croire.

Nous pouvions l'en croire sur parole en effet. Mais ne nous en donnerait-il pas un aperçu? Déjà, coupant court à notre curiosité, il reprenait, après avoir quitté son manteau, car il étouffait dans cette pièce fermée :

— Ce n'est pas là un sujet pour soirées de famille. Et je vous interdis, monsieur (*il s'adressait à son gendre*), d'en tirer jamais avantage sur moi pour amoindrir votre respect. Qu'il vous suffise de savoir que j'ai cette fois jeté cette femme à la porte de mon existence, avec une rente bien entendu. Je fais les choses proprement. Elle est prévenue que si jamais elle révèle quoi que ce soit à qui que ce soit sur vos relations, monsieur (*toujours M. de Varce*), avec cette... cette institutrice, cette accusée, cette abominable criminelle, elle me verra immédiatement réapparaître, où qu'elle se soit remise, pour lui tordre le cou impitoyablement. La terreur est parfois salutaire. A défaut de l'amour, elle gardera de moi ce précieux souvenir qui, je vous en répons, ne sortira pas de sa mémoire.

De nouveau il s'arrêta. Certes, nous étions fixés sur le mutisme obligatoire de M^{lle} Ninette Furon, mais que pouvait-elle savoir? C'est la question que je posai et qui reçut cette réponse :

— Oh! mon gendre se cachait bien. Les courtes journées d'hiver lui étaient favorables et c'est au mois de décembre que sa maîtresse a accouché à Chapareillan. Il y venait jouer le rôle des oiseaux de nuit. Et d'ailleurs personne ne le connaissait. Il n'a pas une figure à révolutionner les regards. Rien n'est plus banal qu'une jolie figure. Cela ne se fixe pas dans les yeux. Il a fallu l'œil exercé de M^{lle} Furon, accoutumée à évaluer les hommes, pour le dévisager au soir tombant ou sous un réverbère. Or, elle assistait au mariage de ma fille à Grenoble. Là elle a pu identifier M. de Varce et quand le *Petit Dauphinois* a donné ce détail à propos du crime du Guiers-mort : l'accouchement de la coupable à Chapareillan, elle a fait le rapprochement sans autres données. « Tiens! tiens! a-t-elle pensé, on cherche l'amant de l'accusée. Mais ne serait-ce pas ce beau petit jeune homme que j'ai rencontré une fois et qui avait

l'air de se cacher, ne serait-ce pas M. de Varce? » Elle n'en savait pas plus long. Mais cette hypothèse incertaine lui suffisait pour tenter de me faire chanter. Me faire chanter! Elle a pu se rendre compte que mon seul chant, c'est un cri de guerre. S'il n'y a pas d'autres témoins, vous pouvez dormir tranquille, monsieur de Varce.

Pauvre M. de Varce, aussi effondré que dut l'être M^{lle} Furon devant l'éclat de son vieil amant, il n'en avait pas fini avec le redoutable adversaire qui déjà le reprenait à partie :

— On n'abandonne pas ses bâtards, monsieur. Nos ancêtres ne les abandonnaient pas. Il y en eut d'assez célèbres, comme le bâtard de Dunois. Et quand la femme légitime était assez intelligente pour comprendre l'étendue de son devoir, elle prenait même le bâtard sous sa protection et l'élevait avec les autres enfants. Une barre sur l'écusson n'était pas un signe d'infamie. Si vous m'aviez confié, monsieur, avant votre mariage, votre paternité clandestine, je vous eusse fourni les moyens de renvoyer dignement votre maîtresse et son rejeton.

Tout de même, ce vieux coureur ne manquait ni d'équité, ni de noblesse. Mais il ajouta aussitôt cette phrase menaçante :

— Tandis que maintenant, monsieur, il n'y a plus qu'à vous tenir tranquille. Je n'entends pas que vous soyez mêlé à une affaire criminelle, ni que vous salissiez votre nom et par surcroît celui de ma fille et le mien. Vous irez donc faire un voyage avec votre femme pendant que l'on jugera cette misérable.

C'était bien ce que j'avais pensé : il ne soupçonnait pas le moins du monde la part principale de M. de Varce dans le drame de la Grande-Chartreuse ; il le croyait simplement tourmenté par sa liaison avec Monique Desclaux et peut-être capable de lui porter secours aux assises en avouant qu'il l'avait abandonnée. Comme il était loin de la vérité, et comment la pourrait-il accueillir? Or cette vérité accourait du bout de l'horizon, bientôt s'abattrait sur lui, cyclone sur cyclone, et celui-ci plus dévastateur. Il avait une telle majesté dans sa colère, que d'avance je souffrais de le voir bientôt tordu et broyé comme un de ces peupliers trop hauts que le vent choisit pour les assaillir et les déraciner. Ce ne fut pas long, mais l'arbre ne se coucha qu'un instant et reprit bientôt sa taille.

— Pardon, mon père, voulut protester Aynard de Varce interloqué, mais ce départ est impossible.

Certes, cette protestation n'était pas sans mérite. Le pauvre garçon éprouvait de son terrible beau-père une telle frayeur qu'il se fût confessé à lui en dernier ressort et seulement quand il y eût été contraint par les circonstances. Il lui fallait donc tenir compte de cette velléité d'aveu qui fut tout de suite repoussée :

— Impossible, monsieur ? Vous ai-je demandé votre avis ? J'ai parlé : vous obéirez.

Le jeune homme jeta alors sur sa femme un regard de détresse, comme pour lui soupirer : « Ne voyez-vous pas que j'ai tout essayé ? Puisque je ne puis me livrer à la justice, comme j'en avais eu l'intention, ne vaut-il pas mieux nous soumettre aux événements qui sont plus forts que nous ? Je vous en prie, ne me méprisez pas. N'est-ce pas à cause de vous que j'ai commis ce crime ?... » Du moins ai-je interprété de la sorte son expression désespérée. N'était-il pas l'homme des intentions, des velléités, des tentatives ? Il avait frappé dans la peur et jeté sa victime au torrent dans l'épouvante : il se laissait reprendre ensuite par la vie comme ces eaux que trouble l'orage et dont la surface redevient bientôt polie et transparente. Il ne résisterait jamais à rien. Il était de ces faibles qui ne valent qu'encadrés et soutenus. Dès qu'ils sortent du cours ordinaire de l'existence, ils sont désemparés et capables du pire abandon, l'abandon de soi-même.

Accaparé par le marquis d'Arnay, je n'avais pas observé sa fille depuis quelques instants. Le regard de M. de Varce me ramena à elle. Et son visage m'effraya. La pâleur, chez elle, à cause de ses couleurs accoutumées, prenait une importance particulière : elle m'apparut comme décomposée, et dans cette figure exsangue les yeux brillaient, des yeux d'hallucinée qui me rappelèrent instantanément, — étrange ressemblance, — ceux de l'accusée décidée à ne jamais révéler son secret. Comme j'avais raison de trembler ! M^{me} de Varce répondit à l'appel de son mari, mais autrement que celui-ci l'eût désiré. Elle fit un pas en avant et murmura résolument, si ces deux mots peuvent s'accorder, si une voix basse et comme étranglée peut néanmoins porter en elle la fermeté d'une acception décisive :

— Il y a autre chose, père. Nous ne pouvons en ce moment nous éloigner, mon mari et moi.

Du coup, le vieillard comprit la gravité de ce qui allait venir. Il connaissait trop sa fille pour se tromper à l'accent de celle-ci :

— Autre chose. Eh bien ! parle.

Elle hésitait maintenant. A son habitude, il la brusqua :

— Mais parle donc. Je veux tout savoir, tout. Entends-tu.

Sylvie d'Arnay avait hésité sur la forme de son aveu, non pas sur le fond. Son mari tenta de lui prendre le bras ; elle le repoussa tranquillement :

— Quand vous êtes arrivé, père, dit-elle, nous délibérons avec M. Véry. Nous irons, demain, mon mari et moi, nous constituer prisonniers.

— Pas vous ! répéta M. de Varce.

— Si, tous les deux. Nous sommes coupables, et plus que M^{me} Monique Desclaux.

Le marquis, de ses yeux aigus, voulut percer ce front blanc et lisse, pour lire à l'intérieur, ces yeux de visionnaire pour savoir sans autres mots la signification de ces paroles. Avec une incroyable force d'âme, il se domina, et ce fut très paternellement, avec une sorte de bonté même, qu'il interrogea sa fille :

— Voyons, voyons, Sylvie, serais-tu scrupuleuse comme la mère ? Tu t'exagères sans doute la part de ton mari dans cette aventure. Il a séduit l'institutrice de sa sœur et lui a fait un enfant, ça n'a rien que de banal. Il a abandonné la fille et le mioche pour l'épouser. Il a mal agi, c'est entendu, et il aurait dû me confier le soin d'arranger les choses : cela eût mieux valu. Mais si la fille s'est débarrassée du petit, il n'est pas engagé là-dedans. Ce malheur ne le regarde pas. Ce n'est pas lui qui a jeté l'enfant à l'eau, tout de même.

Et comme M^{me} de Varce se taisait, il insista avec douceur :

— Tu comprends bien la différence. Une responsabilité morale, je veux bien, et c'est déjà bien assez. Mais, en justice, cela n'engage à rien. Qu'il n'aille pas surtout faire le chevalier aux assises. Il se rendrait grotesque. L'avocat de la demoiselle sera même plus à l'aise pour flétrir le séducteur inconnu. L'avocat de la demoiselle obtiendra son acquittement, n'est-ce pas, Véry ? On acquitte toujours les filles-mères : c'est couru.

— Cette fois, je n'en suis pas certain, répliquai-je, puisqu'on me mettait en cause.

Après avoir frôlé la vérité, il s'en éloignait à nouveau. Et s'adressant à sa fille, presque tendrement il reprit :

— Quant à toi, ma petite...

Elle se jeta à genoux pour achever :

— Père, vous vous trompez. Je vous conjure de me croire. Nous sommes coupables tous les deux et nous ne pouvons pas laisser condamner une innocente.

— Moi seul ! cria cette fois M. de Varce que la seule passion pour sa femme gouvernait.

Le marquis, interdit, s'immobilisa sous cette averse d'aveux, comme foudroyé. Le visage, déjà rouge, s'empourpra et je craignis pour lui la congestion. Il ne remuait plus. Seules les paupières battaient sur les yeux injectés de sang. Puis il étendit le bras. D'un geste il écarta sa fille :

— Toi, non. Je te connais. Va-t-en. Laisse-moi faire.

Et cette ordonnance rendue, il se rua sur son gendre qu'il prit à plein col :

— Ah ! c'est vous ! Eh bien ! la justice, je la fais moi-même chez moi.

Nous nous précipitâmes, M^{me} de Varce et moi, pour l'arrêter. Mais, avant que nous l'eussions touché, déjà il s'était ressaisi, et M. de Varce, se secouant comme un chien mouillé, portait les mains à son cou et à sa cravate.

— Assez, dit M. d'Arnay. Réfléchissons.

Ce mot : *réfléchissons*, et ce calme soudain, succédant à une telle tempête où la vie du coupable n'avait tenu qu'à un fil, faisaient un tel contraste que j'en demeurai abasourdi. J'avais beau être accoutumé à l'humeur du marquis : il me stupéfiait cette fois.

— Allez vous asseoir sur ces chaises, ordonna-t-il à sa fille et à son gendre, et demeurez là à ma disposition. Vous, monsieur l'avocat, vous me direz ce qu'il est nécessaire que je sache.

Je me tournai vers le couple qui, médusé, se conformait aux ordres.

— M'autorisez-vous à parler ?

— Je n'ai pas besoin de leur autorisation, se récria M. d'Arnay. Je suis ici le juge. C'est moi seul qui commande.

Il s'était tout à coup revêtu de toute la majesté de la justice et il entendait rendre dans son château la sentence sans recours. Mais je ne pouvais passer outre :

— Je ne parlerai que s'ils m'en chargent, déclarai-je nettement.

— Eh bien ! qu'ils vous en chargent. Assez de simagrées. Si je m'adresse à vous, c'est pour leur éviter un affront et des balbutiements inutiles.

M^{me} de Varce me fit un signe d'approbation, et son mari, sollicité par elle, m'investit à mi-voix de son mandat. Je résumai donc toute l'affaire pour le marquis d'Arnay comme si j'étais devant un tribunal. Il connut dans quelles conditions M^{me} Monique Desclaux, dénoncée presque au hasard, avait été arrêtée et avec quelle ardeur d'expiation elle confisquait le crime pour elle seule. Il sut qu'elle refusait de livrer le nom de son amant et qu'elle ne le trahirait certainement jamais. Il apprit également que le juge d'instruction ne se contentait pas de ces dénégations et continuait ses recherches, ayant déjà découvert l'accouchement dissimulé à Chapareillan. Enfin j'arrivai à l'aveu du véritable coupable : la scène à la Chartreuse, le geste d'arracher l'enfant à la mère qui avait suffi et ne contenait pas les éléments d'un crime dont le premier est le consentement, enfin le transport du petit cadavre au torrent. De toute évidence j'atténuai dans ce récit la responsabilité du coupable. Il en demeura assez pour que le cas fût dangereux à plaider aux assises où il serait malaisé de faire admettre la part d'inconscience et le mouvement involontaire. Enfin je tentai d'attendrir mon auditeur en lui montrant les remords de M. de Varce. D'un geste il m'arrêta :

— Il n'y a pas d'autre fait ?

— Non.

— Alors, ma fille n'est pour rien là-dedans. Je le savais.

Et il respira bruyamment dans son orgueil paternel un instant ébranlé et intégralement recouvré. J'achevai mon exposé qui tournait à la plaidoirie. Au moment de son arrivée, le mari et la femme étaient d'accord pour sauver l'innocente accusée à tort du meurtre de l'enfant, et même la femme, dans un élan de générosité, désirait accompagner son mari jusque dans la prison. Il était évidemment impossible d'abandonner à la justice la malheureuse qui n'avait pas commis le crime.

Quand j'eus terminé, il me toisa dédaigneusement :

— Et vous vous dites avocat !

J'avoue que l'expression de ce mépris inattendu me suffoqua sur le moment. Cependant je n'en relevai pas l'impertinence. M. et M^{me} de Varce, assis côte à côte comme des inculpés sur le banc d'infamie, n'osaient bouger ni ajouter un mot. L'arbitre qui avait exigé nos explications ne se pressait plus de rendre son verdict. Il avait repris sa promenade à travers l'immense salon devant les tapisseries de batailles et de fêtes et la galerie de portraits. Nous n'osions le troubler et nous devions nous résigner à une attente qui se prolongeait.

Enfin le marquis s'engagea dans la direction de son gendre, et la condamnation suivit :

— Vous, monsieur, je ne sais comment vous pouvez descendre des comtes de Varce dont le passé équivalait presque à celui des d'Arnay. C'est toute une race que votre lâcheté insulte. Je vous contraindrais à quelque accident de chasse, ou je vous tuerais moi-même comme un lièvre, si votre décès ne pouvait attirer l'attention sur vous, quand il importe au contraire que votre nom ne soit pas prononcé. Plus tard, nous aviserons.

Il avait donc songé à obliger M. de Varce au suicide et, tout bien pesé, il y avait renoncé. Dès lors, où voulait-il en venir ? Le livrerait-il lui-même à la justice ? Il ne tarda pas davantage à nous renseigner sur ses ordres :

— Votre nom, reprit-il, ne sera pas prononcé. Puisque cette demoiselle veut expier toute seule sa faute, qu'elle l'expie. Son silence nous sauve : c'est une chance. Je persiste à croire qu'elle sera acquittée. Nous ne perdons personne. Son avocat sera, je l'espère, meilleur que vous, maître Véry, qui conseillez la perte de vos clients. Mais vous vous taisez, M. de Varce, vous m'entendez bien : vous vous taisez. Et si par hasard vous étiez mis sur la sellette par quelque témoin indiscret, vous nierez. J'ai supprimé déjà le témoignage de M^{ur} Furon. La recherche de la paternité est interdite. Vous n'êtes relié par rien ni à l'accusée ni à l'enfant disparu.

— Mais...

— Taisez-vous : je ne vous ai pas invité à parler. Je commande ici : vous obéirez. Toi, ma fille, tu n'as pas besoin d'aller ailleurs, et sur la place publique, montrer ton héroïsme. Tu te contenteras de le pratiquer chez toi, chaque jour, en conti-

nuant de vivre, comme si rien n'était, avec ce misérable. Car il faut que rien ne transpire au dehors de votre mécontentement. Plus tard, bien plus tard, vous vous libérerez si vous le souhaitez. Pour le moment, c'est la paix absolue autour du berceau du petit Bruno. Mon petit-fils doit porter un nom intact. Aucun de vous n'y touchera. Et si l'un ou l'autre de vous ne se conforme pas strictement à ma volonté, je saurai l'y forcer.

L'arrêt était rendu avec une autorité et même une espèce de solennité telles que personne n'osa présenter une observation. Le ménage de Varce, plié en deux sous la rafale, s'inclinait, réduit à l'esclavage. Puis ma part vint avec ce congé poli :

— Mon cher Véry, vous le voyez, nous n'avons plus besoin d'avocat. Il n'y a pas, il n'y aura pas d'affaire de Varce. Nous vous remercions de vos bons conseils et vous pouvez vous retirer. Le secret professionnel vous clôt la bouche. Ma voiture vous reconduira.

Je n'avais plus qu'à me retirer en effet. Je saluai M. et M^{me} de Varce : lui ne leva même pas les yeux, tandis que son regard à elle était voilé de larmes et me révélait son trouble intérieur. Quant au marquis, il me reconduisit jusqu'à la voiture avec courtoisie, m'y installa lui-même. Il avait repris son air grand seigneur, au-dessus des hommes et au-dessus des événements.

LE COURS DES CHOSSES

Je ne crois pas avoir vécu de journées plus chargées d'angoisse que celles qui suivirent cette scène au château d'Arnay transformé en Palais de justice familiale. Les prêtres et les médecins doivent passer quelquefois par de telles inquiétudes : assister au cours des choses sans pouvoir intervenir, quand un mot suffirait à le détourner. Ils connaissent eux aussi des secrets dont ils ne sont pas les maîtres et qu'ils ne peuvent révéler à personne, — que dis-je, révéler, dont ils ne peuvent même permettre l'accès à personne. Ils doivent assister dans l'épouvante à tel mariage sans l'empêcher, ou à telle enquête sans la diriger où elle devrait aboutir. Ils se font l'effet de témoins dont la langue a été clouée par un supplice raffiné et que le silence réussit à changer en complices. Ainsi l'instruction du crime du Guiers-mort continuait-elle presque en ma

présence, car j'en recevais les échos soit par le canal du juge Bernin, soit par le canal de mon confrère M^e Arbonel. Elle piétinait, elle n'avancait plus, et sans doute l'affaire, reconnue en état, serait-elle inscrite au rôle des prochaines assises de Grenoble, à la fin de juillet. M^{lle} Monique Desclaux y comparaitrait comme seule inculpée du meurtre de son enfant.

Or, non seulement elle était innocente, mais était-il impossible de démontrer qu'il n'y avait pas eu de crime, seulement un geste de violence qui avait occasionné une mort involontaire, si le récit de M. de Varce était véridique ? Eût-il été véridique, — et je ne pouvais me tenir d'en douter, — comment l'aurais-je fait admettre, quand l'unique témoin de la scène écartait toute hypothèse d'accident pour se charger elle-même ?

— Elle a tant de remords, me confiait son avocat, tant de douleur maternelle que j'espère apitoyer le jury avec le spectacle de sa figure ravagée. Mais je ne sais plus. Elle est incapable de m'aider par des attitudes, des crises de nerfs, des larmes versées au bon moment. Elle peut au contraire se raidir, réclamer la peine de mort en expiation de sa faute qu'elle a la manie de crier sur les toits. Ah ! je suis fort ennuyé.

Et je m'efforçais de lui rendre confiance dans son autorité et son éloquence au criminel.

Cependant il y avait eu, au mois de juin, une descente sur les lieux : l'accusée avait été conduite au bord du torrent, à l'endroit même où l'enfant avait dû être précipité, car on avait retrouvé, accroché à un buisson, un petit morceau d'étoffe. Il avait même fallu la retenir et presque la lier : elle voulait se précipiter à son tour. Mais le juge avait, paraît-il, remarqué l'embarras de ses réponses sur la position qu'elle avait prise pour se débarrasser de son fardeau et la difficulté que présentait la pente de la berge si l'on n'avait pas les pieds exercés et l'habitude de la marche en montagne. De plus, elle connaissait mal ce coin de Chartreuse qu'on appelle le Désert. Sans doute n'y était-elle venue qu'une seule fois. Elle n'avait donc pas choisi l'endroit du crime. Il n'y avait pas eu préméditation. L'assassinat serait sans doute écarté, et le meurtre seul retenu. Ce ne pouvait être que par un geste spontané, dans un accès de désespoir ou de folie qu'elle avait jeté le petit être au Guiers-mort. De folie ? ne chercherait-on pas de ce côté ? Mais une visite médicale n'avait pas donné de résultats.

J'avais ramassé ces détails un à un, non sans difficulté, à travers des lambeaux de conversations éparses, recueillies de la bouche du juge, de l'avocat, du greffier. Ils étaient mêlés à toute sorte de récits de la pittoresque promenade en Chartreuse qu'il m'avait fallu subir avec l'air d'y prendre le plus vif intérêt. Notamment le déjeuner à Saint-Pierre de Chartreuse était l'objet d'anecdotes abondantes et inoffensives, à cause de l'appétit légendaire de M. Bernin. Comme on avait servi des asperges avec de la sauce blanche, le juge, estimant le tout succulent, en avait redemandé. Or, il ne restait plus qu'un saladier de sauce blanche. Il y fit déposer pieusement une douzaine d'œufs durs et absorba le mélange en fin de repas. Si je n'avais pas écouté deux ou trois fois cette histoire, je n'aurais sans doute rien appris touchant l'instruction. Les tragédies humaines ne s'accompagnent-elles pas habituellement de quelque bouffonnerie ?

Cependant la boulimie dont le grand et gros magistrat était la victime, plus encore dans les anecdotes judiciaires que dans la réalité, ne lui ôtait rien de sa finesse ni de sa clairvoyance. Il persistait à ne pas accepter dans leur totalité les aveux de l'inculpée. Oui, sans doute, elle devait être coupable. Mais elle n'était pas seule au moment du crime. Matériellement, elle n'aurait pas pu se pencher sur le gouffre avec une charge dans les bras sans perdre pied. Elle n'avait que des chaussures de ville qui eussent glissé. Qui donc l'eût aidée, sinon le séducteur, sinon le père de l'enfant ? Ne fallait-il pas toujours se tourner vers celui à qui l'acte profite ? Or, il avait beau chercher dans le passé de Monique Desclaux, il n'y rencontrait aucune liaison. Une perquisition opérée dans ses papiers, dans sa chambre, dans le petit appartement où elle vivait avec sa mère, n'avait donné ni lettres compromettantes, ni photographies. Et le juge me posa même un jour, le plus naturellement du monde, cette question :

— Vous devez connaître le gendre de ce marquis d'Arnay dont vous plaidez les procès, un comte de Varce ?

— Oui, je le connais, mais fort peu. Je ne l'ai guère vu qu'à son mariage.

Je m'étais efforcé de prendre le ton le plus simple, et je m'aperçus que je forçais la note du côté du naturel.

— Quel homme est-ce ?

— Très banal, m'a-t-il semblé.

— Figurez-vous, — je puis vous le dire maintenant, — que j'avais songé à lui pour le séducteur dont j'ai absolument besoin. J'ai appris que Monique Desclaux a été l'institutrice de sa sœur cadette. Mais j'ai bien vite renoncé à mon hypothèse. Il était surveillé étroitement par sa mère et ses sœurs. Il m'est représenté comme timide et timoré. L'institutrice couchait dans une chambre commandée par celle de son élève. Enfin ce M. de Varce s'est, presque à la même époque, fiancé à M^{lle} d'Arnay après divers autres projets d'union élaborés par sa mère qui le tenait serré. J'ai mené une enquête très discrète qui n'a pas abouti. Je l'ai reprise sur d'autres parents d'élèves, une ou deux fois j'ai cru avoir découvert la piste, et puis je n'ai pas abouti davantage.

— Vous avez épuisé les hypothèses, approuvai-je.

Ah! si un juge d'instruction ne désarmait jamais, combien ne dissiperait-il pas de ces nuages qui obscurcissent ou recouvrent la vérité? Mais on ne peut pas être toujours en armes. La façon dont j'avais jeté ma réponse était si molle qu'elle équivalait à un désaveu. M'examinant avec sévérité après cet interrogatoire, j'en fus presque terrifié. Quelle surveillance ne me fallait-il pas exercer sur moi-même pour que rien ne me trahit jamais? Le marquis d'Arnay n'avait-il pas eu raison de m'adresser des reproches? Se peut-il qu'un avocat risque de desservir ses clients?

Ainsi donc M. Bernin avait-il soupçonné le vrai coupable. Il l'avait frôlé comme à ces jeux de cache-cache où l'on effleure le but sans pouvoir s'en douter. Un mot, un seul mot tombé de mes lèvres, la gêne de mon attitude mieux observée, et il atteignait la vérité. Ce mot, étais-je bien en droit de le refuser? cette attitude, en devais-je rectifier la gêne? Mais le secret professionnel ne peut jamais se discuter, jamais, en aucun cas. La trahison est équitablement bannie comme la pire des lâchetés. D'autre part, abandonner à la justice une malheureuse femme que l'on sait innocente, n'est-ce pas commettre une autre sorte de trahison? Je me débattais dans ce dilemme comme un oiseau nouvellement capturé dans sa cage. Certes, je n'en sortirais point par une atteinte à ma dignité d'avocat. M'était-il interdit par surcroît de retourner au château d'Arnay et de conférer avec mon client, M. de Varce? Il était sans doute sous la sur-

veillance de son terrible beau-père. Mais enfin, il n'était pas séquestré. Sa décision ne dépendait que de lui-même. Il lui appartenait de se soustraire à toute contrainte. Un homme d'honneur pouvait-il livrer au jury son ancienne maîtresse pour un crime perpétré par lui-même dans un moment d'aberration ? M. de Varce était-il méprisable à ce point ? Après son aveu, quand il m'avait affirmé sa volonté de se taire, avec trop de cris pour qu'il fût assuré de cette volonté, il n'était ni dans son désir de faire le silence que par son amour pour sa femme et par la peur de lui porter préjudice. S'il avait totalement oublié sa brève liaison d'autrefois et si, dans sa conscience trop obscure, il mesurait mal toute l'ignominie de son acte parce que l'enfant était pour ainsi dire inconnu de lui et pour lui sans regard et sans voix, sans existence personnelle, j'avais du moins rencontré une sensibilité qui n'était pas inhumaine, et qui serait tôt ou tard accessible à la honte de la fuite. Ne m'appartenait-il pas de le remettre en présence de la réalité ?

Mais comment rentrerais-je au château d'Arnay ? Le marquis ne m'avait-il pas expédié avec ces paroles ironiques : *Nous n'avons plus besoin d'avocat. Il n'y a pas, il n'y aura pas d'affaire de Varce ?* Je n'y pouvais rentrer qu'appelé par M. de Varce, et M. de Varce, réduit à sa propre faiblesse, ne m'appellerait certainement pas auprès de lui. Et j'imaginais de loin cette vie de château resserrée autour de l'horrible secret. Sylvie, surtout, je dois le confesser, attirait ma sympathie, ma pitié. Que pouvaient être ses jours entre ces deux hommes, l'un vigilant et brutal, l'autre inconscient et mou ? Que pouvaient être ses jours entre le meurtrier et le recéleur ? C'était un supplice nouveau, un supplice quotidien. Elle expiait, elle aussi, comme Monique Desclaux, la faute d'un autre.

Le temps passait et la période des assises se rapprochait. Le juge avait clos son instruction et conclu au meurtre sans préméditation. Ce n'était pas l'assassinat, ce n'était donc pas la peine de mort. Ne pouvant découvrir le complice présumé de l'inculpée, il avait du moins secouru celle-ci en refusant de l'accabler.

Maître Arbonel, que je n'avais jamais vu aussi peu sûr de lui-même, — d'habitude il faisait d'avance l'opinion en annonçant partout, avec un grand flux de paroles, sa confiance dans l'innocence de son client et dans l'acquiescement qui s'imposait, —

me prenait à témoin de son anxiété qui allait grandissante. En vain je tentais de le remonter :

— Voyons, voyons : c'est une affaire qui convient à merveille à votre tempérament. La séduction, l'abandon, le désespoir, la solitude dans l'amour, la solitude dans la maternité. Avec un pareil thème vous attendriez jusqu'à des pierres.

— Parbleu, mon cher confrère, se rengorgea-t-il, je sais bien mon métier. Il y a là de beaux effets d'audience. Avec tout autre collaborateur, le succès ne ferait pas l'ombre d'un doute.

— Quel collaborateur ? demandai-je naïvement.

— Mais cette Monique Desclaux. L'accusé collabore avec l'avocat. Il attire ou il écarte les jurés, ne l'avez-vous pas constaté ? Il y a des têtes à condamnation. Elles attirent le mauvais verdict, comme certains arbres la foudre. Mis en présence d'un criminel que je vois pour la première fois, je suis en état de lui prédire presque infailliblement le sort qui l'attend sans rien connaître encore des circonstances de son crime. Un bigle, par exemple, il n'est rien de pire qu'un bigle. Il passe pour faux et perfide, parce que son regard se rencontre malaisément. Presque toujours, un bigle est condamné. Un sourd crée une atmosphère d'hostilité. Sa surdité paraît volontaire. Un visage long et triste, au contraire, plaît au jury qui a, comme le peuple, une mentalité de femme.

— Monique Desclaux a précisément un visage triste et long.

— Oui, un pauvre petit visage de rien du tout, qu'on ne peut regarder les yeux secs, tant il peut contenir de douleur dans un si étroit espace. Une bouche si émouvante avec ses coins tombants. Et des yeux tout embrumés, des yeux pareils à ces étangs verts cachés dans les bois. Et des mains, avez-vous regardé ses mains ?

— Je les avais remarquées en effet, si minces et fines, si vivantes.

— Ah ! je pensais bien que vous les aviez remarquées. Un observateur comme vous.

Il me flattait et je voyais bien qu'une fois de plus, avec cette fraîcheur de cœur qui, la cinquantaine dépassée, lui présentait les personnes et les choses dans une nouveauté ingénue, il était tombé amoureux de sa cliente, comme ces auteurs dramatiques qui ne peuvent demeurer insensibles à la grâce de leur

interprète féminin. Mais où voulait-il en venir, et pourquoi ses doutes qui m'atteignaient moi-même ? Car j'étais intéressé bien plus qu'il ne le supposait à son prochain triomphe aux assises :

— Eh bien ! mon cher confrère, cette mélancolique gentillesse vous servira.

— Comme vous vous trompez ! m'arrêta-t-il d'un geste pathétique. M^{lle} Desclaux (il parlait d'elle avec le plus grand respect) s'attend à être condamnée. Elle veut être condamnée. Elle veut être coupable et ne l'est pas, ou du moins ne l'est pas seule, ou du moins ne l'est pas sans une accumulation de circonstances qui plaident en sa faveur. Elle a la folie de l'expiation. Sa mère elle-même, sa vieille mère qui s'use dans la prière et les larmes, ne peut rien obtenir d'elle. Par exemple, cette vieille mère, j'entends bien la montrer aux jurés. Ce sera un spectacle d'une indicible émotion. L'accusée s'y oppose, naturellement. Mais je passerai outre. Au dernier moment, je la citerai.

— Elle ne sait rien, la pauvre femme !

— Qu'importe : il faut qu'on la voie. Elle dira le courage, l'héroïsme de sa fille qui, après la mort du père, a passé ses diplômes, a soutenu la famille, a été l'ange gardien du foyer. Oui, l'ange gardien. Voilà un mot à retenir pour la plaidoirie.

— J'assisterai à cette plaidoirie et suis persuadé qu'elle sera votre chef-d'œuvre.

— Si vous me faites cet honneur et me donnez ce gage d'amitié, mon cher confrère, je crains fort que vous ne constatiez ma défaillance.

— Votre défaillance ? C'est impossible.

— Vous la constatarez. M^{lle} Monique Desclaux m'ôtera tous mes moyens, me coupera tous mes élans, me brisera dans tous mes efforts.

— Oh ! comment le supposez-vous ?

— Je le sais. Elle interviendra, d'une voix passionnée, si je parle de son complice, si j'attaque le séducteur. Elle parlera au besoin après moi, quand le président des assises demande à l'accusé s'il n'a rien à ajouter, pour réclamer sa condamnation. Le jury ne vous acquitte pas malgré vous, contre vous. Supposez qu'aux élections un candidat se présente aux électeurs en leur tenant ce langage : « Je me présente pour vous, et non pour moi. Je ne tiens nullement à être élu », il ne sera pas

nommé. Les jurés sont comme les électeurs. Ils participent du suffrage universel. Il faut qu'on les sollicite. Il faut qu'on leur fasse la cour, tout comme aux femmes à qui je les comparais tout à l'heure.

J'avais trop l'habitude des affaires criminelles et des assises pour ne pas donner raison à mon confrère, pour ne pas partager son ennui et son inquiétude. On ne plaide pas contre son client. Il faut l'avoir avec soi, et non contre soi. Et je murmurai, gagné moi aussi par la crainte :

— Mais c'est de la folie.

— Vous avez dit le mot. C'est de la folie. J'ai demandé un examen médical. Il a été négatif. Ce n'est pas de la folie, c'est une sorte de mysticisme, le mysticisme de l'expiation. Et c'est pourquoi l'accusée résiste aux objurgations de sa mère, aux supplications du jeune ménage de sa sœur. On ébranle une conviction, une volonté, on n'ébranle pas la foi d'une martyre.

— Oh ! une martyre !

— Le mot n'est pas trop fort. Elle a cet appétit de sacrifice qui est le privilège des martyrs. Le drame est aisé à reconstituer. Je m'étonne qu'avec vos aptitudes psychologiques vous ne l'ayez pas reconstitué déjà. Voici une jeune fille qui a mené une existence de travail et de dévouement, à l'âge où les volontés les mieux trempées ont besoin de détente, où le cœur et les sens ont leurs exigences qu'on ne méconnaît pas impunément. Sa profession elle-même la met en contact avec des milieux de luxe, d'élégance, d'oisiveté. Là, elle a dû s'éprendre de l'un de ses jeunes élèves, ou plutôt elle a été l'objet de ses attentions, de ses convoitises. Je n'ai pas pu découvrir son nom. J'en ai imaginé deux ou trois. Il en est un, déjà âgé, considéré et presque vénéré, qui ferait bien mon affaire. Il y a sans doute ainsi un homme à Grenoble qui vit actuellement dans les transes et craint à toute heure d'être dénoncé par sa maîtresse : il redoute d'être compromis au lieu de se compromettre lui-même bravement, et il se tait à cause de son entourage, à cause du scandale. De toute évidence pour moi, il s'agit d'un homme marié, d'un père de famille occupant une haute situation. Là est l'explication du silence de M^{lle} Desclaux. Cette malheureuse jeune fille, bientôt aux confins de la jeunesse, s'était donnée tout entière à son amour. Pieuse et pudique, la faute se double pour elle d'un remords religieux. Elle veut

racheter son péché, expier pour tous les deux. Voilà la vérité. Révélée au grand jour, elle devrait, vous l'avez dit, émouvoir des pierres. Extorquée ou cachée, incomplète et défigurée, elle ne pourra pas émouvoir le jury. Il ne verra qu'une petite bourgeoise sans mœurs, un accouchement clandestin, un infanticide préparé. Il sera impitoyable, parce que je ne pourrai pas à mon gré le manier et le pétrir.

Lui aussi avait approché de bien près la vérité. Lui aussi, un mot échappé de ma bouche eût suffi pour le mettre sur la voie. Décidément, M. de Varce l'échappait belle. Mais laissons-nous la pauvre Monique Desclaux dans un tel danger? Accepterions-nous qu'elle se perdît elle-même? J'avais pu jusqu'à un certain point, — et avec plus de désintéressement, — partager l'optimisme du marquis d'Arnay au sujet de l'acquittement à jet continu des filles-mères qui se débarrassent de leur enfant. Ma conversation avec l'avocat de Monique Desclaux ne me le permettait plus. Le danger était évident. Le silence de M. de Varce, dans tous les cas indigne et inique, ne pouvait s'accepter que dans l'hypothèse vraisemblable du salut : il devenait autrement odieux, s'il ne fallait plus compter sur une telle probabilité.

Le plus beau talent de parole ne peut s'épanouir sans la perspective du succès, sans la vision excitante du but à atteindre. Les plus fortes argumentations prennent un accent de sécheresse, si l'on désespère de convaincre l'adversaire. Un diplomate désabusé défend mal son pays dans un traité. Un chef qui ne croit pas à la victoire n'obtient de ses subordonnés ni élan ni endurance. Un avocat, s'il n'entrevoit pas la possibilité du résultat, plaide mal sa cause. Je m'employai donc longuement et laborieusement à restituer à M^e Arbonel la confiance, à lui recomposer un moral de vainqueur. Plus il rencontrait de difficultés, plus ardente devait être la bataille. La conviction de l'innocence l'animerait, lui inspirerait quelques-uns de ces beaux cris de pitié humaine qui, tant de fois poussés par lui, avaient arraché au jury un verdict négatif. Et même je mis tant de chaleur à le persuader, que tout à coup il m'arrêta :

— Vous souvenez-vous, mon cher confrère, mon cher ami, de ce que je vous avais demandé il y a quelques jours? C'était au début de l'affaire, et je la redoutais déjà.

— Je n'en ai pas gardé mémoire.

— Eh bien ! je vous offrais de prendre à ma place la défense de M^{re} Desclaux.

— Vous ne parliez pas sérieusement.

— Je ne parlais pas sérieusement alors. Je parle sérieusement aujourd'hui. Et je vous l'offre à nouveau. Cette fois, de bon cœur. Cette fois, de tout cœur et sans vain amour-propre. Voyez comme je suis franc. De près de dix ans plus âgé que vous, je puis bien me regarder encore, dans notre Dauphiné, comme le roi des assises. Si je vous prie de me remplacer, ne croyez pas que j'abdique, ne croyez pas à une fausse humilité qui n'est pas dans mon caractère. Mais je sens en vous une telle volonté d'obtenir l'élargissement de cette malheureuse, un tel souci de lui reconquérir la liberté et l'honneur même, que vous seul réussirez peut-être là où je crains d'échouer.

Il faut être du métier pour apprécier la grandeur et la noblesse d'une telle proposition. Maître Arbonel avait beau dire : le monde du Palais qui n'est pas tendre dans ses propos considérerait plus ou moins cette retraite comme une abdication. Je ne pouvais l'accepter, et moins que tout autre, pour des raisons secrètes impossibles à dévoiler. Mais je fus profondément touché d'un tel désintéressement, d'une générosité aussi méritoire et absolue. Comme il faut se garder de juger hâtivement les hommes ! Comme ils dépassent aisément nos jugements dans le mal, mais aussi dans le bien, lorsque les circonstances les amènent à se révéler tout entiers ! Je m'étais plus d'une fois amusé de la vanité de mon confrère et de sa promptitude à épouser les querelles successives de ses clients. Voici qu'il épousait si bien celle-ci qu'il allait jusqu'aux limites de la probité professionnelle et jusqu'à la vertu la plus rare, celle qui ne se rencontre pour ainsi dire jamais chez les avocats, les médecins, les hommes de loi, et à plus forte raison les écrivains et les artistes, l'humilité.

Je lui pris la main et la lui serrai avec effusion.

— Chacun a son heure de doute et de désarroi. Vous en sortirez. Il vous faut en sortir sans retard.

— Vous refusez ?

— N'insistez pas, je vous en prie.

— Vous ne devinez pas à quel point cette affaire me

tracasse, me bouleverse. Alors, acceptez de m'assister aux audiences, de me suppléer au besoin.

— Jamais. Un Arbonel n'a pas besoin d'assistant. Un Arbonel ne se fait pas suppléer.

Il me regarda en face, afin de lire au fond de mes yeux si je lui livrais bien toute ma pensée. Et ma franchise le rassura un peu.

— Vous m'avez fait du bien, me remercia-t-il en me quittant. En effet, je le vis s'éloigner déjà redressé et cambré. Sa fraîcheur d'âme, sa sensibilité féminine le précipitaient aisément dans les dépressions, mais lui communiquaient aussi une heureuse facilité de rebondissement, de rajeunissement.

Cette scène, malgré son dénouement momentané, n'était pas destinée à me rassurer, ni à calmer les troubles de ma conscience. Le juge d'instruction que je rencontrai peu après ne me donna pas plus de satisfaction.

— Les médecins sont des ânes, me déclara-t-il tout de go, sans me laisser deviner tout d'abord le lien qui rattachait ce verdict un peu sommaire à l'affaire d'infanticide.

— Les médecins? répétais-je étonné.

— Sans doute. Vous n'êtes pas sans connaître par le menu les détails de notre descente sur les lieux. Par le menu, c'est le cas de le dire. Vous avez entendu raconter, comme tout le monde, — comme tout le monde du Palais, — l'anecdote de notre déjeuner à Saint-Pierre de Chartreuse où je suis censé avoir englouti une douzaine d'œufs durs dans un saladier de sauce blanche. Otons-en la moitié, et que tout soit dit. Certain personnage de Victor Hugo est doué comme moi d'un noble appétit : cela ne le rend pas antipathique.

Je rassurai le grand et gros magistrat, — si fin et perspicace, — sur la sympathie dont il était l'objet et j'attendis la suite :

— Pour moi, il n'y a plus le moindre doute. Cette Monique Desclaux n'a pas commis son crime toute seule. Or, maître Arbonel, dont vous m'avez traduit les craintes, a raison. Sa cliente risque de compromettre tout l'effet de sa plaidoirie. De toute évidence, elle se livre à la justice pour sauver son compagnon. Il y a chez elle une sorte de folie de l'aveu. Elle exagère sa faute pour ne pas laisser de place à un autre accusé. Je m'étais demandé si son cas ne relevait pas de la médecine légale. Mais

les médecins commis n'y ont rien compris. De là ma première observation, émise un peu à la légère, j'en conviens; Dieu sait si, d'habitude, je blâme la faiblesse ou la sottise des jurés. Cette fois, je vous l'avoue, — et je l'avoue à vous seul, comme à un ami, comme à un confident, — j'aurais presque souhaité l'acquiescement, et rien n'est moins sûr.

L'avocat et le juge d'instruction me donnaient exactement le même son de cloche. Comme je rentrais chez moi, très affecté de cette double rencontre, mon valet de chambre m'annonça qu'une dame qui était déjà venue me consulter m'attendait.

— Oui, répondis-je, elle m'avait annoncé sa visite et je suis en retard.

Sans aucun indice, j'avais la certitude de me trouver en présence de M^{me} de Varce.

L'ÉVADÉE

C'était elle en effet. Mais c'était elle renouvelée, au point que je la regardai avec étonnement, reconnaissant, plutôt que la comtesse de Varce, déjà mère et trop accablée de soucis, Sylvie d'Arnay, la jeune fille qui courait avec nous les forêts de Chartreuse à la poursuite de quelque chamois blessé et que je comparais volontiers alors à une Diane chasseresse. Ses joues avaient repris leurs belles couleurs, et ses yeux, de la teinte rousse des feuilles mortes, leur vivacité. Pour la voir ainsi, étais-je tombé subitement amoureux d'elle, comme maître Arbonel, mon confrère, de sa cliente? La suite de ce récit devait m'inspirer pour elle, dans notre différence d'âge et de milieu, un sentiment sans nom que je ne qualifierai ni d'amitié ni d'amour, qu'elle n'a jamais connu dans sa plénitude si peut-être elle l'a soupçonné, et qui fut le parfum de la seconde moitié de ma vie et son élévation après l'immense contrée de douleur où j'ai si longtemps vécu. Non sans doute, elle n'était plus la même. Elle souriait, comme si elle avait joué quelque bon tour de jeunesse et tout de suite elle me jeta :

— Voilà : je me suis échappée. Ne m'attendiez-vous pas?

— Si, ma chère enfant, je vous attendais. Parce que je ne pouvais pas aller vous chercher.

Je l'avais appelée : *ma chère enfant*, par une ferveur spontanée et une sorte de gratitude pour sa venue.

— Oh ! non, fit-elle avec effroi, vous ne pouviez pas venir. Ce qui se passe là-haut est si extraordinaire !

— Que se passe-t-il ?

— Rien. Et c'est précisément cela qui est prodigieux. La vie a repris comme autrefois, comme avant. Mon père fume sa pipe, promène ses chiens, lit ses journaux, joue aux échecs avec mon mari qui visite, comme d'habitude, la propriété, s'assure que les travaux s'y exécutent normalement et en rend compte. Rien n'est changé dans leurs rapports, et ils se haïssent. Le drame du Guiers-mort est supprimé : il n'en est plus question. Nous vivons à trois, comme si nous étions de braves gens qui n'ont pas d'histoire.

Ce tableau précis n'était pas dans sa manière, moins affirmative, moins tranchée, plus réservée. Je sentais sa révolte contre la conduite imposée. Mais il ne m'appartenait pas de la faire éclater plus tôt.

— Vous ne parlez jamais plus de l'affaire ? questionnai-je néanmoins.

— Jamais.

— Quand vous êtes tous les trois ensemble, je comprends. Mais seule avec votre père ?

— Il ne le permettrait pas.

— Et seule avec votre mari ?

— C'est moi qui n'ose plus.

A voix presque basse, elle ajouta ces détails :

— Il recommence à jouer avec le petit Bruno. Et moi, quand je touche mon enfant, il me semble que je vais le trouver tout ruisselant et que je devrai l'essuyer comme s'il était tombé à l'eau. C'est horrible... Je vous dis tout à vous, parce que vous m'aimiez un peu toute petite fille et parce que j'étouffe.

Elle avait déjà perdu cet élan de jeunesse qui la transformait et redevenait la pauvre créature pitoyable de sa première visite. Cependant elle reprit courage pour me réclamer des nouvelles. Chaque fois qu'elle recommençait d'agir, les forces lui revenaient :

— Je ne sais plus rien au château, et je veux savoir. Les journaux sont confisqués. Je les cherche en vain dès l'arrivée du facteur. Mon courrier est surveillé. On redoute une lettre de vous. Et mon père a donné l'ordre au cocher de ne pas atte-

ler pour moi, s'abritant derrière une ordonnance de médecin qui m'interdirait toute promenade en voiture.

— Et M. de Varce ? m'informai-je.

— Ah ! pourquoi cette question ? M. de Varce est libre d'aller et de venir. Mon père lui a fait cette injure.

Je songeais que l'injure n'était pas imméritée et que M. de Varce acceptait la consigne de silence. Les deux hommes, sans se le dire, sans avoir besoin de se le dire, s'entendaient pour l'honneur du nom, pour l'avenir de l'enfant, pour la paix et le respect du foyer. Le recéleur devenait le complice du meurtrier, et ils avaient l'audace de continuer l'existence commune, cette existence que je devinais intolérable pour la femme soumise à leur volonté.

— Je n'en puis plus, reprit en effet celle-ci. Je serais déjà morte sans mon enfant. Mais il ne faut pas qu'il subisse leur influence. Je veux l'élever à moi seule. Je lui apprendrai un autre honneur, je lui donnerai une autre conscience, si je lui suis rendue. Et s'il me perd, je veux votre promesse de lui révéler un jour la cause de ma condamnation afin qu'elle lui serve d'exemple.

Je ne pouvais comprendre ni cette allusion à une hypothèse qui ne se présenterait pas, ni l'inutile demande d'une semblable promesse. Et je m'efforçai de la calmer, car je constatais chez elle une excitation fébrile.

— Voyons, madame, je ne m'explique point vos paroles. Voulez-vous que nous causions raisonnablement ? Comment êtes-vous venue et pourquoi êtes-vous venue ?

— Comment je suis venue ?

Et après avoir répété mon interrogation, elle sourit et du coup je retrouvai la jeune fille de l'arrivée :

— Oui, ils croyaient me tenir. Eh bien ! je suis venue à bicyclette. Je n'avais pas repris ma machine depuis mon mariage. Elle gisait dans un coin de hangar, abandonnée et dégonflée. Je me suis occupée d'elle en cachette et l'ai remise en état peu à peu. Ah ! les chevaux m'étaient refusés et le trainway m'était interdit : j'ai enfourché tout à l'heure ma bécane, et me voici.

— Où l'avez-vous laissée ?

— Là-dessous, dans votre petit jardin.

— Personne ne vous a vue partir sur elle ?

— Je ne crois pas. Je l'avais transportée hier soir, à la tombée de la nuit, jusqu'au mur de clôture du parc, du côté de l'église. Après le déjeuner, je suis allée la prendre. La course m'a fait du bien. J'ai filé à toute allure dans la crainte d'être poursuivie. Sans doute me cherche-t-on à l'heure actuelle. Au retour, je déposerai ma machine dans les fourrés qui s'enchevêtrent derrière l'abside.

— Bien, madame. Et maintenant, pourquoi désirez-vous me voir? Votre père n'a-t-il pas rendu la justice à sa façon?

Elle secoua la tête et j'avais bien prévu qu'elle venait en révoltée:

— Je n'accepte pas son arrêt.

— Que voulez-vous faire? Votre mari qui, seul, pourrait agir encore, ne vous a pas accompagnée.

— Je ne le lui ai pas demandé. Il souffre aussi, croyez-le. Il ne me regarde jamais plus en face, mais son regard ne m'a jamais cherchée jusqu'au fond des yeux. Il fuit toute conversation prolongée, et je vois bien qu'il implore sa grâce, tant il s'efforce de m'éviter toute peine, de me faciliter les moindres mouvements de la vie ordinaire. Non, je ne l'ai pas consulté. Il se serait, lui aussi, opposé à mon départ. Il m'aurait offert de me remplacer.

La remplacer : pour quoi donc? Et ses yeux rayonnaient d'une décision que je pressentais dangereuse, héroïque ou absurde.

— Il faut tout d'abord que je sache, reprit-elle. M^{lle} Monique Desclaux refuse toujours de dénoncer le véritable meurtrier?

— Elle ne le dénoncera jamais.

— Croyez-vous qu'elle se taise encore à l'audience, quand elle sera devant les jurés, devant la foule, quand la condamnation sera menaçante et prochaine? Ce doit être très impressionnant, tout cet appareil judiciaire. Je ne suis jamais allée aux assises, mais il me semble que j'aurais peur.

— On n'a pas peur quand on se sacrifie.

— C'est juste. On ne doit pas avoir peur. Donc elle gardera jusqu'au bout le silence. Et maintenant répondez-moi en toute franchise. Je suis sûre que mon père et mon mari ne sont pas assez iniques pour avoir, le premier imposé et le second accepté la détermination qu'ils ont prise, sans avoir la certitude de l'acquiescement de l'accusée. Là est leur excuse, là est

l'explication de leur attitude, si cruelle au premier abord, et que vous devez juger comme moi, sévèrement. Ne le croyez-vous pas ?

— Je le crois, madame, comme vous. Oui, ils sont persuadés que M^{lle} Monique Desclaux sera renvoyée libre de la salle d'audience. Je l'espérais pour elle, pour eux, pour vous. Maintenant, je ne puis malheureusement plus partager leur conviction, ni garder cet espoir.

— Et pourquoi ce changement ? Ne me cachez rien, je vous en prie.

Je dus résumer pour elle mes conversations avec M^e Arbonel et avec M. Bernin, avec l'avocat de l'accusée et avec le juge d'instruction. L'instance de Monique Desclaux à se charger du crime risquait d'indisposer le jury. On n'acquitte pas les inculpés malgré eux-mêmes, et celle-ci voulait à toute force expier sa faute. M^{me} de Varce m'écoutait avec une attention minutieuse, pesant chacun de mes arguments. Quand j'eus terminé, elle conclut :

— Alors, vous la croyez perdue, n'est-ce pas ?

Une déduction n'a jamais cette rigueur en matière judiciaire :

— Perdue, je ne sais pas. Mais en danger, en grand danger, oui.

— Cela me suffit. J'ai donc bien fait de m'échapper aujourd'hui et de venir vous voir.

Et sans s'expliquer plus clairement, elle aborda un autre sujet :

— Il y a une question matérielle à trancher auparavant. M^{lle} Monique Desclaux gagnait sa vie et celle de sa mère avec ses leçons et ses répétitions. Depuis qu'elle est arrêtée, sa mère n'est-elle pas dans le besoin ?

— C'est assez probable. Mais une sœur de l'institutrice est mariée et doit lui venir en aide.

— Il faut réparer le mal que l'on fait. J'y ai pensé et j'ai apporté dans ce réticule de quoi compenser, du moins pour quelque temps, le préjudice causé à M^{me} Desclaux et la mettre à l'abri des difficultés de la vie. Vous ne pouvez vous charger, vous, de lui faire parvenir cette somme. A cela aussi, j'ai pensé.

Dans la solitude où le malheur la précipitait, pendant les longues heures passées au château d'Arnay en tête-à-tête avec

l'unique objet de ses préoccupations, elle avait préparé dans ses détails l'œuvre réparatrice. De toute évidence, je ne pouvais intervenir sans compromettre le complice caché. Mais qui chargerait-elle de cette intervention ?

— Personne, objectai-je, ne peut se mettre directement en rapport avec la famille de l'accusée. Et M^{me} Desclaux, dût-elle mourir de misère, n'acceptera rien.

— Oui, il ne faut l'atteindre ni dans sa fierté, ni dans sa foi maternelle. Mais j'ai trouvé l'intermédiaire. Seulement, j'ai compté sur vous pour lui demander de jouer ce rôle. Oh ! j'ai cherché longtemps, là-haut, pendant mes heures d'isolement, de souffrance et d'angoisse. Dieu m'a récompensée, car j'ai trouvé.

Étonné de son assurance, je demandai :

— Et qui sera-ce ?

— Les Chartreux. Vous monterez un jour prochain, demain si c'est possible, à la Grande-Chartreuse. Vous y demanderez Dom Moreuil. Vous lui parlerez sous la sauvegarde du secret de la confession. Inutile de lui donner mon nom : peut-être le devinera-t-il. Vous le supplierez d'aller sans retard rendre visite à M^{me} Desclaux et de lui porter secours au nom de la religion, de la pitié, de la confiance dans l'innocence de sa fille, sans lui laisser supposer une intention quelconque. Il y ajoutera ces paroles de paix qui relèvent les courages à l'agonie. Et peut-être ira-t-il jusqu'à la prison voir la malheureuse accusée. Voilà ce que j'attends de vous. Est-ce promis ?

Et, de son réticule, elle sortit une enveloppe qu'elle me tendit et que je ne pouvais refuser :

— Oui, ma chère enfant, c'est promis. Vous avez, en effet, trouvé le seul intermédiaire qui ne compromette personne.

— Ce n'est pas tout, reprit-elle sans désespérer.

— Qu'exigez-vous de plus ?

— Oh ! le reste est plutôt pour moi. Je voudrais savoir la date exacte des prochaines assises, car là-haut les journaux ne sortent plus de la chambre de mon père.

— La session s'ouvrira le 29 juillet.

— Et l'affaire d'infanticide, quand viendra-t-elle ?

— Elle est inscrite la première.

— La première ? Alors ce sera le 29 juillet. Expliquez-moi comment les choses se passent.

Je dus lui faire brièvement un cours de procédure criminelle sur la composition de la Cour, l'appel des jurés, les récusations, l'appel des causes, la lecture de l'acte d'accusation par le greffier, l'interrogatoire de l'accusée, celui des témoins, le réquisitoire, la plaidoirie. Puis j'ajoutai :

— A quoi bon tous ces renseignements? Je vous tiendrai au courant des débats sitôt qu'ils seront terminés. Votre père ne pourra tout de même pas vous enfermer pour vous empêcher de me recevoir.

Elle ne me parut pas écouter cette proposition, tant elle était absorbée dans ses calculs. Elle en sortit pour me poser encore une autre question :

— En somme, l'audience, comme vous dites, commencera à neuf heures. Mais il faut compter une bonne heure avant qu'on interroge M^{me} Desclaux.

— Une heure au moins, peut-être deux.

— Si j'arrive à dix heures, et même un peu après, c'est assez tôt?

— Qu'y viendrez-vous faire? Ne venez pas, je vous en conjure. C'est courir au-devant d'une horrible émotion.

— Vous serez là pour me conduire, continua-t-elle, sans tenir compte de mon objurgation.

— Vous conduire où?

— Mais à la barre des témoins.

— Vous voulez témoigner?

— Sans doute.

Et comme, dans ma surprise, je l'interrogeais du regard, je mesurai mieux la force irrésistible de ce *Sans doute*. Avait-elle mérité qu'on la supposât absente ce jour-là et capable de sanctionner la consigne de silence imposée par son père et acceptée par son mari? Elle avait une autre conception de l'honneur et de l'honnêteté. Elle aussi, elle savait commander; elle commandait à sa volonté, à ses nerfs, à son corps et à son cœur inaccessibles à la peur quand il s'agissait du salut d'une innocente. Je lui pris doucement la main et, m'inclinant, la lui baisai. Puis, les objections se pressèrent sur mes lèvres :

— J'admire la petite Sylvie qui n'a jamais craint le vertige dans les montagnes de Chartreuse. Mais votre projet est insensé. Quel témoignage apporterez-vous qui ne livre pas votre mari à la justice?

— Mon mari ne sera pas là pour me contredire. Je m'accuserai moi-même.

— Mais de quoi donc ?

— Du crime. De quoi n'est pas capable la jalousie d'une femme ? Mon mari a été l'amant de l'accusée avant de m'épouser. Il a eu d'elle un enfant avant de m'en donner un. Cet enfant, imaginez qu'il le préfère au nôtre. N'éprouverai-je pas l'atroce désir de le faire disparaître ? Et pourquoi n'aurais-je pas attiré la maîtresse sur le lieu du crime pour lui arracher le petit ? Vous qui par profession recevez tant de confidences et connaissez tant de faiblesses humaines, osez-vous me dire que c'est invraisemblable ?

— Ma pauvre enfant, de vous, oui, c'est invraisemblable.

— Ai-je donc l'air si pusillanime et timorée ?

— Oh ! non, Sylvie, non. Mais vous avez l'air de vous jeter à l'eau pour sauver quelqu'un qui se noie.

— Vous vous trompez, mon ami, mon vieil ami. Les jurés ont gardé vis-à-vis de la noblesse les vieux préjugés révolutionnaires. Ils sentent que nous appartenons à un monde à part et ils nous détestent. Ils croiront aisément que je suis une espèce de monstre quand je le leur dirai. Et j'aurai coupé la voie, la voie saignante de cette pauvre Monique Desclaux. Mais il y a mon fils à qui vous direz plus tard que j'étais innocente.

Elle se servait de termes de chasse et dans son ingénuité elle ne déraisonnait pas trop. J'imaginai aux assises le duel de ces deux femmes acharnées à se charger du même crime qu'aucune d'elles n'avait commis. Ne serait-ce pas inouï, prodigieux dans les annales judiciaires ? Mais ne devais-je pas la détourner d'un héroïsme aussi fabuleux, aussi absurde, qui substituait une innocente à une autre, et ne pouvait rien résoudre ? J'allais m'y employer quand mon valet de chambre frappa à la porte.

— Qu'y a-t-il donc ?

— M. le marquis d'Arnay fait dire à M^{me} la comtesse de Varce que la voiture l'attend en bas pour la ramener au château, et que lui-même est pressé de rentrer.

Il se gargarisait avec ces titres, tandis que nous nous sentions glacés.

— Ah ! murmura-t-elle en se levant. Mon père s'est aperçu de ma fuite. Je pars, mais le 29 je serai au Palais de justice.

— Non, non, je vous en prie, ne venez pas. Vous ne pouvez rien. On ne vous croira pas.

— C'est inutile : je serai là. Renvoyez-moi ma bicyclette qui est dans votre jardin. C'est indispensable. Vous la déposerez au village de la Terrasse, dans les fourrés qui sont derrière l'église. Vous vous appellerez. Il me la faut. C'est indispensable.

— Vous aurez votre machine. Mais réfléchissez. Et comptez sur moi : je serai là pour vous retenir au besoin.

— C'est tout réfléchi. Ne me connaissez-vous donc pas ?

Je l'accompagnai jusqu'à la voiture où le marquis était installé. Il en descendit pour me saluer avec politesse. Si l'on pouvait supprimer quelqu'un rien qu'en le regardant, je serais tombé mort à ses pieds, tandis que je supportai son regard sans baisser les yeux.

— Vous lui donniez de mauvais conseils, me lança-t-il comme on lance un pavé.

— Elle ne m'en a point demandé, répliquai-je. Et vous savez mieux que personne que je n'en donne que de bons.

Le cocher enveloppa du fouet les deux irlandais à robe alezane et la voiture s'ébranla, ramenant au château, à la prison, la fugitive. S'évaderait-elle à nouveau le jour des assises et que se passerait-il ce jour-là ?

A LA GRANDE-CHARTREUSE

Il me fallait tenir ma promesse sans retard et me rendre à la Grande-Chartreuse pour informer dom Moreuil de la mission que lui désirait confier M^{me} de Varce sous le voile de l'anonymat. Je ne connaissais pas dom Moreuil, mais j'étais en relations assez suivies avec le Supérieur général de l'ordre, dom Béril, qui avait eu l'occasion de me consulter à diverses reprises dans l'administration des forêts et dans celle de la distillerie de Fourvoirie. Ainsi le monastère m'était-il quasi familier.

J'ai toujours préféré la route de Saint-Laurent-du-Pont par le col de la Placette à la route du Sappey par le col de Porte. Il faut, en effet, découvrir le monastère après la préparation du Désert. J'y montai en voiture par une brûlante après-midi, où la chaleur semblait s'accumuler au passage du col et dans la

vallée. Je ne trouvai de fraîcheur que dans le défilé qui entoure le Guiers-mort de ses rochers et de ses sapins suspendus sur les abîmes. C'était là que M. de Varce était venu précipiter l'enfant, son enfant, — mort ou vivant? mort selon sa version, mais fallait-il le croire? — Au retour, je me proposai de rechercher l'endroit. Mais je poussai les chevaux afin d'arriver au couvent avant la nuit.

Une soirée à la Grande-Chartreuse m'a toujours procuré ce repos spirituel qui est si nécessaire à nos vies affairées. J'ai souvent rêvé d'y accomplir une retraite, mais le temps m'a manqué, et sans doute aussi la foi. Depuis ma jeunesse, j'ai traversé trop de systèmes philosophiques et politiques et trop observé les pauvres hommes, pour ne pas m'abandonner à ce scepticisme qui nous permet de considérer les choses avec tranquillité et ironie. Cependant je m'émeus encore devant un beau visage, une noble action, la paix de la montagne. On respire ici un air salubre et vivifiant. L'atmosphère y est transparente. Aucune fumée d'usine ne l'a souillée. Aucune pensée venue d'en bas. Déjà la lumière s'était retirée sur les sommets, sur les rochers du Grand Som, laissant l'oasis religieuse dans l'ombre. Ou plutôt l'oasis religieuse se détachait encore en blanc, avec ses bâtiments et ses clochetons, tandis que la sombre masse des forêts s'allongeait alentour. Dès que le seuil est franchi, dès la cour intérieure où l'on entend la voix limpide et monotone de l'eau qui coule dans les bassins, cette paix de la montagne, loin de s'étouffer, augmente. Il s'y vient ajouter la paix humaine, plus rare que dans toute la nature.

L'un des frères qui me connaissait me donna une chambre, puis me conduisit au réfectoire des voyageurs où je mangeai presque seul. Dans mon voisinage deux visiteurs étrangers dont la volubilité de langage me parut être italienne ou espagnole, étaient déjà attablés. Il était trop tard pour déranger les Pères dans leur programme journalier de travail et de méditation. On me demanda si je voulais assister à l'office de matines et sur ma réponse affirmative on m'avertit que cet office commençait à onze heures. Un peu avant onze heures le frère Symphorien vint me chercher pour me mener à la chapelle qui était à peine éclairée, dans la partie d'en haut réservée au public. Mes compagnons de table avaient préféré le sommeil. Personne ne troublait ma solitude. Et de cette sorte de balcon

je vis les Pères entrer successivement, comme des ombres, le capuchon rabattu sur le visage et leur petite lanterne à la main. Ils glissaient sans bruit à leur stalle. Leurs sandales ne s'entendaient pas. Seul, un sillage de lumière les signalait et s'immobilisait avec eux. Je ne pouvais distinguer leurs traits enfouis sous la cagoule comme une veilleuse sous l'abat-jour. Leurs personnes devaient disparaître. Chacun d'eux n'était plus qu'un livre de prières.

L'office de matines dura trois heures. Jusqu'à deux heures du matin, leurs voix se répondirent dans un murmure confus ou le silence les enveloppa. Toutes leurs nuits sont ainsi occupées. Ils viennent mettre en commun leur solitude qu'un peu de chaleur fraternelle, répandue à travers les versets des psaumes et les prières liturgiques, vient adoucir. Et il en sera de même jusqu'à la solitude de la mort. Je connais le cimetière où ils reposeront sans cercueil, la face contre terre en signe d'humilité, désignés seulement par une croix sans nom.

Cependant je ne pouvais leur tenir compagnie sans une fatigue extrême. Cet office nocturne, après quelques instants de distraction dus à la curiosité, me parut interminable. Il faut pour méditer un grand entraînement obtenu par l'habitude et par la volonté. Si rarement nous sommes en face de nous-mêmes, si rarement nous nous situons hors des circonstances et des événements qui nous emportent, pour nous considérer sous l'angle éternel ! Parfois quelque sentiment puissant, l'amour, la haine, le sens du beau, le goût des idées, parvient à nous hausser jusqu'à ce plateau, mais nous retombons vite dans notre médiocrité. Que de vies humaines se seront passées sans un coup d'œil sur soi, sans un désir d'amélioration, sans cette faim de Dieu que ces moines viennent chaque nuit assouvir et qu'ils assouvissent à notre place, pour nous, si l'on s'en rapporte à la communion des saints et à la réversibilité des mérites !

Je regagnai ma chambre, fourbu et les genoux brisés. Néanmoins, avant de me coucher, je regardai par ma fenêtre ouverte le ciel étoilé. N'ai-je pas remarqué, à la montagne, une sorte de vibration plus perceptible des étoiles, due peut-être à l'air transparent et limpide ? Elles semblent plus rapprochées et plus amicales. Aucune mauvaise respiration des villes ne les voile. Les forêts et les monts formaient des taches noires qui sup-

portaient, comme des piliers massifs, la voûte des astres et la faisait ressortir. Il me sembla que la chapelle des moines s'élargissait et que, là, j'étais mieux pour mener leur vie contemplative. Le bienfait de la montagne, — air salubre, eau pure, solitude et rapprochement de Dieu, — les premiers, ils l'ont compris. Quand ils abordèrent ces régions profondes des Alpes, elles étaient considérées comme maudites. Ils les exorcisèrent et les soumirent à une présence divine dont toute la Grande-Chartreuse demeure encore imprégnée.

Le matin, je demandai dom Moreuil. Il jouissait d'un peu plus de liberté que les autres moines, parce qu'il était un des assistants du Supérieur général. Ainsi me proposa-t-il, — comme c'était son jour de sortie, — de se promener avec moi jusqu'à Notre-Dame de Casalibus qui est un sanctuaire dans les bois élevé sur l'emplacement où périrent autrefois les premiers moines ensevelis sous une avalanche. Le chemin montant est ombragé de hauts fayards. Il longe à la fin des rochers où s'agrippent de toutes leurs racines tordues des sapins centenaires.

Quand nous fûmes engagés dans la forêt, loin de toutes oreilles indiscretes, je lui parlai du crime du Guiers-mort, supposant qu'il le connaissait par les journaux ou par la rumeur publique. Mais tous les bruits du monde meurent au seuil du monastère.

Force me fut de reconstituer pour lui tout le drame. Je le fis selon l'instruction du juge. Monique Desclaux s'accusait elle-même, se chargeait de tout le poids de la faute.

— Puis-je continuer, mon Père?

— Je vous écoute.

— C'est que, maintenant, j'aborde un autre terrain. Ce que je vais vous apprendre, je ne le sais que sous le couvert de mon secret professionnel. Je vous le transmettrai sous le secret de la confession.

— Alors il est inutile d'aller plus loin.

J'invoquai la mission dont j'étais chargé, que lui seul pouvait remplir sans appeler l'attention, qui réconforterait une victime innocente et lui assurerait l'existence. Je mis toute mon éloquence à faire appel à sa charité. Mais je me heurtai à un refus absolu. Son ordre ne pouvait être mêlé en quoi que ce fût à une affaire criminelle. C'était risquer de le compro-

mettre quand le Parlement était saisi de projets de loi qui pouvaient aboutir à l'expulsion des congrégations religieuses. Devant de tels scrupules je n'avais plus qu'à me retirer. Je prononçai alors le nom de la comtesse de Varce.

— Mon Père, c'est elle qui m'envoie. Elle m'a promis que vous m'accueilleriez. Mais son nom ne doit pas être retenu.

Il s'était arrêté dans sa marche et je devinai son hésitation qu'il ne tarda pas à m'expliquer :

— J'ai connu sa mère, la marquise d'Arnay. C'était une sainte femme. Elle a beaucoup souffert.

Où l'avait-il connue ? Dans le monde avant d'entrer dans les ordres ? Qui était ce dom Moreuil dont je ne savais rien ? Sa robe de moine ne parvenait pas à cacher une distinction, une élégance anciennes. Il paraissait âgé, mais vigoureux encore. Il se tenait très droit, comme les généraux en retraite. Sans doute avait-il porté l'uniforme. Et tout à coup il me proposa de rentrer. Nous consulterions ensemble le Supérieur général sur ce cas particulier.

Dom Béril, le Supérieur général, nous reçut dans le salon qui lui est spécialement affecté. Il m'accueillit moi-même avec sa bienveillance accoutumée. Nos relations anciennes faciliteraient l'entretien. Pour lui je recommençai la dramatique histoire du Guiers-mort. Mais je compris que lui, du moins, était informé. Il donnait des signes, non pas d'impatience, mais de connaissance. Comme un capitaine de vaisseau qui surveille la marche du navire, il doit, pour éviter les écueils, consulter, sinon les astres, du moins les journaux. Quand j'affirmai l'innocence de l'accusée, il prit un intérêt plus vif à mon récit.

— Vous n'êtes pas son avocat, me fit-il observer. Mais ne pouvez-vous rien pour elle ?

— Rien, mon Père, et c'est pourquoi je suis ici.

Car je me débattais moi-même dans une crise de conscience au sujet de laquelle il ne m'était pas inutile de le consulter. Je savais le nom du coupable et ne pouvais le dénoncer. Confident du crime, il m'était interdit d'intervenir. Assisterais-je, muet et impuissant, à la condamnation de Monique Desclaux ? Avec une incomparable autorité, le Supérieur général rejeta mes scrupules :

— La question ne se pose pas plus pour vous que pour le

prêtre. Le secret de la confession est absolu. Le secret professionnel oblige pareillement. Cependant ne pourriez-vous déterminer le vrai coupable à se livrer ?

Sans précision de personnes ni de lieux, j'en vins à la scène du château d'Arnay. Dom Moreuil soulevait peut-être les masques anonymes, mais gardait le silence. Il s'en rapportait à son chef. Puis ce fut la visite que j'avais reçue tout récemment. La femme du criminel voulait prendre la faute à sa charge, accourir à l'audience pour sauver l'inculpée. C'était un projet absurde, insensé, et probablement vain, dont je m'efforçais de la détourner.

— Vous avez raison, m'approuva dom Béril. Il ne lui appartient d'agir que sur son mari.

— Oh ! le mari est trop lâche et trop mou. Il a peur du scandale, pour sa femme et pour son fils légitime plus encore que pour lui-même. Et puis le marquis d'Arnay est là, qui les tient prisonniers. Il n'entend pas qu'on touche à son honneur.

Le marquis d'Arnay ! J'avais prononcé malgré moi son nom. Dès lors toutes mes précautions oratoires devenaient inutiles. J'attribuai cet oubli à la confiance que m'inspiraient naturellement ces robes de moines et à la paix qui est enclose dans ces murs de la Grande-Chartreuse. En aucun cas je ne serais trahi rien ne transpirerait au dehors de notre conversation. Ainsi avais-je été amené par une pente insensible à m'exprimer librement. Comme j'esquissais néanmoins un geste de regret et de retraite, le Supérieur général sourit :

— Soyez sans inquiétude, mon ami. Le silence est notre règle et notre caractère vous couvre.

L'affaire viendrait donc à la prochaine session des assises, dans un délai très rapproché, dans quelques jours. On ne pouvait en prévoir l'issue : acquittement ou condamnation. La mère de l'accusée se trouvait dans un état qui bientôt confinerait à l'indigence. Ma visite avait pour but de demander à dom Moreuil de lui porter un secours.

— Ce secours, d'où vient-il ?

— De la femme du coupable. Elle désire réparer le mal dont elle n'est pas l'auteur, dont elle ne veut pas être la complice. Je ne puis m'acquitter moi-même de cette mission sans que l'attention soit éveillée et je n'en ai pas le droit. Je me heurterais à un refus compromettant, tandis que les Char-

treux ont une telle réputation de bienfaisance qu'on ne peut refuser leur aide. Voilà ce que j'avais pensé.

Je me tus, ayant dit tout ce que j'avais à dire. Les deux moines ne me répondirent pas tout d'abord. Aucun dialogue ne s'échangea entre eux. Ils ne se regardèrent même pas pour se consulter des yeux. Et pourtant j'étais assuré qu'un travail identique s'accomplissait dans leur esprit. Enfin dom Béril prit la parole. Il ne s'adressa pas à moi. Il dit simplement à dom Moreuil :

— Vous irez.

— Bien, mon père.

— Oui, reprit-il, vous irez. Il faut visiter cette malheureuse mère trop éprouvée. Vous irez de ma part et lui expliquerez que j'ai connu sa détresse et qu'une âme charitable a désiré la soulager.

— Et si elle m'interroge ?

— Vous ne savez rien de plus. Allez voir aussi dans sa prison l'accusée.

— En aurai-je l'autorisation ?

— Vous la demanderez. Elle vous sera sans doute accordée.

Je n'entendis pas sans inquiétude, je l'avoue, cette nouvelle injonction. Monique Desclaux se murait dans son silence ; allait-on l'inviter à proclamer enfin la vérité et à dénoncer son complice, ou plutôt l'auteur même, l'auteur unique du meurtre de l'enfant ? J'aurais peut-être dû m'en réjouir, mais j'étais l'avocat de M. de Varce et ne pouvais être complice d'une démarche qui était de nature à nuire à mon client. Mais je n'eus pas besoin d'intervenir. Déjà le Supérieur général justifiait cette visite :

— Ainsi contractée et décidée à s'offrir en sacrifice, elle est toute tendue vers un seul but. Et peut-être oublie-t-elle de s'appuyer sur Dieu. Vous lui porterez cet appui. Vous ne ferez aucune allusion à son innocence. Elle est libre dans ses actes publics et il ne nous appartient pas de la détourner de son holocauste. Mais elle souffre et il la faut consoler. Elle est seule et ne doit pas se croire abandonnée. Notre mission sacrée s'arrête là.

— Bien, mon Père, répéta dom Moreuil. Je ferai de mon mieux. Quand partirai-je ?

— Le plus tôt possible, car l'heure presse. Il y a peu de générosité à retarder l'aumône.

J'avais partie gagnée. J'offris d'emmener dans ma voiture dom Moreuil tout de suite après le déjeuner, mais le Supérieur général s'y opposa avec raison. Il ne convenait pas qu'on nous vit arriver ensemble à Grenoble. La plus grande prudence devait nous être imposée. Dom Moreuil descendrait à la ville le lendemain ou le surlendemain. Des obligations assez fréquentes l'appelaient précisément à l'évêché et fourniraient à son voyage un motif plausible.

— Ah ! mon Père, lui dis-je en le remerciant et prenant congé, que je suis donc tracassé par cette affaire !

Il me considéra avec compassion, mais aussi avec surprise :

— Il ne faut jamais être tracassé. Tout faire de bonne volonté, et à la grâce de Dieu.

— Et si Monique Desclaux est condamnée ?

— Il n'y a pas de *si* ni de *mais*, comme nous l'enseigne saint François de Sales. Dieu est le maître.

J'admirai cette confiance et cette paix qui dépassent notre humanité et me retirai. Après la collation au couvent, je laissai tomber la chaleur lourde du jour et vers quatre heures je fis atteler les chevaux. Les sept ou huit lieues qui séparent de Grenoble la Grande-Chartreuse par Saint-Laurent-du-Pont, — car je voulais suivre le même itinéraire qu'à l'aller, — seraient aisément franchies en moins de trois heures à la descente par de bons trotteurs. Mais je pensais m'arrêter entre le pont Saint-Pierre et le pont Saint-Bruno pour rechercher l'endroit du crime, ou plutôt, — ne devais-je pas adopter la version de M. de Varce ? — l'endroit où le petit cadavre avait été jeté. Était-il impossible à une femme chaussée de petits souliers, comme le soutenait le juge Bernin, de s'être penchée là sans perdre l'équilibre avec son paquet ? Une complicité était-elle nécessaire pour expliquer son geste ? Si M^e Arbonel démontrait qu'elle s'accusait contre la raison même et contre la vraisemblance, n'était-ce point le salut ?

Au moment de mon départ, dom Moreuil me rejoignit dans la chambre où je rassemblais mon bagage :

— J'ai réfléchi, me dit-il. Après avoir rendu visite à M^{me} Desclaux et, si je le puis, à sa fille prisonnière, j'irai vous rendre compte de la mission qui m'est ainsi attribuée.

— Je vous attendrai, mon Père.

— A bientôt donc, et que Dieu vous garde !

Comme le Supérieur général, il me rappelait qu'une ombre divine accompagne notre destinée, quand mes observations sur la vie ne me révélaient guère qu'injustice, incohérence, incertitude. Y avait-il donc deux plans où situer nos actions, leurs causes et leurs effets? Et ne les mettrions-nous, la plupart du temps, que sur le plan inférieur où nous sommes trompés par les apparences?

Je pensais à ces choses quand je pris le chemin du retour. Une fois ou deux, je me retournai pour cueillir encore d'un coup d'œil cette masse de bâtiments, de toitures, de clochetons qui compose l'oasis religieuse au cœur des forêts, dans un creux de montagne, sous les rochers blancs du Grand Som.

Après le pont Saint-Pierre, je guettai l'endroit où je désirais m'arrêter. Je savais par le juge d'instruction que c'était un lieu resserré entre le rocher et le torrent, où les pentes s'inclinaient à donner le vertige.

— Halte! ordonnai-je à mon cocher.

— Oh! non, monsieur, me dit-il en se retournant, ce n'est pas encore là.

— Mais quoi donc?

— Le crime, fit-il en clignant de l'œil. C'est moi qui ai conduit ces messieurs pour l'enquête. Je vous indiquerai. Tous ceux qui montent à la Chartreuse veulent voir ça.

Et un peu plus loin, en effet, il tira ses chevaux :

— Il faut descendre, m'expliqua-t-il. Ce n'est pas com-
mode.

Puis, comme s'il était l'interprète de l'opinion publique, il ajouta, la face congestionnée et les poings crispés :

— Tout de même, on pense bien qu'on lui coupera le cou à cette bourgeoise-là. Jeter ainsi son enfant! Et un enfant d'une année!

Représentait-il, dans sa sévérité et sa violence, le cœur antique? Sa station au monastère ne lui inspirait-elle aucun sentiment d'indulgence, de compassion ou de retour sur soi?

— Mais est-elle coupable? objectai-je.

— Si elle est coupable! Puisqu'elle avoue. C'est sur *le Petit Dauphinois*. Alors, si on ne condamnait pas ces gens-là, il n'y aurait plus de justice.

M^e Arbonel avait raison de se montrer inquiet sur le dénouement de l'affaire. L'acquiescement de Monique Desclaux serait

malaisé, en présence de ce mouvement populaire qui, fatalement, impressionnerait le jury. Je descendis vers le Guiers-mort, entre les arbres. C'étaient des fayards ou des charmes qui retenaient le terrain glissant. A cause de l'humidité, leurs branches étaient chargées de mousses pendantes, pareilles à des chevelures. Des feuilles mortes accumulées depuis des saisons, les unes décomposées, les autres froissées et bruissantes, formaient un humus épais et mou où mes pas enfonçaient. J'atteignis le bord du torrent dont les eaux glauques se brisaient entre les rochers. Là, peut-être, là sûrement, s'était accompli le dernier acte du drame. L'enfant mort avait été confié à la fidélité de l'eau. Il devait disparaître et le secret serait à jamais gardé. Mais l'eau perfide avait roulé le petit cadavre.

Sans doute j'avais eu du mal à gagner la rive du Guiers-mort et il m'avait fallu me retenir plus d'une fois aux troncs ou aux branches. Néanmoins il n'était pas impossible qu'une criminelle eût réussi à porter là son fardeau. Aucune certitude ne pouvait résulter de l'enquête.

Quand je regagnai ma voiture, le cocher qui ne m'avait pas suivi et qui semblait fumer sa pipe avec indifférence ricana une fois encore :

— Ah ! Ah ! la mauvaise femme !

La haine publique ne désarmait pas. Il me semblait que je l'entendais déjà gronder autour de Monique Desclaux lorsqu'elle paraîtrait aux assises, gronder comme le torrent qui, sous moi, écumait entre les fûts rapprochés des fayards, des charmes et des sapins penchés. Pouvait-on l'abandonner, la livrer aux bêtes sans rien tenter pour elle ?...

HENRY BORDEAUX.

(La troisième partie au prochain numéro.)

ÉTUDES DIPLOMATIQUES

LE PREMIER MOIS DE LA GUERRE MONDIALE

Le mois d'août ramène un nouvel anniversaire du début de la guerre européenne. Alors que l'histoire militaire de la France pendant cette crise décisive de son existence a fait déjà l'objet d'innombrables travaux, son histoire diplomatique reste encore en grande partie ensevelie dans le secret des chancelleries. Elle présente pourtant son intérêt propre et son côté dramatique. Elle abonde en péripéties parfois aussi tragiques, quoique moins éclatantes que celles des grandes batailles. Il en ressort des physionomies dignes d'être tirées de l'oubli et il s'en dégage des enseignements utiles à retenir et à méditer. Elle n'était jusqu'ici connue que dans certains épisodes de son développement. Après quinze années, le recul du temps paraîtra peut-être suffisant pour qu'elle puisse être d'abord exposée dans son origine, pour être ensuite retracée dans un tableau d'ensemble, composé au moyen des documents originaux.

Les déclarations de guerre envoyées successivement de Berlin à Pétersbourg (1^{er} août) et à Paris (3 août), de Londres à Berlin (4 août), et de Vienne à Pétersbourg (6 août) avaient eu pour résultat pratique de partager les grandes Puissances européennes (sauf l'Italie) en deux camps opposés, et de réunir la France, la Russie à la Grande-Bretagne, appuyées par la Serbie et par la Grèce, en une Triple Entente non encore proclamée officiellement, mais formée en fait par la nécessité de leur lutte contre des adversaires communs. Du jour où elles

s'y trouvèrent engagées, trois préoccupations principales parurent s'imposer aux efforts de leur diplomatie.

Il leur fallait d'abord veiller à maintenir dans la neutralité les petits États qui seraient tentés ou sommés de l'abandonner pour aller grossir le bloc des Puissances centrales.

Elles devaient ensuite chercher à obtenir l'alliance effective de ceux que leurs sentiments ou leurs intérêts paraissaient incliner vers la cause de l'Entente.

Tout en cherchant à modifier ainsi la balance des forces en présence, elles avaient enfin à utiliser celles dont elles disposaient déjà, de manière à leur donner leur plus haut degré d'efficacité.

Au début, et sans qu'elles se fussent partagé explicitement les rôles, chacune des Puissances de l'Entente se consacra à celle de ces tâches qui lui paraissait répondre pour elle à un intérêt prédominant : la Grande-Bretagne à la première, pour maintenir sa situation dans la mer du Nord ; la Russie à la seconde, pour encercler l'Autriche, considérée comme le plus faible de ses adversaires ; la France enfin à la troisième, afin de diminuer la formidable pression exercée sur ses frontières par l'effort militaire de l'Allemagne. De là, pendant la première quinzaine d'août, une série d'initiatives distinctes, parallèles et d'ailleurs solidaires, auxquelles allaient succéder, pendant la seconde, d'autres qui se croiseraient au lieu de se juxtaposer, parce qu'elles auraient pour objet la péninsule des Balkans, théâtre habituel des rivalités européennes.

LES INITIATIVES ANGLAISES. — LA MER DU NORD

La première de ces initiatives a été prise par l'Angleterre, quelques heures avant la date officielle de son entrée en guerre. Dans la journée du 4 août, la nouvelle est parvenue à Londres de la violation de la frontière belge par les troupes allemandes. Après avoir refusé d'y souscrire, le gouvernement du roi Albert a adressé dès la veille un appel pressant aux Puissances garantes de la neutralité pour l'aider à la défendre. S'il ne reçoit pas de réponse immédiate, n'est-il pas à craindre que sa volonté de résistance ne fléchisse devant le sentiment de son impuissance ? Et s'il finit par s'incliner devant les décisions de la force, la résolution ne serait-elle pas d'autant plus grave qu'elle pourrait

représenter un précédent et un exemple pour d'autres États, exposés par la même faiblesse au même péril d'invasion? Différents indices donnent en ce moment à redouter que la Hollande et la Suède n'en soient aussi menacées. A La Haye, l'opinion s'en est assez émue pour que le gouvernement croie devoir démentir dès le 3 août la nouvelle d'un ultimatum reçu de Berlin. A Christiania, les visites réitérées (jusqu'à quatre en un jour) et les démarches pressantes du représentant de l'Allemagne auprès du ministre des Affaires étrangères ont donné lieu à des bruits du même genre. Au cas où ils se confirmeraient, quelles n'en seraient pas les conséquences! La Grande-Bretagne encerclée entre des rivages hostiles d'où pourraient partir des expéditions contre ses côtes, et la mer du Nord, considérée jusqu'alors comme son domaine, devenue pour sa marine une prison, voilà quelles alarmantes perspectives il s'agit d'écarteler par une action immédiate. Dans la soirée du 4, le cabinet de Londres a pourvu au péril le plus pressant par la déclaration de guerre envoyée à Berlin. Dans la matinée du 5, son représentant à Paris, Sir Francis Bertie, apporte à M. Doumergue, ministre des Affaires étrangères, la note suivante à laquelle il lui demande de s'associer, ainsi que le gouvernement russe, pour donner aux offres de garanties qui y sont contenues, la portée d'une démonstration collective.

Le gouvernement de Sa Majesté britannique fait savoir aux gouvernements de la Norvège, des Pays-Bas et de la Belgique que si l'Allemagne exerce une pression sur eux pour les obliger à se départir de leur attitude de neutralité, le gouvernement de Sa Majesté s'attend à ce qu'ils y résistent par tous les moyens. Ils seront soutenus par l'Angleterre dans cette résistance.

Le gouvernement de Sa Majesté a en outre informé les trois gouvernements en question qu'il est prêt, dans ce cas, à se joindre à la France et à la Russie pour offrir à la Belgique, aux Pays-Bas et à la Norvège une action commune en vue de résister à l'Allemagne si elle a recours à la force contre eux, et de leur garantir l'indépendance et l'intégrité de leur territoire à l'avenir.

La proposition britannique ayant reçu l'agrément de Pétersbourg comme de Paris, la démarche prévue fut effectuée par les représentants de l'Entente dans les trois capitales intéressées. Elle parut produire une impression particulièrement favorable

sur la Norvège qui, par l'organe de son ministre des Affaires étrangères, proclama sa résolution de ne rien aliéner de son indépendance et mobilisa en même temps ses forces de terre et de mer pour la défendre (7 août).

A cette question s'en rattachait une autre que l'Angleterre avait également à cœur de résoudre. Séparées par le souvenir d'un récent divorce et l'effet d'une vieille rivalité, la Norvège et la Suède restaient unies par la solidarité géographique qui résulte de leur contiguïté dans la même péninsule. Et la première ne pouvait conserver la liberté de ses mouvements que dans la mesure où la seconde s'abstiendrait de les troubler. Or, à ce moment critique, les dispositions du cabinet de Stockholm n'étaient point sans inspirer quelques inquiétudes aux Puissances de l'Entente. Sur les démarches effectuées auprès de lui par les ministres de Russie et d'Angleterre, et sur l'assurance donnée par le second de respecter l'intégrité de la Suède, il avait bien annoncé (3 août), puis proclamé officiellement la neutralité de son pays, mais sans exclure la possibilité d'en sortir en cas de complications inattendues. Au fond, il subissait encore l'empire des vieilles préventions qui attribuaient à la Russie de persistantes convoitises sur son territoire. Pour lui donner à cet égard tous les apaisements désirables, sans oublier toutefois les précautions nécessaires, le Foreign Office fit agréer à Paris et à Pétersbourg le texte d'une déclaration ainsi conçue :

Le gouvernement de Sa Majesté britannique considère qu'il est urgent que la France et la Russie donnent au gouvernement suédois l'assurance qu'elles sont prêtes à s'associer au gouvernement britannique pour prendre l'engagement de respecter l'intégrité et l'indépendance de la Suède présentement et dorénavant, si celle-ci reste neutre pendant la guerre. Elles croient toutefois devoir ajouter que, si la Suède se range du côté de l'Allemagne et prend action avec elle, la Grande-Bretagne, la France et la Russie se considéreront comme libérées de toute obligation envers la Suède.

Lorsque les trois représentants de l'Entente lui remirent cette note, le ministre des Affaires étrangères suédois, M. Walleberg, ne put que s'en déclarer satisfait; tout en leur en donnant acte (11 août), il leur demanda seulement de ne pas la livrer aussitôt à la publicité, afin de ne pas agiter inutilement

les esprits. Mais le sentiment d'apaisement qu'il en éprouva ne fut pas étranger à la résolution qu'il prit de s'entendre avec la Norvège pour associer les deux royaumes scandinaves dans le maintien en commun et « jusqu'à l'extrême » de la neutralité, à laquelle chacun d'eux s'était déjà décidé isolément. Par deux déclarations identiques (8 août), communiquées à Paris et à Londres, ils en prenaient l'engagement réciproque, en promettant, pour mieux être en mesure de le tenir, de s'abstenir de toute mesure hostile vis-à-vis l'un de l'autre. Démonstration de solidarité que le Cabinet de Londres pouvait revendiquer comme un succès diplomatique, puisqu'il était dû en partie à son intervention et fortifiait ce principe de neutralité dont l'application répondait à ses intérêts les plus pressants.

LA DÉCLARATION DE GUERRE A L'AUTRICHE

Après avoir ainsi pourvu aux nécessités de la situation dans le Nord, le Cabinet de Londres semblait disposé à attendre les événements, suivant les traditions de sa politique, pour y confirmer ses décisions; il fut amené pourtant à intervenir activement, de concert avec celui de Paris, pour trancher une question restée en suspens au milieu des premières complications de la crise européenne. Il s'agissait de la rupture de la France et de la Grande-Bretagne avec l'Autriche.

Autant cette dernière Puissance avait mis de précipitation à envoyer dès le 29 juillet une déclaration de guerre à Belgrade, autant elle montrait d'hésitation à accepter les conséquences de ce geste inconsidéré, et à rompre avec les États qui s'étaient déclarés solidaires de la Serbie. Avec la Russie, elle parvint à ajourner jusqu'au 6 août la fatalité de cette échéance, afin d'utiliser ce délai pour l'achèvement de ses préparatifs militaires en Galicie. Vis-à-vis de la France, elle s'évertua à prolonger le plus longtemps possible, par la continuation des relations diplomatiques, un état de choses qui n'était ni tout à fait la paix, ni tout à fait la guerre, mais qui lui paraissait réunir les avantages de l'une et de l'autre. Le 4 août, son ministre des Affaires étrangères, le comte Berchtold, reçoit de M. Dumaine, ambassadeur de France, une première protestation contre la violation des neutralités belge et luxembourgeoise. Au lieu de saisir cette occasion de rupture, il préfère s'y dérober

par une diversion, et se répandre en récriminations sur les violences, d'ailleurs imaginaires, dont les ressortissants austro-hongrois auraient été les victimes à Paris. Les jours suivants, il va employer la même politique d'échappatoires, qui convient d'ailleurs à son horreur naturelle de la discussion, pour tenter d'éluder des griefs précis. Dans la première semaine d'août, des informations particulières parvenues de Suisse à Paris, et aussi impressionnantes par leur concordance que par leur précision et leur origine, ont appris au gouvernement français le passage sur la voie ferrée qui longe le lac de Constance de troupes autrichiennes provenant de la direction d'Innsbrück et acheminées vers la Forêt Noire, pour y servir de réserves aux forces allemandes d'Alsace. C'est là un acte d'hostilité assez caractérisé pour motiver, avant toutes choses, de sérieuses représentations.

Aux premières qu'il reçoit, le comte Berchtold répond d'abord en repoussant comme invraisemblable l'hypothèse d'une rencontre entre soldats français et autrichiens (5 août). Le lendemain, il est vrai, son adjoint, le baron Macchio, questionné sur le même sujet, se borne à proclamer son ignorance d'une question qui regarde les militaires. Le 9 août, sur de nouvelles instances de M. Dumaine, le ministre autrichien l'autorise à écrire à Paris qu'il n'a jamais été question de transporter des troupes autrichiennes à la frontière française. Et sur la remarque que la réponse n'est pas concluante, puisqu'elles peuvent avoir été envoyées seulement à proximité, il ne semble pas formalisé de cette insistance, mais donne l'assurance écrite qu'elles ne sont pas sorties à l'ouest du territoire de la monarchie.

Mais, en même temps, le comte Széczen, ambassadeur d'Autriche à Paris, apportait au quai d'Orsay, de la part de son gouvernement, une note conçue en termes beaucoup moins explicites, car elle se bornait à contester toute « participation des troupes austro-hongroises à la guerre franco-allemande ». En présence de l'équivoque que laisse subsister le vague de cette formule, M. Doumergue ne croit pas pouvoir se prêter plus longtemps à ce que la persistance des nouvelles reçues de Suisse l'autorise à considérer comme une comédie destinée à endormir sa vigilance. Dans la matinée du 10 août, il prescrit à M. Dumaine de demander ses passeports et remet les siens au comte Széczen.

C'est la rupture des relations diplomatiques, mais ce n'est pas encore la déclaration de guerre. Cette seconde étape sera franchie deux jours après, pour parer à une menace dirigée, non plus seulement contre la frontière de la France, mais contre les intérêts de l'Entente dans la Méditerranée.

Cette menace, c'est la concentration de la flotte autrichienne dans son port de Pola. Si elle y reste, sa simple présence ne suffira-t-elle pas à exercer une influence fâcheuse sur l'attitude de l'Italie? Mais si elle le quitte, ne sera-ce pas pour suivre l'exemple donné par le *Gœben* et le *Breslau*, les rejoindre à Constantinople et former avec eux une masse navale qui interceptera complètement les communications de la Russie avec ses alliés d'Occident? Cette perspective éveille à Pétersbourg des inquiétudes assez vives pour que Paris s'en émeuve à son tour et songe à l'écarter par une action énergique des forces navales britanniques et françaises dans l'Adriatique; mais elle n'est possible qu'après une déclaration de guerre en forme. Lorsque sir Ed. Grey reçoit de Paris de premières ouvertures à ce sujet, il répond, non sans quelque raison d'ailleurs, que la démarche serait encore prématurée, puisque l'escadre française employée à protéger les transports d'Algérie dans la métropole n'a pas pu encore se réunir à l'escadre anglaise. Mais deux jours après, la jonction des deux flottes à Malte et le rappel des ambassadeurs à Paris et à Vienne ont suffi pour changer complètement les données de la situation. Sur de nouvelles instances de M. Doumergue (10), le Cabinet de Londres répond cette fois, non seulement par un complet acquiescement, mais encore par l'offre de transmettre à Vienne la déclaration de guerre française en même temps que la sienne: depuis le 10 août à minuit, M. Dumaine y a vu couper en effet ses communications télégraphiques chiffrées. En faisant connaître cette proposition à Paris (11), M. Paul Cambon soulève de lui-même, pour les dissiper à l'avance, les scrupules constitutionnels qui auraient pu faire hésiter à y donner suite sans retard. Un vote des Chambres est sans doute nécessaire, en principe, pour une déclaration de guerre. Mais dans le cas actuel, le gouvernement n'avait-il pas obtenu d'elles avant leur séparation un mandat général? Et la mesure proposée n'était-elle autre chose que la conséquence nécessaire de la guerre avec l'Allemagne?

M. Paul Cambon recoit comme réponse la déclaration sui-

vante, qu'il remet à sir Ed. Grey, le 12 août à cinq heures du soir, pour être transmise à Vienne.

Après avoir déclaré la guerre à la Serbie, et pris ainsi la première initiative des hostilités en Europe, le gouvernement austro-hongrois s'est mis, sans aucune provocation du gouvernement de la République française, en état de guerre avec la France.

1° Après que l'Allemagne avait successivement déclaré la guerre à la France et à la Russie, il est intervenu dans ce conflit en déclarant la guerre à la Russie, qui combattait aux côtés de la France.

2° D'après de nombreuses informations dignes de foi, l'Autriche a envoyé des troupes sur la frontière allemande, dans des conditions qui constituent une menace directe à l'égard de la France. En présence de cet ensemble de faits, le gouvernement français se voit obligé de déclarer au gouvernement austro-hongrois qu'il va prendre toutes les mesures qui lui permettront de répondre à ces actes et à ces menaces.

Une heure après avoir reçu ce document, sir Edward Grey le communiquait au comte de Mensdorff, ambassadeur de François-Joseph à Londres, en ajoutant que son pays, solidaire de la France, se considérerait également en état de guerre avec l'Autriche à partir du même soir à minuit. Il lui remettait en même temps ses passeports et rappelait de Vienne M. de Bunsen. Au cours de la même soirée, M. Dumaine quittait Vienne, avec plus de quatre-vingts de ses compatriotes, en se dirigeant vers la Suisse.

Avant son départ, il avait reçu d'un collaborateur des plus intimes du comte Berchtold, à la faveur d'un moment d'abandon, un aveu curieux à reproduire pour montrer quelles considérations entraînaient le gouvernement autrichien dans une aventure dont les risques avaient paru effrayer au dernier moment sa prudence. « Croyez-moi, avait dit son interlocuteur avec une émotion mal contenue, je vous parle en ami, nous ne pouvions pas agir autrement que nous ne l'avons fait. En Serbie, en Russie, dans tous les pays slaves et dans quelques autres qui les soutiennent, la conviction s'est établie que l'Autriche-Hongrie se disloque et que sa désagrégation complète ne serait plus que l'affaire de trois ou quatre ans. Mieux vaut précipiter la catastrophe que tolérer qu'on nous estime condamnés. On nous a réduits à la nécessité de prouver

que nous sommes encore capables d'un vigoureux effort. Dieu sait pourtant que nous désirions épargner à l'Europe et à nous-mêmes la crise où nous voilà lancés. »

LES INITIATIVES RUSSES

C'est de Pétersbourg que devaient partir, au début comme dans la suite de la guerre européenne, les initiatives les plus nombreuses et les plus aventurées, sinon toujours les plus heureuses. Elles étaient le fait d'un ministre des Affaires étrangères résolu à imprimer à la politique de son pays, et par suite à celle de l'Entente, une impulsion dont la vigueur répondrait à l'importance de la partie qui se jouait sur les champs de bataille.

Une activité inlassable et débordante entretenue par une imagination toujours en éveil; le souci constant d'assurer à l'Entente une supériorité prononcée sur la coalition adverse, soit par le bénéfice de nouvelles alliances, soit simplement par le maintien de neutralités utiles; une fécondité d'expédients qui n'excluait ni la constance dans les desseins, ni même l'obstination dans les erreurs; enfin une promptitude de décision assez insolite dans les usages de l'ancienne diplomatie, mais peut-être opportune en un moment de crise décisive : telles étaient les qualités que M. Sazonoff apportait dans ses rapports avec ses alliés. Elles avaient pour contrepartie une impatience d'aboutir qui prenait volontiers les dehors d'une nervosité trépidante, et se manifestait, au cours d'offensives diplomatiques destinées à se succéder sans interruption, par l'habitude de lancer toujours en avant de nouvelles vagues d'assaut avant de s'assurer que les premières avaient atteint leur objectif. Cette précipitation un peu inquiète était de nature à déconcerter la prudence des hommes d'Etat alliés, amenés parfois à se demander si l'Entente trouverait dans leur collègue russe un animateur pour tout entreprendre ou un brouillon pour tout compromettre.

LE PROJET D'INTERVENTION ITALIENNE

Ce fut surtout sous le premier aspect qu'apparut son rôle dans les premières semaines de la guerre, au cours de deux négociations qui mirent en lumière les traits caractéristiques de sa manière diplomatique.

Parmi les nations neutres, l'Italie et la Roumanie étaient celles qu'il semblait à la fois le plus facile et le plus utile de gagner à la cause de l'Entente; elles avaient toutes deux des aspirations nationales à satisfaire au détriment de l'Autriche et pouvaient, en se déclarant en même temps contre elle, la mettre dans une situation des plus critiques. Aussi l'idée de provoquer leur intervention devait-elle se présenter naturellement aux esprits. D'après un télégramme de M. Iswolski, elle aurait été exprimée à Paris dès le 1^{er} août par M. Poincaré. Trois jours après, M. Sazonoff croit savoir par des nouvelles reçues de Rome que, si l'Italie s'est dérobée aux instances de ses anciens alliés pour l'entraîner à leur suite, c'est faute d'avoir pu fixer avec précision par eux des conditions qui répondent à ses intérêts. A Pétersbourg même, quand son ambassadeur, le marquis Carlotti, vient notifier sa neutralité au ministre russe, ce dernier emporte d'un double entretien, — sur la teneur duquel nous ne possédons d'ailleurs que son propre témoignage, — cette impression que l'Italie n'hésiterait pas à passer dans le camp de l'Entente, si elle se voyait offrir la possession du Trentin et l'acquisition de Vallona, c'est-à-dire la maîtrise de toute l'Adriatique.

Cette idée a à peine traversé l'esprit de M. Sazonoff qu'elle s'y précise et s'y développe en projet concret. Il se décide à communiquer à ses alliés les ouvertures du marquis Carlotti et leur demande, en cas d'approbation, de lui confier le mandat d'y donner suite par une négociation en règle, poursuivie à Pétersbourg.

Lorsque, le 5 août, M. Doumergue reçoit à cet effet la visite de M. Iswolski, il tombe immédiatement d'accord avec lui « sur le haut intérêt de politique internationale que présentait la négociation envisagée ». Il croit seulement prudent de réserver par une formule de style, et les revendications de la France sur l'Alsace-Lorraine, et celles que la Serbie et la Grèce pourraient être amenées à faire valoir sur la côte adriatique. Il réserve également son assentiment définitif jusqu'à une entente nécessaire avec le Cabinet de Londres. Elle est d'ailleurs rapidement conclue. Sir E. Grey propose seulement, de concert avec M. Paul Cambon, de renchérir sur les compensations offertes à l'Italie en lui offrant Trieste, car il est peu probable qu'elle affronte les risques d'une guerre pour le seul bénéfice du

Trentin et de Vallona, qu'elle peut espérer obtenir à l'amiable de l'Autriche. Cette manière de voir n'ayant soulevé aucune objection, ni à Paris, ni à Pétersbourg, M. Doumergue peut, dès le 8 août, télégraphier à M. Paléologue : « L'entente étant faite entre la Russie, l'Angleterre et la France au sujet de la négociation avec l'Italie, veuillez dire à M. Sazonoff que le gouvernement de la République considère qu'il est urgent de poursuivre les pourparlers qu'il a engagés, et le suit avec une pleine confiance dans le succès de ses efforts. »

L'expression de ces vœux est à peine parvenue à leur destinataire que déjà l'impatience du ministre russe, devançant les événements, lui a inspiré une nouvelle combinaison pour arriver plus vite au dénouement. Ce n'est plus seulement à Pétersbourg, dans des conversations officieuses avec le marquis Carlotti, qu'il convient de traiter le détail de l'affaire, c'est à Rome qu'il faut d'abord agir pour obtenir du gouvernement italien une décision de principe en exigeant de lui une action immédiate. Il faut l'avertir que, pour obtenir les compensations prévues et ne pas manquer une occasion unique, il doit sans désespérer « déclarer sous n'importe quel prétexte la guerre à l'Autriche, barrer avec sa flotte l'issue de l'Adriatique à la flotte autrichienne et occuper le Trentin ». Et pour l'y amener, M. Sazonoff donne lui-même l'exemple de la promptitude dont il recommande la nécessité. Dès le 8 août, M. Iswolski vient de sa part exposer oralement son projet au quai d'Orsay ; le lendemain, il y réapparaît pour en développer les avantages. Le 12, il y apporte le texte d'une note identique que les trois ambassadeurs de l'Entente à Rome devront présenter à la Consulta. Elle se résume en trois points : demande de déclaration de guerre immédiate à l'Autriche ; promesse à la paix de Trente, de Trieste et de Vallona ; prière de donner des pleins pouvoirs au marquis Carlotti pour la conclusion d'un traité en règle.

Ainsi invité à élargir brusquement le champ d'une négociation à peine entamée, M. Doumergue commença par en informer, pour avis, les représentants de la France dans les deux capitales intéressées. Les réponses qu'il reçut aussitôt de Londres et de Rome représentaient une remarquable concordance de fond et même de forme. D'accord avec Sir Edward Grey et même avec le comte Benckendorff, son collègue de

Russie à Londres, M. Cambon estimait que ce serait « agir avec un peu trop de précipitation » et mettre le roi et son ministre des Affaires étrangères dans une situation difficile que de risquer auprès d'eux une démarche qui ressemblerait à une tentative de pression. La neutralité italienne ne présentait-elle pas d'ailleurs un avantage assez précieux pour qu'on s'abstint d'en compromettre le résultat en voulant le forcer? Les mêmes considérations faisaient traiter par M. Barrère de « prématurée » la nouvelle proposition russe, tant que les pourparlers officiels de Pétersbourg n'auraient pas atteint « un degré suffisant de maturité et de précision » (9 août). Cette dernière réserve n'était pas inutile, car deux jours plus tard le marquis Carloti déclarait à M. Paléologue, au cours d'un entretien personnel, n'avoir encore reçu de Rome aucune instruction sur la suite à donner aux premières ouvertures de M. Sazonoff.

Pour se prêter à l'initiative russe sans négliger ces avertissements, M. Doumergue recommandait d'abord à M. Barrère une action discrète, sous forme de conversations avec les personnages officiels (10 août). Mais quand l'insistance russe fut devenue plus pressante, et que M. Sazonoff, cédant à l'entraînement de ses illusions, eut proposé de fixer un délai à l'Italie pour joindre ses armes à celles de l'Entente, le ministre français crut nécessaire de préciser à son tour dans une dépêche à M. Paléologue (12 août) la ligne de conduite dont il comptait ne pas se départir, soit dans la question de l'intervention italienne, soit dans celle de l'intervention roumaine, soulevée en même temps. L'esprit de la politique française y était défini en termes assez heureux pour être reproduits.

Il reste à s'entendre, écrivait M. Doumergue, pour déterminer ces deux pays à intervenir militairement à nos côtés. Étant donné la grande susceptibilité de l'un et de l'autre et la mobilité de leur esprit national, il y a lieu de craindre que toute demande de la Triple Entente qui aurait l'air d'une mise en demeure produise un résultat absolument contraire à celui que nous voulons atteindre. J'estime donc qu'il faut procéder avec eux très prudemment et ne pas les brusquer. Il y a quelques semaines, nous avions tout lieu de craindre qu'en cas de conflit la Roumanie et l'Italie ne fussent avec la Triplice. Nous avons considéré comme un événement des plus heureux pour

nous leur neutralité. Il faut les en remercier et leur dire que nous leur sommes très reconnaissants de cette attitude, qui ne nous étonne pas de la part de nations qui, cultivées comme elles le sont, devaient être indignées de l'odieuse agression et des procédés de l'Autriche et de l'Allemagne. Cela dit, nous pouvons ajouter que nous ne voulons pas essayer de peser sur elles pour qu'elles fassent un pas de plus et marchent à nos côtés, mais que nous serions disposés, si elles voulaient faire ce pas, à leur accorder de sérieux avantages au moment du règlement final. En ne marchant pas avec nous, elles laissent passer l'occasion unique d'obtenir des avantages. Et nous leur dirons ces avantages sur lesquels nous sommes déjà d'accord.

Cette manière de voir était déjà celle du Cabinet de Londres; elle finit après quelques hésitations par prévaloir auprès de celui de Pétersbourg. Dans ces conditions, le projet de note commune à présenter à la Consulta fut abandonné et les ambassadeurs de l'Entente durent se borner à sonder par des entretiens personnels, qui eurent lieu du 13 au 20 août à Rome ou à Fiuggi, les dispositions des dirigeants de la politique italienne, M. Salandra, président du Conseil et le marquis de San Giuliano, ministre des Affaires étrangères. Le premier remercia surtout ses interlocuteurs de la discrétion apportée à leur démarche et attira leur attention sur les inconvénients de la méthode contraire. Le second se montra plus explicite, sans s'avancer d'ailleurs davantage, et leur donna sur l'attitude présente et future de l'Italie des explications que l'un d'eux, M. Kroupenski, crut pouvoir ainsi résumer dans une dépêche à son gouvernement (15 août) :

Nous ne pouvons prendre encore aucune décision. Nous devons nous régler sur l'opinion publique, tenir compte de la force de notre armée, de questions économiques et financières. Mais si nous nous allions aux Puissances de la Triple Entente, la coopération de la flotte anglo-française avec notre flotte et l'engagement de ne pas conclure de paix séparée seraient une des conditions essentielles. En tout cas, si nous renoncions à la neutralité, ce ne serait que pour nous ranger du côté de l'Entente. Nous n'interviendrions jamais contre vous; mais pour rompre avec l'Autriche, il nous faut une raison. Je crois que l'Autriche nous la fournira. Nous sommes encore insuffisamment informés de ses intentions. Il semble qu'elle ait à notre égard une attitude hostile. De toutes façons, si cette question mûrit, les nég-

ciations devront être secrètes et avoir lieu à Londres à l'exclusion de toute autre capitale.

De ces déclarations dilatoires ressortait une seule conclusion immédiate : la nécessité absolue de rompre les pourparlers à Rome, où ils pourraient parvenir à la connaissance des Puissances centrales et provoquer de leur part des questions embarrassantes. Cette exigence fit rebondir une seconde fois l'affaire qui avait été engagée à Pétersbourg et qui allait désormais se traiter à Londres entre le marquis Imperiali et Sir Edward Grey, auxquels se joignirent M. Paul Cambon et le comte Benkendorff.

Elle y rencontra dès le début certaines difficultés de nature à en rendre la marche moins rapide qu'on ne l'espérait à Pétersbourg : et tout d'abord la répugnance manifestée par Sir E. Grey à discuter le prix de l'intervention italienne avant qu'elle ne fût amenée par une poussée irrésistible de l'opinion ; puis la crainte exprimée par le Cabinet de Rome d'avoir affaire à toutes les forces de la monarchie autrichienne, s'il s'engageait dans la lutte : il désirait donc, avant de s'y risquer, être fixé sur la quantité des troupes ennemies que l'armée russe pourrait retenir en Galicie, comme sur le degré de concours qu'apporterait à l'Italie la flotte anglo-française de la Méditerranée. Comme les garanties données sur le premier point ne paraissaient pas avancer sa décision, M. Sazonoff, cédant une fois encore à l'entraînement de son impatience, proposa à ses alliés (27 août) de lui adresser une sorte de mise en demeure, appuyée au besoin sur un appel à l'opinion, en vue de lui signifier que les satisfactions promises à ses désirs restaient subordonnées à la rapidité de son entrée en ligne et à l'occupation immédiate des territoires qui lui étaient destinés. M. Barrère n'eut pas de peine à montrer à M. Doumergue l'imprudence d'une démarche qui ressemblerait à une menace. Le marquis Imperiali, au cours d'une conversation confidentielle avec Sir Edward Grey, exprimait des appréhensions analogues (30 août). Le projet fut donc aussitôt abandonné que conçu.

Aussi semblait-il d'autant plus inopportun qu'au même moment la tournure prise par les événements militaires ne semblait pas devoir en faciliter le succès. Déjà l'inaction persistante de la flotte anglo-française dans l'Adriatique était inter-

prétée à Rome comme un aveu d'impuissance. A la fin du mois, les échecs simultanés des armées russes en Prusse orientale et françaises sur la frontière allemande ou belge enlevaient beaucoup de sa valeur au principal argument invoqué pour obtenir du Cabinet de Rome une action immédiate : il n'avait plus à craindre désormais d'intervenir trop tard pour être admis à recueillir les fruits de la victoire. Aussitôt après, l'invasion de la France septentrionale et la marche des Allemands sur Paris vinrent encore affaiblir la situation morale de l'Entente à son égard : ce n'étaient plus des bénéfices, mais des épreuves qu'elle avait désormais à offrir en partage. Sous l'empire de ces considérations, on put constater dans l'attitude de l'Italie, sinon un revirement de ses dispositions, du moins un léger mouvement de recul, qui apparut aux bruits répandus dans les capitales neutres d'une détente survenue dans les rapports de Vienne et de Rome. Le marquis de San Giuliano déclarait d'autre part à M. Barrère (27 août) que de nouvelles assurances reçues des empires centraux réduisaient au minimum les chances que l'Italie se départit pour l'instant de sa neutralité. Il ne se montrait d'ailleurs nullement disposé à rompre le fil des conversations de Londres, mais insistait encore pour qu'elles ne fussent pas poursuivies ailleurs.

A la fin du premier mois de guerre, les pourparlers entrepris avec tant d'ardeur par M. Sazonoff sont arrivés à un « point mort ». Ils n'avaient pourtant pas été inutiles, car ils avaient servi à préciser les données d'une question qu'allait faire mûrir, en attendant le moment de la résoudre, le développement de la guerre européenne.

LE PROJET D'INTERVENTION ROUMAINE

En même temps que l'Italie, les Puissances de l'Entente avaient cherché à s'associer la Roumanie dans la lutte contre l'adversaire commun. La situation des deux pays présentait en effet certains points de ressemblance. Comme l'Italie, la Roumanie se trouvait, au début de la guerre, unie aux Puissances centrales par un traité d'alliance conclu en 1883 avec Vienne, étendu ensuite à l'Allemagne, renouvelé en 1892, 1896 et 1903, et tout récemment encore (1913), pour une période de sept années : les clauses en comportaient d'ailleurs une inter-

prétation assez large, puisqu'elles s'appliquaient à l'éventualité d'une attaque sans provocation. Comme l'Italie, et bien plus qu'elle, la Roumanie avait à faire valoir contre l'Autriche des revendications territoriales difficiles à satisfaire autrement qu'au prix d'une guerre; mais il s'agissait ici, non plus de quelques districts à annexer, comme à Trente et à Trieste, mais de populations entières, celles de la Transylvanie et de la Bukowine, à libérer du joug étranger pour les ramener dans l'unité nationale.

A cette raison d'intervention, la plus puissante de toutes, s'en opposaient malheureusement d'autres pour en atténuer l'effet. C'était d'abord l'origine du souverain qui était un Hohenzollern, ne l'avait jamais oublié, et déclarait le 28 juillet au ministre d'Autriche qu'« aucune Puissance au monde ne serait capable de lui faire prendre les armes contre la monarchie austro-hongroise ». C'était ensuite, à l'égard de la Russie, une défiance dont l'empire sur les âmes l'emportait parfois sur la vivacité des sympathies francophiles répandues dans les milieux militaires ou intellectuels. Depuis qu'en 1878 le Cabinet de Pétersbourg avait payé l'aide roumaine par le rapt de la Bessarabie, ses avances rencontraient à Bucarest un invincible scepticisme et ses promesses mêmes n'y éveillaient d'autres sentiments que celui qu'exprime le *Timeo Danaos* du poète latin. Enfin, un troisième motif d'inquiétude et d'abstention provenait des projets de revanche prêtés à la Bulgarie, à la suite de l'annexion de la Dobroudja en 1913. Était-il prudent pour la Roumanie de se lancer dans l'aventure d'une guerre d'agrandissement, avant de savoir si sa rancunière voisine n'en profiterait pas pour assaillir sa frontière méridionale?

Comme on le voit, sa politique étrangère présentait encore au début de la guerre européenne bien des incertitudes et des contradictions. Pour éclaircir les unes et résoudre les autres, elle avait à sa tête, comme président du Conseil, M. J. Bratiano, héritier de toute une lignée d'hommes d'État éminents, lui-même redoutable à ses partenaires diplomatiques par le rayonnement de séduction qui émanait de sa personne, par son habileté à se dérober par des échappatoires à des instances trop pressantes, par sa maîtrise dans l'art de dissimuler un certain penchant pour le marchandage sous les plus hautes inspirations du patriotisme.

Tel était à Bucarest l'état des choses lorsqu'un conflit localisé à l'origine entre l'Autriche et la Serbie s'élargit brusquement aux proportions d'une crise européenne. Limitrophe à la fois des deux pays où il avait pris naissance, la Roumanie se trouva brusquement mise en présence d'une situation dont la gravité la forçait à définir son rôle. Ce fut l'objet d'un conseil extraordinaire de la couronne, convoqué pour le 4 août sous la présidence du souverain, et réunissant, avec les ministres, les principaux chefs de parti. La question soumise à leur examen ne se posait guère en ce moment qu'entre l'exécution du traité d'alliance avec l'Autriche et le simple maintien de la neutralité. On sait comment, au cours de débats qui se prolongèrent pendant quatre heures et prirent par instants une allure dramatique, le Roi fut presque seul à plaider pour le premier parti; le second rallia tous les autres suffrages, sauf celui de M. Carp, et se trouva résumé dans la résolution de se tenir à l'écart de la lutte, mais de « prendre toutes les mesures propres à défendre les frontières ». Ce n'était point à vrai dire une neutralité définitive qui ressortait de cette formule, mais une politique de non intervention provisoire, d'expectative armée, laissant au pays toute sa liberté d'action, sans préjuger son orientation vers l'un ou l'autre des systèmes d'alliance offerts à son choix.

La voie reste donc ouverte aux efforts de la Triple Entente pour le gagner à sa cause. Dès qu'il en a la certitude, M. Sazonoff va s'y engager avec cet empressement mêlé d'inquiétude qui a caractérisé déjà ses tractations avec l'Italie. Il s'y avancera en trois étapes, en se montrant d'ailleurs, selon son habitude, plus préoccupé de les brûler que de les couvrir.

Au cours de la première, son ambition se borne à affermir le gouvernement de Bucarest dans ses premières dispositions par une démarche collective analogue à celle dont le Cabinet anglais a pris l'initiative vis-à-vis des États neutres de la mer du Nord. A cet effet, les trois Puissances de l'Entente feront bloc pour garantir à la Roumanie son intégrité territoriale, si elle reste dans la neutralité, et pour la combattre en commun, si elle se joint à l'Autriche. Elle perdra ainsi à la fois toute inquiétude sur les effets de la menace bulgare et toute illusion sur les conséquences d'une attaque contre la Russie. C'est là l'objet d'une note que M. Iswolski vient soumettre le 5 août

à M. Doumergue : ce dernier y donne son assentiment, sous la réserve que le texte n'en aura pas la forme d'une menace ou d'une mise en demeure.

A peine agréée par les Alliés, la démarche projetée devient sans objet, l'imagination de M. Sazonoff s'étant élancée d'un seul bond vers une conception plus hardie. Ce qu'il attend maintenant de la Roumanie, ce n'est plus son abstention, mais sa coopération militaire. Il le fait savoir dès le 7 août au gouvernement de Bucarest et lui propose incontinent un projet de traité où il a tout prévu pour obtenir son concours, satisfaire ses convoitises et s'assurer sa fidélité. En voici le texte :

Le gouvernement royal de Roumanie et le gouvernement impérial de Russie, conscients de l'intérêt qu'ont leurs pays de maintenir l'équilibre balkanique, et considérant que l'agression de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie tend à compromettre cet équilibre, sont convenus de ce qui suit :

1° La Roumanie s'engage à coopérer avec toutes ses forces militaires contre l'Autriche-Hongrie, dès la signature du présent accord. Les états-majors roumain et russe seront immédiatement chargés de s'entendre sur les modalités de cette coopération.

2° La Russie s'engage à ne pas cesser la guerre contre l'Autriche-Hongrie avant que les pays de la monarchie austro-hongroise habités par des populations roumaines ne soient réunis à la couronne de Roumanie. L'étendue des pays compris par cet article est indiquée sur la carte ci-annexée.

3° La Roumanie s'engage à ne pas conclure de paix avec l'Autriche-Hongrie autrement que d'un commun accord et simultanément avec la Russie.

La présente convention restera en vigueur jusqu'à la conclusion de la paix entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

Comme on le voit, il ne s'agit encore là que d'un contrat bilatéral à conclure entre Pétersbourg et Bucarest, auquel les Alliés ne sont intéressés que par ses conséquences. Aussi le ministre russe se borne-t-il à les prier de faire connaître officiellement à Bucarest qu'ils en approuvent les conditions. Mais, cette fois encore, l'entraînement de ses pensées lui fait dépasser, avant même de l'avoir atteint, le but primitivement assigné à ses efforts. Le 9 août, et par une troisième évolution, il demande à la France et à la Russie, non plus seulement leur

appui moral, mais une adhésion formelle au projet d'alliance, sanctionnée par l'engagement de traiter en ennemie toute Puissance qui attaquerait la Roumanie pendant qu'elle combat aux côtés de l'Entente.

L'affaire paraît donc engagée comme celle de l'intervention italienne. Elle éveille les mêmes espérances, mais ne tarde pas à donner lieu aux mêmes avertissements. Approuver les propositions russes, en signaler le haut intérêt au Cabinet de Londres, en recommander l'adoption à Bucarest, c'est là le premier mouvement par lequel M. Doumergue, dès qu'elles lui sont communiquées, témoigne à son auteur le désir de les voir aboutir. Mais il n'a pu se dispenser de consulter sur leurs chances de succès les représentants de la France à Londres et à Bucarest. Le premier lui répond (10 août) que le Cabinet anglais, sans le repousser, désirerait pour s'engager savoir exactement quelles obligations elles lui créent envers la Roumanie; information à laquelle M. Cambon croit devoir ajouter ce commentaire : « A mon avis tout à fait personnel, M. Sazonoff met trop de précipitation dans ses démarches. Le roi Carol se considère comme engagé avec l'Autriche et l'Allemagne par un traité qui remonte à près de vingt ans. Quels que soient les sentiments de son peuple, il ne se décidera pas à manquer à sa parole; j'apprehende une résistance qui peut tout compromettre. »

Le même jour, le ministre de France à Bucarest, bien placé pour voir la réalité des choses, exprime presque dans les mêmes termes les mêmes conclusions dépourvues d'optimisme : « Je crains que le gouvernement russe ne veuille aller trop vite », en forçant les résolutions du souverain. D'ailleurs, fait remarquer M. Blondel, l'entrée en guerre immédiate de la Roumanie n'aurait-elle pas pour inconvénient d'amener la Turquie et la Bulgarie, jusque-là retenues par l'exemple de son inaction, à attaquer la Serbie et la Grèce, c'est-à-dire à se ranger contre le parti de l'Entente, et de précipiter la rupture de l'équilibre balkanique, si instable en ce moment? Cette opinion est d'ailleurs partagée par les ministres anglais et russe à Bucarest.

C'est sous cette impression que M. Doumergue fait rédiger, pour la conduite des pourparlers avec la Roumanie comme avec l'Italie, les instructions qui ont été reproduites plus haut. A quel point elles s'inspirent d'un sentiment juste de la

situation, c'est ce que viennent lui prouver le lendemain (13) les nouvelles reçues de Pétersbourg. A la proposition d'alliance russe, M. Bratiano a répondu qu'il en apprécie le caractère sympathique, mais que, si on lui demande de répondre par oui ou par non, c'est le second parti qu'il se verra forcé de prendre.

La netteté de cette réplique rendait inutiles de nouvelles instances et, pour un temps au moins, réduisait à un rôle d'observation les fonctions des représentants de l'Entente à Bucarest. Ce rôle leur fournit pendant la seconde quinzaine du mois l'occasion de quelques constatations intéressantes. Le 20 août s'ouvrirent à Bucarest des conférences, projetées déjà l'été précédent, et destinées à régler entre la Turquie et la Grèce les derniers différends issus de la guerre de 1914. Talaat-Bey, qui y représentait son pays, y apporta cette suggestion que la Roumanie devrait former avec la Turquie et la Bulgarie une sorte de ligue des neutres balkaniques. M. Bratiano déclina cette offre, marquant ainsi sa volonté de ne rien aliéner de sa liberté d'action. Il témoignait en même temps de son désir de ménager les Puissances centrales par la tolérance accordée au transit de munitions et même de personnel expédiés journellement de Berlin à Constantinople. Pour l'avenir, il semblait incliner de plus en plus à régler l'attitude de son pays sur celle de l'Italie, placée dans la même situation, et dont l'entrée en lice assurerait à l'Entente une supériorité incontestée sur ses adversaires. Si c'était là l'impression dominante dans les cercles gouvernementaux, une autre semblait régner dans les milieux populaires. L'opinion publique se prononçait chaque jour davantage pour les Alliés, au moins pour ceux d'Occident, mais se trouvait paralysée dans ses élans vers leur cause par ses anciens griefs contre la Russie. Pour les faire disparaître et provoquer un irrésistible mouvement de la nation tout entière contre l'Autriche, il eût suffi, au témoignage d'observateurs désintéressés, que le Cabinet de Pétersbourg fit au moins le geste de réparer ce qu'elle considérait comme une injustice, en lui rétrocédant spontanément une partie, si petite fût-elle, de la Bessarabie. Sacrifice pénible sans doute, mais dont les bénéfices devaient compenser l'amertume. Les partisans de l'Entente ne purent qu'en exprimer le souhait sans le voir se réaliser. A la fin du mois, la Roumanie semblait engagée dans la même politique d'attente que l'Italie.

LES INITIATIVES FRANÇAISES. LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE

Tandis que la Russie se préoccupait d'étendre au dehors l'influence diplomatique de la Triple Entente, c'est à renforcer au dedans l'intensité de son action militaire que s'attachait surtout la France. L'une trouvait dans la protection de vastes espaces le loisir de s'abandonner à la poursuite de combinaisons à longue échéance; exposée au formidable effort du plus redoutable de ses adversaires, l'autre devait subordonner toute autre considération à la nécessité d'écarter la menace d'invasion de ses frontières. Invoquer à cet effet l'assistance de ses alliés, démontrer aux plus forts la nécessité d'un concours armé efficace, soutenir chez les plus faibles la volonté de résistance à outrance, tenter de suppléer à leur éloignement par la convergence de leurs opérations, telle fut l'œuvre à la fois matérielle et morale qui parut absorber pendant le premier mois de guerre les initiatives de la diplomatie française.

Elle eut d'abord à poursuivre cette tâche dans le pays dont une agression commune avait fait son allié. Après avoir repoussé les tentatives de séduction des Allemands, les Belges défendaient contre eux l'accès de leur territoire avec un héroïsme que soutenait l'espérance d'être secourus par les Puissances garantes de leur neutralité. Si en France les exigences d'un plan de concentration antérieur à la guerre ne permettaient d'apporter à leur résistance des premiers jours que des encouragements platoniques au lieu d'assistance effective, ne seraient-ils pas tentés au moins de se croire abandonnés et de prêter l'oreille à des propositions d'accommodement comme celle que l'Allemagne devait leur adresser inutilement le 9 août, par l'entremise de la Hollande? Si improbable que parût un fléchissement de leur part, plusieurs démarches eurent pour objet d'empêcher que leur courage ne devint moindre que leurs épreuves, et pour résultat de prouver, par les déclarations mêmes de leur souverain, la constance de leur fidélité à la cause de l'Entente.

La première fut provoquée par le bruit, parvenu jusqu'à Paris, d'un armistice général conclu entre Bruxelles et Berlin. En réalité, il ne s'agissait que d'une suspension d'armes provisoire demandée pour ensevelir ses morts par le commandement

allemand devant Liège. Envoyé en Belgique pour éclairer le fait et se rendre compte de la situation, M. Berthelot fut reçu par le roi à son quartier général de Louvain (8 août) et recueillit de sa bouche les déclarations les plus rassurantes. A l'entendre, le général Leman avait reçu pour instruction de se défendre jusqu'à la mort, la Belgique était décidée à lutter jusqu'au dernier homme pour son indépendance, et, s'il le fallait, son roi prendrait lui-même son fusil pour y concourir.

Une semaine plus tard, la tournure prise par les opérations militaires allait donner lieu au renouvellement des mêmes protestations, mais cette fois toutes spontanées. Les troupes de campagne belges avaient d'abord tenté d'établir sur la Gette une digue provisoire contre l'invasion. La déception de ne pas voir arriver à leur secours l'armée française espérée n'avait pas été étrangère à la résolution, prise un peu hâtivement par leur commandement, de les faire replier, sans attendre davantage, jusque dans le camp retranché d'Anvers, où seraient transporté le siège du gouvernement et concentrées toutes les forces vives de la résistance. Cette décision, exécutée le 17 août, eut pour conséquence l'occupation de la capitale par les Allemands. Le même jour, et comme s'il voulait réagir contre l'inévitable dépression amenée par cette nouvelle, le roi Albert convoquait le ministre de France, M. Klobukowski, qui l'avait suivi à Anvers, le recevait en portant comme unique décoration notre médaille militaire qui venait de lui être décernée, et lui expliquait, pour prévenir jusqu'à la possibilité d'un malentendu, les motifs de son état-major, l'impuissance de son armée à disputer seule aux masses allemandes la possession du sol national, enfin son intention de ne pas s'enfermer dans Anvers, mais d'en ressortir à la première occasion pour seconder les opérations des Alliés. « La Belgique a prouvé, concluait le Roi, qu'elle sait tenir ses engagements. Que la France ne doute pas d'elle. » Comme pour répondre à l'invite que semblait contenir cette dernière phrase, le gouvernement de Paris faisait publier un communiqué (22 août), où il représentait comme indissolublement liées les causes des deux pays et proclamait la volonté de la France de ne pas poser les armes tant qu'il resterait un soldat allemand en Belgique.

Ces déclarations précédaient de peu des événements qui allaient lui apporter des épreuves analogues à celles du gou-

vernement belge. Le 3 septembre, les progrès de l'invasion le forçaient à se transporter à Bordeaux. Cette fois encore, au milieu du découragement que cette nouvelle inspirait à ses compatriotes, le souverain garda intacte sa foi dans l'avenir et tint à montrer que, dans les pires extrémités, il gardait une âme aussi haute que son rang. Au cours d'une longue conversation avec M. Klobukowski, où se mêlaient les anecdotes et les jugements, les retours sur le passé et les prévisions pour l'avenir, il témoigna son estime pour le « sang-froid » admirable du général Joffre, le félicita de résister à la tentation séduisante d'une offensive prématurée, et résuma la conduite à tenir, en France comme en Belgique, par ces simples mots : « durer et combattre ». C'était tout ce qu'il était possible de lui demander dans les circonstances actuelles.

Si le rôle de la France vis-à-vis de la Belgique s'était forcément borné à soutenir ses forces de résistance, il devait, à l'égard de la Grande-Bretagne, consister à stimuler sa volonté de guerre, de manière à obtenir d'elle un effort militaire en rapport avec l'immensité de sa puissance économique. L'opinion anglaise avait été trop lente à admettre la nécessité de l'intervention pour en « réaliser » d'emblée toutes les conditions, et paraissait au début plus soucieuse de la mesurer que de la développer. La première fois que Sir E. Grey avait parlé à M. Cambon de mobiliser l'armée de campagne (4 août), c'était pour annoncer l'intention de la garder pour la défense de l'île, et de borner la participation de l'Angleterre à la guerre au blocus des côtes allemandes. Le 6 août, le premier geste de Lord Kitchener, nommé ministre de la Guerre, était heureusement de venir apporter à l'ambassadeur de France, avec l'expression de son entier dévouement à la cause commune, la nouvelle qu'un Conseil de guerre réuni la veille avait prescrit l'embarquement pour la France du corps expéditionnaire : mesure qui, dans le moment, avait surtout la valeur d'une décision de principe, et dont l'effet pratique devait se trouver très limité, et par la date tardive de son exécution (14-15 août), et par l'insuffisance des troupes expédiées en France (quatre divisions au lieu de six prévues), et surtout par la teneur des instructions remises à leur chef, le maréchal French. La recommandation d'agir « en sympathie » (*sympathically*) avec l'armée française y était comme égarée dans une phrase

incidente, au milieu d'autres considérations beaucoup plus développées sur la nécessité de maintenir la complète indépendance du commandement anglais, d'éviter à tout prix des pertes difficiles à réparer, de ne se risquer à aucune attaque dangereuse sans autorisation de Londres, et enfin de ne jamais se départir de « la plus grande circonspection ». Si le maréchal eût suivi à la lettre ces instructions mieux appropriées à une retraite qu'à une offensive, il lui eût été loisible de suivre en spectateur les opérations auxquelles il était invité à participer.

Aussi bien l'entraînement de la lutte devait-il peu à peu surmonter les premières répugnances du particularisme anglais à en accepter tous les sacrifices. En attendant qu'il eût toute sa portée sur terre, le concours de l'Angleterre se révélait déjà comme précieux, sur mer, par l'interruption du commerce ennemi et la sécurité des côtes françaises, aux colonies, par la conquête en commun du Togo et du Cameroun, dans le domaine économique, par les facilités accordées au ravitaillement de la France. Et d'autre part, celle-ci pouvait puiser un motif de réconfort dans la réputation d'inébranlable ténacité qui caractérisait la nature britannique. Cette fois comme en d'autres circonstances, les souverains se faisaient les interprètes du sentiment général. Lorsque M. Jules Cambon, passant par Londres à son retour de Berlin, avait été reçu par eux, il avait été frappé du ton de profonde conviction avec lequel le Roi représentait son rôle comme celui de champion de la liberté des peuples. Il trouva d'ailleurs parmi les membres du gouvernement les mêmes dispositions d'esprit, et la volonté d'aller « jusqu'au bout », au besoin jusqu'à ce terme extrême de deux années qui paraissait alors répondre aux plus lointaines possibilités d'une guerre générale.

RUSSIE ET SERBIE

Avec la Russie, la France était unie par des liens plus étroits et plus anciens qu'avec l'Angleterre. C'étaient ceux d'un « arrangement » diplomatique signé en 1891 (27 août) et renouvelé en 1899, doublé en 1892 par une convention militaire, et auquel la double consécration du temps et de l'assentiment populaire avaient donné la valeur d'une alliance fondamentale. La paix avait permis de la mettre en pratique, la

guerre allait fournir l'occasion de la mettre à l'épreuve. L'application en traduisait-elle les sentiments profonds de l'opinion russe ? et justifierait-elle d'autre part les espérances de l'opinion française ? La réponse à ces deux questions comportait, avec l'avenir même de la guerre, une certaine part d'imprévu.

Sur la première, les nouvelles transmises à Paris par M. Paléologue contenaient heureusement les indications les plus encourageantes. A Pétersbourg, l'Empereur, le gouvernement et la nation semblaient unis dans un même mouvement d'enthousiasme un peu mystique pour la guerre, et de solidarité avec l'alliée qui l'affrontait par fidélité à ses engagements. Ces sentiments éclatèrent sous des formes diverses : dans l'audience souveraine accordée à l'ambassadeur de France (5 août), dans la séance d'ouverture de la Douma (8), dans l'enivrante cérémonie du Kremlin à Moscou, d'où Nicolas II avait voulu dater une proclamation à son peuple (18). Dans cette dernière ville, ils prirent un caractère d'exaltation patriotique propre à donner à la lutte engagée un caractère de « guerre sainte », de « guerre nationale », comme la Russie n'en avait pas connu, au témoignage d'un de ses hommes d'État, depuis les jours historiques de 1812. Chose significative, l'ébranlement donné par l'exemple de la capitale se propageait jusque dans ces provinces allogènes dont l'Allemagne escomptait peut-être les sympathies. A Riga, les réservistes étaient partis aux cris de « Vive la guerre ! Vive la France ! » Des milliers de jeunes gens, aussi bien Lettons que Russes, se présentaient comme volontaires, et quelques-uns même, appartenant aux milieux intellectuels, venaient discrètement s'informer au Consulat de France s'il ne leur serait pas loisible de s'engager dans l'armée française. Toutes ces manifestations donnaient comme l'impression d'une immense lame de fond balayant tous les obstacles et réunissant en une masse irrésistible toutes les forces vives de la nation.

Aucun doute ne pouvant subsister sur l'élan de cette mobilisation morale, on pouvait redouter à Paris que la concentration militaire ne fût trop lente pour permettre aux forces russes de faire sentir leur pression sur le front polonais avant que la partie décisive n'eût été jouée en France. Pour parer à ce danger, la première préoccupation du gouvernement français avait été de demander à Pétersbourg une action énergique

et immédiate dirigée contre le principal adversaire, qui était l'Allemand, et non l'Autrichien. M. Paléologue, chargé de cette mission, n'eut pas à insister beaucoup pour obtenir gain de cause. On sait comment, lors de son entrevue avec l'Empereur, celui-ci, allant au-devant de ses désirs, annonçait une offensive menée avec toute la vigueur possible, par des troupes « pleines d'ardeur », sous la direction d'un généralissime que distinguait « un allant extraordinaire ». Le lendemain (6 août), l'ambassadeur de France était en mesure de faire connaître que la date en était fixée au vendredi 14 août. Comment elle commença presque au jour indiqué, et fut effectuée dans une double direction par les deux armées Samsonoff et Rennenkampf; comment elle aboutit, après de brillants succès, à l'écrasement de la première, par suite de l'inaction de la seconde; comment le désastre de Tannenberg (26-29 août), qui fut aussi une hécatombe, les força toutes deux à revenir à leur point de départ, après avoir perdu une partie de leur force numérique et de leur ressort moral : ce sont là des événements qui sont encore dans toutes les mémoires, et dont le récit appartient d'ailleurs à l'histoire militaire. Si cette entreprise ne répondait pas à toutes les espérances qu'elle avait éveillées, elle n'en avait pas moins rempli son objet essentiel, en motivant le transport de Belgique en Pologne de deux corps d'armée allemands, dont l'appoint eût peut-être suffi sur la Marne à changer la face de la bataille. L'immensité des pertes subies ne fut pas sans inspirer quelque amertume au public russe, porté à considérer comme un sacrifice volontaire à la cause de la France une catastrophe due en grande partie aux fautes de ses généraux. Les victoires de Galicie et la nouvelle de la prise de Lemberg dissipèrent peu à peu le malaise de l'opinion, mais avec l'inconvénient de l'orienter vers les faciles succès de la lutte contre les Autrichiens.

L'histoire de la coopération franco-russe pendant le premier mois de guerre ne serait pas complète si on n'y faisait figurer au moins la mention d'un projet qui n'eut pas de suite immédiate, mais où l'on retrouve, avec l'origine d'une conception partiellement réalisée plus tard, un des épisodes les plus curieux de la chronique des fausses nouvelles pendant la Grande Guerre. Qui ne se souvient de celle qui, dans les premiers jours de septembre, se répandit comme une trainée de poudre dans la France envahie : les Russes en France ! — Il suffit alors de ces

simples mots pour faire passer dans les cœurs un frisson d'espérance, mettre en branle les imaginations, et répandre la légende de troupes embarquées à Arkhangel et débarquées à Bordeaux, après avoir traversé l'Angleterre dans d'impénétrables conditions de secret. La nouvelle ne reçut aucune confirmation dans les faits, mais elle répondait pourtant à un projet réel. Les forces militaires dont disposait l'Entente étaient insuffisantes sur le front occidental, où pouvait être le plus rapidement obtenue une décision, mais surabondantes sur le front oriental. Transporter de l'une à l'autre celles qui n'étaient pas immédiatement indispensables à la Russie, ne serait-ce pas le moyen le plus sûr d'avancer le terme de la guerre ? Ces considérations déterminèrent dans les derniers jours d'août le cabinet britannique à demander à Pétersbourg trois ou quatre corps d'armée, qu'il se chargeait de transporter en six ou sept jours aux côtés des armées franco-anglaises. Celles-ci en recevraient un surcroît de forces qui empêcherait l'Allemagne d'augmenter les siennes à l'ouest, et d'opposer une résistance efficace à l'avance russe. Ce projet ayant obtenu le plein assentiment du gouvernement français, sir Georges Buchanan le présenta à M. Sazonoff. Il reçut une réponse dilatoire fondée sur des impossibilités techniques. Tous les corps d'armée russes avaient déjà rejoint l'emplacement assigné par leur plan de concentration, et ne pouvaient en être distraits sans graves risques pour l'issue des opérations militaires engagées. Seuls restaient disponibles, pour un emploi extérieur, les corps sibériens alors en route pour le front ; mais leur voyage jusqu'à Moscou ne durerait pas moins de quinze jours, et de là il leur en faudrait encore une quinzaine pour gagner Arkhangel, car la ligne ferrée n'avait qu'une voie à partir de Vologda. Elles n'arriveraient donc à leur port d'embarquement que dans les premiers jours d'octobre, pour y voir la navigation interrompue par les glaces. En présence de ces objections, le projet dut être abandonné, pour être d'ailleurs repris l'année suivante.

Dans la lutte qui s'ouvrait, les événements avaient donné pour alliés aux grandes Puissances de l'Entente deux petits États, la Serbie et le Monténégro, séparés d'elles par la largeur de l'Europe centrale, et auxquels leur isolement géographique ne permettait de demander ou d'accorder qu'un concours indi-

rect pour le succès de la cause commune. Vis-à-vis du premier, l'assistance de la France dut se borner à la conclusion d'un emprunt de guerre de 90 millions, comme à l'envoi accéléré de matériel de guerre commandé avant la guerre au Creusot; ses sollicitations, jointes à celles de la Russie, ne furent pas étrangères à la détermination prise à Nisch de riposter à une première offensive autrichienne par une contre-attaque (17-20 août), dont les brillants succès devaient rester malheureusement sans lendemain. — Quant au Monténégro, le gouvernement français envoya sur ses côtes une flotte qui les libéra du blocus autrichien, et lui expédia, avec des pièces de siège destinées à l'investissement par terre des Bouches de Cattaro, des provisions de blé qui arrivèrent à temps pour prévenir dans le pays une disette imminente. Témoignages de sollicitude que le roi Nicolas I^{er} reconnut en renonçant, sur les instances de Paris et de Londres, au projet agité un moment de fomenter une révolte parmi les populations slaves de la Dalmatie, comme à la tentative permanente de satisfaire ses anciennes convoitises sur Scutari d'Albanie, évacuée par les contingents internationaux qui en formaient la garnison. Ces démarches devaient d'ailleurs épuiser l'action de l'Entente dans la péninsule des Balkans. Ce n'était pas sur ce théâtre secondaire de la guerre que semblait devoir, au début, s'en décider le sort.

LA COOPÉRATION JAPONAISE

Cette décision, difficile à obtenir et même à avancer en Europe, n'était-il pas possible d'en aller chercher le principal élément au delà de l'Océan? Les circonstances avaient déterminé le Japon à partir en guerre contre l'Allemagne. L'amener à accéder à l'Entente, c'était assurer à celle-ci le concours de troupes nombreuses et braves, solides et manœuvrières, dont la guerre de Mandchourie avait mis dans un relief éclatant les éminentes vertus militaires, et dont l'apparition sur les champs de bataille de l'Occident devait suffire à faire pencher la balance du côté où elles interviendraient. Le projet de les y amener était peut-être chimérique, mais la perspective assez séduisante pour obséder longtemps les imaginations. Après avoir d'abord inspiré, au mois d'août, des négociations sans résultat, elle servira plus tard de thème à de virulentes critiques de

presse, parfois signées de noms illustres, contre l'impuissance des gouvernements à en faire une réalité. Jusqu'à la fin elle se présentera aux conseils de l'Entente, sous des formes diverses, comme un remède tout trouvé aux situations embarrassantes. A l'automne de 1917, par exemple, on y discutera sérieusement les moyens de transporter un corps expéditionnaire japonais à Salonique.

En réalité, cette idée simpliste répond à une question qui n'a rien de simple, telles qu'en apparaissent les données au début du conflit européen. Lorsqu'il éclate, il apporte naturellement aux Japonais la tentation d'en profiter pour satisfaire leurs vieilles convoitises sur le Chantoung et s'y installer à la place de l'Allemagne. Mais, sous quel prétexte intervenir dans une lutte engagée à propos de la Serbie, qui leur est indifférente, et à laquelle ils ne sont pas directement intéressés? Le traité d'alliance qui, depuis 1905, a lié leur cause à celle de l'Angleterre, leur en fournit heureusement le moyen. Il contient un article aux termes duquel, si l'une des deux parties contractantes se trouve « impliquée dans une guerre pour défendre ses droits territoriaux ou ses intérêts spéciaux en Extrême Orient », l'autre est tenue de lui venir en aide. En s'appuyant sur ce texte dont l'élasticité se prête aux plus larges interprétations, le Cabinet de Tokio propose au gouvernement anglais, aussitôt celui-ci sorti de la neutralité, une action commune immédiate contre Kiao-Tchéou, capitale du Chantoung (8 août).

Ce n'est point un sentiment d'enthousiasme que cette offre de collaboration soulève d'abord à Londres. On y considère le Japon comme un rival autant que comme un allié en Extrême Orient, et l'on se contenterait, pour ne pas trop y étendre son influence, de borner son action à protéger les lignes maritimes contre les croiseurs allemands. On craint toutefois de se l'aliéner en se mettant en travers du mouvement qui s'y est déclaré pour la guerre, et l'on envoie à Tokio une réponse entièrement favorable. Aussitôt après l'avoir reçue, le gouvernement japonais ne perd pas un moment pour envoyer à l'Allemagne (17 août) une sommation d'avoir à retirer immédiatement ses bateaux des mers de Chine et à évacuer le Chantoung avant le 15 septembre. Huit jours après, n'ayant pas vu arriver de réponse dans le délai fixé, il se considère comme en état de guerre avec l'Allemagne

(23 août), et devient de ce fait l'associé de l'Entente dans sa lutte contre cette Puissance.

Lorsque la nouvelle de son ultimatum était parvenue au roi Constantin de Grèce, elle lui avait inspiré, au cours d'un entretien avec le ministre de France, cette simple réflexion : « Le Cabinet anglais, sans oser l'avouer tout haut, doit être fort contrarié par la décision du Japon. » Il semblait, en tout cas, la subir plutôt que l'accepter, comme allait le montrer son attitude dans les tentatives, presque aussitôt entreprises, pour en étendre le bénéfice à ses deux alliés. La première idée en vint de la France, déjà unie au Japon par les liens d'un traité de garantie territoriale (10 juin 1907), et en particulier de son représentant à Tokio, M. Regnault. Dès le 5 août, celui-ci croit devoir proposer au ministre des Affaires étrangères, sous forme de suggestion personnelle, l'accession éventuelle du Japon à la Triple Entente. Mis au courant de cette initiative, M. Doumergue y trouve « un intérêt considérable » et l'approuve d'autant plus volontiers qu'au même moment, M. Sazonoff lui demande de la seconder, en faisant ressortir les avantages qui en résulteraient pour la sécurité de la Sibérie. Mais, lorsque M. Regnault va demander sa réponse à M. Kato, celui-ci, après s'être répandu en protestations de sympathie à l'égard des Alliés, invoque pour l'ajourner un article du pacte anglo-japonais qui interdit aux parties contractantes d'en conclure un autre avec une tierce Puissance, sans un accord préalable. C'est indiquer clairement que la route de Paris à Tokio passe par Londres.

M. Doumergue n'hésite pas à s'y engager ; mais à ses premières ouvertures le Foreign Office répond, d'abord par le silence, puis (15) par cette considération que, dans les circonstances actuelles, la discussion d'une alliance en règle avec le Japon représenterait une inutile perte de temps ; mieux vaut aller au plus pressé et se contenter d'un accord purement militaire que les états-majors nippon et anglais sont précisément en train d'élaborer, et qui sera ensuite communiqué aux Alliés. Mais quand le Cabinet de Paris demande à en connaître le texte, afin de faire concourir un contingent indo-chinois à l'investissement de Kiao-Tchéou, on élude ses instances en lui disant d'abord que la convention projetée n'est pas encore au point (19), puis, quelques jours après (23), qu'elle n'a plus de

raison d'être, le Japon ayant pris la résolution de se charger, à lui tout seul, des opérations entreprises contre les possessions allemandes : déclaration sur le sens et la portée de laquelle il est impossible de se méprendre.

A plus forte raison semble-t-elle exclure la possibilité d'une intervention militaire sur les champs de bataille de l'Europe. A la fin du mois, une tentative va pourtant être risquée dans ce sens par M. Sazonoff, toujours prompt à franchir d'un seul élan la distance qui sépare la pensée de l'acte, un idéal d'une possibilité et un désir d'une démarche. A la suite d'un échange de vues avec les ambassadeurs de France et du Japon, il adjure Paris et Londres de solliciter à Tokio l'embarquement de trois ou quatre corps d'armée destinés au front français, et dont le transport durera une quarantaine de jours. La Russie s'associera discrètement à la démarche.

M. Delcassé vient de prendre le portefeuille des Affaires étrangères au moment où cette suggestion parvient à Paris. Il s'y montre pleinement favorable, sur cette considération que « les alliés ne doivent négliger aucun moyen, qu'aucun effort, aucun sacrifice ne doivent leur coûter pour arriver à triompher de leurs adversaires ». Il se rend compte toutefois de l'impossibilité d'aboutir sans obtenir du cabinet anglais un concours qui semble malheureusement moins assuré que jamais. Avec M. Paul Cambon, Sir Ed. Grey s'attache à faire ressortir les difficultés techniques du projet envisagé, la lenteur des transports par mer et conclut qu'il vaut mieux limiter l'assistance japonaise à l'envoi d'une escadre dans la Méditerranée (2 septembre). Avec l'ambassadeur de Russie il se dérobe par un autre détour et lui propose d'acheminer par le Transsibérien les contingents japonais prévus vers le front de Pologne. C'est alors à M. Sazonoff de se récrier sur l'importance du cadeau qu'on lui destine, mais dont il ne veut pas priver la France envahie, peut-être parce qu'il le trouve un peu encombrant pour la Russie. Au moment où la discussion va s'égarer sur ce terrain, l'ambassade d'Angleterre transmet au quai d'Orsay, de la part du gouvernement japonais, une note dont voici le passage saillant : « Les troupes japonaises sont issues du service obligatoire. Ce ne sont pas des mercenaires. Elles sont réservées à la défense du territoire national. La question de leur emploi soulève des difficultés lorsqu'il s'agit pour elles de participer

à des hostilités étrangères dont elles ignorent les causes.»

Ce langage était trop péremptoire pour ne pas marquer chez le gouvernement japonais l'intention arrêtée de ne pas dépasser les limites assignées par lui-même à son intervention. Sa réponse aurait dû dissiper toute illusion sur les chances de l'en faire sortir un jour; elle eut pour effet immédiat de couper court à la première négociation qu'en avait provoquée l'espérance.

L'ENTENTE ET LA TURQUIE

Dans les régions voisines de l'Europe centrale, les Puissances de l'Entente s'étaient, d'un commun accord, partagé l'organisation de la lutte contre leurs adversaires, en s'attachant chacune à l'objet qui leur paraissait répondre le mieux à ses intérêts. Dans la péninsule balkanique, qui avait été de tout temps le théâtre de leurs rivalités, leur action se trouva paralysée dès le début par l'opposition de leurs vues. C'est ce qui apparaît notamment dans leurs rapports avec la Turquie, le plus important des États balkaniques, dont l'attitude devait déterminer celle de tous les autres.

Comme eux, la guerre de 1912 l'avait laissée dans une situation assez instable pour favoriser à la fois toutes les intrigues et toutes les surprises. L'opinion était partagée entre le désir de la revanche et le besoin de la paix, et le gouvernement tiraillé entre les influences rivales d'un parti militaire et d'un parti civil, conduits respectivement par les ministres de la Guerre et des Finances, Enver-Bey et Djavad-Bey. Le premier affichait pour l'Allemagne des sentiments d'admiration et de confiance qu'entretenait la présence d'une mission militaire envoyée de Berlin. Les membres du second parti proclamaient leur amour pour la paix, mais affectaient de la croire menacée par la Russie, à laquelle leurs défiances ou leurs calculs attribuaient de persistantes convoitises sur leur pays : appréhensions dont ils savaient jouer à merveille pour masquer ou justifier la germanophilie de leurs concurrents. Réunis par de communes inimitiés, les uns et les autres étaient donc surtout séparés par des questions de méthode.

Les premières complications de la crise européenne donnèrent l'avantage aux partisans d'Enver Bey, qui conclurent avec

Berlin un traité d'alliance signé dès le 2 août 1914. Ils s'y engageaient à faire cause commune avec l'Allemagne dès qu'elle entrerait en guerre avec la Russie. Bien que cette éventualité fût presque aussitôt réalisée, ils attendirent près de deux mois avant de se déclarer : soit pour terminer à loisir leurs préparatifs militaires, soit pour attendre en Occident une victoire dont ils n'auraient plus qu'à recueillir les fruits, soit enfin avec l'arrière-pensée de faire volte-face en temps utile, s'ils pouvaient obtenir une surenchère des Alliés. En tout cas, leur diplomatie allait s'employer à endormir la vigilance de l'Entente et à entretenir le plus longtemps possible son incertitude sur leurs intentions.

Ils y seraient difficilement parvenus sans les dissidences des Cabinets de Pétersbourg et de Londres. Fidèle aux traditions de la politique russe, M. Sazonoff conseillait d'user avec eux de la manière forte, dont le moindre avantage était à ses yeux de les forcer à se déclarer dans un sens ou dans l'autre, et de mettre fin à une équivoque pleine de périls et d'embarras pour l'Entente. Tout au contraire, les Anglais estimaient avoir un intérêt de premier ordre à ne pas brusquer les choses, pour ménager les scrupules religieux de leurs sujets musulmans, et pour laisser à leurs troupes de l'Inde le temps de passer sans danger ni menace le canal de Suez. S'attacher surtout à gagner du temps, ajourner par des concessions de forme l'échéance d'une rupture, se garder d'en assumer ouvertement la responsabilité, et compter surtout pour l'éviter sur la victoire de l'Entente, telle était donc la tactique dilatoire qui paraissait à sir Ed. Grey s'imposer dans les circonstances actuelles. Elle présentait avec le point de vue russe une opposition qu'on allait retrouver dans toutes les affaires ultérieures.

Le 1^{er} août parvenait dans la capitale turque la nouvelle de la rupture entre Vienne et Pétersbourg (1^{er} août). Le lendemain (2), le gouvernement annonçait aux ambassadeurs étrangers son intention de garder la neutralité dans le conflit qui s'ouvrait. Bien qu'il ne l'eût pas encore proclamée officiellement, c'était pourtant un geste pacifique, mais aussitôt contredit par une mesure de guerre : un ordre de mobilisation générale, exécuté à grand fracas et avec une véritable ostentation de vigueur. M. Sazonoff, le jugeant dirigé contre son pays, était d'avis d'y riposter aussitôt par une impressionnante manifes-

tation de solidarité internationale, en déclarant à la Porte que « toute action de sa part contre l'une des trois Puissances de l'Entente serait considérée comme un acte hostile à l'action de chacune d'elles ». Malgré la prudence de la formule, la démarche projetée parut encore trop audacieuse à sir Ed. Grey, et ne fut pas effectuée. Le même souci de ménager les Turcs devait lui faire rappeler de Constantinople la mission navale britannique, afin d'enlever tout prétexte au maintien de la mission militaire allemande.

La mobilisation turque semblait le prélude d'actes d'hostilité envers la Russie. Ce fut au contraire une offre d'alliance, sous une forme indirecte il est vrai, que reçut à ce moment M. Sazonoff de Constantinople. C'est là un des épisodes de cette histoire qui a été le plus longtemps ignoré et qui prête le plus à la controverse. Dès le 5 août, au cours d'une entrevue avec l'attaché militaire russe Léontieff, Enver-Bey lui ouvre des perspectives inattendues. A l'entendre, la Turquie n'est encore liée avec personne (!) et n'agira que pour ses intérêts. Pourquoi ne se rapprocherait-elle pas de la Russie par une entente dont les conditions sont bien faciles à établir? Rappeler ses troupes de la frontière du Caucase et les employer en Europe, soit pour tenir en respect les États balkaniques suspects de germanophilie, soit même pour marcher contre l'Autriche, voilà ce qu'elle offre comme garantie de son amitié. Comme récompense elle demanderait simplement à recouvrer une partie de la Thrace sur la Bulgarie et les îles de l'Égée sur la Grèce, ces deux États devant recevoir ailleurs des dédommagements. — Bien que cette proposition, développée dans une entrevue postérieure (8), ait été transmise à Pétersbourg avec l'avis favorable de l'ambassadeur Giers, elle ne semble pas séduire M. Sazonoff. Il recommande de ne pas la repousser d'emblée afin de « gagner du temps », puis de la laisser tomber au bout de quelques jours.

Si elle avait abouti à un accord sincère, quelles n'en eussent pas été les conséquences! Les communications de la Russie avec ses alliés maintenues, la révolution russe évitée, les États balkaniques entraînés ou contenus, la guerre peut-être terminée en six mois. La grandeur démesurée de ces résultats a fait accuser le ministre russe d'aveuglement pour les avoir manqués. N'a-t-il pas cédé à la tentation de repousser la Turquie

comme auxiliaire afin de la garder pour ennemie, et de pouvoir satisfaire un jour les convoitises de son pays sur Constantinople? Et ne trouverait-on pas l'aveu de cette arrière-pensée dans l'ignorance où il aurait tenu ses alliés des ouvertures qui lui étaient faites? Tels sont les deux reproches qui lui ont été adressés par la presse soviétique, et qui ont même trouvé un écho dans certains organes de la presse française. Ils ne semblent pas plus fondés l'un que l'autre. L'existence même du traité par lequel la Turquie venait de lier ses destinées à celles des Puissances centrales ne représente-t-elle pas la meilleure justification de M. Sazonoff? S'il en ignorait la teneur, la conclusion s'en était ébruitée dès les premiers jours d'août. Elle l'autorisait à considérer les propositions reçues comme une ruse de guerre destinée à éloigner de l'Entente la Bulgarie et la Grèce, aux dépens desquelles elles se seraient réalisées. Il n'est pas exact non plus qu'il les ait gardées pour lui sans en rien dire à ses alliés. Si, à Paris, M. Iswolski paraît n'en avoir fait confidence qu'à M. Delcassé et à titre officieux, elles furent signalées de Pétersbourg par M. Paléologue (20 août), et de Constantinople par M. Bompard, qui ne leur trouvait d'ailleurs d'autre avantage que « d'apporter un aliment à l'imagination des hommes d'Etat ottomans »; M. Cambon, auquel elles furent communiquées, se montrait plus catégorique encore en les traitant de « rêves irréalisables », et faisait à M. Sazonoff un grief, non de les repousser, mais de s'y arrêter un instant. Il semble donc que rien ne doive subsister des critiques encourues sur ce point par le ministre russe.

Cette affaire n'avait guère eu pour intérêt que de montrer à quelles complications, à quel croisement d'intrigues donnerait lieu la guerre dans les milieux balkaniques. Presque aussitôt après en éclata une autre, appelée à un retentissement européen et destinée aussi à trahir les désaccords intérieurs de l'Entente. C'était celle des croiseurs allemands *Göeben* et *Breslau* qui, après avoir bombardé Bône, fait relâche à Messine, passé en vue du cap Matapan (8), arrivaient le 11 aux Dardanelles. Le Gouvernement invoquait pour les recevoir le prétexte d'un achat à l'Allemagne et l'intention de les annexer à sa propre flotte, en remplacement des navires en construction commandés en Angleterre et saisis sans avis préalable par l'Amirauté britannique.

En présence de cette initiative, quelle allait être la réaction des Alliés? En l'apprenant, sir Ed. Grey déconseillait comme « prématurée » le projet russe d'un sévère avertissement à adresser à la Porte pour qu'elle interdît aux croiseurs l'accès des Dardanelles (8). Après leur arrivée, son premier mouvement (11) fut d'exiger leur désarmement ou leur départ dans les 24 heures. Mais quand, le lendemain (12), il fut convié par M. Sazonoff à une « protestation énergique » commune contre une violation de la neutralité favorable à l'Allemagne et un transfert de pavillon interdit par la déclaration de Londres (1909), il sentit ses velléités de résolution s'évanouir devant des considérations que M. Paul Cambon faisait aussitôt connaître à Paris (14). Il découvrait d'abord cet argument assez inattendu que l'achat de deux belles unités par la Turquie représentait un événement heureux pour l'Entente, puisqu'il avait pour résultat d'en priver l'Allemagne. Mais il craignait surtout de rompre par une démarche comminatoire à Constantinople cet état d'équilibre entre la paix et la guerre dont la prolongation lui semblait nécessaire aux intérêts britanniques. Formuler des réserves de droit sur le fait accompli et tâcher simplement d'obtenir le renvoi en Allemagne des équipages des croiseurs achetés, c'est à cela que devait, d'après lui, se borner l'action de l'Entente. En fait, ces prétentions si modestes ne furent même pas satisfaites. Les Turcs se contentèrent de remplacer le pavillon allemand par le pavillon turc sur les navires, et accordèrent aux instances du Cabinet de Paris quelques réparations pour le *Lotus*, paquebot français qui avait été l'objet de brutales vexations en passant les Dardanelles. Dans toute cette affaire ils n'avaient ni voulu capituler devant l'Entente, ni osé lui résister, et le secret de leur incertitude se trouvait résumé dans cette observation de M. Bompard (15 août) : « Dans le fait, on attend le résultat de la première bataille pour se prononcer. »

Ne restait-il donc aux Alliés qu'à partager leur attente? La passivité de cette attitude était trop contraire à l'ardeur combative de M. Sazonoff pour qu'il crût devoir s'y tenir. Le 16 août, l'incident du *Göeben* et du *Breslau* se termine à peine, qu'il met au jour et propose à ses alliés un nouveau projet à l'établissement duquel il apporte sa facilité un peu redoutable à transformer des suggestions en l'air en un programme en

règle. C'est une note en trois points par laquelle l'Entente présentera aux Turcs une exigence, la démobilisation immédiate de leur armée, une récompense, la garantie de leur intégrité territoriale, et enfin une promesse, la rétrocession à la paix des avantages économiques concédés à l'Allemagne en Asie Mineure, et dont la plus importante est le chemin de fer de Bagdad. Au dernier moment, M. Sazonoff, estimant l'appât insuffisant, propose d'y ajouter Lemnos, convoitée également par la Grèce. Après avoir reçu ces apaisements pour leur besoin de sécurité et ces satisfactions pour leurs appétits, quelles raisons leur resteraient de se déclarer contre un groupement dont ils n'ont plus rien à craindre et beaucoup à espérer ?

Soumettre un projet diplomatique à l'examen successif de plusieurs chancelleries, c'est l'exposer à autant de mutilations. Tel devait être le sort de celui qu'avait échafaudé M. Sazonoff. A Londres, la demande de démobilisation en est d'abord écartée comme présentant le caractère et les risques d'un ultimatum ; à Constantinople, les ambassadeurs alliés en font également disparaître l'offre de concessions allemandes, car les Turcs ont besoin de se familiariser avec cette idée pour ne pas en être effarouchés. A plus forte raison, Sir Ed. Grey fait-il remarquer que disputer à la Grèce Lemnos, c'est la rendre irrémédiablement hostile à l'Entente. Après ces amputations, il ne reste plus du projet primitif que la garantie offerte aux Turcs ; pour la leur rendre plus favorable encore, on ajoute au dernier moment à l'engagement de respecter leur territoire celui de le défendre, ce qui doit les rassurer définitivement sur les périls d'une agression russe ou bulgare.

Ils auraient été trop exigeants s'ils ne s'étaient pas déclarés satisfaits d'une complaisance qu'il eût été difficile de pousser plus loin. Lorsque, le 17 août, le Grand Vizir reçoit dans son Cabinet les trois ambassadeurs alliés, venus lui répéter les termes de la déclaration commune, il se proclame enchanté d'une démarche qui lui donnera désormais l'autorité morale nécessaire pour « mettre à la raison » le parti de la guerre. Certain désormais de pouvoir maintenir la neutralité, il demande seulement qu'on lui fasse confiance pour l'observer et qu'on ne le chicane pas si elle subit des accrocs de détail, inévitables avec des militaires toujours « difficiles à manier ».

Cette scène de haute comédie diplomatique avait été jouée

avec trop de succès pour ne pas être renouvelée. C'est la tactique habituelle des faibles, surtout dans les pays d'Orient, de se servir de ce qu'on leur accorde pour réclamer ce qu'on leur refuse. Trois jours ne se sont pas écoulés depuis la démarche du 17 août que Djavid et Djemal Bey, réputés comme les plus notoires des ententophiles, commencent une tournée dans les chancelleries alliées, où ils se présentent comme les porteparoles du Grand Vizir. Ils y tiennent les mêmes propos, où l'on retrouve beaucoup moins de remerciements pour les concessions obtenues que de récriminations sur leur insuffisance. Sans doute, déclarent-ils, la garantie d'intégrité a été la bienvenue. Mais, répond-elle sous sa forme actuelle aux nécessités de la situation? N'aurait-elle pas plus de solennité, si elle était consignée par écrit au lieu de rester orale? plus de portée, si elle était définitive au lieu de se limiter à la durée de la guerre actuelle? et plus de valeur pratique enfin, si elle faisait l'objet de conventions spéciales liant séparément chacune des trois Puissances qui l'ont donnée? D'autre part, ce n'est encore là pour la Turquie qu'un avantage négatif, alors que les Puissances centrales lui en promettent de positifs. L'Entente ne serait-elle pas bien inspirée si elle paraît à cette manœuvre en lui offrant à son tour la suppression des servitudes politiques juridiques ou économiques, telles que les capitulations, qui pèsent si lourdement sur sa souveraineté? Et comme quelque involontaire aveu trahit toujours les plus secrètes pensées, Djavid-Bey donne à son développement, en guise de moralité, cette conclusion que « le mieux pour mettre fin aux tergiversations du Conseil des ministres serait un succès caractérisé des armées françaises en Belgique » (20 août).

Ce furent des nouvelles toutes contraires qui parvinrent bientôt à Constantinople. L'effet s'en ajouta, pour amener les Alliés à céder aux nouvelles exigences turques, à l'illusion d'obtenir encore à ce prix le renvoi de la mission militaire allemande, ainsi que des marins du *Göben* et du *Breslau*. Après les échanges de vues nécessaires pour ajuster les différences de vues de leurs gouvernements, les ambassadeurs de l'Entente se mirent d'accord sur le texte suivant élaboré par M. Sazonoff et envoyé à la Porte le 30 août :

Les trois Puissances déclarent à la Sublime Porte qu'elles sont

prêtes à garantir l'intégrité du territoire ottoman (*contre tout ennemi voulant profiter de la guerre pour y porter atteinte*) et à examiner dans un esprit amical les demandes que celle-ci désirerait leur adresser dans l'ordre économique et judiciaire. De son côté, la Sublime Porte s'engage à observer une attitude de stricte neutralité au cours du conflit qui divise actuellement l'Europe.

La capitulation des Alliés devant la Turquie semblait complète, puisqu'ils déclaraient accepter le principe de ses demandes et qu'une phrase de leur note (soulignée dans le texte et ajoutée à la dernière minute sur l'initiative de Sir Ed. Grey) leur imposait l'obligation, non seulement de respecter sa neutralité, mais de prendre au besoin les armes pour la défendre. Le résultat de cette condescendance ne tarda point à apparaître. Au lieu d'une acceptation précise, ils ne reçurent qu'une réponse évasive à leur communication; au lieu de voir partir les équipages du *Gœben* et du *Breslau*, ils virent, au contraire, arriver, dans les premiers jours de septembre, tout un convoi de navires et d'ouvriers spécialistes, avec cent cinquante officiers, destinés à l'armement des forts des Dardanelles en cas de guerre avec la Russie. L'emprise allemande sur la Turquie s'affirmait donc avec éclat au lendemain même de la dernière démarche entreprise pour y mettre fin.

Ainsi bien, était-ce là la moralité comme le résultat de la politique que l'Entente avait suivie à Constantinople sous l'inspiration de l'Angleterre. Comme on l'a vu, elle consistait surtout à froncer le sourcil et à fermer les yeux sur les infractions des Turcs à la neutralité, à tenter de prévenir par de nouvelles complaisances celles qu'ils témoignaient aux Puissances centrales. A défaut d'avantages précis, tels que le renvoi de la mission militaire allemande, ce système de temporisation avait-il au moins atteint son objet principal, qui était de retarder une rupture ouverte? Il est permis d'en douter, car les hésitations de la Porte à se lancer dans les hasards d'une guerre s'expliquaient plus naturellement par des raisons étrangères et supérieures aux ménagements pratiqués à son égard. On pouvait donc se demander, dès ce moment, si une politique moins accommodante à Constantinople n'aurait pas été plus efficace sans devenir plus dangereuse.

LA DÉCLARATION DU 5 SEPTEMBRE

Depuis le jour où la Russie, la France et l'Angleterre avaient pris les armes contre un adversaire commun, elles s'attachaient à suivre, par des échanges de vues continuels, une ligne de conduite uniforme. Leur Triple Entente avait donc eu les effets d'une Triple Alliance, mais sans en posséder encore la consistance. Une entente représente une association d'intérêts temporaire et générale, tandis qu'une alliance comporte une solidarité d'obligations précises, sanctionnée le plus souvent par l'engagement réciproque de ne pas conclure de paix séparée; il était naturel d'étendre à la Grande-Bretagne, devenue leur associée, celle qui existait entre la Russie et la France.

L'idée en avait d'abord été exprimée par M. Sazonoff, au lendemain même de la déclaration de guerre autrichienne (7 août). M. Doumergue la reprit une quinzaine plus tard en voyant l'Italie motiver son hésitation à intervenir par la crainte d'une défection de ses nouveaux alliés. Remarquant, à cette occasion, que la Grande-Bretagne, pourtant résolue à mener la guerre jusqu'au bout, restait libre de s'en retirer à son gré, il faisait demander à Londres par M. Paul Cambon (26 août) si elle répugnerait à renoncer à cette faculté. Le lendemain parvenait à Paris une réponse affirmative et encourageante.

Le même jour, le changement de Cabinet survenu en France à la suite des premières batailles rappelait à la direction des Affaires étrangères M. Delcassé, qui partageait l'opinion de son prédécesseur sur la nécessité de resserrer les liens créés par la guerre entre les Puissances de l'Entente. Un de ses premiers gestes était de se rappeler au souvenir de M. Sazonoff, dont il comptait redevenir, comme pendant son séjour à Pétersbourg, le « collaborateur actif, confiant et dévoué ». Aussitôt après, et sur le désir dont il recevait l'expression discrète, il envoyait aux représentants de la France dans les principales capitales une circulaire où il leur recommandait de concerter toujours leurs démarches avec leurs collègues russes et anglais de manière à donner, par la conformité de leur langage, « la plus grande impression de force et de décision. Jamais plus qu'aujourd'hui la cohésion entre les trois Puissances alliées n'a été nécessaire. »

Il ne restait plus pour en donner l'impression qu'à la consacrer par un acte public. M. Sazonoff avait proposé à cet effet (1^{er} septembre) une déclaration à signer à Londres, et par laquelle la Grande-Bretagne donnerait son adhésion à la clause de paix indivisible existant déjà entre la France et la Russie. Soumise par Sir Ed. Grey au Cabinet britannique (2 septembre), la formule envisagée subit une modification propre à lui donner un caractère de généralité qui semblait plus conforme, sans doute, à la dignité de l'Angleterre, car il mettait les trois parties contractantes sur le même pied, sans contenir d'allusion à aucun accord antérieur.

Voici quel fut le texte dont M. Cambon put, le 3 septembre, annoncer la signature dans la matinée. Il tenait en quelques lignes, sans aucune de ces clauses additionnelles ou secrètes qu'y a ajoutées l'imagination de quelques publicistes.

Les Gouvernements britannique, français et russe s'engagent à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre; les trois gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des Puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés.

Signé : P. CAMBON, COMTE BENKENDORF, E. GREY.

Ainsi se trouva scellée par des engagements solennels cette union des trois grands États qui s'était déjà affirmée sur les champs de bataille. La proclamation en était particulièrement opportune au moment des revers passagers que subissait leur cause, et devait produire sur leur opinion publique, comme sur leurs partisans dans le reste de l'Europe, un puissant effet de réconfort moral.

Avec la déclaration du 3 septembre, suivant de près le départ du Gouvernement français pour Bordeaux, se termine dans l'histoire du conflit européen la période qu'avait inaugurée, un mois auparavant, la série des déclarations de guerre. Si elle paraît, à première vue, remplie tout entière par le bruit des armes, elle n'est pas dépourvue pourtant d'importance diplomatique, car elle marque pour la Triple Entente l'origine des problèmes qui s'imposeront à ses résolutions comme des ten-

dances qui se disputeront ses conseils. C'est alors que se précisent les données des uns, et qu'éclate la divergence des autres. Les interventions successives de la Turquie, de l'Italie, de la Bulgarie et de la Roumanie, qui représentent les grands événements politiques de la guerre, n'auront lieu, sans doute, que bien plus tardivement, deux mois après son début pour la première et deux ans pour la dernière; mais c'est pendant les premières semaines que le projet en a été d'abord agité, en donnant lieu à des pourparlers qui ont permis au moins d'en apercevoir les conditions et d'en mesurer les probabilités. C'est également au début de la lutte qu'on voit apparaître la faiblesse principale de l'Entente dans ces dissidences de vues et ces oppositions d'intérêts qui représentent le vice de toutes les coalitions. Elles s'accusent surtout dans le dualisme des deux politiques, entre lesquelles le Cabinet de Paris sera appelé à jouer le rôle de régulateur : celle de l'audace, que personnifie M. Sazonoff, et celle de la temporisation, que représente Sir Ed. Grey; l'une résolue à forcer les événements, l'autre résignée à les laisser traîner; la première prête à prendre toutes les initiatives, la seconde attentive à éviter toutes les aventures et à beaucoup attendre de l'action du temps. Sous ce rapport encore, l'histoire diplomatique de la Triple Entente pendant le premier mois de guerre contient le germe et présente comme un tableau en raccourci de tout son développement futur.

ALBERT PINGAUD.

LES LOGIS DE M. DE LAUZUN

Le plus connu de tous ces logis est l'hôtel de Lauzun, qui dresse encore aujourd'hui dans l'île Notre-Dame, sur l'étroit et paisible quai d'Anjou, au-dessus du bras septentrional de la Seine, son élégante et sévère façade, ses fenêtres à petits carreaux et le fer forgé de son balcon. L'hôtel de Lauzun ! On pourrait croire, en prononçant ces quatre mots évocateurs de souvenirs si brillants, que cette maison splendide fut le vieil hôtel de famille où le héros de mille et trois aventures naquit, vint se reposer entre deux naufrages et acheva dans un décor de fresques et d'or sa carrière de près d'un siècle. Il n'en est rien et nous aurons à parler ici bien moins de l'hôtel de Lauzun que des principaux logis de M. de Lauzun, dont cet hôtel, qui a gardé son nom, ne fut que trente-deux mois la demeure.

L'HOTEL DE VERSAILLES

Au printemps de l'année 1671, les voyageurs qui arrivaient à Versailles par la Grande Avenue, remarquaient, du fond de leurs carrosses, avant de s'engager sur le pavé de la place Royale et de gagner la route de Brest, les frontons et les dômes de deux hôtels nouvellement construits. Ces deux hôtels, qui devaient disparaître en 1679 pour permettre au Roi de bâtir la Grande et la Petite Écurie, se faisaient pendant. L'un séparait l'avenue de Saint-Cloud de la Grande Avenue, l'autre la Grande Avenue de l'avenue du Parc-aux-Cerfs. C'étaient les premiers que des courtisans eussent bâtis en face de ce Versailles en train de devenir, comme dit Voltaire, de simple rendez-vous de chasse, « une des plus belles maisons de l'Europe et un abîme

de dépenses ». Louis XIV n'apparaissait alors à Versailles que de loin en loin, d'ordinaire pour assister à quelque fête enchantée. Il fallait être bien intime avec le Roi; il fallait avoir, selon l'expression de Talleyrand, bien de l'avenir dans l'esprit, pour deviner que le Roi s'y installerait définitivement un jour. Lorsque les voyageurs demandaient à leurs postillons quels étaient les prévoyants bâtisseurs, ces gens répondaient que celui de gauche était M. le duc de Noailles et celui de droite M. le comte de Lauzun. Ajoutons à ce renseignement que le marquis de Guित्रy avait payé la moitié de l'hôtel de Lauzun et qu'il habitait la moitié de la maison qui regardait vers l'avenue de Saint-Cloud.

Si M. le comte de Lauzun s'était montré à l'une des fenêtres qui s'ouvraient du côté de la Grande Avenue, nos voyageurs auraient vu s'encadrer dans l'embrasure un homme de trente-huit ans, « un des plus petits que Dieu ait jamais faits », « un petit homme blondasse », bien pris dans sa taille, « de physiologie haute, pleine d'esprit » et dont le sourire « dénotait la profondeur et la fausseté ».

Lauzun! Tout le monde en Europe connaît les aventures de celui qui est l'un des figurants les plus illustres de la cour du Roi-Soleil.

Lauzun, c'est un fils de Gabriel de Caumont Lauzun et de Charlotte de Caumont La Force.

Lauzun, c'est un seigneur de la maison de Caumont, arrière-petit-fils du premier maréchal de La Force et petit-neveu du second.

Lauzun, c'est un cadet de ce Jacques de Caumont qui, souffreteux et ne venant jamais à la Cour, lui a permis de porter le nom de la vieille baronnie féodale érigée en comté par Charles IX et qui n'appartient qu'à l'ainé.

Lauzun, c'est ce cousin du maréchal de Gramont introduit jadis par le comte de Guiche dans la société de la comtesse de Soissons, nièce du cardinal Mazarin et reine de la Cour.

Lauzun, c'est ce neveu de Turenne dont son oncle dit, le jour de la bataille des Dunes : « M. de Péguilin, — il portait alors ce nom, — fit très bien. »

Lauzun, c'est le commandant héréditaire de la première compagnie de cent gentilshommes au bec de corbin; le gouverneur du Berri; le colonel général des dragons, — la charge a

été créée pour lui, — le capitaine de la première compagnie française des gardes du corps, charge réservée aux maréchaux de France ou à des gens en passe de le devenir, le favori du Roi;

Lauzun, c'est ce gentilhomme que brûlaient d'épouser deux filles pauvres de la maison de Savoie-Nemours, qui ont tiré au sort pour savoir quelle serait l'heureuse fiancée et qui sont devenues, par la grâce de ses dédains, l'une duchesse de Savoie, l'autre reine de Portugal.

Lauzun, c'est ce terrible don Juan qui, sachant que sa cousine dont il était amoureux, Catherine de Gramont, duchesse de Valentinois, accorde ses faveurs à Louis XIV, s'est vengé de très insolente et cruelle façon. Un jour que le Roi, venu à Versailles avec quelques dames et quelques courtisans, regardait le jeu, debout derrière les joueurs, et que les dames s'étaient assises sur le parquet, pour y être plus fraîchement, Lauzun s'approche, « tient de petits propos » et tout à coup, pirouettant sur ses hauts talons de bois, écrase la main de l'infidèle, qui éclate en sanglots.

Lauzun, c'est l'ancien amant, — du moins on l'assure, — de M^{lle} de La Vallière et de M^{me} de Montespan, l'audacieux qui, ayant demandé à cette dernière, la superbe Athénaïs de Mortemart, de lui obtenir la charge de grand maître de l'artillerie, « a voulu voir, rapporte le poète Racine, historiographe de Sa Majesté, comme elle en parlerait au Roi ». Grâce à la complaisance d'une femme de chambre, il s'est glissé, au Louvre, sous le lit royal. « Comme la maîtresse était moqueuse et malfaisante et plaisante avec ce tour charmant de Mortemart, écrit Saint-Simon, elle enfila le diable de M. de Lauzun, son indiscretion d'avoir parlé, ses fougues et ses hauteurs avec M. de Louvois, s'il avait l'artillerie, dont le Roi serait plus tourmenté qu'à gouverner toutes ses troupes ensemble; le Roi à répondre assez désagréablement pour le pauvre patient, qui, de dessous eux, n'en perdait pas une parole et suait à grosses gouttes de male rage et d'effroyable contrainte. » Lauzun, quelques heures après la trahison, est venu prendre la maîtresse à la porte de son appartement, il lui a donné la main pour la conduire au ballet de *Flore* dans l'appartement de la Reine aux Tuileries. Il l'a laissée s'enfermer dans ses mensonges, puis « l'a conduite froidement, sur le poing, chez la Reine, sans cesser un instant de lui parler tout doux et tout bas », de lui répéter « mot par

mot toute sa conversation avec le Roi, de l'appeler menteuse, friponne » et quelque chose de plus. Il l'a quittée presque pâmée. « Le Roi et elle, ajoute Saint-Simon, crurent que ce ne pouvait être que le diable qui lui eût rendu un compte aussi fidèle et aussi prompt de ce qui s'était passé entre eux, et néanmoins dans une colère horrible. »

Lauzun, c'est surtout le mortel qui a failli épouser une déesse... de quarante-quatre ans, le cadet de Gascogne qui a su enflammer le cœur de Mademoiselle, « Mademoiselle de..., écrivait M^{me} de Sévigné quelques mois plus tôt, Mademoiselle, devinez le nom; Mademoiselle, ma foi! par ma foi! ma foi jurée! Mademoiselle, la grande Mademoiselle, fille de Monsieur, Mademoiselle, petite-fille d'Henri IV, M^{lle} d'Eu, M^{me} de Dombes, M^{lle} de Montpensier, M^{me} d'Orléans, Mademoiselle, cousine germaine du Roi, Mademoiselle destinée au trône, Mademoiselle, le seul parti de France qui fût digne de Monsieur ». Il a séduit la naïve et altière princesse avec une habileté qu'admirait Barbey d'Aureville, au point de le proclamer, après la lecture des *Mémoires* de Mademoiselle, « le plus grand artiste en séduction qu'on ait jamais vu ». Il a reçu de Mademoiselle, publiait M^{me} de Sévigné le 18 décembre 1670, « quatre duchés : le premier, c'est le comté d'Eu, qui est la première pairie de France et qui donne le premier rang; le duché de Montpensier, dont il porta hier le nom toute la journée; le duché de Saint-Fargeau; le duché de Châtellerauld : tout cela estimé vingt-deux millions ». Vingt-deux millions d'alors, cinq cent cinquante millions d'aujourd'hui. Puis il est tombé brusquement de ce haut degré de splendeur, parce que, la veille du mariage, le Roi, pressé par les princes du sang, endoctriné par M^{me} de Montespan, d'abord favorable ensuite inquiète de mécontenter la famille royale, a retiré son consentement. Mademoiselle a supporté son malheur avec désespoir, pleurs et hauts cris; Lauzun l'a supporté avec calme, trop de calme au gré de Mademoiselle. Il a refusé le bâton de maréchal que le Roi lui offrait en guise de consolation; il est un soldat, il ne veut, a-t-il dit, « l'avoir que par le bon chemin ». Il passe pour être marié secrètement avec sa princesse, il ne l'est pas cependant, et Mademoiselle répond aux gens trop curieux : « Le Roi sait ce qu'il en est. » Lauzun sait-il que M^{me} de Montespan, qui semble l'aimer et le haïr tour à tour, l'a trahi une seconde fois?

LA CHAMBRE DE SAINT-GERMAIN

Le mercredi 25 novembre 1674, la chambre que Lauzun occupe au château de Saint-Germain en qualité de capitaine des gardes et de favori. Désireux d'être sans cesse auprès du Roi, il loge dans cette chambre, même quand il ne sert pas son quartier de capitaine des gardes. Il la préfère à l'hôtel qu'il a fait bâtir dans la ville de Saint-Germain.

Sept heures du soir viennent de sonner. Des bougies allumées éclairent la chambre vide. Du moins, je le suppose, car, en cette période splendide du règne, Louis XIV n'est pas, comme en 1709, contraint à des économies de bouts de chandelles, obligé de ne plus fournir à ses hôtes le papier à lettres ou la cire d'Espagne. Lauzun paraît, suivi d'un page. Il recommande au page de ne laisser entrer personne, ferme la porte, éteint les lumières, se laisse tomber dans un fauteuil et rêve. Quelle triste journée! Tout à l'heure il se trouvait à Paris, au Luxembourg, près de Mademoiselle. La princesse était dans un chagrin horrible, lui dans une de ses humeurs les plus noires : « J'ai un lacet autour du cou, disait-il, et je ne sais qui me l'enlèvera, pour qu'il ne m'étrangle pas. » Il se sent perdu : il vient d'offenser M^{me} de Montespan pour la seconde fois.

C'était il y a quelques jours. Une femme de chambre de M^{me} de Montespan lui avait révélé que le Roi n'avait rompu son mariage avec Mademoiselle que parce que la favorite l'en avait prié. Il se souvient de sa fureur à la nouvelle de cette seconde trahison. Il se revoit, en ce château de Saint-Germain, allant à la messe du Roi. M^{me} de Montespan quitte le Roi, dès qu'elle lui a donné l'eau bénite, s'approche de lui, Lauzun : « J'ai quelque chose à vous dire, souffle-t-elle, suivez-moi. » Ils étaient entrés dans la chambre de la favorite. Entrevue dangereuse, car, selon l'expression de Mademoiselle, ils prenaient aisément feu tous deux : « J'ai fait, commença M^{me} de Montespan, ce que j'ai pu, pour obtenir votre mariage avec M^{lle} de Montpensier, mais le Roi ne l'a pas voulu. — Vous en avez menti, bougresse, car vous avez dit au Roi qu'il pouvait révoquer sa parole pour l'honneur de sa maison, et je le sais de bonne part, car je fais dépense en espions. » Et il lui avait tourné le dos et il l'avait laissée toute en larmes.

Le Roi, au sortir de la messe, avait remarqué les yeux rougis de M^{me} de Montespan, demandé la cause de ce chagrin subit et la favorite avait fini par avouer que « c'était le comte de Lauzun qui l'avait appelée bougresse. »

« Lauzun, s'était écrié Louis XIV, me contrarie en toutes mes intentions. » Le Roi avait mandé son favori, lui avait enjoint de donner satisfaction à la favorite dans les cinq jours. Au lieu de cela, Lauzun avait donné au Roi un mémoire justificatif. De quel air grave, Louis XIV l'avait reçu ! En cette chambre solitaire du château de Saint-Germain, Lauzun se rappelait la scène avec un frisson de terreur. Oui, le lacet était bien autour de son cou. Deux ministres dont il avait provoqué les colères, étaient tout prêts à serrer ce lacet fatal : Louvois qui ne lui pardonnait pas ses hauteurs, Le Tellier qui ne lui pardonnait pas d'avoir été l'amant de sa fille M^{me} de Villequier.

Mais quel est ce bruit dans la galerie ? On dirait le pas d'une troupe armée de halberdars. Des coups à la porte close. Lauzun ne répond pas. Les coups redoublent. Il ouvre, voit son ami M. de Rochefort, capitaine des gardes en quartier, à la tête d'officiers et de gardes : « Tu viens m'arrêter. — Cela me déplaît jusqu'au fond de l'âme, mais il faut obéir au maître ; remettez-moi votre épée et suivez-moi. » L'épée tombe à terre ; le cabinet est enfoncé, car Lauzun refuse d'en donner la clef, assurant qu'il ne s'y trouve rien qui importe au service du Roi. Il fait cependant apporter par son valet les clefs des cassettes qui y sont enfermées ; les papiers sont pris et scellés, Lauzun conduit, à travers la cour, jusqu'à la chambre de Rochefort.

Pour Dieu, qu'on le laisse voir le Roi ! Ni le capitaine, ni le major, ni les officiers ne lui font de réponse. Refusant de souper, de se dévêtir, de se mettre au lit, l'infortuné s'asseyait en face de la cheminée et, les yeux fixés sur les bûches qui achevaient de se consumer dans l'âtre, il murmure ces paroles funèbres : *Requiescat in pace.*

PIGNEROL ET LA TOUR D'EN-BAS

LE nouveau logement que lui a préparé son maître, ressemble fort à une tombe. Comme fond de décor les Alpes. Plus près, dominant une petite ville posée à flanc de colline,

une énorme citadelle de roc rouge, ceinturée de murailles, défendue par ses huit bastions et ses quatre demi-lunes. Au-dessus de la citadelle, un donjon : trois corps de logis et cinq tours. La cinquième, plus haute que les autres, s'élève au milieu de la façade méridionale. C'est là ; c'est dans cette tour appelée la tour d'*En-bas* que Lauzun est logé désormais par Louis XIV. Depuis le 16 décembre 1671, que d'Artagnan l'amena dans un carrosse escorté de mousquetaires, il est enseveli dans la forteresse de Pignerol, que son arrière-grand-père le maréchal de La Force conquit en 1630 pour Louis XIII. Au pied de la citadelle, la petite ville s'étage, descend vers la vaste plaine du Pô, dresse les clochers de ses églises, ses maisons aux toits rouges, que blanchit la neige, car, en cet hiver de l'année 1672, il fait grand froid et, par delà les fortifications, l'immense tapis blanc s'étend à perte de vue jusqu'à Turin. Turin où règne aujourd'hui la plus charmante des duchesses de Savoie, cette Jeanne-Baptiste de Nemours, à qui M. de Lauzun fit jadis un si gros chagrin en refusant de devenir son époux. Mais Lauzun n'aperçoit rien de tout cela.

Les mois se sont écoulés, monotones, interminables. Nous voici à l'hiver de 1673, le second qui glace Lauzun dans son *in pace*. Imitons le Diable boiteux de Lesage et, sans nous embarrasser des guichets, des clefs, des pesants verrous, enlevons les trois quarts de la tour d'*En-bas*, comme on décapite une tour dans un jeu de constructions, et regardons dans l'intérieur du premier étage. Il y a là deux pièces assez claires, mais d'où l'on ne peut voir ni entendre un être vivant. Les fenêtres qui donnent sur le fossé ont été attristées par d'énormes barres de fer. Des grilles toutes neuves défendent l'accès des embrasures ; une troisième grille rend le tuyau de la cheminée impraticable au plus agile des prisonniers, car Louvois ne veut pas que Lauzun puisse rendre visite à Fouquet, détenu à Pignerol depuis dix ans et dont l'appartement se trouve juste au-dessus.

L'une des chambres est celle du valet de Lauzun, l'autre celle de Lauzun lui-même. La chambre du maître est meublée d'un lit, de douze sièges, de deux tables, de deux tapis, d'une grande chaise, d'un parafeu de serge jaune, de rideaux et de tapisseries de Bergame. Le tapis de table est tout pourri par les citrons et les oranges que l'on y laisse continuellement.

Mais où donc est le prisonnier, le don Juan de la cour de France? Là, près du feu, méconnaissable sous la couverture de lit, dont il se sert en guise de robe de chambre, le visage envahi par une barbe d'une demi-aune de longueur. Le gouverneur de la citadelle, Jacques-Bénigne d'Auvergne, sieur de Saint-Mars, vient d'entrer, et Lauzun se plaint, dit qu'il a « vingt sortes d'incommodités; que cela le soulage d'être en cette posture; mais ne veut point voir de médecin ni essayer de remèdes ».

Il semble être devenu la douceur même. Cependant un jour qu'il laisse examiner ses vingt maladies par un homme de l'art, et que celui-ci ose soutenir que sa chambre est la plus saine du donjon, il pense « sauter aux crins » de l'imprudent Diafoirus. Malgré cet accès de frénésie, il n'est plus le furieux des premiers jours de la captivité, qui battait du pied, allait et venait, comme un fauve encagé et, la nuit, brûlait le parquet, pour découvrir quelque trou de fuite. Le malheureux, en ce temps-là, criait son innocence, proclamait qu'il avait été emprisonné sans jugement. Il ignorait et la douleur de Mademoiselle et les tentatives d'une de ses anciennes maîtresses, M^{me} de la Motte-Argencourt, — aimée aussi de Louis XIV, — pour le faire évader; il savait seulement qu'il avait été enseveli à Pignerol pour avoir insulté, menacé, épouvanté M^{me} de Montespan. Après son entrée dans la citadelle, quand le Roi avait exigé qu'il donnât sa démission de capitaine des gardes, — qu'il avait d'abord refusée, — son désespoir avait atteint les bornes de la folie.

A présent, Lauzun est dévot. Il lit le *Tableau de la pénitence* du bon Godeau, évêque de Vence, et le *Pédagogue chrétien*. Il demande à Saint-Mars de lui procurer « un livre qui lui puisse aider à faire une confession générale », et le gouverneur lui en donne « un de dix sous qui n'est rempli d'autre chose, explique-t-il à Louvois, que des péchés qu'on peut commettre ». Bien et dûment préparé, grâce à la munificence de Saint-Mars, Lauzun réclame un Jésuite ou un Père de la Doctrine chrétienne et, comme Saint-Mars lui répond qu'« il n'a pas de ces sortes de gens » à Pignerol, le pénitent n'a pour toute ressource que celle de s'entretenir deux heures avec le confesseur de Fouquet, M. Rignon, un Piémontais, arrière-grand-oncle du général comte Rignon, qui possède aujourd'hui à Turin la

maison de Jeanne-Baptiste de Luynes, comtesse de Verrue, la belle amie du duc de Savoie, dont l'építaphe est bien connue :

Ci-git dans une paix profonde
Cette dame de volupté
Qui, pour plus de sûreté,
Fit son paradis en ce monde.

A propos de ces confessions de Pignerol, Lauzun racontait plus tard à Saint-Simon qu'un jour, mis en présence d'un capucin, il avait commencé par tirer la barbe du confesseur, tant il craignait d'avoir affaire à la barbe postiche d'un espion déguisé en religieux.

Oui, Lauzun semble converti. C'est avec douceur qu'il prie M. de Saint-Mars de lui donner de la poudre de mousquet, pour purifier l'air de sa chambre, et, quand le gouverneur refuse et se contente d'en brûler lui-même devant son prisonnier, ni récriminations, ni colère.

M. de Saint-Mars en a beaucoup de joie. Découronnons la tour d'angle, où sont les appartements du gouverneur. Il est dans son cabinet, assis à son bureau ; il écrit à Louvois : « Monseigneur, tout est si calme dans mes prisons, que je n'y trouve présentement que des esprits soumis et humiliés, et, généralement parlant, ils sont tous contrits et jeûnent comme des apôtres, quoiqu'ils disent être tous malades. »

Au bout de dix-huit mois, la patience de Lauzun ne s'est pas démentie. « Pour M. de Lauzun, mande Saint-Mars à Louvois le 18 décembre 1675, il me demande toujours s'il n'y aura pas moyen de recevoir quelque grâce au bout de quatre années de basse-voûte, et si je ne lui dirai point des nouvelles de sa famille. Je lui dis que, si j'en avais quelques-unes, je lui en aurais pu dire sans y penser, mais que de bonne foi je n'entends non plus parler de ses proches que s'ils n'avaient jamais été au monde, et cela aussi vrai que je lui dis. Il me dit souvent s'il oserait me demander comme se porte la famille royale et si Mademoiselle n'est point mariée et que ce sont là des choses que toutes les lavandières savent. Je lui dis que, grâce au Bon Dieu, Sa Majesté se porte très bien et que c'est tout ce que je lui puis assurer de véritable. Nous nous promenons (dans sa chambre), puis, après assez longtemps sans nous rien dire et, désirant me retirer, je lui demande s'il n'a rien à ordon-

ner et cela finit en nous faisant de grandes révérences. »

Un soir que le prisonnier et le gouverneur ont échangé silencieusement leurs révérences de cour et que M. de Saint-Mars s'est retiré plein de confiance en la soumission de M. de Lauzun, en les énormes verrous et murailles de la citadelle, voyons à quoi s'occupe le nouveau converti.

Lauzun vient d'écrire une longue lettre : il l'a cachetée, posée sur la table. Comme nous sommes entrés chez lui trop tard pour la lire par-dessus son épaule, regardons du moins celle qu'il rédige à présent : « Monsieur, commence Lauzun, si M. de Saint-Mars avait voulu me faire la grâce, comme je l'en ai prié mille fois, de vous écrire ce que je lui ai souvent expliqué de mes sentiments et ce que j'aurais encore à lui dire ; s'il ne m'avait déclaré qu'il ne pouvait se charger de vous rien mander, je ne me verrais pas réduit, après tant de souffrances, à tenter une voie qui, dans toutes les circonstances, marque mieux un désespoir de la vie qu'une espérance de liberté. »

La plume d'oie court sur le large papier, qui se couvre d'une grosse écriture nette et serrée dont il boit l'encre par places. « Je vous avoue, Monsieur, continue Lauzun, que le plus favorable sujet que je me propose, est que Sa Majesté soit informée que la vie m'est à charge sans ses bonnes grâces, qu'il n'y a rien au monde ni de si périlleux à quoi je ne m'engage et ne m'expose de bon cœur, pour obtenir le pardon de ce qui a pu lui déplaire dans ma conduite, et que tous châtimens me seront doux, où la fin me conduira à mourir pour son service... Mais, comme il m'a été impossible de parvenir à vous écrire et faire savoir au Roi mes sensibles regrets et mes respectueuses obéissances par tous les moyens que j'ai jusqu'à présent essayés, je suis sur le point de recourir à un effort extraordinaire, afin seulement de n'avoir à me reprocher que j'en aie omis aucun. »

La plume court toujours ; elle est près d'atteindre le bas de la seconde page, accumulant les bonnes résolutions et les protestations de gratitude éternelle. « Et soyez persuadé, s'il vous plaît, qu'autant que j'ai été peu soigneux par le passé d'acquiescer votre amitié, autant serai-je à l'avenir exact à rechercher les occasions de me publier votre redevable et de vous faire connaître qu'aucun de ceux que vous avez obligés, n'en aura jamais plus de reconnaissance et de respect que, Mon-

sieur, votre très humble et très obéissant serviteur Lauzun. »

La plume s'arrête enfin. Lauzun plie sa feuille en quatre, trace sur le revers ces quatre mots : « Monsieur, Monsieur de Louvois » et dépose cette seconde lettre sur la table à côté de la première, qui est adressée au Roi. Ses dernières volontés ainsi mises en évidence, Lauzun disparaît dans le plancher comme un héros d'opéra. Depuis quatre années, sous le couvert de sa dévotion, il avait percé les murs du donjon, miné dans le fossé le mur de soutènement. Le voici dans la chambre située au-dessous de la sienne ; il descend du plafond le long d'une échelle de linge, met pied à terre, s'approche de la fenêtre, dont il a descellé un barreau. La même échelle de linge lui permet de se glisser sous la fenêtre jusqu'au fond du fossé. Là, il s'engage dans le souterrain qu'il a creusé, rampe avec précaution et débouche, à la lueur grise de l'aube d'hiver, dans une cour déserte... Mais, quelqu'un... C'est une femme, une servante venue chercher du bois. Supplications, promesses, perspectives éblouissantes, si elle consent à favoriser sa fuite. Lauzun sait parler aux femmes. A demi conquise, la servante répond : « Je suis accordée avec un soldat ; s'il veut que je vous sauve et se sauver avec vous, je le ferai. » Elle s'éloigne. Lauzun l'attend, avec quelle impatience ! Mais, dans le grand jour qui envahit peu à peu la triste cour de la citadelle, le malheureux voit arriver un officier. Stupeur de cet homme (que rien ne peut fléchir), du gouverneur, de toute la garnison, et bientôt, à Saint-Germain, de Louvois et de Louis XIV. Comment M. de Lauzun « a-t-il pu passer au travers du fossé du donjon et percer seul la muraille qui sert d'enceinte audit fossé, sans que quelqu'un de ceux qui vont et viennent ait pu s'apercevoir du décombre des matériaux qu'il a fallu tirer pour faire sa galerie » ? Le Roi et son ministre n'y comprennent rien : ils en sont réduits à louer l'ingéniosité de M. de Lauzun, car M. de Saint-Mars a envoyé à Saint-Germain un morceau de l'échelle. Cependant le prisonnier a été reconduit dans son *in pace*.

Nous ne l'y suivrons pas. Ce lieu est trop lugubre. Lauzun était de cet avis ; il continue de l'être, puisque, malgré les précautions redoublées de Saint-Mars, il creuse au tuyau de la cheminée un trou qui lui permet de monter la nuit à l'étage supérieur et d'apparaître dans celle de Fouquet. Visites qui

charment tout d'abord la solitude du surintendant, puis l'inquiètent et le terrifient. Lauzun lui a conté qu'il a failli devenir le mari de la Grande Mademoiselle, le cousin germain de Louis XIV, l'héritier des biens immenses de la maison de Montpensier, et Fouquet se met « à plaindre ce pauvre Péguilin qu'il avait laissé sur un assez bon pied à la Cour pour son âge, à qui la tête avait tourné et dont on cachait la folie dans cette même prison ».

Laissons M. de Lauzun jouir des adoucissements que Louis XIV apporte à son infortune : la permission de s'entretenir avec sa sœur la comtesse de Nogent, désignée par le Roi pour représenter Lauzun dans la succession du second maréchal de La Force (quatre trop brèves entrevues); l'autorisation de se promener avec Fouquet sur l'un des bastions de la citadelle et d'y monter à cheval; de recevoir M. de Barrail, ancien major des gardes, qui lui est dévoué, ainsi qu'à Mademoiselle, corps et âme. Quittons Pignerol plusieurs années avant Lauzun et transportons-nous, à travers le temps et l'espace, dans un autre de ses logis.

LA MAISON DE L'ILE NOTRE-DAME

AUJOURD'HUI encore nous admirons les beautés de cet hôtel de Lauzun, que M. le baron Pichon a restauré avec tant de goût et que la Ville de Paris vient d'acquérir. Du couloir qu'une porte cochère sépare du quai d'Anjou, on débouche sur le pavé d'une cour aux belles proportions; on tourne à droite, on pénètre dans le vestibule froid et nu. On monte au second étage par l'escalier quelque peu branlant et provisoire qui a remplacé le grand degré disparu au cours des siècles, on entre dans les salons, que le temps a respectés : c'est un éblouissement. Cet hôtel est vraiment le palais de l'or. Quand l'œil s'est fait à tant de splendeur, il ne se lasse pas d'admirer la perfection et l'infinie variété des détails; il contemple les plafonds de Lafosse, de Sébastien Bourdon, de Lesueur, et les fleurs de Monnoyer, et les paysages de Patel. Ces merveilles firent, de 1650 à 1662, la joie du sieur Groin des Bordes, dont le père avait été cabaretier. Il est vrai que son cabaret de la *Pomme de Pin* situé sur la rive droite, rue de la Licorne, avait été l'un des plus fameux de Paris, célébré autrefois par Rabelais,

fréquenté plus récemment par Molière, Racine et Boileau.

C'est à la succession du partisan Groin des Bordes, enrichi par le ravitaillement de la cavalerie du Roi, ruiné par la Chambre de justice de 1662, que Lauzun vient d'acheter, le 24 août 1682, cet hôtel de l'île Notre-Dame, gloire d'un nouveau riche qui avait du goût. Bien des événements se sont passés depuis que nous avons quitté le prisonnier de Pignerol : il a quitté le donjon le 22 avril 1681, grâce à la générosité de Mademoiselle ; il a renoncé au comté d'Eu et à la principauté de Dombes, que Mademoiselle lui a donnés par contrat de mariage et qu'elle cède à titre de rançon le 2 février 1681 au duc du Maine, fils du Roi et de M^{me} de Montespan ; la baronnie de Thiers en Auvergne, le duché éteint de Saint-Fargeau, dix mille livres de rente sur les gabelles de Languedoc, en tout trente-deux mille livres de rente, environ cinq cent mille francs de notre monnaie d'aujourd'hui ont été attribués à Lauzun pour le dédommager. M. de Barrail a dit à Lauzun : « Mademoiselle me croit tellement entêté de votre sortie, sans me soucier que vous l'épousiez, que, quoi que je lui puisse dire ou faire là-dessus, tout cela ne lui inspire, ni de la confiance, ni du repos. Ainsi je suis auprès d'elle dans des souffrances mille fois plus horribles que celles que les martyrs aient pu endurer » ; M^{me} de Montespan a dit à Mademoiselle : « Quand vous aurez épousé M. de Lauzun incognito, ainsi que vous le voulez faire, le Roi mettra la main devant les yeux et ne s'informera pas s'il va à minuit chez vous, et n'en sort qu'à la pointe du jour » ; Louis XIV, après avoir relégué Lauzun dans une demi-liberté à Chalon-sur-Saône, puis dans une liberté plus grande à Amboise, ne l'a reçu qu'une seule fois à Saint-Germain et lui a défendu d'approcher sa personne de plus de deux lieues.

Il semble bien que c'est en 1682 que Lauzun épousa secrètement Mademoiselle, — sans aucun plaisir. Mais la porte s'ouvre, il vient d'entrer. Il n'est pas trop changé par sa basse-volée, ce cavalier de quarante-neuf ans. Comme le remarquèrent le jour qu'il reparut à Saint-Germain, la Dauphine et la Palatine, princesses de Bavière qui n'étaient jamais venues à la cour de France avant son arrestation, il n'a perdu ni son élégance ni son air distingué. Il a la mine joyeuse d'un mari galant, débarrassé de la présence d'une épouse acaariâtre. Mademoiselle est en effet à son château d'Eu. Quelle

vie il a menée près d'elle l'année passée, entre le Luxembourg, qu'elle ne pouvait lui donner pour logis, et le château de Choisy-sur-Seine, où sans cesse il devait aller voir sa princesse de cinquante-cinq ans! Avec quelle lassitude, il se plaignait à ses belles amies! « Je me meurs, gémissait-il. Si Mademoiselle demeurerait ici et me fit promener tous les jours, autant que j'ai fait aujourd'hui, je mourrais. »

Et cette année même, non content d'exciter la jalousie de Mademoiselle par les hommages qu'il portait à plusieurs dames, et notamment à Madeleine Fouquet, future marquise de Crussol-Montsalès, déjà courtisée par lui tandis qu'elle était auprès de son père le surintendant, vers la fin du séjour à Pignerol, comme il s'est montré impérieux et brutal! Il a reproché à Mademoiselle, dans les jardins de Choisy, d'avoir vendu un collier de perles, pour bâtir le château, œuvre de Jacques Gabriel, et ces terrasses étagées, en bas desquelles un élégant balustre permet de s'accouder au-dessus de la rivière : « Voilà un bâtiment bien inutile, grondait le mari incognito, — et de quel ton! — il ne fallait là qu'une petite maison à venir manger une fricassée de poulet et point pour y coucher. Toutes ces terrasses coûtent des sommes immenses : à quoi cela est-il bon? Pour moi, j'ai sujet de trouver à redire, vous auriez mieux employé cet argent en me le donnant. » Et Mademoiselle songeait : « Il paraît fort intéressé, ce que je ne croyais pas, ni personne de ceux qui le connaissaient, car il paraissait tout jeter par les fenêtres. »

Il est une autre femme qui ne s'indignait pas moins que la princesse contre l'ingrat. C'était Charlotte de Caumont La Force, comtesse de Lauzun, qui se trouvait, avec la Cour, au château de Chambord. Le 8 octobre 1682, elle écrivit à son fils, qui venait d'arriver près de Blois chez M. et M^{me} de Fieubet. Sa lettre est cachetée d'une tête de mort avec cette devise : « Je n'espère qu'en elle ». On y voit que M^{me} de Lauzun ne doutait pas du mariage secret de la princesse : « La charité, déclarait-elle, m'oblige de vous écrire, pour vous remontrer que, quand la raison ne peut retenir nos passions déréglées, pour en guérir, il n'y a que l'absence : c'est le seul remède. Ainsi je vous conseille de vous absenter de Paris pour le plus longtemps que vous pourrez. Les devoirs que vous pouvez avoir, vous sont si rudes à rendre, que vous les détruisez par votre mau-

vaïse conduite. D'ailleurs vos affaires se ruinent par là. On parle aussi beaucoup (à Chambord) de votre maison de l'île (Notre-Dame) et que vous dites qui est pour être plus près de Choisy ; qui vous met à Paris plus éloigné de Luxembourg. Enfin on tourne tout ce que vous faites en ridicule et on dit que Mademoiselle est fort embarrassée d'entendre ces discours et baisse les yeux et ne dit mot. Elle a raison et elle devrait bien souhaiter de ne vous avoir vu de sa vie, pour n'entendre parler que de votre ingratitude envers elle. Ne dites point, pour ne pas suivre mes conseils, que vous n'avez point reçu mes lettres, car on les adresse où vous avez dit. Divertissez-vous à faire le seigneur de campagne, à chasser, à donner ordre à vos affaires, à vous coucher de bonne heure, comme vous dites que vous faites à Paris. Mais, là où vous êtes, on ne sort pas avec un manteau sur le nez de chez soi, sans valet, pour prendre des voitures au bout de la rue. On sait ici tout ce que vous avez fait, jour par jour, heure par heure, depuis votre retour. Je vous avoue que je ne me puis remettre de tout ce que je sais et que les gens autant dans vos intérêts que je suis, tremblent des jugements de Dieu sur vous et ne s'étonnent plus des souffrances que vous avez eues, puisque, au lieu d'en faire un bon usage, vous en revenez pis que vous n'y étiez allé et devant Dieu et devant les hommes. »

Que penserait l'austère comtesse de Lauzun, si elle connaissait tous les détails des plaisirs de son fils ? Au château d'Eu, trois semaines plus tôt, il passait le moins de temps possible avec-Mademoiselle et se divertissait à de longues chasses, où il ne trompait pas seulement son ennui.

Don Juan ne suivit pas les conseils de sa pieuse mère. Cependant le caractère emporté de Mademoiselle ne s'améliorait pas. Un jour, pour expier ses fredaines, Lauzun dut s'avancer à genoux le long d'une galerie au bout de laquelle l'attendait la princesse et, sous les yeux des portraits de famille pendus au mur, sous le regard indulgent du Vert-Galant, implorer le pardon de la petite-fille de Henri IV. Il ne fut pas plus fidèle pour cela.

Et toujours revenait le reproche de ne pas le loger de temps en temps au Luxembourg, où il aurait dû trouver, prétendait-il, une table bien servie et un carrosse à six chevaux. Mademoiselle avait eu grand tort de ne pas lui meubler un logis ; « il

n'eût pas été forcé d'acheter une maison dans l'île Notre-Dame, pour n'être pas comme un gueux ».

La scène ultime eut pour théâtre le Luxembourg. Lauzun, fort irrité de ce que Mademoiselle n'avait pu lui obtenir la permission de suivre le Roi à l'armée, entre, le 4 mai 1684, dans le salon où se trouvait la princesse. Mademoiselle s'avance vers lui « avec un air riant » et tout de suite s'échangent des répliques de plus en plus cassantes : « Il faut que vous vous en alliez à Lauzun ou à Saint-Fargeau, car, n'allant point avec le Roi, cela serait ridicule que vous y demeurassiez. — Je m'en vais et je vous dis adieu pour ne vous voir de ma vie. — Elle aurait été bien heureuse, si je ne vous avais jamais vu, mais il vaut mieux tard que jamais. — Vous avez ruiné ma fortune, vous m'avez coupé la gorge, vous êtes cause que je ne vais point avec le Roi, vous l'en avez prié. — Oh ! pour celui-là, cela est faux, il peut dire lui-même ce qui en est. Adieu donc. » Mademoiselle disparaît dans sa chambre. Mais soudain la porte s'ouvre, la princesse revient, aperçoit Lauzun et, sans répondre à ses dames qui lui disent : « Ne voulez-vous donc pas jouer ? » elle va jusqu'à l'ingrat et le met à la porte pour toujours : « C'est trop ; tenez votre parole, allez-vous en. » Une profonde révérence, il est dehors.

CHEZ LE MARÉCHAL DE LORGE

NOUS le retrouvons en 1687 place Dauphine, en 1693 place Royale, en 1695 rue Neuve Saint-Augustin, toujours jeune, bien qu'il ait dépassé la soixantaine. Il y a dix ans qu'il a vendu l'hôtel de l'île Notre-Dame au marquis de Richelieu, sept ans qu'il a sauvé, dans Londres en révolution, Marie de Modène, femme du roi Jacques II, conduit en France la princesse fugitive et, comme dit M^{me} de Sévigné, « trouvé le chemin de Versailles en passant par Londres ». Félicité par Louis XIV, qui l'installe au château dans l'appartement du feu maréchal de Vivonne, frère de M^{me} de Montespan ; pourvu des grandes entrées (qu'il avait eues autrefois), « la plus insigne et la plus rare faveur et la privance la plus commode, la plus grande et la plus utile » ; bien auprès de Louis XIV, mieux encore auprès de Jacques II, il commanda en 1690 l'armée de secours qui tenta de rétablir l'infortuné Stuart sur son trône. Après la défaite de la Boyne,

il dirigea fort habilement la retraite. Il vit, au mois de mai 1692, le Roi ériger en duché héréditaire les vingt-deux paroisses et les quatre baronnies qui formaient, depuis 1570, le comté de Lauzun ; le 5 avril 1693, une colique dans les reins le débarrassa complètement de sa princesse, que ce retour de faveur avait mise au désespoir, et il eut l'audace de paraître à Versailles en grand manteau, d'étaler son veuvage à la face de Louis XIV.

Mais les deuils les plus rigoureux s'adouçissent, et, depuis, il a revêtu souvent un habit bleu à galons d'argent, « qui approche tant qu'il peut » de la tenue endossée les jours de revue par les capitaines des gardes : l'habit bleu turquoise galonné d'argent, la doublure, la veste, les parements, la culotte et les bas rouges.

Lauzun se sent plus jeune que jamais ce soir du 18 mai 1693, dans le bel hôtel de la rue Neuve Saint-Augustin ; il se sent tellement jeune, qu'il va se marier avec une jeune fille tout à l'heure, à minuit. Il est chez ses futurs beaux-parents, le maréchal et la maréchale de Lorge. Bien que sa fiancée, une fiancée de quinze ans, « brune avec de beaux yeux », eût dû être « toute resplendissante d'une Frémont pour mère », car cette mère est fille du riche partisan qui a fait bâtir l'hôtel, Lauzun a été choisi parce qu'il proposait d'épouser sans dot. Minuit sonne. Tout le monde est dans la chapelle de la maison. Il y a là une dizaine de parents, les Lorge, les Frémont, l'un des frères de Lauzun. Nous apercevons aussi le comte de Nogent, le duc de Candale, le duc de Duras, le duc de Saint-Simon, âgé de vingt ans, avec la duchesse sa femme, fille aînée du maréchal de Lorge. La noce n'a pas la pompe que l'on pourrait imaginer. « On s'est tellement pressé, — c'est le duc de Saint-Simon qui le raconte, — que personne n'a pu avoir d'habits. » Saint-Simon regarde avec une curiosité avide son futur beau-frère, dont une perruque blonde « recouvre ce qui reste d'une chevelure de filasse », petit homme extrêmement bien fait, extrêmement propre et dont la physionomie est si fine, si hardie, si haute. Saint-Simon est ravi de pouvoir le peindre pour ses *Mémoires*. Quelle aubaine qu'un pareil modèle, « l'humeur quelquefois gaie et plaisante, mais ordinairement sombre, l'esprit caché, jamais bien arrêté, toujours occupé de projets et fort souvent de chimères, faisant le doux, le simple, le complaisant avec un ton de voix qu'à peine entendait-on, et se

plaignant toujours de ne voir ni n'entendre, avec des oreilles exquises et des yeux de lynx qu'il masquait d'une très inutile lorgnette. Toujours des contours, de la ruse, de l'artifice, avec un air de simplicité trop affecté et quelquefois jusque du niais dont il riait intérieurement en lui-même; toujours après quelque intrigue; envieux, haineux, surtout hardi et audacieux en tout genre, aimant peu de gens; impudent au dernier point avec les femmes jusqu'à la dernière vieillesse, et cela sous le voile d'une politesse de l'ancienne Cour et de ces politesses discernées et distinguées qu'on ne connaît plus : dangereux en face et redouté des plus grands et des plus accrédités, qui le ménageaient tous sans l'aimer, à commencer par le Roi même, dont il avait été longtemps le plus favori ».

Le mariage est célébré. La mariée a été conduite par tous ses parents dans sa chambre, sans doute dans un de ces « petits appartements à la mode anglaise, retirés, joliment meublés », desservis par un « double escalier dérobé ». Cependant Lauzun « se déshabille seul avec ses valets de chambre, et il n'entre dans celle de sa femme qu'après que tout le monde en est sorti; elle couchée, les rideaux fermés, et lui assuré de ne trouver personne sur son passage ».

Lorsque le maréchal de Lorge avait parlé au Roi du projet de mariage : « Vous êtes hardi de mettre Lauzun dans votre famille, avait répondu Louis XIV. Je souhaite que vous ne vous en repentiez pas. De vos affaires, vous en êtes le maître, mais, pour les miennes, je ne vous permets de faire ce mariage qu'à condition que vous ne lui en direz jamais le moindre mot. » Lauzun ne s'est marié que dans l'espoir que, par son beau-père, capitaine des gardes et maréchal de France, il serait mis à portée de jouer un grand rôle militaire ou politique. Il ne tarde pas à être déçu. La déception l'irrite. D'ailleurs, observe Saint-Simon, « ce n'était pas un homme à durer longtemps au pot et au logis d'autrui. Il se livra à son humeur, qui avait toujours perdu sa fortune, et il la fit éprouver tout entière à la famille où il avait voulu si opiniâtrément entrer ». Que lui importent cet hôtel de Lorge, délicieux et magnifique, les deux cours que séparent des portiques, le jardin, les parterres, la terrasse de niveau avec la muraille de la ville (notre boulevard des Italiens) et d'où l'on aperçoit sur la colline de Montmartre le peuple agité des moulins à vent? Il ne peut

supporter le « fourmillement », incessant à l'hôtel de Lorge, de tout ce qu'il y a de plus brillant à Paris et à la Cour, ni les neveux reçus sur le pied d'enfants de la maison et dont l'âge et la figure lui semblent dangereux « près d'une femme de l'âge et de la figure de la sienne ». Après des plaintes vagues, des caprices, des scènes pour rien, des lettres d'avis ou de menaces, des humeurs continuelles, un matin du mois de mai 1696 que le maréchal de Lorge sert à Versailles son quartier de capitaine des gardes, Lauzun quitte l'hôtel de son beau-père. M^{me} de Lauzun est priée de venir le rejoindre. Un carrosse l'attendra ce soir à six heures dans la cour de l'hôtel de Lorge. Elle y monte en larmes. La voiture gagne la rue Saint-Honoré, s'arrête devant une maison attendant au couvent des religieuses de l'Assomption, pénètre dans la cour, dont la porte se referme avec lenteur. Deux parentes de Lauzun, les duchesses de Foix et du Lude, sont là pour recevoir sa femme. Lauzun lui a donné des domestiques nouveaux, notamment deux filles « dont il a pu apprécier la vertu et qu'il a connues à M^{me} de Guise ». Ne plaignons pas trop M^{me} de Lauzun : M^{me} de Maintenon dira des deux époux en 1713 : « Je crois que M^{me} sa femme a quelque chose à essuyer, mais moins pourtant qu'on ne le dit. Il veut qu'elle vive en grande dame : beau carrosse, beaux chevaux, livrée magnifique, personnes raisonnables pour la suivre, écuier et tout ce qu'on avait autrefois et qu'on n'a plus. »

Pour le moment, la jeune duchesse regardait sans plaisir la maison où Lauzun l'avait conduite, un hôtel qu'il avait loué en 1694 aux religieuses de l'Assomption, pour six années, moyennant treize cents livres. La porte Saint-Honoré, sise, au temps de Charles V, devant le numéro 163 actuel de la rue du même nom et reculée en 1634 jusqu'aux abords de notre rue Royale, dressait à quelques pas, devant le faubourg, son pavillon de pierre et ses toits d'ardoise. Au loin se pressaient les cabarets du Roule, joie des innombrables promeneurs des beaux dimanches parisiens.

AU VILLAGE DE PASSY

Dans cet hôtel, comme dans celui du maréchal de Lorge, Lauzun est presque à la campagne. S'il n'aime pas celle de Guyenne où s'élève le château de Lauzun, il adore celle

qu'arrose la Seine, entre Paris et Saint-Cloud. Il a possédé trois maisons au village de Passy. L'une d'elles, bâtie au sommet de la colline, servit, du temps des jalousies de Mademoiselle, à plus d'un galant rendez-vous.

Vingt-cinq ans ont passé, depuis que Lauzun a quitté l'hôtel de Lorge. La maison qu'il habite à Passy en cet automne 1720 et qu'il acheta trente mille livres en 1705 au financier Berthelot, grand-père de M^{me} de Prye, étage ses terrasses au penchant de la colline. Des escaliers de gazon ou de pierre les font communiquer entre elles. Bosquets, parterres de fleurs, arabesques de buis, bustes et statues, eaux jaillissantes, rien ne manque à ce séjour enchanté. Derrière une façade de dix-huit toises, s'étend, au rez-de-chaussée, l'enfilade des pièces de réception : l'antichambre et la salle à manger pavées de pierres blanches et noires, le grand salon si gai avec ses carreaux de liais hexagones, encadrés de marbre de Languedoc, un autre salon et un cabinet, le tout meublé de sièges de noyer pimpants sous leurs toiles peintes, le tout inondé de soleil. On aperçoit par les fenêtres ouvertes la Seine et, par delà la rivière, au loin vers l'est le dôme des Invalides et les premières maisons de Paris, vers le sud-ouest les cantons de chasse et la maison du prince de Conti, les bois de Meudon et l'ancien château du Grand Dauphin.

Le duc et la duchesse de Lauzun ont donné jadis, dans cette jolie maison de Passy, une fête en l'honneur de la duchesse de Bourgogne; ils y offrirent en 1711 « un retour de chasse magnifique » à la même princesse, qui venait de courre le cerf au bois de Boulogne. Aujourd'hui le duc et la duchesse de Bourgogne sont morts : leur père et beau-père, le Grand Dauphin, est mort. Mort également leur aïeul Louis XIV, à qui survit, depuis cinq ans, comme si Dieu eût voulu le dédommager de dix ans de basse-voûte, l'ancien prisonnier de Pignerol.

Mais quel est ce bruit de chevaux dans la cour? C'est un carrosse qui vient de Paris. Une dame en descend. La voici dans le salon... M^{me} Law, femme du financier en déconfiture. Lauzun, qui la reçoit, n'ignore pas que, deux mois plus tôt, dans la foule des porteurs de billets qui assiégeaient la banque de la rue des Petits-Champs, plusieurs personnes ont été étouffées, que le peuple a porté les cadavres sous les fenêtres du Régent devant le Palais-Royal, brisé les carreaux des croisées de

M. Law, mis en pièces le carrosse du financier qui passait dans la rue. En vain, le Régent a donné à M. Law une garde de douze Suisses, l'Écossais n'ose plus sortir. Lauzun, toujours plein de malice, ne perd pas une si belle occasion d'épouvanter M^{me} Law : « Mon Dieu, Madame, dit-il avec sa politesse de la vieille Cour et l'air de commisération le plus impayable, que nous vous avons d'obligations de cette visite ! Nous savons les risques que vous courez en vous exposant à une populace qui est mutinée contre vous sans raison. Mon Dieu, Madame, ne vous est-il rien arrivé en venant ? Je crains bien qu'il vous arrive quelque chose en retournant, je veux vous donner mes gens, mon carrosse. » Et il se divertit des terreurs de la pauvre femme.

Lauzun garde, à quatre-vingt-sept ans, ses qualités et ses défauts. Méchant comme autrefois, il est, comme autrefois, extrêmement propre. Il a fait bâtir, au bout de l'Orangerie, un pavillon pour les bains. A l'endroit où la vue de la Seine est plus belle que partout ailleurs, quatre pièces se suivent : hautes fenêtres, bustes entre les fenêtres, dans des niches. Les baignoires du duc et de la duchesse ont été installées dans la pièce principale, sur le carreau rouge et noir. L'eau vient des sources de Passy. Truchet, un Carme qui s'appelle en religion le Père Sébastien, qui est membre honoraire de l'Académie des Sciences et dont les étonnantes qualités d'inventeur et de mécanicien furent utilisées jadis par Louis XIV pour amener l'eau dans les jardins de Versailles, a construit un manège pour alimenter la baignoire de M. de Lauzun. Mais ce manège, de même que nos modernes chauffe-bains, fonctionne mal, si l'on en juge par la lettre que le concierge Planque adresse au Père Sébastien en son couvent de la place Maubert. « Mon très Révérend Père, écrivait ce concierge au désespoir, le 3 août 1722, j'ai attendu jusqu'à vous donner des nouvelles de la pompe, parce que les vis n'ont été raccommodées que hier matin. Le cheval pompa aussitôt et, ce matin, il a fallu faire autant de tours qu'il en fit devant vous la dernière fois que vous êtes venu à Passy, et même le cheval, qui a pompé depuis six heures du matin jusqu'à dix aujourd'hui et qui a recommencé à pomper à deux heures après midi, a fait vingt-quatre tours, avant que l'eau paraisse, et, à quatre heures, l'on a été obligé d'ôter le cheval, n'y ayant plus que dix-huit pouces

d'eau, ce qui faisait que le piston faisait du bruit et ne prenait que très peu d'eau. L'on a remis à pomper demain. Voilà l'état où tout se trouve, dont M^{me} la Duchesse m'ordonne de vous donner avis. J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect, mon très Révérend Père, votre très obéissant serviteur Planque. »

N'attendons pas que le Père Sébastien arrive de la place Maubert dans un carrosse de la duchesse de Lauzun et, après avoir dîné avec elle, passe une partie de l'après-midi à réparer les dégâts. Quittons cette maison, que deux siècles plus tard, entre la rue Berton, le quai de Passy et la rue Guillou, remplaceront des immeubles dont les bains n'auront pas l'honneur d'être installés par un membre de l'Académie des sciences, et transportons-nous, pendant l'automne de 1723, dans l'hôtel que Lauzun habite quai Malaquais, sur le terrain occupé aujourd'hui par l'École des Beaux-Arts. Lauzun abandonna, en 1712, la maison de la rue Saint-Honoré, dont les religieuses de l'Assomption, âmes saintes, — mais propriétaires, — avaient, en 1706, porté le loyer de treize cents à deux mille six cents livres. Il acheta du duc d'Albret, pour cent cinquante-six mille livres, l'hôtel du quai jadis offert par le cardinal Mazarin à sa nièce Anne-Marie Martinozzi, princesse de Conti.

LE LOGIS DES DERNIÈRES ANNÉES

C'était une construction assez triste au fond d'une cour ornée de portiques. La porte cochère ouvrait sur le quai, entre deux murs couronnés de balustres; à droite un pavillon donnait aussi sur le quai. La maison, par derrière, avait vue sur un jardin qui joignait celui du couvent des Petits-Augustins.

Lauzun faillit mourir dans cette maison, au mois de février 1720. C'est alors qu'il « demanda et se fit donner la bénédiction par le duc de La Force comme l'aîné de sa maison, et la donna, lui, au curé de Saint-Sulpice, son pasteur, auquel il se confessa. Puis ayant voulu demeurer seul, et ayant oui M. et M^{me} de Biron, ses héritiers, se glisser dans sa chambre, il se mit à faire des prières tout haut et à disposer de tous ses biens en faveur des hôpitaux, pour se divertir de leur épouvante. Il revint bientôt en parfaite santé. »

Au début du mois d'octobre 1723, il est de nouveau malade

et triste. Et cependant, nous explique son beau-frère le duc de Saint-Simon, peu de mois avant cette maladie qui s'est « déclarée sans prélude, il dressait encore des chevaux et faisait cent passades au bois de Boulogne, devant le Roi (Louis XV), qui allait à la Muette, sur un poulain qu'il venait de dresser et qui à peine l'était encore, où il surprit les spectateurs par son adresse, sa fermeté et sa bonne grâce ».

« C'était, continue Saint-Simon, une santé de fer sous les dehors trompeurs de la délicatesse. Il dînait et soupait à fond tous les jours, faisait très grande chère et très délicate, toujours avec bonne compagnie soir et matin, mangeait de tout, gras et maigre, sans nulle sorte de choix que son goût, ni de ménagements; prenait du chocolat le matin et avait toujours sur quelque table des fruits dans leur saison, des pièces de four dans d'autres temps, de la bière, du cidre, de la limonade, d'autres liqueurs pareilles à la glace et, allant et venant, en mangeait et en buvait toutes les après-dînées, et exhortait les autres à en faire autant; il sortait de table le soir au fruit et s'allait coucher tout de suite. Je me souviens qu'une fois entre bien d'autres, il mangea chez moi tant de poisson, de légumes et de toutes sortes de choses, sans pouvoir l'en empêcher, que nous envoyâmes le soir chez lui savoir doucement s'il ne s'en était point fortement senti : on le trouva à table qui mangeait de bon appétit. »

Ce n'est pas ainsi que nous le trouverons aujourd'hui 7 octobre 1723. Entrons dans sa chambre, dont les fenêtres tendues de damas blanc regardent la Seine et le Louvre. S'il est dans une de ces humeurs noires qui étonnaient M. de Saint-Mars à Pignerol, nous le verrons « en robe de chambre et manteau ordinaire par-dessus, avec sa perruque, son bonnet de nuit et son chapeau sur la tête », se promener pendant des heures, au milieu de ses gens rangés devant lui, « les regardant jusqu'au fond de l'âme, prêt à les renvoyer au moindre sourire ». Il doit avoir une étrange mine, s'il a revêtu certaine robe de chambre de soie de Marseille « rayée vert et jaune », son manteau d'écarlate, où brille la Jarretière que lui a donnée Jacques II, s'il porte sa perruque châtain clair, son bonnet de soie tricotée multicolore et, sur le bonnet, son vieux chapeau de castor noir galonné d'argent. Ouvrons la porte voilée d'une portière de damas bleu bordé de soie et d'or... Non, il n'est

pas dans sa chambre. Il n'est pas davantage sous son lit... C'est là en effet qu'il se retire aux heures de tristesse : « Sous mon lit, Madame, et non pas dedans ni bien à mon aise », ainsi qu'il l'expliquait à M^{me} de Maintenon.

M. de Lauzun est sorti, sorti pour toujours. Inquiet d'un mal qui lui est survenu dans la bouche, à la suite d'une rage de dents et qui n'est autre qu'un cancer, « ne voulant point mourir en spectacle, ni qu'on lui apportât le Saint-Sacrement de la paroisse ni que son cadavre fût promené par les rues », il est allé, sans doute par la porte qui fait communiquer le jardin de son hôtel avec celui des Petits-Augustins, s'installer au couvent, pour y mourir et y être enterré.

Nous ne pénétrons pas chez lui à toute heure, comme fait la duchesse de Lauzun par permission spéciale de l'archevêché. Nous le regarderons une dernière fois. Le voici dans sa chambre située au premier étage et qui donne sur le potager du couvent. Il est enfoncé dans un fauteuil, près de la fenêtre. Il porte une culotte, un justaucorps et une veste de drap gris à boutons d'or. Autour du fauteuil, deux Frères Augustins et le religieux chargé de faire à haute voix des lectures pieuses et de causer familièrement avec le malade, car le vieux don Juan est sincèrement revenu à Dieu. Tout un décor apporté de son hôtel, des tapisseries de haute lice à personnages, un pupitre de bois de l'Inde sur un pied de bois doré, une commode, une pendule de marqueterie de cuivre et d'écaille, des fauteuils, des chaises, une table de bois noir à filets de cuivre, un grand lit de damas cramoisi lui rappellent les splendeurs qu'il a quittées. Un tableau de la sainte Vierge lui rappelle l'image devant laquelle il priait à Pignerol. Ses beaux-frères, le duc de Saint-Simon et le duc de Lorge, fils du maréchal, les neveux, le marquis de Biron, héritier de ses biens, mais non pas de son duché, qui s'éteignit avec lui, le marquis de Castelmoron, M. de Belsunce, évêque de Marseille, et le comte de Nogent, paraissent quelquefois dans sa chambre, mais il les renvoie bien vite par égard pour eux. Il a peut-être envie de leur demander comme jadis à Mademoiselle, amoureuse et près de se flancer à lui : « Ne trouvez-vous rien à ma personne qui vous dégoûte ? car il faut encore regarder cela. » Saint-Simon va répondre : « Quand nous le voyions, a-t-il raconté, rien de malpropre, rien de lugubre, rien de souffrant ; politesse, tran-

quillité, conversation animée, fort indifférent à ce qui se passait dans le monde, en parlant peu et difficilement, toutefois pour parler de quelque chose, peu ou point de morale, encore moins de son état. »

A la fin du mois de novembre 1723, les amateurs de chronique mondaine lisaient dans le *Mercure galant* : « Le 19, M. Antonin-Nompar de Caumont, duc de Lauzun, chevalier de l'ordre de la Jarretière, capitaine des cent gentilshommes au bec de corbin, lieutenant général des armées du Roi, ci-devant capitaine d'une compagnie des gardes du corps du Roi, mourut à Paris, âgé de quatre-vingt-dix ans quatre mois. »

Le jeune Arouet, qui, selon le mot quelque peu dédaigneux de Saint-Simon, était « devenu, à travers force aventures tragiques, une manière de personnage dans la république des lettres », a dit de Lauzun : « Nous l'avons vu mourir fort âgé et oublié, comme il arrive à tous ceux qui ont eu de grands événements, sans avoir fait de grandes choses. »

Voltaire ne prévoyait pas alors que, deux siècles plus tard, ce ne serait pas le *Siècle de Louis XIV* qui rendrait le nom de Lauzun immortel. Ni le *Siècle de Louis XIV*, ni les *Mémoires* de Saint-Simon, ni les *Mémoires* de Mademoiselle, car le grand public ne les lit guère. Seule, la fameuse lettre de M^{me} de Sévigné, que tous les écoliers ont lue, a popularisé l'aventure de Lauzun. La Ville de Paris a fait pour lui la même chose que M^{me} de Sévigné. Peu de gens connaissent le château de Guyenne, l'hôtel de la place Royale, celui du quai Malaquais, la maison de Passy; mais nul visiteur étranger n'ignore qu'après les jours consacrés à Versailles, au Louvre, à Fontainebleau, l'on doit parcourir le logis splendide d'un courtisan du Roi-Soleil, donner une heure à l'hôtel de Lauzun.

LA FORCE.

LA RUINE MORALE AU PAYS DES SOVIETS

II ⁽¹⁾

LE DÉSASTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

La description de l'enfer de l'enfance abandonnée, auquel nous avons consacré une précédente étude, est un des chapitres les plus sombres de l'histoire de la jeunesse russe sous le régime bolchévique.

Le tableau que nous allons tracer de l'instruction publique, de l'éducation et de l'enseignement dans l'U. R. S. S. frappera peut-être moins l'imagination, mais, au fond, il est non moins tragique. Il s'agit ici de la génération nouvelle, des forces morales et intellectuelles de la Russie : c'est l'avenir même du pays qui est en jeu (2).

Faire de l'école un puissant instrument de propagande, bolchéviser l'enfance et la jeunesse, tels sont les buts que le pouvoir soviétique s'est proposé dans le domaine de l'instruction publique, dès qu'il s'est trouvé maître du pays. « Nous déclarons ouvertement, a dit Lénine, que l'école placée en

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1928.

(2) En plus des documents officiels soviétiques, des revues pédagogiques soviétiques telles que *la Révolution et la Culture*, *Sur les voies de la nouvelle école*, *le Maître d'école*, etc., et de l'excellente revue russe éditée à Prague sous le titre *l'École russe à l'étranger*, nous nous sommes servis de l'abondante documentation réunie par M. le professeur Odinetz, qui a bien voulu la mettre à notre disposition et auquel nous exprimons nos remerciements.

dehors de la politique est un mensonge et une hypocrisie ; notre tâche à l'école est la même que partout : lutter pour abattre la bourgeoisie. »

La femme de Zinovieff, Z. Lilina, une des figures les plus en vue parmi les théoriciens de la pédagogie soviétique, disait à l'un des congrès consacrés aux problèmes de l'instruction publique : « De la jeune génération nous devons faire une génération de communistes. Les enfants sont comme de la cire : nous pourrons les former comme nous voudrons et alors, quand nous nous retirerons, de nouveaux communistes nous remplaceront, imprégnés du communisme dès leur enfance. Pour atteindre ce but, il faut organiser immédiatement l'éducation des enfants. » Et la tâche du pédagogue soviétique est ainsi définie par A. Efremine, auteur d'une *Méthode de l'a. b. c. politique* : « Un éducateur expérimenté remplacera graduellement les conceptions bourgeoises des élèves par une conception révolutionnaire et installera dans leur âme, à la place du patriotisme bourgeois, l'amour pour les processus révolutionnaires (1). »

Les ennemis que le pouvoir soviétique redoutait le plus de trouver sur son chemin, dans la mise en pratique de ce programme, c'était la famille, gardienne des traditions et de la morale, et c'était l'ancien corps enseignant, qui formait en Russie une véritable élite au double point de vue moral et professionnel. C'est donc par une lutte contre la famille et contre les anciens maîtres d'école que le gouvernement des Soviets inaugura son activité dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement.

Abolir le pouvoir des parents, c'est le leitmotiv de tous les manuels pédagogiques soviétiques. Une publication officielle éditée en 1927 et intitulée : *la Situation des enfants au point de vue du droit dans la R. S. F. S. R.* déclare que le

(1) Ce n'est d'ailleurs pas seulement par l'intermédiaire de l'école que le pouvoir soviétique fait parmi les enfants et les jeunes gens une propagande politique. Sous des dénominations différentes, — les *Komsomolitsi*, les « pionniers rouges », les *oktyabryats*, — il a créé et développé parmi les enfants de différents âges de vastes organisations qui, par leurs institutions, leurs réunions, leurs fêtes, leurs cortèges, leur presse spéciale embrigadent l'enfance et la jeunesse dans les rangs du communisme combattant. Vers la fin de l'année 1927, on comptait, au moins, quatre millions de membres de ces différentes organisations et associations.

trait caractéristique du nouveau droit est « qu'il rompt résolument avec le pouvoir des parents ». « Le plus souvent, dit la femme de Zinovieff, Lilina, dans une de ses brochures pédagogiques, l'amour paternel est nuisible aux enfants. La famille est individualiste et égoïste et elle élève des enfants antisociaux, pleins de sentiments égoïstes... Il faut éloigner les enfants de l'influence pernicieuse des parents. » Et le juriste soviétique qui dirigea les travaux de la codification des lois sur la famille, A. Goihberg, considérant que dans le domaine de l'instruction publique la tâche du régime communiste est le remplacement des parents par l'État, déclare que « la tutelle de l'État doit désapprendre aux parents cet amour égoïste et déraisonnable pour les enfants qui les incite à les tenir auprès d'eux et ne pas les faire sortir du cercle étroit de la famille ».

Quant aux anciens maîtres d'école, Lilina, dans la brochure que nous venons de citer, traça la politique à suivre envers eux. Elle est simple : « La première tâche à accomplir est de prendre un balai et de jeter dehors, — des écoles et des maisons d'éducation, — toute cette valetaille du régime bourgeois, tous ces pédagogues, tous ces maîtres et maîtresses d'école entièrement empoisonnés d'idées bourgeoises. »

Si le pouvoir soviétique, — comme nous le verrons en exposant l'état actuel de l'instruction publique dans l'U. R. S. S., — n'est pas arrivé à réaliser entièrement ces projets, ce n'est certes pas qu'il ait reconnu ses erreurs. Mais il s'est trouvé impuissant à ruiner entièrement la famille et à rompre les liens entre les parents et les enfants. Et d'autre part, les moyens matériels, ressources financières, nouveau personnel enseignant, lui ont manqué.

Faute d'avoir pu réaliser entièrement la partie positive de leur programme, du moins les bolcheviks en ont-ils beaucoup mieux exécuté la partie négative, celle qui consistait à détruire le système d'instruction publique légué par le régime précédent.

En effet, le pouvoir soviétique a reçu un précieux héritage : un puissant ensemble d'écoles de tous les degrés, doté d'importantes ressources financières ; une armée d'excellents éducateurs, maîtres d'école, professeurs de lycée, savants et grands techniciens enseignant dans les écoles supérieures ; un outillage scolaire abondant et perfectionné. Aussi, pour comprendre l'étendue de l'œuvre néfaste du pouvoir soviétique dans le

domaine de l'instruction publique, ne suffit-il pas d'exposer ce qu'est à l'heure présente l'instruction publique en Russie : il faut comparer l'état actuel avec la situation telle qu'elle existait au moment où les bolchévistes se sont emparés du pouvoir. Leurs écrivains et statisticiens officiels ne manquent jamais de vanter les résultats acquis par la politique soviétique en matière d'instruction publique, et d'établir entre la situation de l'instruction publique sous le régime impérial et la situation actuelle une comparaison tout à l'avantage de cette dernière. A les en croire, la Russie, avant la Révolution d'octobre 1917, était plongée dans les ténèbres de l'ignorance; pour tenir plus facilement le peuple sous son joug, le régime tsariste s'opposait à toute diffusion de l'instruction publique dans le pays; au contraire, l'avènement du pouvoir bolchévique aurait été marqué par un développement remarquable de l'instruction publique. Et, afin de le prouver, les apologistes du régime ne se gênent pas pour accommoder à leur façon les données statistiques. Si l'on veut connaître la vérité, et constater l'impuissance du gouvernement soviétique à élever un nouvel édifice sur les ruines du passé, il est donc indispensable de tracer un tableau succinct de ce passé.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE EN RUSSIE AVANT LA RÉVOLUTION

Avant tout, il faut tenir compte de conditions spéciales dans lesquelles se trouvaient le pays et la population, qui se prêtaient mal à la diffusion de l'instruction publique en Russie : un territoire d'une étendue immense avec une population de 170 millions d'habitants en augmentation de 2 millions par an; une densité de population extrêmement faible; un peuple qui n'a été tiré du servage qu'en 1861 et n'a été engagé qu'à partir de cette époque dans la voie des réformes de type européen. Dans une proportion de 80 pour 100, la population russe était et reste composée de paysans. La diminution du nombre des illettrés et la création d'écoles primaires étaient donc, pour la Russie, des problèmes d'une importance particulière.

C'est surtout après que l'autonomie locale eut été accordée aux zemstvos (1864) et la réorganisation des administrations municipales que les premiers progrès de l'instruction publique

russe se manifestèrent. A partir des années 1875-80, les zemstvos inscrivent le développement de l'instruction publique en tête de leurs programmes. En 1856, il n'y avait en Russie que 8227 écoles primaires; en 1880, on en comptait 22770, dont 9108 créées par les zemstvos. On peut juger de la rapidité avec laquelle, durant les trente années qui ont précédé la guerre, augmentait le nombre de écoles primaires russes par le fait qu'en 1915 le nombre total de ces écoles était déjà de 116231 avec 8 039 867 élèves.

Les zemstvos, dans les 34 gouvernements pour lesquels nous possédons des renseignements, dépensaient, en 1900, pour les besoins de l'instruction publique, 15 500 000 roubles. Leurs dépenses de ce chef avaient presque doublé, en 1907 (26 300 000 roubles) et plus que quintuplé en 1915 (80 000 000 roubles). Non moins rapide a été l'accroissement des dépenses effectuées pour les besoins de l'enseignement primaire par l'État sur le budget du ministère de l'Instruction publique. L'augmentation d'une année à l'autre a été : en 1908 de 690 000 roubles; en 1909 de 6 000 000; en 1910 de 10 000 000, en 1911 de 7 000 000, en 1912 de 9 000 000, en 1913 de 10 000 000.

D'autre part, le gouvernement avait créé un fonds spécial pour l'ouverture aux zemstvos et aux villes de crédits destinés spécialement à la construction de bâtiments scolaires. Le montant des crédits ouverts a été de 10 000 000 roubles en 1911, de 10 000 000 en 1912, de 14 000 000 en 1914.

En même temps qu'augmentait le nombre des écoles primaires, les méthodes d'enseignement témoignaient de progrès considérables, les édifices et tout l'outillage scolaire s'amélioreraient rapidement. On introduisait dans les écoles le travail manuel et la culture physique et on créait à côté des écoles d'innombrables institutions : bibliothèques éducatrices, cinématographes scientifiques, théâtres, salles de lecture qui devenaient pour les campagnes russes autant de centres d'instruction attirant non seulement les enfants, mais la population paysanne tout entière. L'enseignement dans les écoles primaires était *gratuit*. Il était le même pour les garçons et les filles, quelle que fût l'origine de l'enfant.

Mais le fait le plus remarquable dans l'histoire de l'instruction primaire russe, c'était la décision prise par le Gouvernement impérial, en plein accord avec la Douma, d'introduire en

Russie, dans un très court délai, l'instruction primaire générale, — correspondant à ce qui existe en France sous le nom d'instruction primaire obligatoire, — et l'ouverture de crédits suffisants pour la réalisation de ce projet.

Dès 1896, 18 zemstvos de gouvernement et 66 zemstvos de district s'étaient prononcés pour une diffusion rapide de l'instruction publique générale en Russie. La Douma d'Empire, de son côté, insistait dans ce sens et se trouvait en plein accord avec le Gouvernement. En 1906, le ministre de l'Instruction publique, P. M. Kauffmann, présenta à la Douma un projet sur l'introduction en Russie de l'instruction publique générale. A partir de 1908 des crédits supplémentaires très élevés étaient mis à la disposition du ministère de l'Instruction pour sa réalisation ; ce projet prévoyait un enseignement primaire donné à 15852000 enfants et, en dix ans, le personnel enseignant devait être augmenté de 171918 maîtres d'école. La réalisation définitive du projet était prévue pour 1922, mais le nombre des écoles s'accroissait si rapidement qu'on pouvait espérer avancer sensiblement ce terme pour une grande partie de la Russie.

Grâce à la puissance financière de l'Empire russe, ce projet grandiose pouvait être réalisé sans difficultés pour les finances de l'État. Dans le discours que j'ai prononcé au Conseil d'empire en 1912, je disais notamment : « Les recettes ordinaires de notre budget d'État, abstraction faite de nouveaux impôts, augmentent de 3 à 4 pour 100 par an. Les dix millions de crédits nouveaux qui doivent s'ajouter tous les ans aux anciens pour permettre la réalisation de l'instruction générale, ne correspondent qu'à 0,33 pour 100 du total brut des dépenses de l'État. Pour une période de dix ans, ces crédits supplémentaires représenteront une somme totale de 100 millions de roubles, soit 2,6 pour 100 du total des dépenses d'État et seront, par conséquent, largement fournis par l'accroissement automatique des recettes. »

Parallèlement aux progrès de l'enseignement primaire se développait aussi, — mais, naturellement, sur une échelle moins vaste, — l'enseignement secondaire, donné, avant la révolution d'octobre 1917, dans les gymnases classiques ou lycées, où étaient enseignées la langue latine et quelquefois la langue grecque, et dans les écoles qui, excluant l'enseignement classique, donnaient, plus de développement aux sciences mathé-

matiques et naturelles. En 1894, les gymnases classiques comptaient 62 863 élèves et les écoles de la seconde catégorie 31 600 élèves, soit ensemble près de cent mille élèves. Ce nombre augmenta ensuite rapidement, surtout à partir de 1911. En même temps le gouvernement encourageait la fondation, par des particuliers, de sociétés d'écoles secondaires. On comptait, en 1912, 576 écoles secondaires pour garçons et en 1915 leur nombre s'élevait déjà à 797 avec 240 910 élèves. Ce nombre ne comprend ni les écoles secondaires pour jeunes filles, dont on comptait 322 en 1890, et 1793 en 1914, ni les écoles secondaires militaires et les séminaires ecclésiastiques, ni, enfin, les nombreuses écoles secondaires commerciales et techniques. Le nombre des écoles commerciales était, en 1914, de 217.

Enfin, au cours de la dernière décade qui précéda la guerre, des progrès considérables furent enregistrés en Russie dans le domaine de l'enseignement supérieur. Le professeur Vernadsky, bien connu dans les milieux académiques français, pouvait affirmer dans son tableau de l'état de l'enseignement supérieur en Russie en 1913, que l'« école supérieure russe est tout à fait à la hauteur de l'école supérieure de l'Europe occidentale, et que les universités des deux capitales, et certaines parmi les universités provinciales peuvent, en raison de leur personnel scientifique et pédagogique, être rangées parmi les meilleures universités du monde ». A côté de l'enseignement supérieur de caractère général, étaient créées, au cours des dernières années qui précédèrent la guerre, de nombreuses écoles supérieures techniques et commerciales. Les ministères des Finances, du Commerce et de l'Industrie, et de l'Agriculture fondèrent notamment des écoles polytechniques de haute valeur.

Certaines, parmi ces écoles supérieures, se sont élevées, en un espace de temps relativement court (de douze à quinze ans avant la guerre et la Révolution), au niveau des meilleures écoles supérieures de l'ancien et du nouveau monde. Nous ne voulons pas entrer dans de trop grands détails, mais nous devons mentionner spécialement l'Institut polytechnique Pierre le Grand, de Pétrograd, pour lequel l'État, à lui seul, a dépensé 8 millions de roubles-or d'avant-guerre, c'est-à-dire 20 millions de francs-or d'avant-guerre ou 100 millions de francs actuels stabilisés. Ses vastes bâtiments érigés à proximité immédiate de la capitale, ses belles annexes servant

d'habitation pour la majeure partie du personnel enseignant, ses laboratoires et diverses organisations scientifiques dotées d'un outillage perfectionné, étaient un objet d'admiration pour les représentants du monde scientifique de l'Europe entière. Le nombre de ses étudiants atteignait 2 000, et son personnel enseignant comptait les meilleurs savants russes. En 1914, on comptait en Russie plus de cent écoles supérieures avec un nombre d'élèves qui ne devait pas être inférieur à 150 000.

Ces progrès remarquables, accomplis en vingt ans, ne purent être réalisés que grâce à un appui financier puissant de l'État dont les dépenses pour l'instruction publique étaient passées de 82 millions de roubles en 1908 à 120 millions en 1911. Pour 1916, on estimait qu'elles atteindraient 170 millions de roubles et qu'elles représenteraient ainsi 7,75 pour 100 des dépenses totales de l'État russe.

Si l'on prend les chiffres du budget de 1914, et si l'on y apporte les rectifications nécessaires, on constate que les dépenses annuelles de l'État, des zemstvos, des villes et des particuliers pour l'instruction publique en Russie avant la Révolution s'élevaient à 302 millions de roubles, dont 158 millions 600 000 étaient versés par l'État, 85 millions 500 000 par les zemstvos, 30 millions 400 000 par les villes, 7 millions 800 000 par les autres administrations, 20 millions par les particuliers.

L'augmentation annuelle des dépenses de l'État, des zemstvos et des villes pour l'instruction publique au cours des dix dernières années d'avant-guerre dépassait certainement 25 millions de roubles-or et la progression s'accélérait d'une année à l'autre. Si nous faisons abstraction des années de guerre et en admettant que la progression fût seulement de 20 millions pendant les années 1919-1928, les dépenses actuelles de la Russie pour l'instruction publique dépasseraient certainement, si le régime bolchévique n'avait pas arrêté la vie du pays, un demi-milliard de roubles-or par an.

Tel était le magnifique héritage que le bolchévisme reçut du régime impérial.

Examinons ce qu'il a fait de cet héritage sacré et de quelle façon il a rempli sa promesse d'ériger un vaste et merveilleux édifice d'instruction publique ouvert à tous.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE SOUS LE RÉGIME SOVIÉTIQUE

Dans le domaine de l'instruction publique, comme dans tous les autres domaines, les bolchéviks ont trompé le peuple russe en lançant des mots d'ordre et en formulant des promesses irréalisables.

Ce bluff énorme et tragique, — annoncé au pays sous forme de *Déclarations* du commissaire du peuple à l'Instruction publique, Lounatcharsky, et du *Règlement de l'École unique de travail de la R. S. F. S. R.*, de 1918, règlement que M. Édouard Herriot dans son livre sur *la Russie nouvelle*, a appelé « plan Lounatcharsky », — promettait une réforme, « qui devait refléter la grande révolution d'octobre et placer l'école russe, au moins en ce qui concerne les principes qui lui serviraient de base, au premier plan dans le monde civilisé ». L'école devait être une école unique ; tous les enfants du pays passeraient par l'école élémentaire pour laquelle la durée des études était fixée à quatre ans ; les meilleurs, choisis selon leur mérite, dans la proportion de 1 sur 6, suivraient le second cycle d'études pendant cinq ans. L'entrée à l'université était de droit pour tout jeune homme de seize ans. L'enseignement serait général et obligatoire. Non seulement il devrait être absolument gratuit, mais chaque élève recevrait gratuitement les livres, toutes les fournitures scolaires et un déjeuner chaud. Les écoles étaient mixtes et excluaient tout enseignement religieux. L'école, absolument autonome, était dirigée par le « collectif scolaire » composé de représentants du personnel enseignant et administratif de l'école et des écoliers, à partir de douze ans. Seul le contrôle général restait réservé à l'État. Les punitions étaient supprimées, tous les examens abrogés. L'école, complétée par le « jardin d'enfant » pour les plus petits, devait remplacer la famille, « les parents n'étant que des maîtres fortuits de leurs enfants » (1). L'école devait tendre à donner un « enseignement polytechnique », accompagné de travaux pratiques, destinés à familiariser l'enfant avec les différents aspects du travail à l'usine et à la campagne.

L'énormité des moyens financiers nécessaires pour réaliser

(1) La Revue *l'Instruction publique*, Moscou, 1919, n^o 6 et 7, p. 427.

un pareil programme ne paraissait nullement gêner le Gouvernement soviétique. Le 5 octobre 1918, le commissaire du peuple pour l'Instruction publique présentait un budget pour le semestre courant se chiffrant par 2 830 000 000 roubles. Le rouble ayant perdu à cette époque environ onze douzièmes de son pouvoir d'achat, les dépenses prévues pour les six mois étaient en réalité d'environ 250 000 000 roubles. Le projet fut accepté sans débats par la Commission pour l'Instruction publique. « Jamais aucun Gouvernement russe n'a pu consacrer de pareilles sommes à l'œuvre de l'instruction publique ! » s'écria Lounatcharsky.

Or, tous ces beaux projets n'ont jamais pu être mis à exécution, et, à la fin de 1922, au cours du X^e Congrès des Soviets, force a été à Lounatcharsky d'avouer la faillite de son « plan » et les résultats tragiques des expériences soviétiques. « Tout notre système d'écoles, disait-il, manque de base matérielle et il faut prévoir le jour où il s'écroulera... Le nombre des écoles est actuellement au-dessous de celui d'avant-guerre et la diminution catastrophique de ce nombre n'est pas encore arrêtée. » « Parmi les maîtres et les maîtresses d'école, continuait Lounatcharsky, on enregistre une indigence terrifiante, des morts prématurées, des maladies en masse, la prostitution. Le maître d'école ne reçoit que 12 pour 100 du minimum nécessaire à son existence... La situation dans les écoles supérieures est aussi mauvaise et nous avons dû fermer presque toutes les écoles supérieures que nous avons ouvertes. » La publication du Commissariat de l'Instruction publique, *l'Instruction publique* (1), contient une description des écoles dans différentes provinces de la Russie soviétique. La revue constate que, dans la généralité des écoles, les locaux ne sont pas chauffés, les maladies prennent le caractère d'épidémies, l'outillage scolaire est absolument insuffisant, le nombre du personnel enseignant est inférieur aux besoins élémentaires, 75 pour 100 des enfants inscrits aux écoles ne les fréquentent pas. L'auteur, en parlant de « l'école unique du travail », conclut que les méthodes d'enseignement appliquées ont provoqué le mécontentement de la population et l'abandon de l'école par les élèves.

(1) Moscou, 1919.

Quant aux crédits de 250 millions de roubles or pour un semestre, dont nous venons de parler, ils sont aussi restés dans le domaine de la fantaisie bolchéviste. Lounatcharsky avouait que les dépenses pour l'instruction publique n'ont pas dépassé, *pour l'année entière, 36 millions de roubles, tandis que les dépenses de même nature se montaient avant la guerre à 302 millions de roubles.* Bien entendu, la promesse de créer une instruction primaire obligatoire et gratuite n'a jamais reçu même un commencement d'exécution. Notre école est malade, conclut Lounatcharsky, *elle respire à peine.*

La ruine morale de l'école était aussi profonde que sa ruine matérielle. Le droit donné aux enfants de prendre part à la direction de l'école fut prétexte à des meetings et à des réunions continuelles des écoliers, qui absorbaient la majeure partie du temps des élèves et bouleversaient le cours normal de l'enseignement. En dirigeant artificiellement la pensée des enfants vers la vie sexuelle des adultes par une « instruction détaillée sur les rapports entre les sexes », l'école bolchévique, qui ne connaît pas la division entre les garçons et les fillettes, dépravait l'enfance, développait l'immoralité et rendait fréquente la grossesse chez des fillettes de douze à quinze ans. Une femme médecin, M^{me} Guinsbourg, qui assista en 1921 à Moscou au Congrès de l'Instruction publique et quitta ensuite la Russie des Soviets, a publié, sous le titre : *l'Agonie des enfants russes*, une brochure dans laquelle elle rend compte de ce qui a été relevé au Congrès de 1921. De nombreux congressistes ont constaté parmi les élèves une baisse générale de la moralité, le développement d'instincts antisociaux, des vols fréquents, la prostitution, la spéculation, etc... Un compte rendu officiel sur l'état de l'instruction publique en 1919 constate la « dégradation morale des élèves, leur violence et leur insolence ».

En présence de cet échec total des conceptions pédagogiques de 1918-19, et devant le danger imminent d'une catastrophe finale, le gouvernement se décida, en 1923, à édifier un nouveau système d'instruction publique sur les ruines matérielles et morales de « l'école unique du travail » de 1918.

Ce nouveau système a pour base le règlement du 23 décembre 1923 et l'ensemble des programmes scolaires élaborés au cours de la même année par le Conseil scientifique d'État (le Gus). Il faut, par conséquent, prendre comme point de

départ l'exercice 1923-24, si l'on veut étudier l'évolution et l'état actuel de l'école soviétique.

Le nouveau programme est beaucoup plus modeste que celui de 1918. Il ne promet plus la distribution gratuite de fournitures scolaires, de déjeuners chauds, etc., ni même la gratuité de l'enseignement. Il ne parle plus de l'enseignement général et obligatoire. Il vise aussi des buts pratiques : il ne s'agit plus de donner un enseignement « général polytechnique » et de préparer les citoyens du futur univers communiste, mais simplement d'inculquer, à doses massives, le communisme aux enfants et à la jeunesse afin de former l'équipe capable un jour de succéder aux communistes actuellement au pouvoir, et aussi de préparer des spécialistes pour les différentes branches de l'économie soviétique.

ORGANISATION DES ÉCOLES DEPUIS 1923 PROGRAMMES ET RÉSULTATS

Tenant beaucoup plus compte de la réalité que le Règlement de 1918, le Règlement de 1923 a essayé de créer un système d'écoles primaires et moyennes dans les cadres qui existaient déjà dans le pays avant la révolution. Avant 1918, la Russie avait une école à trois degrés : *école primaire*, avec cours s'étendant sur quatre années; *école primaire supérieure* avec cours de quatre années également; et *école moyenne* ou lycée avec une durée d'études de huit années auxquelles s'ajoutait une année préparatoire. Le système soviétique comporte aussi des écoles de trois degrés, communément appelées : *école de quatre années*, *école de sept années* et *école de neuf années*. L'école de sept années est, en fait, l'ancienne école primaire réunie à l'école primaire supérieure, dont le cours est diminué d'une année. L'école de neuf années est l'ancien lycée, avec cette particularité que les deux classes supérieures de cette école sont destinées beaucoup plus à donner un enseignement professionnel et à former des spécialistes pour les différentes branches de production qu'à préparer aux écoles supérieures.

Les écoles soviétiques portent sur leur façade la fière enseigne « école unique », c'est-à-dire conçue selon un système qui assure aux élèves des écoles du premier degré le passage

aux écoles du second degré, et aux élèves des écoles du second degré le passage aux écoles du troisième degré.

La réalité, ici encore, ne justifie nullement cette appellation. Il n'existe pas assez de place dans les écoles de sept et neuf années pour qu'on puisse y accueillir non seulement la majeure partie, mais même un nombre plus ou moins considérable d'élèves des écoles primaires. Et d'autre part, il n'existe pas de soudure entre les programmes des écoles des trois degrés. Par conséquent, l'école unique n'existe pas dans l'U. R. S. S. et le système soviétique des écoles des trois degrés ouvre aux élèves trois voies différentes dans la vie. L'énorme majorité des enfants qui trouvent des places dans les écoles doit se contenter de l'enseignement primaire. C'est tout au plus si de 4 à 5 pour 100 au maximum des élèves des écoles de quatre années arrivent aux écoles supérieures en passant soit par les écoles de sept années, soit par les « facultés ouvrières », dont nous parlerons plus loin. En outre, à peu près 10 pour 100 des élèves des écoles primaires seulement trouvent des places dans les écoles professionnelles élémentaires, les écoles d'apprentis industriels et de la jeunesse paysanne. L'école de second degré (école de sept années) n'ouvre à ses élèves que les portes des écoles professionnelles moyennes avec un cours de trois années. Enfin, seuls les lycées ou écoles de neuf années ouvrent les portes des écoles supérieures.

Voici, d'après une publication officielle soviétique, quelle a été l'importance des écoles primaires moyennes et supérieures au début de l'année 1927 (1) : 402 081 écoles de quatre années avec 800 000 d'élèves. — 4 038 écoles ouvertes aux enfants ayant passé par l'école de quatre années : 686 écoles de la jeunesse paysanne (de deux à quatre ans) avec 50 000 élèves ; 1 068 écoles des apprentis industriels (de trois à quatre ans) avec 110 000 élèves ; 1 244 écoles professionnelles primaires (de deux à trois ans) avec 124 183 élèves ; 409 facultés ouvrières avec 45 700 élèves ; 934 écoles dites de second degré (en train de disparaître) avec 291 000 élèves. — 4 934 écoles de sept années avec 1 800 000 élèves : parmi ces écoles les unes sont ouvertes aux enfants ayant passé par l'école de sept années ; les autres sont des écoles professionnelles

(1) *Dix années du pouvoir soviétique en chiffres*. Édition du Comité central statistique, 1927.

moyennes, au nombre de 1 017 avec 180 500 élèves. — 777 écoles de neuf années avec 500 000 élèves. — Enfin les écoles supérieures (Vuz) comptent 170 000 étudiants.

Ce tableau ne donne, en aucune façon, l'idée exacte de l'instruction publique dans l'U. R. S. S. Sans doute, huit millions d'élèves des écoles primaires, c'est à peu près le nombre des élèves des écoles primaires en Russie avant la guerre. Mais la durée de la fréquentation réelle des écoles soviétiques par les élèves ne correspond pas à la durée de quatre années prescrite par les programmes. Ainsi la moyenne de la fréquentation des écoles primaires dans la R. S. F. S. R. est de 2,4 années et dans la République transcaucasienne de 1,9 année. « Si l'on considère, dit le Bulletin de la Direction centrale de Statistique soviétique qui donne ces chiffres, que le niveau des connaissances élémentaires ne peut être acquis que par quatre années d'enseignement, il s'ensuit que notre école primaire ne donne cet enseignement élémentaire qu'aux 23,6 pour 100 des élèves qui la fréquentent, tandis que le reste n'apprend à l'école qu'à lire et à écrire, et encore y a-t-il parmi eux 30,3 pour 100 des élèves qui abandonnent l'école après une année d'études et qui risquent d'oublier immédiatement ce qu'ils ont appris et de devenir des illettrés. »

Voilà pour la durée de la fréquentation : voici pour la qualité de l'enseignement.

Quels sont les buts visés par les programmes de 1923 ? Ce sont des buts politiques et des buts strictement pratiques : former des communistes et former des spécialistes pour les différentes branches de l'économie soviétique. « Tout le travail à l'école, déclare le paragraphe 35 du Règlement de 1923, doit tendre à la formation chez l'élève de la conscience et des instincts prolétariens et de classe, et d'une claire compréhension de la solidarité de tous les travailleurs dans leur lutte avec le capital. » « L'école soviétique, dit le pédagogue soviétique Choulguine dans un article publié par l'organe officiel du Gus (1), n'est qu'un outil entre les mains de la classe ouvrière. Nous préparons non pas un citoyen, mais un lutteur pour la réalisation de l'idéal de la classe ouvrière ». « Le sort même de la révolution, déclarait Boukharine au XIII^e Congrès

(1) 1923, n° 2, p. 14.

communiste, dépend de notre capacité de former le nouveau matériel humain, qui saura édifier l'économie socialiste et la société communiste. »

En conséquence, l'enseignement soviétique a pour base les principes communistes : tous les programmes scolaires sont organisés en ce sens. La méthode employée est appelée « la méthode complexe ». Ce n'est autre que la méthode, depuis longtemps connue dans la science pédagogique sous le nom de méthode synthétique, arrangée selon la mode communiste. L'essentiel de la méthode synthétique consiste à concevoir l'enseignement non pas sous la forme de disciplines composées d'éléments abstraits disposés dans un ordre systématique, mais sous la forme de l'analyse de la réalité qui entoure l'enfant. Chaque année les élèves étudient un ensemble complexe de phénomènes, subdivisé en trois catégories, travail, nature, vie sociale. Les phénomènes qui sont englobés dans les catégories, travail et société, sont expliqués à l'enfant sous l'angle strictement socialiste et communiste.

Le thème central de la première année d'enseignement est la vie de travail dans une famille de paysans et de citoyens. Pour la deuxième année, c'est la vie de travail à la campagne et dans les villes. L'année suivante, on étudie l'économie de la province, et la quatrième année (enfants de onze à douze ans), l'économie de l'État soviétique, etc. Il est de toute évidence que la question de l'économie de l'État soviétique dépasse l'intelligence d'un enfant de onze à douze ans, et qu'il ne peut donc l'aborder que sous forme dogmatique en apprenant par cœur les notions fournies par le livre de classe. Souvent c'est un lien purement artificiel qui rattache les unes aux autres les matières enseignées et forme le thème général. On choisit, par exemple, comme thème général le mot « Lénine » et on étudie la province où il est né, la Suisse, parce qu'il l'habitait, etc.

Le principal groupe complexe de phénomènes étudié par l'élève au cours de la cinquième année d'enseignement est l'industrie agricole. La « catégorie » de la vie sociale comprend l'étude des questions suivantes : « Les paysans et les propriétaires fonciers. — Le droit de servage. — La lutte des paysans contre les propriétaires. — Les paysans et le Tsar. — L'union des ouvriers et des paysans. — La conquête du Pouvoir. —

La lutte des paysans en Europe occidentale. — Les Jacques, etc. » Le programme de la septième année comprend l'étude de l'économie communiste et sa comparaison avec l'économie capitaliste : le chaos de l'économie capitaliste et l'ordre parfait réalisé par « l'économie communiste ».

L'enseignement pratiqué par l'école soviétique est, on le voit, un enseignement abstrait poursuivant des buts politiques : il n'a rien de commun avec le système des écoles qui s'attachent à développer l'initiative et l'activité de l'élève.

L'écriture, l'arithmétique, etc., ne sont pas l'objet d'un enseignement spécial : les élèves s'y initient par la seule pratique. De l'enseignement secondaire ont disparu les langues vivantes, l'histoire, l'histoire de la littérature. En revanche dans toutes les écoles est enseignée, toujours par des communistes, la science sociale. « C'est notre catéchisme », a dit un pédagogue communiste.

La presse pédagogique soviétique elle-même est unanime à reconnaître que la méthode complexe a fait baisser de façon catastrophique le niveau des connaissances élémentaires des élèves dans les écoles soviétiques. Il suffit de prendre n'importe quel numéro de n'importe quelle revue pédagogique soviétique pour y trouver de nombreuses preuves de la crise profonde provoquée par les programmes du Gus. C'est un *tolle* général. Le pédagogue Rojkoïf écrit dans la revue officielle *l'Instruction publique* (1) : « L'étude élémentaire de la grammaire est organisée dans nos écoles d'une façon qui est au-dessous de tout. Cette appréciation s'applique d'ailleurs à l'ensemble des connaissances élémentaires : écriture, arithmétique, lecture, connaissances élémentaires de l'histoire naturelle, de la géographie, de la physique, etc. C'est aussi bien la maladie des écoles primaires que celle des écoles primaires supérieures. Les milieux ouvriers et l'opinion publique de l'U. R. S. S. reprochent à juste titre à l'école ce bas niveau des connaissances élémentaires chez les élèves. »

Ces plaintes contre le triste état de l'enseignement soviétique s'élèvent aussi bien à propos de l'école primaire que de l'école secondaire. La faiblesse ou même la nullité des élèves apparaît particulièrement à l'occasion des examens d'entrée

(1) 1926, n° 1.

dans les écoles supérieures et les écoles techniques. On lit dans la *Gazette rouge* (1) : « La plupart des élèves examinés ont passé par des écoles de sept et de huit années, mais même ceux qui ont passé par une école de neuf ans s'embrouillent en exécutant des problèmes élémentaires d'arithmétique (fractions, calcul d'intérêts) et ignorent les premiers éléments de l'algèbre sans lesquels il n'est pas possible de faire un pas dans les sciences mathématiques et techniques. Dans le domaine de la physique les élèves apprennent par cœur des textes qu'ils comprennent très vaguement. Ils sont incapables de faire usage des appareils mathématiques. En histoire, les connaissances des élèves, qui se présentent aux écoles supérieures, sont totalement insuffisantes malgré le peu d'étendue des programmes qui ne comptent ni histoire universelle, ni histoire russe; il suffit que les élèves connaissent le développement de la lutte des classes en Russie et en Europe occidentale, des sentiments irrégieux et de l'hostilité contre les bourgeois; ils doivent surtout être bien informés des faits capables d'exciter la haine contre le régime des pays européens et ne rien ignorer de la formation de la III^e Internationale. Il arrive que les élèves confondent Napoléon I^{er} et Napoléon III, affirment que Byron est un poète français, que l'Afrique est une colonie française et le Japon une colonie anglaise, etc. »

« Nos écoles, dit l'auteur d'un compte rendu de l'enquête faite en 1926 dans les établissements d'enseignement soviétique, sont de vraies pépinières d'ignorants aussi bien en ce qui concerne l'orthographe, la syntaxe et le style, que dans le domaine politique (2). »

Tous les ans le mécontentement de la population à l'égard de l'école soviétique augmente. « Les paysans, disait en 1925 Lounatcharsky, sont mécontents de l'école. Ils disent : la vieille école apprenait à lire et à écrire, tandis que maintenant quand l'enfant revient de l'école et quand on veut se rendre compte s'il sait lire, écrire et compter, on constate qu'il a peu appris. » En 1928, à Moscou, au cours d'une conférence sur les moyens d'améliorer l'école, un des orateurs disait : « Les paysans sont conscients de l'utilité de l'enseignement et apprécient l'ancienne école pour ce qu'elle leur donnait... Le commissariat

(1) N^o 1205.

(2) *L'Instruction publique*, 1927, n^o 1, p. 36.

de l'Instruction publique ne dispose pas de ressources suffisantes pour l'amélioration de l'école et ne tient pas suffisamment compte des aspirations des paysans. Les manuels sont inférieurs à ceux d'avant la guerre et on les change tous les ans. Les bâtiments scolaires sont dans un état lamentable et ressemblent plutôt à des baraquements. L'enseignement est insuffisant; après trois ans d'études, l'enfant ne connaît pas la table de multiplication. » On pourrait citer de nombreuses appréciations analogues des paysans sur les écoles soviétiques.

Ainsi le bon sens pédagogique a vaincu, dans la vie, les théories qui ont voulu sacrifier l'enseignement au dieu du communisme. L'échec de la méthode complexe paraît être maintenant officiellement reconnu; les tout derniers programmes scolaires renoncent à cette méthode et veulent revenir à l'ancien enseignement. Il est trop tôt pour juger de l'effet qu'aura ce changement, mais, étant donné que l'esprit de l'enseignement, les buts qu'il vise, restent les mêmes, on peut prévoir que la nouvelle expérience vaudra autant que la précédente.

Comme nous l'avons dit, l'enseignement soviétique est organisé de manière à fournir des spécialistes pour les différentes branches de l'économie de l'U. R. S. S. Toutes les écoles auxquelles ont accès les anciens élèves des écoles primaires élémentaires et supérieures (écoles de quatre et de sept années) sont des écoles techniques : écoles paysannes, écoles ouvrières, écoles techniques élémentaires et secondaires, cours techniques. Sur les 9 800 000 élèves des écoles primaires élémentaires et supérieures, on comptait, au début de 1927, de 800 000 à 900 000 élèves suivant les cours de ces écoles professionnelles de type élémentaire. D'autre part, une partie des 500 000 élèves, qui sortent chaque année des lycées (écoles de neuf années) entrent directement dans les usines comme spécialistes subalternes; comme nous l'avons dit, dans ces lycées, les deux dernières années sont exclusivement consacrées aux études professionnelles. Cependant la presse soviétique se lamente sur l'insuffisance du nombre des spécialistes fournis au pays par les écoles techniques élémentaires et moyennes.

Les écoles supérieures offrent le même défaut que ces dernières. Elles ne donnent pas aux étudiants un enseignement

(1) 1924, n° 70.

général, mais seulement des connaissances techniques. Le Vuz, c'est-à-dire l'école supérieure soviétique, n'est pas « une école supérieure bourgeoise » ayant la prétention d'être un foyer de science pure : il doit, suivant le règlement des écoles supérieures, « préparer des spécialistes-organisateurs pour les branches déterminées de l'école soviétique ». Tout le système de l'instruction publique est considéré souvent par les pédagogues soviétiques comme une simple annexe à l'édifice économique de l'U. R. S. S. « Nous avons besoin d'une masse d'ouvriers conscients et qualifiés, dit l'organe du commissariat de l'Instruction publique de l'Ukraine (1), et c'est l'école primaire qui doit nous les donner. Nous avons aussi besoin d'organisateurs hautement qualifiés : c'est l'enseignement technique supérieur qui est chargé de les former. »

Cette tâche limitée à la formation des spécialistes pour les différentes branches de l'économie soviétique est-elle au moins réalisée d'une manière suffisante par l'organisation actuelle de l'enseignement supérieur soviétique ? A cette question la presse soviétique répond d'une manière négative.

Voici, par exemple, ce que disent sur la préparation des spécialistes par les écoles soviétiques, MM. Eidemann et Samarine, dans une étude publiée récemment par la revue *la Révolution et la Culture* (1). Les auteurs énumèrent les raisons pour lesquelles les écoles supérieures soviétiques « ne peuvent pas préparer des spécialistes qui seraient au niveau de la science et de la technique actuels ». Tout d'abord ils incriminent les méthodes. Le commissariat de l'Instruction publique a élaboré de nouvelles méthodes d'enseignement ; mais, dans la plupart des écoles, elles *n'ont jamais été appliquées et sont restées de simples « déclarations »*. Puis l'outillage : les écoles ne possèdent que l'outillage scientifique d'avant la guerre, et encore manque-t-il dans la plupart des cas. Les étudiants sont obligés de se contenter d'appareils qui ne sont plus en usage dans les usines ; les laboratoires trop étroits ne peuvent accueillir tous les élèves ; souvent les étudiants ne voient les appareils qu'en « images » ; les locaux sont dans un état si délabré que souvent le travail y devient impossible ; les bibliothèques, dans la plupart des cas, n'ont pas reçu de nouveaux livres depuis la révo-

(1) Moscou. avr'l 1928.

lution; les manuels sont très mal édités et excessivement chers. L'insuffisance du personnel enseignant est mise en cause. Nombreuses sont les écoles qui n'ont pas de professeurs qualifiés. Les maîtres sont si mal rémunérés qu'ils sont souvent forcés à la fois d'enseigner et de tenir des emplois dans diverses institutions et entreprises. Ajoutez que les étudiants ne peuvent que difficilement se livrer aux travaux pratiques dans les usines : par exemple, en 1920, les deux tiers seulement des élèves des écoles techniques ont pu participer à ces travaux. Enfin, les moyens d'existence font défaut aux étudiants : environ 40 pour 100 des élèves dans la République de Russie, d'Ukraine et de la Russie blanche sont pourvus de bourses ; dans les autres parties de l'U. R. S. S. le pourcentage est seulement de 6 à 15 pour 100. Une bourse ne donne pas d'ailleurs à l'étudiant plus de 25 roubles par mois, quelquefois moins, tandis que pour vivre il faut au moins 35 roubles. Trouver un gagne-pain est souvent pour un étudiant un problème insoluble. Cet état de choses influe nécessairement sur les études et aussi sur la santé des étudiants.

La revue communiste, que nous avons citée, n'indique naturellement pas la principale raison qui explique le niveau très bas des connaissances des étudiants des Vuz et la qualité insuffisante des spécialistes sortis des écoles supérieures de l'U. R. S. S. : l'immixtion de la politique dans les écoles. Cette immixtion se manifeste par les privilèges spéciaux accordés pour l'admission dans ces écoles supérieures aux jeunes gens d'origine prolétarienne. L'origine prime les aptitudes et les Vuz sont remplis de jeunes gens qui, en très grande partie, ne possèdent pas le développement intellectuel et la préparation nécessaires pour suivre avec fruit les études.

Le Gouvernement soviétique voudrait appliquer cette politique de classe à l'ensemble des écoles, écoles primaires, secondaires et supérieures, mais il se heurte, chez les paysans surtout, à des difficultés d'ordre économique : pour une famille de paysans pauvres, l'enfant est nécessaire comme travailleur et elle ne pourrait s'en séparer pour quatre ans, même si le Gouvernement assurait la gratuité de l'enseignement et des fournitures scolaires, ce qui n'est pas le cas. Une enquête à laquelle a procédé le commissariat de l'Instruction publique en 1925 a montré que les enfants des paysans et ouvriers

pauvres ne fréquentent pas du tout l'école ou l'abandonnent après une ou deux années d'études, et que seuls les enfants des familles aisées y séjournent pendant quatre ans.

Cette politique de classe a été plus facile à réaliser dans l'enseignement supérieur. Le Gouvernement a créé pour les ouvriers des écoles spéciales de préparation à l'enseignement supérieur : les Facultés ouvrières ou Rabfak, avec un cours de quatre années. De 1923 (année de la fondation du premier Rabfak) à 1928, le nombre des étudiants des écoles supérieures sortis des Rabfak est de 33 590, soit 27 pour 100 du nombre total des étudiants des écoles supérieures.

Jusqu'à l'année 1926-27, les places dans les écoles supérieures étaient réparties entre les différentes organisations d'État. Ces organisations envoyaient les jeunes gens en mission dans les écoles supérieures où ils étaient reçus sans examen. Le résultat était déplorable. Depuis 1926-27, on a adopté un autre système; tous ceux qui aspirent à entrer dans les écoles supérieures subissent un examen et parmi ceux qui l'ont passé avec succès on fait un triage; les ouvriers, les paysans et les enfants des ouvriers et des paysans sont acceptés en premier lieu; parmi eux les membres du parti communiste et des associations de la jeunesse communiste ont la priorité. Viennent ensuite les employés et leurs enfants. Ainsi en 1927-28, parmi les jeunes gens acceptés dans les Vuz, il y avait 63,9 pour 100 d'ouvriers et de paysans ou d'enfants d'ouvriers et de paysans et 25 pour 100 d'employés et d'enfants d'employés. Le pourcentage des membres du parti communiste et des associations de la jeunesse communiste était de 54,1 pour 100. Pour améliorer « la composition sociale » des écoles supérieures, le Gouvernement procède à des « épurations », en soumettant les étudiants à un examen qui porte sur leurs opinions sociales et politiques et éliminant les élèves qui paraissent suspects au point de vue communiste, ou au point de vue de leur origine sociale.

Les Français qui ont visité la Russie soviétique ont quelquefois décrit en termes idylliques les écoles soviétiques qu'ils ont visitées; cela s'explique par l'existence dans l'U. R. S. S. de quelques écoles-modèles destinées à être montrées aux voyageurs de marque. Il existait, en 1926, 138 écoles de cette sorte, mais leur nombre décroît tous les ans; les communistes, en effet, ne les considèrent pas comme de vraies écoles commu-

nistes. La plupart, d'ailleurs, ont à leur tête des maîtres non communistes, dont la réputation date d'avant la révolution.

Si quelques voyageurs français ont pu être trompés par la visite de ces écoles, la plupart, même parmi ceux qui se sont montrés les plus sympathiques aux Soviets, ont jugé avec sévérité les systèmes pédagogiques appliqués dans les écoles soviétiques.

M. Édouard Herriot, qui commente avec bienveillance les programmes d'enseignement de Lounatcharsky (c'était avant la « réforme » de 1923), dit pourtant : « La contradiction est évidente entre les programmes que le gouvernement a conçus pour le développement de l'instruction et le maintien d'un dogme officiel hors duquel il n'y a point de salut... Disons-le une fois encore : la libération de l'être humain, pour nous, ne sera réelle que le jour où le nouveau régime aura reconnu au peuple russe ce bienfait qu'il lui refuse, le droit de penser librement (1) ».

M. Georges Duhamel écrit : « Ce qui me choque c'est la place exorbitante donnée dès l'enfance à l'enseignement politique, c'est le tour même de cet enseignement, son intransigeance dogmatique, ses airs de catéchisme, ses formules, ses perpétuels emprunts à des textes affectant la démarche de propositions révélées, en un mot son indiscretion (2). »

M. Alfred Fabre-Luce : « M. Lounatcharsky me dit : « Sans doute, nous ne faisons pas un aussi grand effort que vous vers l'abstraction. Mais notre culture a une plus grande valeur pratique ». Et ce disant, il faisait porter un accent dépréciatif sur le mot « abstraction »... Comment trouver moins abstraite une éducation qui substitue aux rois, aux conquérants, aux artistes dont le défilé enchantait notre jeunesse, — et nous laissa dans l'esprit, à défaut d'une histoire véritable, une poésie, — ces figures anonymes de l'« ouvrier » et du « bourgeois », ces prétendues lois de la vie et ces courbes graphiques qui doivent s'évanouir rapidement de l'imagination des enfants ? Le culte russe de la « pratique », cette croyance à la possibilité d'isoler la technique de la vie morale, c'est la plus dangereuse des abstractions (3) ».

(1) *La Russie nouvelle*, Paris, 1923, p. 239.

(2) *Le Voyage de Moscou*, Paris, 1927, p. 30.

(3) *Russie*, 1927, Paris, 1927, p. 67.

Et Mme Andrée Viollis : « Ces enfants uniquement nourris de politique et de marxisme, élevés dans l'ignorance des autres peuples et des autres dogmes, dans l'orgueil de l'orthodoxie rouge, ne risquent-ils pas de se trouver tout à coup aussi isolés dans le monde que des Papous ou des Patagons (1)? »

LES MOYENS MATÉRIELS

L'insuffisance des moyens matériels dont dispose le gouvernement soviétique pour les besoins de l'instruction publique ne surprendra pas ceux de nos lecteurs qui ont suivi dans la *Revue* nos études sur la situation économique et financière de l'U. R. S. S.

En 1916, sur les mêmes territoires qu'occupe actuellement l'U. R. S. S. l'ensemble des dépenses pour l'instruction publique inscrites au budget d'État et aux budgets locaux, atteignait, nous l'avons dit, 302 millions de roubles-or. En 1927-1928, l'ensemble des crédits soviétiques (budget d'État et budgets locaux) pour les besoins de l'instruction publique atteint 700 millions de roubles tchervonetz (2). Que représente cette somme calculée en roubles-or? 350 millions environ, d'après les indices soviétiques établis d'après les prix de gros d'un certain nombre de produits savamment choisis. Si l'on se sert des mêmes indices soviétiques, mais calculés d'après les prix de détail, les 700 millions représentent à peine 250 millions.

Or, de ces 250 millions inscrits dans les budgets soviétiques comme destinés aux besoins de l'instruction publique, font partie des sommes importantes dépensées, pour la pure propagande communiste, par la troisième section du commissariat de l'Instruction publique, dénommée Administration générale de l'Instruction politique. D'autre part le nombre des enfants d'âge scolaire a augmenté sur les territoires occupés actuellement par l'U. R. S. S. Enfin, la ruine des bâtiments et de l'outillage scolaires pose devant le budget soviétique de graves problèmes qui exigent un effort financier considérable inconnu des budgets d'avant la guerre, quand les bâtiments et l'outillage étaient en excellent état.

Pour comparer avec sincérité les budgets d'avant la guerre

(1) *Seule en Russie*, Paris, 1927, p. 207.

(2) *Les Finances et l'économie nationale*, Moscou, 15 octobre 1927, p. 20.

et ceux de maintenant, il faudrait les soumettre à une analyse détaillée, pour laquelle les documents soviétiques ne donnent pas les éléments nécessaires. Les publications officielles soviétiques contiennent pourtant assez souvent l'aveu que les dépenses de l'U. R. S. S. pour l'instruction publique sont très inférieures à celles des budgets d'avant la révolution. « Les dépenses pour l'instruction publique dans l'U. R. S. S., dit la revue soviétique, *les Questions de l'Instruction publique générale* (1), égalent seulement 65,5 pour 100 des crédits qu'ouvriraient pour le même objet les budgets d'avant-guerre; la dépense moyenne pour une école primaire ne représente que 31,4 pour 100 de la dépense d'avant-guerre et celle par élève, 16,8 pour 100 de celle d'avant-guerre. » Le recueil, *Instruction publique en chiffres*, publié en 1928 par le commissariat de l'Instruction publique, arrive aux mêmes conclusions : « Nous retardons fortement sur les chiffres des budgets d'avant-guerre : les dépenses par élève sont de 50 pour 100 inférieures à celles d'avant-guerre ».

Et une résolution du VI^e congrès des chefs des sections de l'instruction publique formule au sujet de 1928-29 une appréciation très pessimiste sur les moyens financiers de l'instruction publique soviétique : « La qualité du travail de nos institutions est mauvaise, la préparation donnée par nos écoles est insuffisante, les investissements de capitaux infimes, les émoluments du personnel enseignant trop bas, la situation matérielle des élèves très difficile. La difficulté de remédier à cet état de choses se trouve dans la faiblesse de la base financière de nos institutions d'instruction publique. A ce point de vue nous sommes encore loin de la reconstitution de nos écoles au niveau d'avant-guerre. »

Le recensement général des écoles, effectué à la fin de 1927 et au début de 1928, et dont on ne connaît encore que des résultats très sommaires, montre qu'un quart des enfants de l'U. R. S. S., d'un âge scolaire entre huit et onze ans, ne trouve pas de place dans les écoles : pour les campagnes, la proportion est encore plus élevée et atteint 31,2 p. 100.

Bien que remplis à l'excès, les bâtiments scolaires sont absolument insuffisants, tant par leur nombre que par leurs dimen-

(1) 1927, fascicule 2.

sions. Depuis la révolution, ils sont restés presque sans réparations et tombent en ruines. Dans certaines parties du pays, dans l'Oural, en Sibérie, etc..., la situation est telle que l'insuffisance de ces bâtiments y est considérée, comme le principal obstacle au développement de l'instruction publique. Dans la plupart des régions sibériennes, les écoles primaires sont le plus souvent installées dans des chaumières de paysans et les enfants suivant les classes sont assis par terre. Dans les villes, les écoles partagent les locaux avec différentes institutions soviétiques. L'outillage, les fournitures manquent partout. Les crédits affectés à l'école sont presque entièrement absorbés par la rémunération des maîtres, rémunération d'ailleurs misérable.

Malgré l'état lamentable des édifices scolaires, le budget soviétique (budget d'État et budgets locaux) ne réserve que des sommes relativement minimes pour la réparation des bâtiments existants et la construction de nouveaux bâtiments : au cours des trois années 1924-1927, il a été dépensé 105 705 000 roubles tchervonetz (dont 65 pour 100 sur les budgets locaux), c'est-à-dire à peine une quarantaine de millions de roubles-or pour cette réparation (62 pour 100 de la somme totale) et cette construction (38 pour 100).

Quant à la situation du personnel enseignant, elle constitue la partie la plus sombre du tableau désolant de la vie de l'école. En 1926-1927, le maître d'école soviétique touchait 32 roubles tchervonetz, soit, en appliquant les indices soviétiques, 16 roubles-or, ou moins de 47 pour 100 de ce qu'il touchait à l'époque tsariste. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'avant la guerre les zemstvos ajoutaient à la rémunération que le maître d'école touchait de l'État environ 25 pour 100, dont nous ne tenons pas compte dans notre comparaison. Cette rémunération est de 25 pour 100 inférieure aux salaires des ouvriers d'industrie le moins payés à la même époque. Lounatcharsky lui-même a reconnu qu'à la fin de 1926, le maître d'école touchait en Russie soviétique seulement « le tiers du salaire moyen d'un manœuvre, et un peu plus de 50 pour 100 de la rétribution misérable du maître d'école de l'époque tsariste » (1).

(1) *Izvestia*, 1926, n° 225.

Que valait donc l'affirmation de Lénine, proclamant que « dans l'État socialiste le maître d'école doit être à une hauteur à laquelle il n'atteint jamais dans les états bourgeois » ?

LES ILLETTRÉS

Dès qu'ils se sont emparés du pouvoir, les bolchévistes ont proclamé comme un de leurs devoirs les plus sacrés la création d'une instruction gratuite, « complète et entière ». Ils ont même inscrit cette promesse comme un des premiers articles de la *Déclaration des droits des ouvriers et des paysans*. Quant à l'existence d'illettrés dans le pays, c'était, bien entendu, une plaie honteuse causée par le tsarisme et que le gouvernement soviétique devait guérir rapidement.

En fait, le fameux plan de 1918, qui devait organiser cette instruction générale et gratuite, a subi un échec complet. Quand on élaborait les nouveaux programmes de 1923, la question de l'instruction générale n'y fut même pas inscrite : elle n'était plus à l'ordre du jour. Ce n'est qu'en 1925 que le gouvernement soviétique a publié des décrets organisant l'instruction générale dans différentes parties de l'Union : les écoles primaires (écoles de quatre années) devront grouper en 1934-35 la totalité des enfants d'âge scolaire et les décrets laissent la latitude aux diverses républiques, composant l'Union, d'avancer cette date.

Que les Soviets puissent réaliser la réforme dans les délais prévus, c'est ce dont les personnes compétentes doutent fort, eu égard aux grosses difficultés financières dans lesquelles se débat le Gouvernement soviétique.

Ce n'est pas seulement le manque de ressources matérielles qui empêche les Soviets de réaliser leurs projets concernant l'instruction générale. Un des obstacles les plus sérieux est la difficulté de former des maîtres. Nous avons vu à quel point la situation matérielle du maître soviétique est misérable et tragique. D'autre part, les maîtres qui sortent des écoles normales soviétiques (les « écoles techniques pédagogiques ») sont beaucoup plus des agents de propagande communiste parmi les enfants que des instituteurs. D'ailleurs ces « écoles techniques » ne se recrutent que difficilement. Lounatcharsky lui-même, au V^e congrès du comité central de l'Union des

maîtres d'école, avoua que « la jeunesse ne veut pas se diriger vers les écoles techniques pédagogiques. » Dans ces conditions, il n'est guère probable que la R. S. F. S. R. puisse porter de 1925 à 1933 le nombre des maîtres d'école de 120 390 à 250 000, comme l'exigent les prévisions.

Non seulement le gouvernement soviétique avait la prétention de donner « l'instruction complète et entière » à tous les enfants, mais il voulait faire plus : apprendre à lire et à écrire à la partie de la population restée illettrée sous le régime précédent. Il a donc créé tout un mouvement en faveur de la diminution du nombre des illettrés et notamment tout un réseau de « points de liquidation » pour leur apprendre à lire. Les résultats de ces efforts sont infimes et la presse soviétique abonde en témoignages prouvant que la population qui a appris à lire et à écrire dans les « points de liquidation » oublie vite ce qu'elle a appris. Le pourcentage des illettrés récidivistes dépasse, d'après ces témoignages, 30 pour 100, ce qui n'empêche pas les statistiques des Soviets de compter parmi les habitants sachant lire et écrire l'ensemble des personnes qui ont passé par les « points de liquidation ». Notons d'ailleurs que, dans les statistiques soviétiques, il suffit de savoir lire seulement (sans savoir écrire) pour ne pas être compris dans la classe des illettrés.

Sous ces réserves, voici ce que dit la statistique soviétique des illettrés (recensement général de 1926). En 1926, il y avait parmi les habitants de l'U. R. S. S., âgés de huit ans et plus, 57 063 700 illettrés, soit 49,6 pour 100 du total. Le pourcentage pour les hommes était de 34,6 et pour les femmes de 63,3. La majorité des illettrés se composait de paysans : dans les villes le pourcentage des illettrés était seulement de 15,3 pour 100 pour les hommes et de 32,7 pour les femmes. Ces chiffres, par eux-mêmes, sont déjà fort éloquentes : après dix ans de régime soviétique, la moitié de la population reste illettrée.

Ces illettrés sont-ils vraiment « l'héritage de l'abject régime » ou sont-ils le fruit, au moins en grande partie, du régime soviétique ? Les chiffres qui suivent vont nous le dire. D'après les statistiques soviétiques, le plus grand nombre des habitants de l'U. R. S. S. sachant lire (81,1 pour 100 parmi les hommes, 53,6 pour 100 parmi les femmes) ont un âge moyen de vingt-quatre à vingt-cinq ans. Il s'agit donc de personnes

nées en 1901-1902 et ayant achevé leurs études primaires au plus tard en 1914. Ce groupe, qui renferme le pourcentage le moins élevé d'illettrés, s'est formé par conséquent dans la période d'avant-guerre. Au contraire, si nous prenons le groupe des enfants qui ont eu treize ans en 1926 (nés en 1913) et qui ont, par conséquent, passé par l'école soviétique, nous constatons que, dans ce groupe, le pourcentage de garçons sachant lire n'est que de 71,8 et celui des filles de 50,3.

La statistique officielle soviétique essaie pourtant de démontrer que, sous le régime bolchévique, la Russie a fait, par rapport à l'époque d'avant-guerre, de grands progrès dans la réduction du nombre des illettrés. Voici par quels procédés elle y arrive. Elle compare la situation actuelle non pas avec celle de l'année 1919, mais avec celle de 1897, sous prétexte que c'est le dernier recensement général qui ait fourni le nombre exact d'illettrés (1). Et elle conclut : nous avons maintenant 50,4 pour 100 habitants sachant lire, tandis qu'avant la guerre, en 1897, ce pourcentage ne s'élevait qu'à 24,5. Mais c'est précisément pendant les vingt années 1897-1916 que l'instruction publique s'est développée rapidement en Russie. On ne possède pas de données exactes sur la diminution du nombre des illettrés au cours de cette période, mais elle a évidemment marché de pair avec la diffusion de l'instruction publique; aussi la comparaison avec l'année 1897 ne peut-elle donner aucune idée même approximative de la situation réelle.

Un autre procédé des statisticiens soviétiques consiste à ignorer l'influence que la guerre a eue sur la natalité. Ils déclarent que le rapport du nombre des enfants de huit à onze ans, sachant lire, au nombre total des enfants du même âge a été beaucoup plus grand d'après le recensement de 1926 que d'après celui de 1920. En 1920, parmi les enfants de huit ans, la proportion des enfants sachant lire était de 17,9 et celle des filles de 14,3; parmi les enfants de onze ans, la proportion était respectivement de 61,2 et 50,4. Or, en 1926, les chiffres étaient devenus les suivants : enfants de huit ans : garçons, 31,2, filles, 23,6; enfants de onze ans : garçons, 76, filles, 57,3. En conséquence, les statisticiens soviétiques affirment que le déve-

(1) Voir l'étude d'Ossinsky, *Pravda* du 12 septembre 1925.

loppement de l'instruction primaire a été beaucoup plus rapide en 1920-1926 qu'en 1897-1920. Ces chiffres, en réalité, ne prouvent rien, le nombre des enfants de huit à onze ans ayant diminué en 1926 par comparaison avec 1920. Si l'on opère, non pas par des pourcentages mais avec des chiffres absolus, on constate que le nombre des enfants de huit à onze ans sachant lire, qui était en 1920 de 2 425 900, n'était plus que de 2 327 900 en 1926. C'est donc que les efforts du gouvernement soviétique pour diminuer le nombre des illettrés n'ont pas donné les résultats promis.

Tel est le bilan des destructions causées par le bolchévisme dans le domaine de l'instruction publique.

Au point de vue moral, les blessures causées au pays sont encore beaucoup plus profondes. L'œuvre tout entière de l'instruction publique est transformée en un appareil monstrueux de propagande communiste. Tous les soucis pédagogiques s'effacent devant les considérations politiques. L'immoralité et l'ignorance sont les résultats de ce système. Non seulement l'enfant n'apprend rien à l'école, mais sa conscience est violée, son esprit et son âme empoisonnés par les conceptions communistes. On ne peut penser sans frémir aux conséquences que l'action des bolchévistes dans le domaine de l'instruction publique aura sur le moral et sur l'avenir de la Russie, conséquences qui se feront sentir pendant plusieurs générations.

COMTE W.-N. KOKOVZOFF.

LA VOIX DES JEUNES

L'ESPRIT

DE LA

LITTÉRATURE MODERNE

I

On parle beaucoup de la littérature des « jeunes », mais presque toujours de façon fragmentaire : on se borne à en souligner tel aspect, à en discuter tel caractère. Pour en juger en connaissance de cause, il faudrait pouvoir l'envisager d'ensemble et du point de vue où se placent les jeunes, au cours d'un exposé méthodique présentant, dans leur principe et dans leur enchaînement, les directions nouvelles. C'est cette synthèse, — d'après laquelle il sera loisible à chacun de se faire son opinion, — que nous apporte ici un jeune auteur, qualifié tout à la fois par son âge et par son talent pour être l'interprète de la génération d'après-guerre et nous faire entendre la voix des jeunes.

On a ouvert, il y a quelque temps, une enquête sur le nom qu'il conviendrait de donner à l'époque actuelle. Certaines périodes de la littérature ont reçu de l'histoire, telle le nom de « classique », telle autre de « romantique ». Mais il est bien difficile pour ceux qui vivent à l'intérieur d'un siècle de savoir comment apparaîtra ce siècle à ceux qui doivent constituer la postérité.

Le mot « cubisme » a fait fortune ; et, comme il arrive en

pareil cas, il s'est dépouillé dans l'esprit du public de son véritable sens : au lieu d'évoquer des carrés et des cubes, le terme est devenu synonyme d'incompréhensible. Les audaces de la jeune poésie ont été traitées de « cubistes » ; le gros monsieur qui, au cinéma, voit passer sur l'écran des images rapides, floues ou surimprimées, déclare d'un ton sentencieux : « C'est du cubisme cinématographique ! »

L'on dit encore : « C'est *moderne* ! » et ce qualificatif a une portée plus profonde, malgré une regrettable apparence d'imprécision. Il correspond en effet à une notion nouvelle, et que l'on peut considérer comme l'un des caractères principaux de la littérature que l'on désigne sous ce titre. Le terme, lui, sans doute n'est pas nouveau, puisqu'au XVIII^e siècle déjà il y avait une querelle « des anciens et des modernes », mais les arguments de ces derniers nous montrent quelle signification différente de la nôtre ils accordaient à l'expression. Car ils ne demandaient qu'une seule chose : le droit pour leurs contemporains de ne pas se croire par principe inférieurs aux écrivains de l'antiquité. En somme, ils cherchaient à démolir une barrière, à atténuer la différence du temps, bref à dégager les œuvres de l'esprit de la durée qui passe.

Or, la littérature d'aujourd'hui est moderne au contraire, parce qu'elle se situe délibérément dans la durée : peu lui importe de vieillir et de se démoder. La notion de moderne implique dans une certaine mesure la négation de l'immortalité de l'œuvre d'art : cela ne peut manquer d'être une grande révolution dans la conscience des artistes, et par suite l'un des événements les plus importants de la pensée contemporaine.

Comment cette révolution a-t-elle pu se produire ? Depuis cent cinquante ans, l'homme a commencé à s'apercevoir d'une façon plus tangible qu'il était dans un univers mouvant, entraîné par un courant qui ne s'arrête jamais. Il semble que les architectes qui bâtissaient les temples égyptiens ou grecs n'avaient pas leur attention ainsi tournée vers la fuite des jours : ils avaient une intuition plus directe de l'éternel que nous autres. Les conditions de vie ne changeaient pas assez vite pour que l'on eût le sentiment des différences survenues d'une année à l'autre, d'une génération à l'autre. Sur ce point, le XIX^e siècle a été un meilleur maître que les précédents : la vitesse du monde paraît s'y être accélérée ! Or, c'est le change-

ment qui permet de se rendre compte du mouvement : un homme enfermé dans un wagon aux fenêtres closes et sur des rails idéals qui ne transmettraient aucune secousse, pourrait ignorer s'il reste sur place ou non ; ouvrez-lui les fenêtres au contraire, et la vue du paysage défilant à ses yeux le renseignera sur la marche et la rapidité de son véhicule. Au *xix^e* siècle, survinrent précisément des inventions qu'il n'était pas possible de ne pas remarquer. On est passé de la voiture à cheval à l'automobile, au chemin de fer, à l'avion. Tout a été bouleversé en un temps assez court pour que chacun en fût frappé : naissance du télégraphe, du téléphone, de l'électricité, de la vapeur, etc. Le progrès de la science pratique est apparu de la plus indéniable façon, et la grand mère qui voit son petit-fils s'envoler à travers les airs ne peut décidément plus affirmer : « Rien de nouveau sous le soleil ! »

Ces changements matériels n'ont pas été les seuls. A la suite de la révolution française et des grandes guerres qui ont englobé des peuples entiers et non plus de simples mercenaires, l'humanité occidentale a pu assister coup sur coup à une multiplication de bouleversements économiques et sociaux. Jamais les vieilles gens n'ont eu aussi beau jeu pour dire : « De mon temps, cela ne se passait pas ainsi... De mon temps... » La société se réorganise sur de nouvelles bases qu'elle cherche en tâtonnant ; et par suite certaines idées qui jusqu'alors faisaient simplement partie des théories des philosophes et dont les autres gens ne se préoccupaient guère, se sont insinuées dans la sensibilité même de l'homme quittant les régions purement intellectuelles où elles étaient préalablement confinées et atteignant les cœurs au plus vif d'eux-mêmes : art et littérature sont donc obligés de les accueillir.

Parmi ces idées, dont l'intrusion dans la vie pratique joue un si grand rôle, il y a d'abord celles de l'évolution et du progrès. Aujourd'hui les philosophes les remettent en cause ou cherchent à les dépasser, mais c'est aujourd'hui seulement que l'humanité les a digérées. S'il y avait une nouvelle querelle des anciens et des modernes, les premiers chercheraient seulement à résister contre la tendance des seconds à croire au progrès dans la littérature. L'exemple de la science a forcément déteint sur les lettres ; l'esprit d'invention et l'esprit de découverte paraissaient jusqu'alors des qualités purement scienti-

fiques ; mais voici que les écrivains se mettent à chercher, à découvrir. L'on expérimente des genres nouveaux, l'on utilise les théories des savants (le freudisme par exemple), l'on se sert de la littérature comme d'un instrument d'investigation que l'on est toujours libre de perfectionner et de transformer. Valéry Larbaud, l'un des plus actifs chercheurs de cette sorte, invente le *monologue intérieur* qu'Édouard Dujardin avait bien autrefois mis le premier en pratique ; mais sans songer encore à considérer ce procédé comme une invention.

Toute l'esthétique d'à présent est impressionnée par ces nouvelles formes de pensée. Proust, bien qu'enfermé et comme séparé de l'existence par la maladie, nous apparaît, par on ne sait quel miracle, comme la conscience extraordinairement lucide de son époque ; et son œuvre entière exprime mieux qu'aucune autre les conceptions artistiques modernes. « L'ouvrage de l'écrivain, écrit-il dans le *Temps retrouvé*, n'est qu'une espèce d'instrument d'optique qu'il offre au lecteur afin de lui permettre de discerner ce que sans ce livre il n'eût peut-être pas vu en soi-même. » Pour lui, l'écrivain a pour tâche de découvrir un aspect de la réalité qui échappe à l'homme ordinaire. Il faut en effet beaucoup d'audace et de perspicacité pour voir ce que d'autres n'ont pas pu ou voulu voir avant nous.

Proust plus loin écrit ces lignes : « Les artistes qui nous ont donné les plus grandes visions d'élégance en ont recueilli les éléments chez des gens qui étaient rarement les gens élégants de leur époque, lesquels se font rarement peindre par l'inconnu, porteur d'une beauté qu'ils ne peuvent pas distinguer sur ces toiles, dissimulée qu'elle est par l'interposition d'un pinceau de grâce surannée qui flotte dans l'œil du public, comme ces visions subjectives que le malade croit effectivement posées devant lui. » Il est évident qu'à part les quelques apparences sur lesquelles la nécessité pratique ou la tradition nous a ouvert les yeux, nous avançons dans le monde comme des aveugles. Il existe un jeu de société qui consiste à faire reproduire de mémoire par plusieurs personnes tel monument ou tel objet, parfaitement connu et que chacun voit chaque jour : le Parisien qui habite au Champ de Mars est chargé de dessiner la Tour Eiffel, et l'on constate, à la stupéfaction générale, qu'il ne lui a vu que trois pieds au lieu de quatre. L'on ne sait s'il faut accuser l'inattention ou l'habitude qui efface peu à peu les

êtres et les choses qui nous entourent, de même que l'on finit par ne plus entendre le bruit monotone d'un torrent, si violent soit-il, parce qu'il ne cesse jamais et reste toujours égal. La littérature a donc beaucoup à faire, pour nous aider à prendre une connaissance de plus en plus profonde et étendue d'une réalité dont nous ne distinguons confusément qu'un petit nombre d'aspects. Cela fait songer à ces « papiers magiques » qu'il suffit d'humecter avec un tampon pour obtenir une gravure jusqu'alors invisible. Cette idée d'une réalité vers laquelle on marche s'oppose, — il faut le remarquer, — aux idées plus traditionnelles d'une révélation ou d'une intuition primitive que le développement de la civilisation ne ferait que voiler et obscurcir à nos yeux.

Toutes les branches de l'activité intellectuelle se sont ressenties de ces nouveaux points de vue, et c'est assez récemment que l'on a pu assister à la naissance de l'histoire. Avant le *xix^e* siècle, l'on nommait de ce nom des chroniques à la Thucydide ou à la Joinville, mais l'histoire n'avait pas pris forme de science. Aujourd'hui, nous voyons la place plus grande attribuée au temps dans les systèmes philosophiques; le bruit que firent les théories relativistes d'Einstein en témoigne et M. Henri Bergson par ailleurs nous a accoutumés à l'idée d'une durée, sorte de temps élastique où le facteur psychologique joue le premier rôle : l'expression populaire « long comme un jour sans pain » illustre assez bien sa pensée. Ainsi l'approche d'une catastrophe certaine transforme les minutes en secondes, l'attente d'une joie agit à l'inverse. Les vues rétrospectives que nous fournissent les historiens sur les événements du passé ne sont peut-être pas sans influence sur la formation de cette durée bergsonienne que nous rend perceptible ce que l'on pourrait appeler la diversité de condensation des siècles. C'est en ce sens que « les peuples heureux n'ont pas d'histoire », tandis qu'il y a parfois en quelques jours de quoi remplir plus de volumes qu'en un nombre équivalent d'années. Une impression se forme, celle d'un temps concret, sensible, malléable comme de la glaise, sorte de serpent qui s'enroule et se déroule. Les poètes mêmes ont les yeux tournés vers ces problèmes : « Je dis que l'univers est une machine à marquer le temps », écrivait Paul Claudel dans son art poétique.

Dans son ouvrage sensationnel sur *la Trahison des clercs*,

M. Julien Benda combat ce goût (si répandu de nos jours) des choses « actuelles » ou « modernes ». Il accuse ce particularisme outré de nous détourner de l'universel et de l'éternel, qui seuls devraient compter pour l'homme. Sans prendre parti dans le débat, nous devons reconnaître que la lecture de M. Benda nous éclaire sur la manière dont l'univers a pris de plus en plus pour nos contemporains l'allure d'un fleuve en marche. Et par contagion, cette nouvelle façon de considérer le temps a changé sur beaucoup de points nos habitudes d'esprit. Volontiers, nous nous attardons à remarquer le courant de ce qui passe; les formes mêmes de l'art en sont modifiées et nous pourrions dire qu'en ce domaine, à une ancienne conception statique a succédé une conception dynamique; en d'autres termes, le mouvement a succédé à l'immobilité. L'œuvre d'art, au lieu de nous apparaître comme un objet parfaitement défini aux contours nets, que l'admirateur peut contempler d'un seul coup d'œil, est composée désormais, elle aussi, sur le modèle d'un fleuve.

Jadis il y avait des lois pour créer des poèmes dramatiques; l'on s'est soumis pendant longtemps à la fameuse règle des trois unités: bref l'on construisait une pièce comme un monument et tous les autres arts se soumettaient à la technique de cet art géométrique et construit, l'architecture. A présent, ce serait plutôt à la musique que les arts en général demanderaient leur forme et leur idéal: la musique, chose fluide par excellence, incapable de construction véritable, et qui toujours s'attache à suivre les méandres de la pensée répandue dans le temps. Le cinéma est en France et tend à être de plus en plus un art musical; certains metteurs en scène audacieux parlent de composer des symphonies visuelles, des symphonies d'images sans autre lien que l'unité de l'impression. Tous les arts paraissent pénétrés de mouvement: l'architecture elle-même ne cherche plus à construire pour l'éternité et tient compte des circonstances les plus éphémères, des besoins provisoires de l'humanité actuelle. En peinture, ce ne sont plus ces sages tableaux où l'on voit des familles attablées, figées hors du temps, ce ne sont plus des scènes immobiles, symboliques ou représentatives. Dès le romantisme, le mouvement s'est introduit dans l'art pictural; les chevaux de Delacroix galopent vraiment et si le geste des personnages est nécessairement arrêté, du moins

nous avons l'impression qu'ils s'empresseront de l'achever, lorsque nous aurons le dos tourné. Aujourd'hui plus encore, des lignes et des couleurs, parfois dépourvues d'une signification immédiate, paraissent animées comme les verres d'un kaléidoscope, comme un chaos en effervescence.

Cette transformation de l'idéal esthétique provient aussi quelque peu d'une crise plus générale de la pensée contemporaine, car depuis quelques années ce sont tous les absolus sur lesquels vivait notre ancienne société qui tour à tour ont été remis en cause et ont plus ou moins fait faillite. Les grands bouleversements mondiaux qui ont marqué le premier quart du *xx*^e siècle ont paru montrer la fragilité des bases sur lesquelles reposait toute notre civilisation. Les jeunes générations n'hésitent pas à reviser les valeurs jusqu'alors les plus respectées et les systèmes dont on les a gavés en attendant peut-être que le rythme naturel de l'esprit ramène des points de vue plus anciens.

Pour l'écrivain, il est surtout atteint par deux de ces faillites : faillite de la gloire d'abord (nous l'avons dit plus haut), et c'est là ce qui distingue surtout de la jeunesse un Gide qui pourtant en est si proche par tant d'autres côtés. Celui-ci n'écrit-il pas dans le *Journal des faux monnayeurs* : « Le problème pour moi n'est pas comment réussir ? Mais bien, comment durer ? Depuis longtemps, je ne prétends gagner mon procès qu'en appel, je n'écris que pour être relu. » Faiblesse ou illusion, diront de plus jeunes écrivains, même parmi ses plus grands admirateurs. Au contraire, nous voyons ces derniers donner à leur œuvre un tour volontairement transitoire ; ils emploient n'importe quel mot argotique destiné à évoluer ou à disparaître ; ils expriment cette sorte de civilisation des bars, qui est la nôtre et devant laquelle dans quelques années l'on s'étonnera comme devant les trouvailles des fouilles préhistoriques. Il m'est bien arrivé cependant de rencontrer quelques très jeunes gens désireux de réagir, de fonder une école qu'ils auraient appelée « l'universalisme » parce qu'il faut bien trouver un nom en *isme* pour impressionner le public. « Soyons éternels, disait assez naïvement leur manifeste. N'écrivons rien qui ne puisse être lu et compris par des individus de toutes les époques. » Mais jusqu'à présent, il ne semble pas que l'universalisme soit parvenu à la lumière du jour et nous pou-

vons tout au plus le considérer comme une de ces exceptions qui, dit-on, « confirment la règle ».

Peut-être ce mépris de la gloire a-t-il pu se traduire en certains cas par un arrivisme plus pressé, que l'on ne manque pas de reprocher aux jeunes générations. La mort vient si vite! Et qu'aurait gagné le pauvre Radiguet par exemple à attendre et à mûrir son talent? Chaque médaille sans doute a son revers.

L'autre absolu qui fait défaut désormais à la littérature a, par sa disparition, jeté celle-ci dans une crise plus grave; la perfection est mise en doute, et l'œuvre d'art ne cherche plus à répondre à un idéal déterminé. Nous ne comprenons plus ces Grecs qui composaient des tragédies sur des sujets déjà vingt fois défrayés, sans en éprouver de lassitude; ils essayaient d'approcher toujours davantage d'un but qu'ils croyaient précis. En sculpture, ils recherchaient ce que l'on nommait des « canons » et qui était l'ensemble des proportions idéales du corps humain. Mais il s'est produit aujourd'hui dans la littérature une sorte de volte-face, le désir de perfection a été détrôné par un désir d'expression; au lieu de chercher, comme Polyclète, à fixer dans le marbre un corps sans défaut, l'on se plait à accuser les défauts expressifs, à se moquer des proportions et de la perspective pour traduire quelque chose de plus lointain : un sentiment, — le sentiment du modèle ou plus souvent encore celui de l'artiste.

Que ce soit l'expression d'un homme ou d'une société, c'est toujours là que tendent presque toutes les œuvres modernes; le développement naturel des idées romantiques a amené cette essentielle transformation. Victor Hugo et ses contemporains glorifièrent la production spontanée du génie inspiré ou des peuples épiques. La poésie pour eux était l'expression d'une pensée divine, ou, en d'autres cas, d'une réalité confuse qu'ils appelaient « la race ». L'on voit aisément comment l'homme, après avoir cru exprimer un Dieu, en est venu à penser qu'il s'exprimait soi-même et a attaché le maximum d'importance à ce fait. Taine, en faisant dépendre l'écrivain ou l'artiste du milieu où il a vécu et en faisant même dépendre les chefs-d'œuvre de ce milieu, a fourni des assises intellectuelles à ces principes d'une nouvelle esthétique.

Ainsi l'homme finit par nous intéresser plus que l'œuvre;

sous l'intrigue d'un roman, le lecteur moderne cherche tout ce qui révèle un peu de la personnalité de l'auteur. Jamais les indiscrétions sur l'intimité des grands écrivains n'ont eu pareil attrait; d'une manière vulgaire, cela se traduit par les étalages de librairie où l'on attire le public par la photographie de l'écrivain, quelques pages de ses manuscrits, au besoin sa pipe préférée, ou tel souvenir rapporté de ses voyages. Pour Gide, il ne s'intéresse aux idées, avoue-t-il lui-même, qu'en tant qu'elles sont la manifestation d'un être sensible et vivant. L'œuvre passe toujours au second plan, et cela peut être dû en partie au fait que la situation sociale de l'homme de lettres a changé, que le déclin de la noblesse a permis à l'intellectuel et à l'artiste d'occuper dans son pays une place de plus en plus considérable. Retournons au romantisme où tant d'idées ou de sentiments modernes prennent leur source : toute la production apocryphe, — alors tellement en faveur, — poèmes d'Ossian, théâtre de Clara Gazul, poésies de Joseph Delorme, de Mérimée, Sainte-Beuve et tant d'autres, — ont attiré la curiosité du public sur ces mystérieux auteurs qui se dissimulaient pour mieux se faire connaître.

Un des qualificatifs les plus élogieux que l'on entende décerner à un livre, est celui d'*humain*; qu'un roman soit humain et il nous touche profondément malgré ses maladresses qui, même, ne déplaisent pas toujours : M. Philippe P. Datz, par exemple, porte-parole de beaucoup d'autres, notait : « Les œuvres manquées, tout le premier j'en vois les défauts, il m'arrive d'en être agacé au point de fermer le livre. Pourtant, malgré l'imperfection de leurs œuvres, les auteurs trouvent en moi je ne sais quelle correspondance qui m'émeut; je ne l'explique pas, je constate. *La perfection n'est qu'une grande habileté et me gêne* ».

Comme nous sommes loin de ces théories de l'art pour l'art, qui pourtant n'étaient pas pour déplaire à nos prédécesseurs romantiques. Jacques Rivière l'observait dans un important article de la *Nouvelle Revue française* (février 1924); et il appuyait ses remarques sur les réponses publiées par la *Revue littéraire* à la question : « Pourquoi écrivez-vous ? » posée par MM. André Bréton, Louis Aragon et Philippe Soupault. Que nous apprend cette ironique enquête ? « *Pourquoi j'écris ?... Mais pour le plaisir d'exprimer librement ma pensée ! Pourquoi*

j'écris? Je me le demande. » M. Paul Valéry avouait : « *Par-faiblesse.* » M. Jacques Bainville : « *Parce que tel est mon métier et pour dire ce que je pense.* » Un autre : « *Pour essayer d'amuser les honnêtes gens* », ou bien : « *Si je n'écrivais pas, je mourrais de faim* », etc... Mais toutes ces réponses se réduisent en général à deux principales : ou bien : « *Parce que je ne peux pas faire autrement* », ou bien : « *Pour exprimer quelque chose* » (pensée ou sentiment). Mais jamais nous ne rencontrons une phrase comme celle-ci : « *Pour faire une œuvre, pour créer de la beauté* ».

Sans doute, si nous voulons dégager quelques grandes lignes de la pensée contemporaine, nous sommes contraints à être souvent injustes, incomplets, à laisser de côté tout ce qui n'apporte aucun nouvel élément à notre étude. Bien plus, nous devons convenir qu'à l'intérieur de la littérature actuelle, tout n'est pas littérature *moderne* (au sens où nous l'avons entendu dès le début) : cette dernière n'est qu'une branche d'un arbre plus touffu, — tellement touffu qu'il y faudrait beaucoup émonder et couper ! Mais cette branche est la plus verte, la plus vivace. Elle représente une tendance active, opposée à toute une production livresque, faite d'anciens « clichés », ou parfois, — destin pénible, — tellement connue et imitée que son originalité de naguère n'est plus pour nous qu'un « cliché », elle aussi.

Tombant peut-être dans un des vices du temps, nous nous tournerons plutôt vers ce qui distingue notre époque que vers ce qui la rend pareille aux autres. Autant que possible nous tâcherons d'être, plutôt que des juges, les confidents compréhensibles de ceux dont nous interrogerons les œuvres.

Nous sommes à un tournant de la sensibilité : les principes de critique littéraire ne peuvent donc plus être ce qu'ils étaient à l'époque classique. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir disparaître la critique dogmatique, à la Boileau, la critique qui donne des notes aux auteurs, comme l'on peut noter plusieurs devoirs sur un même sujet. Pour cela il faudrait que les genres littéraires eussent une rigueur qu'ils n'ont plus ; le roman devient poème, l'essai devient roman, etc. Les démarcations s'estompent. Et la jeune littérature française peut dire encore à la masse du gros public qui ne la comprend pas, les vers d'un poète précurseur de la poésie moderne :

Soyez indulgents quand vous nous comparez

A ceux qui furent la perfection de l'ordre.

Nous qui quêtions partout l'aventure,

Nous ne sommes pas vos ennemis.

Nous voulons vous donner de vastes et d'étranges domaines

Où le mystère en fleur s'offre à qui vent le cueillir (1).

LA LITTÉRATURE A LA POURSUITE DE LA RÉALITÉ EXTÉRIEURE

Pittoresque et exotisme. — Puisque nous avons reconnu que l'une des tâches essentielles de la littérature moderne est de découvrir des aspects jusqu'alors inaperçus de la réalité, nous devons nous attendre à l'éclosion d'une nouvelle forme du pittoresque et par suite aussi de l'exotisme (qui n'est qu'un visage particulier du précédent).

Une image trop courante attire le dégoût; comment supporterions-nous aujourd'hui les répétitions quasi rituelles de l'Iliade et de l'Odyssée? La littérature est obligée de se retourner contre elle-même, et, pour nous offrir un univers inédit, doit se révolter contre une tradition trop uniforme. M. Delteil parlait de faire retrouver à l'homme ses cinq sens : la plupart des écrivains d'aujourd'hui s'y appliquent. Mais nous sommes tous emprisonnés par l'horizon de ceux qui nous ont précédés; leurs sensations sont autant de murs qu'il faudrait renverser : hélas ! ils sont solides !

Comment se dégager de cette ancienne construction du monde, si néfaste pour tous les arts ? Le plus sûr est d'en faire « table rase » pour la recommencer plus fidèlement, appliquant ainsi au domaine de la sensibilité la méthode que Descartes avait inaugurée dans le domaine philosophique : car le Français, bon gré, mal gré, est toujours profondément cartésien alors même qu'il le paraît le moins. Cette construction du monde dont nous souffrons, l'intelligence et la raison y avaient constamment travaillé; vers l'une et l'autre se tournera désormais notre méfiance. Avaient-elles donc le droit de donner cette allure logique à tout ce qui nous entoure ?

Il y a aujourd'hui un désir de revenir à plus de fraîcheur : le goût du primitif qui, à notre époque que nous nous plaignons

(1) Guillaume Apollinaire, cité par André Billy, *Histoire de la Littérature contemporaine.*

à considérer comme avancée, a pu nous donner un douanier Rousseau en peinture, nous réapprend une plus grande simplicité. La beauté des idées nègres est une autre leçon, non moins forte et dont quelques-uns savent tirer profit.

Sans doute, ce qui étonne le plus souvent dans la peinture moderne, c'est l'absence totale, — chez le peintre, — du souci d'expliquer l'objet de son tableau. L'on entend dire devant une toile de Picasso ou de Picabia : « Ça ne ressemble à rien ! Ça ne signifie rien ! » C'est encore ici l'intelligence qui réclame une explication et qui, pour se rassurer, cherche une ressemblance avec une image connue. Cependant, même une photographie prise sur le vif peut déconcerter et sembler incompréhensible ; et n'a-t-il pas fallu l'aide du cinéma au ralenti pour comprendre certaines positions des chevaux que Phidias avait sculptés sur la frise du Parthénon ?

Tout l'art de notre époque tend à dégager le public de ses exigences rationalistes. M. André Beucler écrivait que l'univers, pour lui, était décoratif ; or, il est bon de préciser la signification de cette heureuse boutade : l'art décoratif est en effet un art qui n'imité pas : il faut en jouir directement et s'étonner de ses trouvailles dues le plus souvent à une sorte de hasard. De même que, en présence d'un bâton à demi plongé dans l'eau, nous pouvons, soit, informés des lois de l'optique, savoir que la cassure n'est qu'une de leurs explications, soit percevoir cette cassure sans l'expliquer, et croire à son existence momentanée ; de même nous pouvons voir le monde extérieur sans l'interpréter, nous laisser frapper par des coïncidences et des rapprochements fortuits. Il s'agit d'apprendre une nouvelle façon de voir, plus pure, plus désintéressée même, parce que moins pratique. M. André Beucler encore, — puisque c'est lui • que nous avons cité, — fut un jour frappé par le rapprochement involontaire des trois inscriptions suivantes :

RUE BONAPARTE
CAFÉ DE L'ESPÉRANCE,
BIÈRE BRUNE.

et ce : « Bonaparte, l'Espérance, Brune », lui suggéra une impression d'étrangeté et de miracle. L'âme du hasard semblait avoir été saisie un instant, parce que l'attention s'était détour-

née du rôle pratique des mots. Bienfaits d'un univers purement décoratif !

Le regard de l'écrivain moderne tend donc à être plus fidèle à son objet : l'émotion qui en résulte est à peu près inexprimable, indivisible malgré sa complexité, incapable en somme de se maintenir dans les cadres préparés d'avance pour la recevoir ; elle est immédiate et par là d'autant plus éloignée de l'émotion à forme sentimentale qui est toujours comprise par nous, soumise et adaptée à nos habitudes intellectuelles. Ce que nous appelons communément le sentiment, qu'est-ce d'autre en effet qu'un dérivé de la raison, plus ou moins coloré de sensibilité ? Ou bien : une façon, accessible à la logique, d'ordonner notre vie spirituelle ? Au contraire, l'écrivain d'aujourd'hui écoute les répercussions du monde extérieur sur son âme, sans intervenir pour les classer et les interpréter. Il nous apprend à nous laisser surprendre, troubler, bouleverser parfois par ces gouttes de réalité qui tombent au fond de nous. Un humoriste pourrait décrire les tribulations d'un soldat qui ferait partie d'un régiment mais auquel on n'aurait indiqué, ni sa chambrée, ni sa compagnie, ni rien qui lui permet de trouver sa place dans le grand organisme où il se trouve projeté soudain. Des perturbations innombrables s'ensuivraient sans doute ; et c'est à peu près ce qui se produit lorsqu'une sensation pénètre en nous sans avoir été au préalable assimilée : le trouble se répand autour d'elle par ondes concentriques ; mais l'humour perd ses droits, parce qu'au lieu du domaine matériel nous nous trouvons dans le domaine de la psychologie, où tout est drame et mystère.

Cette importance accordée au choc du dehors sur nous-mêmes n'est pas absolument neuve (puisque *les Nourritures terrestres* de M. André Gide sont du siècle dernier) ; mais il a fallu Proust pour lui donner sa pleine signification ; car celui-ci dans la sensation brute a su découvrir l'essence de la réalité. Et de fait, ce n'est plus à une longue sollicitude verbale que l'on demande désormais de faire vivre à nos yeux une scène imaginée ou une réminiscence ; nous recherchons plutôt l'éclair qui un instant déchire les ténèbres ; il nous semble alors que nous touchons du doigt le fond de la nature ; l'essence des choses paraît vraiment nous être révélée, et c'est bien *révélation* qu'il faut dire, car il ne s'agit plus d'un travail de l'esprit.

(qui aboutirait à une idée théorique) mais bien d'une intuition qui nous met en présence de cette vérité concrète qui, à travers les discours, échappe sans cesse.

Entre la pensée et la syntaxe, un rapport étroit s'établit toujours. Dès lors que l'élément le plus simple de la vie intérieure prend une valeur nouvelle, l'élément le plus simple du langage, — le mot, — conquiert dans la littérature une place imprévue. Le mot est en effet ce qui correspond le mieux à la sensation : comme elle, il nous heurte, il sait la traduire presque photographiquement dans toute son unité, avec sa brutalité même.

Le style du *pittoresque* se modifie donc, nous assistons à sa distillation la plus subtile. M. Blaise Cendrars commence un chapitre de son livre *l'Or* par ces trois lignes :

« Le port,

Le port de New-York,

1834. »

Il est évident qu'une phrase telle que « représentons-nous le port de New-York en 1834, » n'aurait pas pour le lecteur une pareille résonnance. Chaque terme, par le seul fait qu'il se distingue des autres, prend sa signification pleine et jouit de toute la puissance de son évocation. Nous citions plus haut *les Nourritures terrestres*, ouvrage tout moderne, sinon tout récent : chaque page, presque chaque ligne, nous y fournirait des exemples aussi précieux ; souvent, par la magie de l'auteur, quelques courtes syllabes font l'effet d'un poème idéal. Au lieu d'écouter l'air et ses motifs musicaux, notre attention se laisse capter par l'éclat de la note détachée, et nous nous abandonnons tout entier au rêve sans forme qu'elle entraîne à sa suite dans les abîmes où elle s'enfonce.

Or, de même que les arts plastiques, l'art du pittoresque en littérature connaît les alternatives des époques de naturalisme et de stylisation. Aujourd'hui, par exemple, à la suite de la peinture moderne, il affirmait son goût des lignes simples. La description ne prétend pas être complète ; il y a des parties d'ombre et de lumière : plutôt que de nous présenter un tableau achevé dont il nous serait facile de distinguer les fautes et les manques, l'on place devant nous une esquisse dont quelques touches minutieuses nous permettent de construire en imagination l'objet entrevu par le peintre. Mais tous les soins de

celui-ci vont au petit détail et non aux grands traits, parce que c'est le détail qui donne à la scène entière son caractère personnel, unique, irremplaçable. Si l'ode de M. Valéry Larbaud, à l'*Harmonika Zug*, possède une si extraordinaire faculté d'évocation, c'est grâce à certaines inutilités précises, dont notre intelligence se passerait volontiers, mais à défaut desquelles il nous serait impossible de nous confondre vraiment avec le poète, de pénétrer dans son souvenir, de céder tout à fait à l'illusion de la vie.

Chez les romanciers, la même tendance apparaît. M. Emmanuel Bove s'essaye à composer une « atmosphère » morale par une continuelle observation à la Sherlock Holmes (bien que dépourvue de fins policières). La place d'un grain de poussière a son importance pour déterminer l'exakte tonalité affective d'une situation, fût-elle tragique. Ce sont les à-côté d'un événement qui en font l'originalité. Parti de ce principe, le lecteur va reconstruire avec sa propre expérience ce que l'auteur ne fait que suggérer. L'écrivain laisse à son public plus de jeu, rendant par instinct à la littérature le rôle suggestif que Proust voulait déjà lui assigner.

Finis les éloquents « morceaux de bravoure » dont le romancier se plaisait à agrémenter ses ouvrages ! Ce mécanisme trop bien huilé qui fait défiler les idées et les sentiments sans heurt, ne peut plus nous intéresser, puisque c'est l'accident qui nous intéresse !

Mais décrire n'est pas tout. Le pittoresque est fait aussi de comparaisons, qui entraînent l'esprit plus loin que les faits directement observés. Or la comparaison a évolué dans le même sens que la description (toujours la même recherche du point sensible) : tandis que l'on s'adressait à elle autrefois pour ouvrir une brèche en largeur dans notre horizon matériel, à présent elle tend au contraire à rendre plus étroit, plus particulier, l'objet que l'on compare. Pierre Loti cherchait une échappée vers l'infini, vers la rêverie métaphysique ; ses métaphores nous entraînaient par conséquent le plus loin possible des contingences terrestres. Quand il parlait du désert, il écrivait : « Mais là-bas, devant nous, il y a un monde tout autre qui de plus en plus se révèle ; son aspect prend l'importance d'une menace de l'inconnu. Il terrifie comme une apparition de l'universelle mort. » (*Mort de Philæ.*) A présent, tout est changé ;

au lieu de partir d'un point nettement concret, la comparaison y aboutit, quitte à faire appel à des images familières ou vulgaires d'apparence. M. Valéry Larbaud dit de certains arbres qu'ils sont « d'épaisses taches bleues et vertes sur un fond de buvard gris clair ». (Loti aurait, à la vue d'un buvard gris clair, évoqué, je pense, un ciel lumineux !) Ailleurs, M. Jules Supervielle parle de la « lucarne » d'une hypothèse. M. André Gide écrit : « Il y a des petites voluptés qui ont été pour nous, comme sur les bords des routes, ces petits fruits de maraude aigres et qu'on aurait voulu plus sucrés. » Enfin, M. Jean Giraudoux, irrévérencieux par nature, ne s'en laisse pas imposer par celle que Lamartine appelait noblement : « Le char de la nuit » : La « lune avait tourné et nous montrait toutes ses montagnes en ordre, elles aussi, et sans palpitation, le mont Argent moins haut que le mont Radium, le mont Platine égal au mont Wilson, *la petite étoile qui se nourrit de ses vermines* voletant sur son côté droit... » (*Siegfried et le Limousin*.) Tout ce qui prêtait autrefois à l'envolée verbale se rapproche de nous ; nous jouons avec les astres, les forces de la nature, les géants. La tour Eiffel, « juste de notre âge aussi », note toujours M. Giraudoux, sans s'émouvoir de la différence de taille, qui les distingue.

Il ne faut pas voir, dans cette attitude de l'esprit moderne, un abandon total des préoccupations, dites élevées ou profondes (suivant les cas), de la métaphysique. On aborde simplement celles-ci d'un autre côté, après avoir découvert que le personnel et le particulier étaient capables de recréer le général et l'universel, — non pas évidemment d'une façon plus consciente que ne l'eût fait un effort de l'intelligence, mais avec plus d'acuité. La magie, naguère répandue dans l'harmonie de la phrase, apprend à se manifester dans chaque syllabe ; et non seulement le mot agit par son contenu sur notre imagination, mais encore certains écrivains tentent d'utiliser son aspect visuel pour renforcer le sentiment du pittoresque ; les signes typographiques nous offrent la possibilité d'une sorte de solfège littéraire dont Guillaume Appolinaire a su, dans ses *Calligrammes*, tirer un étonnant parti ; personne, mieux que lui, n'a été capable de jongler avec la disposition des phrases et la variété des caractères d'imprimerie. Certains de ses vers, faits pour être vus plutôt qu'entendus, dessinent sur la page

blanche des formes étranges, intimement liées aux sujets des poèmes. Simple jeu, disent certains en haussant les épaules; mais la présentation n'est-elle pas à la littérature à peu près ce qu'est à la musique le timbre des instruments?

Des lettres séparées, une oblitération postale, une phrase à l'allure publicitaire, des caractères énormes et gras auprès d'inscriptions minuscules, tout cela constitue un poème du poème, dont la puissance est indéniable. Et puis, il y a chez Apollinaire et chez d'autres qui le suivirent, cette tentative désespérée, passionnée de jeter toute la vie en pâture à la poésie. Dès lors il n'est plus question d'éliminer aucun élément de description sous prétexte de noblesse insuffisante; c'est de toute la réalité que l'on doit extraire le suc. Le poète parle de sa concierge, de la porte cochère, des becs de gaz de la rue. Ainsi Max Jacob parvient à dégager un exceptionnel lyrisme des petites existences les plus vulgaires, ou, plus exactement, de la vulgarité des petites existences. De même que le peintre Utrillo a su réveiller l'émotion endormie aux façades des bastringues de banlieue, quelques écrivains modernes ont su nous rendre le pittoresque du banal.

Cependant, jusqu'ici, nous avons considéré l'exotisme et le pittoresque comme deux frères siamois et dans une certaine mesure nous le pouvions; mais il faut en venir à dépasser cette mesure! La littérature, gavée de pittoresque exotique, tend en effet à renouveler l'exotisme en le dégageant de tout ce qui fait « couleur locale ». Nous étions habitués à de beaux décors, et l'idée nous vient de crever ces décors pour voir ce qu'ils dissimulent. Le plus étrange ou le plus naturel peut-être, c'est que des peintres sont les précurseurs de cette révolution anti-plastique.

Voici d'une part Gauguin qui note dans *Noa-Noa* : « J'eus conscience que mon examen de peintre comportait avec une profonde étude de la vie intérieure du modèle... » Et Lucie Cousturier, abordant l'Afrique : « Je vois jeter dans l'eau des sous de zinc; j'en jette aussi. Si je savais que c'est de la cupidité, de la faim peut-être d'enfants vrais que l'on s'amuse ainsi, j'en serais gênée. Mais ceux-ci font partie certainement de la même boîte aux joujoux que les coloniaux en amidon : les petits plongeurs en caoutchouc noir fonctionnent très bien. »

Et les écrivains entreprennent de redécouvrir les terres lointaines : cette fois, pour les rapprocher de nous. M. Valéry Larbaud se dit « citoyen de partout » (comment l'ancienne formule de l'exotisme pourrait-elle résister à un coup pareil?). Le voyage au Congo de M. André Gide est un voyage dans un pays beaucoup plus semblable aux nôtres que nous ne l'aurions cru, à travers des peuplades que seul le degré de civilisation matérielle paraît distinguer de nous. Et le désabusé Montherlant se rend compte que le changement a bien quelque valeur par lui-même, mais, une fois celui-ci effectué, qu'y a-t-il d'autre que l'universelle monotonie?

Eh bien! puisque le mouvement a encore quelques vertus, pourquoi ne pas rafraîchir l'exotisme, en le parant de tous les charmes de l'aventure et de l'action? M. Pierre Benoit a raison de nous précipiter si dangereusement dans les bras d'Anthinéa ou parmi les Mormons du Lac salé. Mais la réussite de M. Cendrars dans *l'Or* est pure, bien davantage : nulle description, une intrigue dépouillée, rien de « feuilletonesque » malgré un sens très subtil du feuilleton; et le livre est néanmoins gonflé d'exotisme! MM. Pierre Mac-Orlan et Paul Morand eux aussi ont le don de mettre un sortilège semblable dans les actes de leurs personnages. Tous les écrivains de cet âge et plus encore leurs cadets ont été nourris de Jules Verne, de Paul d'Ivoi, de Louis Boussenard. Cela se voit. Les auteurs de la jeunesse ont dans l'histoire littéraire une importance dont on ne tient peut-être pas toujours assez grand compte : n'est-ce pas au cours de l'enfance que les rêves de la vie entière se forment, que les vocations se décident? Et je ne sais pas beaucoup de romans plus secs que *Vingt mille lieues sous les mers* et pourtant plus riches en évocations infinies.

Car ce qui nous donne l'impression d'exotisme, c'est, M. Maurice Betz l'a fort bien noté, « la distance, le contraste, l'arrachement violent des parcelles de notre être transportées seulement dans un milieu neuf ». L'on comprend pourquoi tant de livres à la couleur locale outrée ne parviennent plus à nous émouvoir : le milieu pour nous n'est pas neuf! Nous avons eu les oreilles rabattues de certains poncifs, de comparaisons toujours les mêmes et d'un pittoresque qui ne sait plus nous atteindre. Un quart d'heure au cinéma, devant un « documentaire » géographique, entraîne notre imagination infiniment au

delà. Tout au long de *la Caravane sans chameaux* apparaît l'effort constant de M. Roland Dorgelès pour se délivrer des innombrables descriptions lues par imprudence et qui s'étendent sur les pays qu'il visite, comme un voile opaque. M. Maurice Betz remarque aussi que « l'éloignement dans le temps équivaut à l'éloignement dans l'espace ». Il serait plus exact de tout réduire à un commun dénominateur qui serait « l'éloignement dans le temps », car les moyens de transport plus rapides rapprochent les pays, non pas en réalité, mais en fait. Lorsqu'il sera courant d'aller à l'autre bout de l'Afrique en une journée, que deviendra l'attrait de ces terres lointaines? Et à quelques kilomètres à peine, Fouilly-les-Oies, que la fantaisie d'un horaire de chemin de fer maintiendra à trente-six heures de nous, héritera dans notre esprit des mille grâces merveilleuses de l'île de la lune ou de la côte des Somalis.

« Héritera », disons-nous; mais ce futur est timide à l'excès, puisque, depuis la guerre, nous avons déjà vu se déplacer l'axe de la littérature exotique : tandis que se produisait d'un côté un formidable brassage de races (des régiments hindous, australiens, sénégalais, malgaches et autres se donnaient rendez-vous dans le département de la Somme ou du Pas-de-Calais), une barrière presque infranchissable s'élevait entre la France et les Empires centraux qui continuaient à vivre et à évoluer hors de notre vue. La paix rétablie, toute une civilisation vivante et inconnue s'offrait à notre curiosité. Les complications de passeports et un reste d'hostilité latente par endroits eurent la chance de maintenir dans nos esprits le prestige de ces régions si proches. Et c'est ainsi que naquit un « exotisme européen ».

Désir de marcher à la découverte sans phraséologie, goût de la précision et du concret, tendance à raviver les anciennes couleurs de la réalité par plus d'exactitude, voilà ce que de toutes parts nous pouvons remarquer dans la littérature d'aujourd'hui. Que devient le rêve en tout cela? La réalité va-t-elle lui donner le coup de grâce, ou bien est-ce lui, au contraire, qui sortira vainqueur de cette rencontre? Mais auront-ils d'ailleurs besoin de se combattre pour que se crée un « fantastique moderne »?

LE FANTASTIQUE

Or c'est dans sa poursuite même de la réalité que la littérature moderne rencontre le fantastique.

Autrefois, c'était bien différent : l'on se réfugiait dans le fantastique pour fuir l'existence quotidienne, ou simplement pour s'en distraire. En exergue des contes de Nodier, on lisait l'axiome : « Tout ce que la vie a de positif est mauvais, tout ce qu'elle a de bon est imaginaire. » Entre le positif et l'imaginaire, aujourd'hui la démarcation n'est plus aussi nette. Et le fantastique a débordé à flots des légendes et des contes de fées où on l'avait d'abord confiné : il s'est mêlé à la nature ; il ne nous distrait pas du tourbillon des événements qui nous entourent, mais les éclaire d'un jour spécial ; il ne nous écarte pas de la réalité ; il nous aide à la sonder : en un certain sens, il nous en rapproche.

Mais notre réalité n'est pas tout à fait la même que celle de nos pères : elle est moins stable et plus compliquée. Elle est devenue une énigme de tous les instants, elle qu'auparavant l'on pouvait considérer comme une compagne fidèle et sans mystère ! Des jeunes gens, qui se croyaient destinés à vivre entre des limites bien établies, ont dû courir l'aventure des combats où l'on se fait tuer ; sur le terrain financier, les variations imprévisibles des changes ont offert à chacun des perspectives à faire frémir. Certaines inventions de la science, telles que le cinéma et la photographie, nous ont appris à décomposer l'image que nous nous faisons de l'homme : désormais n'importe quel chanteur peut expédier sa voix de Paris à Tokio, tandis que son apparence physique, sa physionomie, ses gestes, ses attitudes s'embarquent, — sans lui, — à bord de quelque transatlantique pour apparaître au public de New-York ou de Buenos-Ayres. C'est plus grave qu'il ne semble, car ici s'avère la suppression de l'un des liens qui contribuaient le plus à la cohésion du monde : l'homme se désagrège, se perd à travers l'espace.

Les conditions de pensée ont, elles aussi, varié : conséquences parfois des changements survenus dans les conditions de vie. D'une manière générale, il nous semble de plus en plus qu'il existe autour de nous des puissances obscures, probable-

ment accessibles à la science, mais inaccessibles à notre compréhension actuelle. Nous sentons l'inconnu grossir, l'avenir se préparer sourdement. Jules Verne et Paul d'Ivoi, dont nous avons déjà célébré l'influence au chapitre précédent, ont chassé les anciennes fées de nos cervelles d'enfants; mais c'était pour les remplacer par de nouvelles, plus tenaces et non moins merveilleuses; leurs noms : électricité, vapeur, air comprimé, etc.; bref, toutes les forces de la nature, captées par le savant qui pourtant ne saurait encore prétendre les avoir vaincues; car elles n'ont livré à personne tous leurs secrets, et peut-être nous tiennent-elles à leur merci, alors que nous hurlons si fort notre triomphe.

Hypnotisme, transmissions psychiques : objets de recherches encore incertaines, mais qui, à cause même de leur incertitude, nous imprègnent davantage de mystère. La plupart des découvertes récentes de la physique et en particulier de la physique mathématique ont travaillé tour à tour à saper notre croyance en la réalité absolue et concrète des objets parmi lesquels nous nous mouvons. Où donc est l'époque heureuse où l'on pouvait affirmer : « Ceci est une table, ceci est une chaise, ceci est mon poing sur la table? » Toutes ces choses, naguère indubitables, se décomposent, se résolvent en éléments de plus en plus imperceptibles à nos microscopes.

Parce que les bornes de la connaissance et du pouvoir humain sont reculées, notre siècle subit une véritable crise de la notion de la réalité. Parallèlement, se développe une crise de la raison, à laquelle nous avons déjà fait une brève allusion : mais il importe d'y revenir.

La physique moderne met en lumière la difficulté, sinon l'impossibilité, d'expliquer l'univers selon les anciens « principes directeurs de la connaissance ». Même les principes d'identité et de non contradiction deviennent suspects : on s'applique à les renverser ou tout au moins à les tourner et à les dépasser. Nouveau coup de pioche porté à la cohésion du monde.

Un exemple est nécessaire : ainsi la *théorie des quanta* de Planck nous oblige à admettre des hypothèses contraires à la forme même de la logique. Le célèbre *Natura non facit saltus*, qui avait toutes les caractéristiques de l'évidence, est battu en brèche, puisque l'on admet, — entre autres, — qu'une

roue, tournant à une vitesse de plus en plus rapide, ne passe pas forcément par toutes les vitesses intermédiaires entre sa vitesse minima et sa vitesse maxima. Et les ouvrages d'Émile Meyerson ont tendu à prouver qu'il était illicite de compter sur une correspondance absolue entre la nature et l'explication rationnelle qu'exige notre esprit.

Il y a, dans chaque époque, des grands courants d'idées qui se propagent par des voies subtiles et anormales : l'on croirait qu'il est inutile de lire ou d'entendre quoi que ce soit sur les travaux les plus avancés des physiciens et des métaphysiciens contemporains pour en être imprégné jusqu'à la moelle. L'ignorance n'est pas une garantie d'isolement et d'originalité ; certaines choses sont *dans l'air*, qu'on le veuille ou non ! Toutes les branches de l'activité intellectuelle d'une époque croissent du même côté. Les théories scientifiques, littéraires, artistiques, cinégraphiques d'aujourd'hui sont toutes plus ou moins cousines sans même s'en douter.

Mais le rôle du cinéma pour l'éclosion du fantastique nouveau a une importance particulière, car, par sa technique même, le cinéma devrait être amené à présenter la réalité en la douant d'un rythme et en la recomposant suivant un ordre qui déconcerte nos habitudes. Les *fondus*, les *enchaînements*, la *mutisme*, tout dans un film évolue selon les règles du songe plutôt que de la vie pratique. Mais ce qui était presque une nécessité pour le septième art a conquis peu à peu les six autres et abouti à la formation de procédés inédits : mêmes enchaînements, fondus, libertés de transition dans plusieurs romans d'aujourd'hui ; mêmes successions rapides des scènes et des tableaux dans un grand nombre de pièces de théâtre ou de revues de music-hall. L'ordre traditionnel est partout bouleversé. Dans ce chaos où nous accrocher avec sécurité ? A quoi bon vraiment inventer des histoires pour entraîner notre rêve ? Il suffit d'être capable d'une certaine façon de voir et de percevoir, d'une façon nouvelle de sentir.

Le regard de l'écrivain marqué du signe du fantastique, discerne confusément une réalité plus profonde que les apparences. L'invraisemblance n'est d'ailleurs pas indispensable pour donner aux choses cette couleur de l'imagination : ainsi en témoigne le *Grand Meaulnes* d'Alain Fournier : les événements n'y sont pas à proprement parler inadmissibles mais

prennent, réfractés à travers l'esprit d'enfants, l'allure de la plus hallucinante aventure.

Il faut un sens spécial pour discerner, dans les choses les plus ordinaires, la sorte de merveilleux qui nous baigne et que parfois nous frôlons, sans y prêter attention. Quelle autre particularité d'ailleurs distingue *le Paysan de Paris*, de M. Louis Aragon, du citadin de Paris que nous sommes tous. L'auteur dans sa préface, se montre à nu : « Je ne veux plus me retenir des erreurs de mes doigts, des erreurs de mes yeux. Je sais maintenant qu'elles ne sont pas que des pièges grossiers, mais de curieux chemins vers un but que rien ne peut me révéler qu'elles. » Et le volume tire toute sa féerie de la perspicacité singulière qui résulte de cette nouvelle foi. Quand M. Aragon parle des femmes rencontrées dans le passage de l'Opéra, il note : « pas une qui frôle l'air comme l'autre » ; il semble que l'essence même de leur caractère est aussitôt définie, sentie, aperçue par un regard capable de saisir les invisibles rayons ultra-violet.

Chez le grand poète, Rainer Maria Rilke, — qui, depuis quelques années, a eu sur notre littérature une influence telle que nous pouvons presque le considérer comme nôtre, — nous trouvons, entourée d'une mélancolie aiguë, cette espèce de sens supplémentaire qui permet d'approfondir le réel. Rilke paraît reconnaître les âmes des individus qu'il croise dans la rue ; le passé et l'avenir se fondent à ses yeux dans une symphonie où le présent s'engloutit. « J'apprends à voir, dit-il. Je ne sais pas pourquoi tout pénètre en moi plus profondément et ne demeure pas où, jusqu'ici, cela prenait toujours fin. J'ai un intérieur que j'ignorais. Tout y va désormais. Je ne sais pas ce qui s'y passe. » Il n'est pas nécessaire de poursuivre bien longtemps la lecture des *Cahiers de Malte Laurids Brigge*, pour découvrir mille et mille preuves à l'appui des lignes précédentes. Dans la même page : « Je songe par exemple que jamais encore je n'avais pris conscience du nombre de visages qu'il y a. Il y a beaucoup de gens, mais encore plus de visages, car chacun en a plusieurs. Voici des gens qui portent un visage pendant des années. Il s'use naturellement, se salit, se ride, s'élargit comme des gants qu'on a portés en voyage. Ce sont des gens souples, économes ; ils n'en changent pas, ils ne le font même pas nettoyer. Il leur suffit, disent-ils, et qui leur prouvera le

contraire ? Sans doute, puisqu'ils ont plusieurs visages, peut-on se demander ce qu'ils font des autres. Ils les conservent, Leurs enfants les porteront. Il arrive aussi que leurs chiens les mettent. Pourquoi pas ? Un visage est un visage. »

La science nous apporte les clefs d'un autre merveilleux. Un chapitre intitulé : « Le Fantastique de la Nuit » dans *Aux lumières de Paris*, de Pierre Mac-Orlan, nous met en contact avec les éléments nouveaux de la nature : « La nuit, quand je me promène et que je hume l'air, il me semble que j'aspire des chiffres échappés de la cote de la Bourse... » Voilà donc que la sensibilité humaine portée par les ondes de la T. S. F. pénètre dans ces espaces interplanétaires que nous ne pouvons guère encore qu'imaginer ! Démesurément notre univers s'agrandit, et notre conscience cherche à l'embrasser tout entier.

La sécheresse de cœur se réfugiera-t-elle alors dans les mathématiques ? Quelle pâture notre imagination risque-t-elle de trouver dans ce domaine de l'abstrait, parmi ces nombres sans physionomie propre ? Mais les nombres ont pourtant leur secret, peut-être même leur âme ! Leurs combinaisons parviennent à nous troubler. « Les chiffres sont bien singuliers, écrit Dominique Braga (dans un article du *Crapouillot* de janvier 1928) : Prenez ceux qui composent le nombre 142857. Multipliez : par 2, vous avez 285714 ; par 3, vous avez 428571 ; par 4, vous avez 571428 ; par 5, vous avez 714285 ; par 6, vous avez 857142.

« Vous voyez qu'après s'être agglomérés pour former le nombre 142857, les chiffres qui le composent semblent ne plus vouloir se séparer. Que vous multipliez le nombre 142857 par 2-3-4-5 ou 6, ce sont toujours les mêmes chiffres qui se retrouvent et toujours dans le même ordre, en prenant pour point de départ à l'intérieur du nombre 142857, et en suivant successivement les chiffres 2-4-5-7-8. Mais comme s'ils étaient soudain fatigués de cette cohésion, multipliez les six chiffres de 142857 par 7, vous avez : 999999. » Et Dominique Braga finit par conclure : « Comment ne pas croire, dès lors, à une vertu incluse dans les chiffres ? Comment ne pas penser que, si on la découvrait, on connaîtrait quelque chose de la loi des lois, de la fatalité, de la prédestination ? »

Le Chiffre, tel est justement le titre d'un roman d'Alexandre Arnoux : autre forme du même merveilleux ! Plutôt que la

recherche des symboles ou des lois internes de la mathématique, il y a dans ce volume une tentative pour expliquer la valeur et le rôle des chiffres dans notre existence. Par une longue suite de déductions psychologiques, un personnage découvre la combinaison du coffre-fort d'autrui. Dans un autre roman du même écrivain, *Indice 33*, un curieux individu mesure, grâce à un instrument de son invention, « l'indice de suggestibilité des peuples », d'où dépendent la guerre et la paix, la victoire et la défaite.

Sans doute, il faut faire une large part à la poésie dans ces échappées de la pensée. Mais n'y a-t-il pas cependant, à la base de tout cela, l'intuition ou la croyance en une réalité cosmique qui ne nous apparaîtrait qu'à de rares intervalles et dont la substance serait issue d'une sorte d'arithmétique raffinée ?

Dès que nos yeux sont ouverts, le fantastique de la vie nous apparaît de toutes parts : il se répand comme une tache d'huile ; et nous-mêmes, — qui pensions nous connaître, — voici que nous nous sentons gagnés par le mystère. Le groupe dont nous faisons partie, la foule, toutes les foules sont autant de puissances occultes : notre imagination les grossit, leur communique une vie étrange. La société d'aujourd'hui tend à s'organiser, les hommes à se réunir ; la forme politique du suffrage universel, le groupement par syndicats, donnent une cohésion et une valeur concrète aux collectivités. Des personnages inaccoutumés se forment au-dessus de nous et en nous, prennent une place dans l'histoire du monde.

Notre horizon humain a été renouvelé par les études sociologiques de Durkheim, de M. Lévy-Bruhl, par les théories unanimistes des écrivains de l'Abbaye. Chez ces derniers, en particulier chez Jules Romains, se manifeste une connaissance directe, ou mieux une véritable perception de l'être collectif.

Cependant ce serait restreindre la portée du fantastique moderne que de ne voir en lui qu'une simple déformation due à une paire de lunettes symboliques. Il est, plus exactement, une forme de la sensibilité ; mais sensibilité n'implique pas sentiment : il faut le spécifier pour éviter tout malentendu ! Le fantastique moderne en est la preuve et s'oppose par là au fantastique romantique des vieux châteaux, des clairs de lune, des fantômes enfuis d'un passé trouble. « Envisagez le monde en dehors du sentiment », recommande quelque part M. Louis

Aragon : mais non pas en dehors de la sensibilité ; car c'est au contraire notre sensibilité qui, en pénétrant la réalité extérieure, la modifie et lui donne cette apparence imprévue. Il se produit un mélange de plus en plus intime entre les deux univers dont le contour de notre personne physique et morale constitue la séparation et qui plus que jamais se transforment l'un par l'autre. Les œuvres qui reflètent cette tendance ont une unité peu visible mais certaine, due à la constance d'un état d'âme que l'auteur objective en images éparses et en événements décousus. L'incohérence superficielle des *Chants de Maldoror* de Lautréamont dissimule une émotion cohérente. De même, *Céleste Ugolin* de M. Ribemont-Dessaignes, et tant d'autres volumes d'aujourd'hui.

Les théories médicales récentes, par la place et le sens qu'elles ont attribués à l'oniromancie, ont donné au rêve une valeur positive. Celui-ci dès lors, au lieu de n'être qu'un conte soufflé dans notre sommeil par le petit Elfe Ferme-l'œil, passe désormais pour la traduction rigoureuse d'une réalité vivante à la fois extérieure et intérieure, et cela nous conduit aux principes nouveaux de la littérature fantastique. Mais, puisque la démarcation du spirituel et du matériel s'estompe, comment la combinaison chimique de ces deux éléments va-t-elle s'effectuer ? D'une manière générale, ce sont les sentiments qui se transformeront en images et nous ne connaissons, nous lecteurs, que leur projection dans le concret ; ainsi l'on peut dire que les sentiments eux-mêmes ont perdu leur caractère sentimental. Et c'est là ce que n'ont pas compris tous ceux qui accusent les écrivains modernes de « sécheresse ».

Les abstractions deviennent des objets qui occupent un volume dans l'espace. Dans *Mort de quelqu'un*, M. Jules Romains, décrivant la mort de son héros, nous fait presque toucher quelque chose qui ressemble à une âme : « Une chose, écrit-il, qui était en lui et qui n'avait servi qu'à nouer sa vie, qu'à la serrer en touffe, une chose ramassée, élastique, une forme, une sorte de spirale, se détendait, s'étalait, s'éloignait, couvrait l'espace de vibrations délivrées. Et bientôt il ne sut plus qu'il était mort. » L'abstrait, de même qu'il se transforme en concret, commence à se personnifier. Le vent est un des acteurs principaux du *Babylone* de M. René Crevel. Tout est modifié par sa présence, notre pensée en est hantée. Les différentes tendances qui

s'affrontent dans le cerveau de M. Pirandello deviennent des individus que l'auteur fait monter sur la scène. Enfin, les élans mystiques eux-mêmes prennent un corps. Le diable que M. Bernanos fait apparaître dans son livre *Sous le soleil de Satan* est aussi loin de la légende que de la conception intellectuelle des théologiens philosophes.

Ainsi, la vieille tendance polythéiste de l'humanité se réveille. Quoi de plus naturel dans notre siècle d'analyse et d'incertitude ? La nuit a un visage, tout a un visage, et l'homme qui se sent le jouet de trop de puissances mystérieuses, cherche à son tour à les prendre pour jouets de son imagination.

L'impression de fantastique résulte donc le plus souvent d'un nouveau classement de la réalité, lequel met en valeur une certaine essence que le classement à intention pratique aurait toujours laissé échapper à nos regards. L'esprit découvre l'unité de ce qui d'abord apparaissait multiple, la multiplicité de ce qui semblait unique et simple. L'imagination enrichit tout cela et nous apprend le secret de l'une et de l'autre, leurs correspondances cachées. Ce que notre raison n'est pas maîtresse de concevoir, notre imagination nous en berce à son gré.

Le fantastique profite de cet estompage général des limites que l'on croyait définitives. De même que les genres littéraires n'ont pas conservé leur autonomie, le fantastique, — nous l'avons vu, — n'est plus indépendant du réel. L'on a introduit, ces dernières années, l'expression de « surréalité » ; celle-ci ne serait que le prolongement, l'approfondissement de l'ancienne réalité. La poésie même n'en serait que l'intuition.

Nous atteignons la frontière des deux mondes entre lesquels se partage notre vie : l'homme et l'artiste à la poursuite de la réalité extérieure sont amenés au seuil de la réalité intérieure. La porte est ouverte, et ce sont d'autres problèmes qui désormais se posent ; et c'est l'immense champ de la littérature psychologique qui s'ouvre devant nous. C'est ainsi que les parties les plus dissemblables de notre production littéraire d'aujourd'hui se tiennent toutes et manifestent sous mille formes diverses la marche logique et sûre d'un esprit tout à la fois unique et innombrable.

ANDRÉ BERGE.

(A suivre.)

AU CŒUR DE L'ANATOLIE

II ⁽¹⁾

PLEINE TERRE

La terre. — Beauté de cette terre d'Anatolie, sans limites, toute nue dans le ruissellement du soleil, sans aucune végétation qui rompe le rythme de ses lignes. L'été, dévorant les herbes, lui restitue son caractère essentiel. Rien que la terre, la montagne, le rocher. On peut se croire au commencement du monde, alors que la planète, échappée au baptême du feu, naissait à peine, n'était encore polluée par aucun germe de vie.

Cette terre d'Anatolie qui fut piétinée par des races nombreuses, sillonnée de migrations, témoin de luttes et de batailles, a toujours su effacer les traces des pas humains. Il suffit d'un peu de loess en voyage : hautes colonnes de poussière tourbillonnante qui cheminent sur le plateau, poussière d'homme et de rocher, cendres mêlées, continuellement en marche. Seules formes mouvantes à travers l'étendue, elles s'affairent à leur besogne de fossoyeuses. Le vent les construit et les défait tour à tour ; elles se dissolvent et s'évanouissent. D'autres se lèvent, s'étirent et prennent leur route.

Les chaussées que les Romains ont suspendues le long des défilés, creusées dans la roche, laissent percer leurs dalles ici et là, attestant la mainmise de la civilisation antique. Mais qui se souvient de ces réseaux ensevelis sous la poussière ?

Les montagnes, rangées le long de chaque plaine, veillant de toutes leurs cimes, s'opposent aux entreprises humaines. Les

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

villages plats, taupinières de pisé, se confondent avec le sol. Les villes mêmes, séparées par des chaînes successives et des cols farouches, se tassent dans leur plaine comme au fond d'un écrin d'or. Elles ne savent pas allonger autour d'elles une banlieue indiscreète, meubler leurs environs de villas. Elles s'arrêtent net au bord d'un désert. En les quittant, le voyageur est immédiatement repris par la sensation de l'inexploré.

Étrange pays qui berça les plus anciennes civilisations et qui paraît à chaque instant la plus neuve des terres.

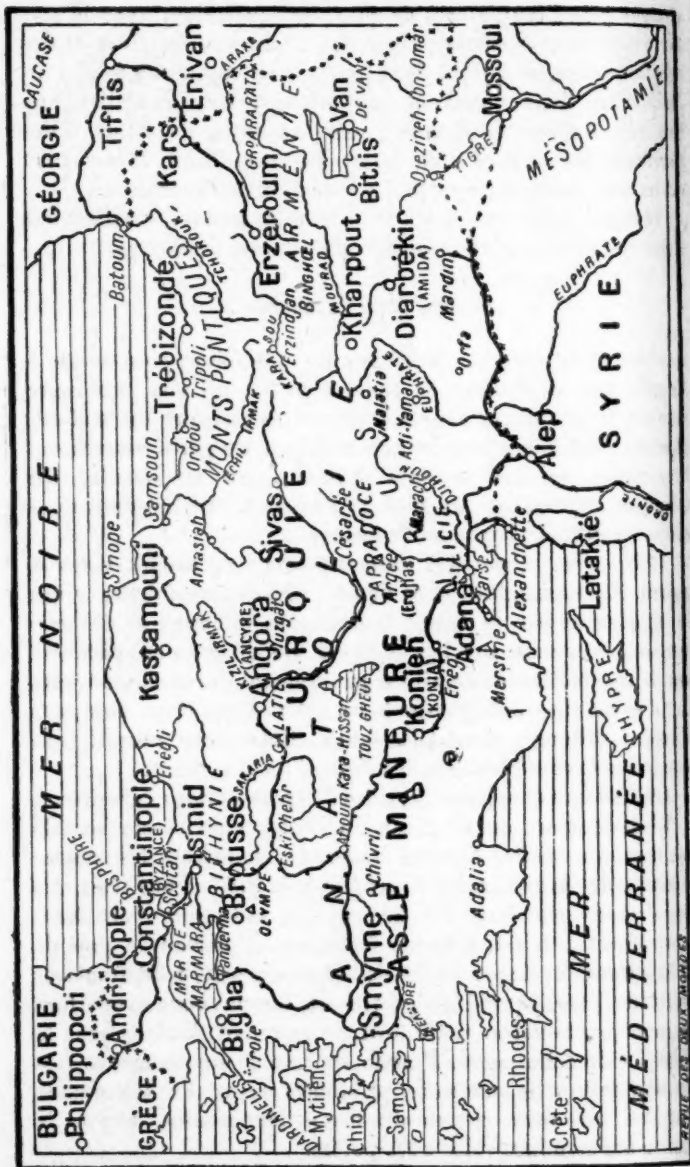
CÉSARÉE, LIEUX CHARMANTS...

Césarée la nuit. — Voilà un an que Césarée est reliée à Angora par une ligne de chemin de fer qui sera prolongée jusqu'à Sivas : douze heures à travers les plateaux du sud-est, pauvres de villages et sans une ville, où les gares neuves ont l'air privé de tout secours humain. Au crépuscule, des lumières s'éparpillent au pied de l'Argée (l'Erdjias) dont nous avons vu grandir la pyramide géante.

Puis, c'est la plongée dans un dédale de ruelles vides et noires. Murs aveugles, cubes de nuit plus épaisse ; maisons qui se rejoignent par le haut ; fantastiques silhouettes de gargouilles découpées sur le ciel étoilé. De distance en distance, une lampe électrique éclaire si pauvrement les chausse-trapes du pavé qu'elle fait penser à un falot d'autrefois. Des gens dorment, allongés devant les seuils. Entre deux murailles se lèvent des formes blanches, les stèles d'un cimetière.

Quel silence enveloppe le jardin du lycée où nous dormirons.

L'égouttement du jet d'eau au centre d'un bassin semble une musique oubliée errant à travers ce silence. Et les masses obscures des arbres, cette fraîcheur épandue sur nos têtes, ces fleurs entrevues dans l'ombre, quelle sensation d'occident, d'outremer!... Il fait presque froid sur ce plateau de près de 1200 mètres. La cime pointue de l'Erdjias garde, à 3800 mètres d'altitude, une flaque de neige que, du wagon, nous avons longuement contemplée. Cette nuit, je retrouve dans le vent la limpidité de cette neige. J'essaie en vain de surprendre la respiration de la ville endormie. Le silence des ruelles tournant le long des murailles comme des fosses ténébreuses, rejoint le silence des étendues vides à ses portes.



Double visage de Césarée. — Le jour levant nous restitue Césarée. Déjà la lumière envolée de la double cime de l'Erdjias colore avec minutie, devant chaque fenêtre de cette longue chambre de lycée, un élément de la vie anatolienne : un bain turc aux coupoles envahies d'herbes sèches, un pan de cimetière, un tombeau sous des peupliers, une fontaine où vient boire une caravane, et ces graves minarets seldjoukides dépouillés d'ornements, et ces antiques murailles de la citadelle, patinées d'or.

Césarée ne se contente pas des légères maisons de pisé, blanchies à la chaux, comme l'ancienne Angora. Elle a choisi la pierre qui dure et se défend. Ses maisons graves, aux nobles façades à encorbellements, dérobent derrière des murs leurs cours, leurs fenêtres ouvragées, leurs escaliers extérieurs, leurs jardins. Elles sont comme le prolongement du château fort, dont les murailles puissantes ont l'air installé pour l'éternité. Seules ont souffert les crénelures des tours massives. Le bazar, fermé, arrondissant ses massifs de maçonnerie, semble une seconde forteresse. Dans l'obscurité des voûtes, les marchands barbus, au fond de leur logette, apparaissent comme les gardiens de tous ces trésors étalés : les tapis fabriqués ici même, les étoffes anciennes, les tissages, les bijoux d'argent, ciselés, repoussés, les cuirs incrustés, les harnais brodés de ces perles bleues qui portent ingénument la chance des petits ânes. Des fruits, des tas de sel gemme, des herses, hérissées de silex, voisinent avec la pacotille européenne.

Césarée au double visage... ville d'Asie à l'expression réticente. Le silence des façades closes, les formidables murailles, le mouvement nonchalant de ses rues encombrées de caravanes, les petits métiers paresseux qui se poursuivent le long des trottoirs, les femmes voilées dont les longues jupes sombres se hâtent de disparaître dans l'entrebâillement d'une porte. Cité qu'on devine travaillée d'influences européennes, repliée sur un rêve occidental. L'opiniâtreté des marchands au fond du bazar clos ; tous ces vendeurs improvisés qui guettent dans la rue, entourent l'étranger, et, silencieusement, tirent de leur poche des monnaies anciennes, des camées et des bagues. Les petites industries frauduleuses... ces tablettes soi-disant hittites, en terre cuite où sont gravés des caractères cunéiformes, imités avec conscience, et dont on vous jure l'authenticité,

Aujourd'hui, il n'y a plus un seul chrétien orthodoxe à Césarée.

Mais ne dirait-on pas que les commerçants grecs qui vécurent ici nombreux et prospères ont laissé derrière eux, en s'en allant, un peu de leur désir de richesse ? Ils formèrent les marchands turcs à leur ressemblance, de même qu'ils leur transmirent le goût des maisons bien construites, des villégiatures estivales, sur les basses rampes de l'Erdjias. Si longtemps, Césarée avait vu, chaque soir de la canicule, le bazar fermé, les échopes closes, ses marchands grecs, dans leurs longues lévites, enfourcher leurs ânes et monter à la bourgade de Talas où ils retrouvaient leurs jardins et leurs vignes !

Les Turcs de Césarée, à leur exemple, ont appris la valeur de l'argent qui permet d'orner la vie. Dans tout le pays, les Césariotes sont réputés très habiles aux marchandages, intelligents et âpres au gain. Les juifs, dit-on, ne peuvent s'implanter dans cette ville calculatrice. On raconte avec fierté l'histoire de l'enfant césariote qui jouait avec une pièce d'or et à qui un vieux Juif offrit en échange des bonbons : l'enfant sut mettre le Juif en fuite.

Faut-il croire que, sur certains terrains prédestinés, certains traits de caractère se développent comme une plante envahissante ? Toujours est-il qu'à Gul-Tépé, une ville hittite proche de Césarée, on a retrouvé une quantité de contrats de vente inscrits sur des tablettes de terre cuite. Les Hittites de Gul-Tépé étaient déjà des marchands...

La fée de lune. — Pourtant, Césarée eut une âme religieuse, si l'on en juge par la sollicitude qu'elle portait à ses *médressés* (1), à ses mosquées, à ses tombeaux, et par ses légendes où le surnaturel se mêle si tendrement à la vie.

C'est à Césarée qu'on a la première impression de la grandeur de l'art seldjoukide : portes monumentales des mosquées dont la décoration, d'une délicatesse minutieuse, applique des dentelles de pierre du haut en bas des chambranles ; médressés aux murs construits en dalles énormes, comme pour défendre les richesses spirituelles vivantes à l'intérieur ; ces murs de forteresse encadrent un haut portique où les sculpteurs ont prodigué les stalactites et les entrelacs.

(1) Écoles coraniques.

La plus vaste mosquée, Khounat, qui aligne dans la pénombre de sa nef une suite d'arcades dont la perspective fait rêver à quelque mystérieuse forêt de pierre, fut édiflée par une jeune fille, Mah-Péli, la fée de lune. Son père, un seigneur seldjouk opulent et puissant, ne lui refusait rien. Cependant Mah-Péli était malheureuse. Elle se croyait sans cesse poursuivie par des serpents. Ce rayon de lune, ce reflet de neige, menacé par la bête maudite, quel symbole ! En vain Mah-Péli appela des architectes et des sculpteurs, offrit à Dieu la mosquée magnifque aux arcs multiples, au *member* de bois précieux et ouvragé : le serpent continuait à la glacer d'horreur. Elle fit élever, tout proche de la mosquée, son propre tombeau, et elle prescrivit que son cercueil fût suspendu dans le vide, sous la coupole, afin que le serpent ne pût l'atteindre. Une jeune fille en proie à de telles obsessions est guettée par la mort : Mah-Péli ne tarda point à habiter la merveilleuse et funèbre demeure hexagonale que les premiers artistes de son père avaient ornée pour elle d'arabesques découpées dans la pierre, tellement aériennes qu'elles évoquent les robes dont s'enveloppait le corps charmant de la princesse de lune. Est-ce par ces petites fenêtres à double ogive que passa l'ennemi ? Comment atteignit-il le cercueil suspendu ? Comment vint-il à bout de ce revêtement de marbre et creusa-t-il cette ouverture par où il se coula jusqu'au jeune cadavre ?

Ainsi Mah-Péli qui rêva toute sa vie de se préserver du péché fut-elle souillée après sa mort par la bête immonde.

Au centre du tombeau circulaire, intact, repose sur le sol le cercueil dont la chaîne inutile s'est rompue. Il est tout habillé de caractères arabes, sculptés dans le marbre : versets du Coran ? formules d'exorcisme ? Je me penche sur l'ouverture étroite où je crois entrevoir l'ombre du serpent, je rêve à la destinée de cette princesse de lune qui laissa de si splendides protestations de sa foi, de son désir de pureté totale... et qui ne fut point exaucée.

La Césarée antique. — La ville, ceinturée de ses vieux cimetières, s'arrête net au bord de la plaine. Charles Texier, voyageant en Asie Mineure, déclare que Césarée, toujours victime des feux souterrains, a dû se contenter de son château, Kassabah et renoncer à s'encloré d'une muraille, afin que ses habi-

tants, à l'heure des tremblements de terre, puissent fuir dans la campagne.

Par delà les stèles et les tombeaux à coupoles, c'est le terrain vague où flottent des écharpes de poussière, comme une enceinte impalpable. Dans la direction de l'Erdjias, le sol monte doucement vers un demi-cercle de collines, premières marches avancées du volcan. Pelées, sans arbres, sans verdure, elles ne sont point désertes. Ici un amoncellement de pierres; là, un arc en équilibre sur un pilier : de toutes parts des ruines se lèvent au flanc des deux chaînes de collines parallèles à l'éminence que nous gravissons.

Au fur et à mesure de la montée, je vois surgir la ville morte, déployée en amphithéâtre à droite et à gauche de l'épéron central dont nous atteignons le sommet. Elle se répand dans la plaine, elle gravit les contreforts de l'Erdjias. Le regard saisit le plan magnifique et volontaire de cette cité hardie qui avait élu domicile sur les ressauts du volcan, et s'adossait à ses rampes.

Des tas de pierres sans fin, des murs tragiques, ouverts, se défendant encore, des arcades demeurées debout, des pans de maisons bouleversées qui laissent entre elles le vide de leurs terrasses et de leurs jardins. A nos pieds, elles enferment des espaces de steppe où paissent des moutons. Elles deviennent confuses dans l'éloignement; les yeux attentifs en découvrent d'autres qui se perdent parmi les roches éruptives : en face de cette immensité de ruines, on demeure stupéfait.

A Césarée, les guides pour étrangers sont encore inconnus. Quel repos de ne pas chercher à identifier des thermes, un cirque, un temple, un palais ! Il semble que la ville tout entière vienne à notre rencontre, dans une confusion émouvante, morte et pourtant debout, impérieuse et humiliée, éternelle peut-être comme ce volcan qui dresse au-dessus des ruines son peuple de cônes éteints. Sans crainte, elle avait choisi pour cadre cette violence désarmée, de cette hauteur elle regardait la plaine se déployer à l'infini.

A cette place même où s'est écroulée cette muraille que je touche, quelle villa ouvrait à chaque aurore ses fenêtres sur l'admirable ensemble de la montagne et de la cité ? Quelle patricienne, romaine ou byzantine, leur a souri, matin après matin ? De toute cette multitude de demeures humaines qui

furent, un jour, vivantes, belles, remplies de pensées et de désirs, on sent venir très doucement comme une palpitation du passé, voix silencieuse qui s'éveille, écho assourdi d'une vie intense et disparue. Cette Cappadoce mystique, qui donna au monde un géographe universel (1), une famille de saints, un des plus grands capitaines de l'histoire (2), apparaît soudain plus accessible. J'interroge la ville morte, comme un livre dont on essaie de retrouver le langage.

La vieille cité des rois de Cappadoce appuyée aux marches de l'Argée, comment s'agrandit-elle au point d'abriter 400 000 âmes, selon le dire de l'histoire, lorsque, sous Valérien, elle fut saccagée par Sapor, le fils d'Artaxerxès I^{er}? Le siècle suivant la retrouve prospère : c'est sur ces collines que joua saint Basile enfant. C'est ici qu'il revint, brillant avocat, donner son cours de rhétorique. Est-ce en contemplant la cime hautaine de l'Argée qu'il sentit la vertu du silence et qu'il eut la première vision de l'ordre qu'il devait fonder? Son monastère, au bord du fleuve Iris (le Yeschil Irmak) qui fut le prototype de tous les monastères d'Asie Mineure, et de presque tous les monastères d'Orient, comme on voudrait en retrouver les vestiges! Basile le Grand, évêque de Césarée... Laquelle de ces demeures était la sienne, tandis qu'il écrivait, en face de ce paysage magnifique, son *Discours sur l'utilité des livres profanes*, son traité de l'ascétisme et les *Six jours de la Création*?

LA CAPPADOCE MYSTIQUE

L'Église des fous. — Il faut passer par Talas, l'ancienne villégiature des marchands grecs. L'Argée est comme l'achèvement d'une série de montagnes coniques, postes avancés du Taurus, alignés au bord de cette plaine plantée de quelques tombeaux. On dirait que la nature a procédé par essais avant d'arriver à parfaire la montagne superbe aux cratères échelonnés. L'Alidagh, à double pointe aussi, énorme pain de sucre, réplique amoindrie de l'Argée, domine la côte où s'agrippe Talas.

La bourgade, encastrée dans le rocher, se confond avec lui. L'œil ne distingue qu'un amoncellement de pierres. Ce n'est

(1) Strabon est né à Amasia dans l'ancienne Cappadoce.

(2) Nicéphore Phocas.

qu'à l'instant où la route commence à monter que les constructions se dégagent de leur cadre rigide, si rapprochées qu'elles forment une seule masse dans un pêle-mêle de murs écroulés. Peu à peu se dessinent des coupoles d'églises, des silhouettes de maisons grecques, élégantes, vastes, voisinant avec des maisons turques à encorbellements. Les vergers et les jardins descendent la colline, s'étalent à ses pieds.

A mi-hauteur, un peu distante, la villa que Césarée offre au Ghazi, inachevée encore, avec son toit de tuiles rouges et ses arcs portés par des colonnes. Tout au sommet, le lycée et l'hôpital américains.

Pour atteindre cet étrange village de Zindji-déré, il faut contourner l'Alidagh et gravir de longues ondulations nues. Il apparaît enfin, enseveli sous des noyers, îlot de verdure épaisse à quelque mille six cents mètres d'altitude. Récemment vidé de deux cents habitants grecs, il resserre ses toits dans des monceaux de pierraille. On ne devine pas si la maison qu'on regarde, entre ces murailles croulantes, est vivante ou morte.

Au sommet du village, une vaste place sépare l'église d'une ancienne caserne ombragée d'abricotiers chargés de fruits et qui loge aujourd'hui des orphelins de guerre. Ils ont de sept à treize ans et quelques-uns davantage. Ils jouent sur la place en attendant d'aller dormir dans leurs vastes dortoirs. En septembre, lorsque recommenceront les leçons, ils seront plus de six cents. On organise pour eux un réfectoire dans l'église grecque désaffectée.

Zindji-déré, le ruisseau de la chaîne : (1) l'église dont la coupole se profile au-dessus d'un long mur aveugle, ponctué de gargouilles, a baptisé le village. Des Grecs, chassés de Syrie, étaient venus s'installer à trois kilomètres d'ici. Pour construire leur église à cette place favorisée, qu'un ruisseau comble de verdure, ils creusèrent un tunnel par où ils transportaient leurs pierres de taille. Afin de se retrouver dans ces ténèbres, ils avaient installé le long du boyau une chaîne à laquelle ils s'appuyaient durant leur marche difficile. Ainsi l'église surgit-elle au grand jour comme par miracle.

Cette légende correspond peut-être à quelque vérité, puisque,

(1) Cette traduction s'applique à une forme corrompue de l'expression Zindji-déré. En réalité, Zindji signifie l'Arabe, le noir, Zindji-déré, la vallée de l'Arabe, souvenir des Syriens qui fondèrent l'église.

m'assure-t-on, l'ouverture du tunnel fut retrouvée et qu'on a pu le suivre et parcourir quatre cents mètres. Au delà, les parois se sont écroulées.

Basse et trapue, défendue par sa longue muraille, la coupole s'appuyant à une construction cubique, l'antique église garde une expression austère. Trois arcs romans portés par des colonnes donnent accès dans une cour encombrée de pierres tombales qu'on a retirées de la crypte.

L'atelier de menuiserie installé dans la nef, les ouvriers qui polissent les longues tables du réfectoire, ne lui enlèvent rien de sa gravité ni de son silence. Les chaudes couleurs des fresques déroulées le long des murs et fondues dans la pénombre ne lui communiquent aucune douceur, pas même cette sainte Cène, ni ce saint Jean très jeune incliné devant le Christ, naïves figures à demi effacées, dont les plus basses, à portée de la main, ont les yeux crevés, crevés par des soldats, nous dit-on, qui voulaient sans doute se défendre de tous ces regards humains que la loi du Coran interdit. Avec ses lourds piliers, ses arcades cintrées, ses portes aux verrous énormes, et bardées de clous, son aspect de prison autant que de sanctuaire, l'église de Zindji-déré déconcerte; elle a la physionomie fermée de ces très vieux prêtres qui connaissent trop d'histoires tragiques. Pendant des siècles, ses voûtes basses ont relenti de cris étouffés par les murs, de gémissements qui n'avaient plus rien d'humain. Car elle est l'église des fous. Quelle fut l'origine de cette longue tradition? Quel miracle initial amena par la suite l'interminable cortège des aliénés qu'on amenait ici recouvrer la raison? On les introduisait dans la crypte, divisée en cellules souterraines. On les abandonnait aux ténèbres, aux forces qui se manifestent dans la solitude totale et dont l'église était la réceptrice. Au bout de quinze jours, affaiblis, calmés, ils ressortaient, rendus à leur personnalité véritable, guéris enfin.

La réputation du sanctuaire était si bien établie qu'il en venait de tout le pays, des musulmans aussi bien que des chrétiens, confondus dans la même grâce, participant au même bienfait, et si nombreux qu'on les hospitalisait dans la maison, encore debout, face à l'église, en attendant leur tour d'incarcération; les plus dangereux étaient attachés à ces anneaux de fer encastrés dans le mur extérieur jusqu'à ce qu'une place fût

libre au fond de la crypte. L'église, assiégée de déments, leur prodiguait sa vertu. Le souvenir de tant de souffrances semble gravé sur ces pierres. Sera-t-il effacé par la jeunesse des orphelins qui viendront s'asseoir autour des tables qu'on leur prépare ?

La confiance du peuple en l'église miséricordieuse aux fous ne s'est pas affaiblie. Hier, encore, deux paysans, venus de loin, amenaient à Zindji-déré leur fils dément, et suppliaient qu'on voulût bien l'interner dans le caveau. En vain leur affirmait-on que l'église était désormais inopérante, refusée aux fous, et que le temps des miracles ne reviendrait plus. Le vieil homme et la vieille femme refusaient de le croire, prétendaient qu'on retirât les planches obstruant l'ouverture de la crypte. Ils ne voulaient pas s'en aller avec le pauvre être vacillant qu'ils avaient cru guérir. Il le fallut néanmoins. Têtes basses, ils reprirent la route. Pour la première fois, on vit un fou descendre la côte de Zindji-déré, remportant sa folie.

Les mille et une églises. — La vaste plaine de Césarée au sud, la chaîne de volcans que l'on tourne, et puis une série de longues marches rocheuses qui montent lentement jusqu'à la crête d'où l'on domine Urgub.

Est-il ville au monde dotée d'un cadre plus extraordinaire ?

Tout le long de cette vallée à nos pieds, déployée autour de ce rude promontoire, moutonnent des troupeaux de rochers, levant leurs têtes ponctuées de trous circulaires. Sur un versant, un village sertit ses façades dans le tuf volcanique : on ne sait plus si l'on voit un village ou un bloc plus tourmenté que les autres.

Contre la falaise qui borde l'horizon, Urgub se blottit avec son minaret, son église grecque, ses peupliers. Une partie de la ville habite le rocher qui ouvre des fenêtres et des arcs inattendus ; les maisons s'adossent à la paroi perforée, se confondent avec elle. Dans le lointain, des massifs de basalte criblés de lucarnes continuent le jeu. Paysage fantastique où les objets familiers changent d'aspect, où la bourgade épouse la montagne, où la montagne devient cité... Si l'on retrouvait une ville dans la lune, sans doute aurait-elle la silhouette d'Urgub.

Les habitants de ce rocher, dans cet endroit perdu si bien

clos entre ses falaises, ont leur enfance hantée par les mêmes visiteurs qui enchantèrent la nôtre : n'avons-nous pas découvert, sur la table de l'auberge d'Urgub, une traduction turque, en caractères arabes, des contes de Perrault et des contes de Grimm? Ah! Cendrillon, Peau d'âne, le Petit Poucet errant parmi ces Troglodytes!

Au sortir de la ville, le chemin creusé dans une pierre rose et lisse gravit une suite de défilés aux dentelures aiguës. Bientôt, elle surplombe de vastes espaces de vignes enfermées dans des murs naturels et qui laissent pendre sur les dalles chauffées des grappes de Chanaan.

A sept kilomètres d'Urgub, il faut quitter la voiture, traverser les vignes, descendre des rampes glissantes, contourner des vallonnements où sont enfermés de petits jardins méticuleux, surveillés par des blocs percés de fenêtres, — un dédale où le guide lui-même se perd, — et l'on arrive tout à coup au bord de cette vallée de Gueurémé qui a confondu d'étonnement le voyageur Paul Lucas, et, après lui, Charles Texier, chargé par le gouvernement français, au milieu du dernier siècle, d'entreprendre une description de l'Asie Mineure.

« Il est difficile de trouver en Europe un monument plus singulier et plus inconnu que celui-là... » Une vallée immense, déserte, peuplée de cônes de pierre qui la hérissent sur toute sa largeur et jusqu'à l'horizon; sveltes pyramides en miniature, blanches, effilées, et qui se suivent, une à une, ou groupées, parfois escaladant de hautes terrasses : tufs volcaniques, tendres pierres que le travail des eaux a lentement découpées dans la falaise, érodées et polies. On dirait une procession gigantesque, une foule en marche, brusquement pétrifiée.

Et tandis qu'on se hâte de descendre, d'atteindre cette vallée d'un autre monde, on s'aperçoit que les ombres régulières qui marquent la base des cônes sont des portes : ces pyramides naturelles furent évidées par les hommes, aménagées en cellules, en oratoires. Les blocs puissants appointis au sommet, percés de larges ouvertures en demi-cintre, figuraient des églises, et la plus haute terrasse portait une cathédrale dont on distingue de loin les arcs sculptés. Les cônes innombrables qui se pressent à perte de vue étaient donc des habitations, des lieux de prière, des tombeaux?

Étroites cellules où ne demeurent plus que les sépulcres

creusés à l'intérieur. Souvent elles ouvrent sur une chapelle dont les murs étaient couverts de fresques; des figures de saints écaillées vous regardent entrer, et parfois les yeux du Christ, grands ouverts au-dessus d'un autel où un peu de cire est restée. Absolument vides, elles ne possèdent plus que les effigies sacrées que chaque jour efface davantage. Les tombeaux eux-mêmes ont perdu leurs cadavres, quelques ossements sont épars devant les seuils.

Longtemps, je me retourne pour contempler encore l'étonnant paysage de pierre. Le soleil oblique peint en rose vif la multitude de cônes où se dessinent, plus nettes, les ouvertures noires. Enfermés entre les falaises violettes et les bancs de sable clair, ils s'enfoncent peu à peu, s'effacent, tandis que monte à l'horizon, au-dessus des longues côtes pierreuseuses, le village des « Trois citadelles », foré dans un rocher à triple pointe, habité par des hommes, et qui semble si bien le prolongement de la nécropole qu'il n'apporte à ce désert de tuf aucun rappel de la vie.

UN CENTRE DE CULTURE ISLAMIQUE, SIVAS

Sivas. — A 400 kilomètres de Koniah, à l'est, et remontant vers le nord, après avoir franchi des plateaux de plus en plus élevés, le dernier col atteint, on découvre Sivas dans la profondeur.

Elle apparaît toute petite au milieu d'un plateau circulaire, entourée d'un cirque de sommités qui se haussent les unes derrière les autres, et, par-dessus d'interminables épaulements, contemplent cette blancheur réduite, ceinturée de verdure, — la ville, si peu de chose, écrasée par son formidable univers de montagnes, et cependant plus vaste que lui, car elle est un centre de pensée humaine.

Autour d'elle divague le Kizil-Irmak qui traîne le peu d'eaux que l'été lui a laissées. Les yeux cherchent en vain le défilé par où il força l'entrée de ce plateau hermétique : ils ne discernent que des parois à pic, rapprochant leurs éboulis et leurs rochers dans la confusion du crépuscule.

Tandis que la voiture est aux prises avec les abrupts tournants de la descente, Sivas allume comme à regret de pauvres lumières clairsemées. La première impression, dans ces rues

toutes noires, au pavé inégal, où l'on chemine derrière une lanterne, c'est ce murmure d'eau courante qui accompagne nos pas précautionneux. On dirait un lacs de ruisseaux invisibles suivant le passant avec une discrète chanson de bienvenue. Au grand jour, nous contemplerons chacune de ces fontaines de pierre, parées de sculptures et ressemblant à des vieilles secourables, assises à l'angle des murailles. Elles épanchent une eau vigoureuse qui court sous le pavé.

Sivas, ville de montagne, rafraîchie par des sources, a des arbres pour l'éventer. Ses peupliers développent tout autour d'elle, comme une enceinte vivante, des rangs de crénelures vertes, au bord de la plaine brûlée.

Toutes les maisons de Sivas sont en pisé, blanchies à la chaux : des bois noircis soutiennent les encorbellements. Elles se coiffent de bonnes toitures inclinées qui défilent les neiges. Elles ont une modestie pareille. Aucune ne se laisse remarquer. Son konak, son lycée datent déjà de loin ; leurs longues façades s'assortissent à la simplicité des vieilles maisons turques. Tout le luxe est réservé aux médressés et aux mosquées. Une construction la dépare, d'une laideur prétentieuse et toute moderne : la villa du vali. Ne la regardons pas.

La cité se rassemble autour d'une butte qui portait jadis la citadelle. Aujourd'hui ne demeurent plus là-haut que la tour de l'horloge et quelques pauvres maisons de terre, rappelant celles des paysans d'Anatolie. La cuisine et le ménage se font en plein air : des femmes écrasent du grain avec un lourd pilon de bois.

Une salle de lycée. — C'est en septembre 1919 que se tint à Sivas le congrès qui élaborait le pacte de la République turque et prépara le transfert du gouvernement national à Angora.

Une longue salle de lycée, à six fenêtres, sévèrement peinte en gris, alignant des panneaux ornés de fleurs géométriques en grisaille, et dont le plafond cloisonné est fleuri de petites corolles aux tons vifs répandues entre les baguettes dorées, tel est le décor où s'acheva le premier acte du drame qui devait se dénouer magnifiquement.

C'était peut-être l'heure la plus critique de la Turquie. A Constantinople, le découragement démoralisait les élites

aussi bien que le peuple. Les Grecs occupaient Smyrne. Les Anglais parlaient en maîtres. Le Sultan paralysait les efforts des patriotes. On le savait prêt à signer un traité qui serait la déchéance définitive. La Turquie envahie, sans armée, sans ressources, semblait à bout...

Mustapha Kémal et sa poignée de fidèles siègent dans cette salle. Ils groupent les éléments de force. Ils constituent un faisceau de volontés inébranlables. Ils rompent les relations avec Stamboul. Lorsqu'à la fin de septembre les membres du Congrès quittent Sivas, un comité permanent est formé, revêtu des prérogatives du Gouvernement, et prêt à lutter jusqu'à la mort. Désormais, la résistance s'organise : cinq semaines après l'occupation de Constantinople, Mustapha Kémal pourra conquérir à Angora, le 23 avril 1920, l'Assemblée nationale.

Les autorités municipales de Sivas ont décidé d'installer dans cette salle historique un musée de la République ; tout d'abord on lui restituera les quinze fauteuils et les tapis, prêtés au Congrès par des notables et qu'un comité de patriotes a rachetés. Et l'on consacra aussi l'étroite chambre austère qui, pendant près d'un mois, fut celle de Mustapha Kémal, où flottèrent ses grands rêves, où chaque soleil levant voyait grandir ses espérances.

Le Médressé bleu. — Sivas, recueillie, sommeillante un peu, n'a pas oublié qu'elle fut un centre de haute culture, une sorte d'université coranique. Dans les séminaires, spécialisés comme des facultés, on enseignait la médecine, la jurisprudence, la philosophie, la théologie.

Aujourd'hui elle est déchuë de cette grandeur. Mais en Turquie, les souvenirs vivent longtemps...

Tous ses médressés sont fermés ; ses étudiants ont pris le chemin des universités laïques. Les charmants séminaires, pleins de sourires, qui alignaient avec bonhomie leurs cellules autour d'un jardin, ont reçu de nouvelles destinations. Il en est qui les attendent encore, comme celui des médecins, dont l'huis entrebâillé laisse apercevoir une cour envahie d'herbe. Un autre sert de dépôt pour les soldats. Celui-ci, tout proche du beau minaret en brique rose, penché comme la tour de Pise, a cédé la place à une école primaire. Du moins peut-on admirer le grand style de sa porte que surmontent deux minarets déca-

pités par un tremblement de terre. Quelle école, en Europe, pourrait s'enorgueillir d'une telle porte ? Le sculpteur seldjoukide a prodigué les entrelacs tout le long des bandeaux qui encadrent une ogive élancée.

Les étudiants, en franchissant un tel seuil, devaient se sentir acheminés vers un monde où l'intelligence, l'art, la poésie se rencontrent ; la beauté vivante des formes était comme un premier degré de l'initiation aux beautés abstraites de la pensée.

Enfin, voici le Gueuk Médressé, le « médressé bleu », presque intact depuis le ^{xiii}^e siècle. Ses hautes murailles, en pierres lisses et dorées, flanquées de tourelles rondes dont les plus rapprochées sont ornées de sculptures, l'enferment hermétiquement. Il évoque, en raccourci, la silhouette de ces villes du sud-est anatolien, qui se dissimulent derrière une enceinte d'allure cyclopéenne.

Encastrée dans cette muraille austère s'épanouit la porte, comme une œuvre d'art parfaite, symbolisant la grandeur des lois, la richesse de la vie de l'esprit. Les caractères arabes d'un verset du Coran imposent le thème linéaire de la décoration. Saisis dans un réseau de pierres d'une délicieuse élégance, ils se confondent avec les arabesques, se répandent sur tout l'ensemble, règnent en maîtres parmi les rosaces et les dentelles. L'ordre rigoureux qui répartit ces motifs n'exclut ni la fantaisie, ni la profusion, une fantaisie qui se soumet à la spiritualité dominante.

Cette porte du médressé bleu... on voudrait connaître le nom de l'architecte mystique et génial qui l'a conçue. Elle élève, comme deux flambeaux, ses minarets de briques, renflés sous leur galerie, ornés de losanges que dessinent des angles en relief sur le fond de briques unies, entre des coulées verticales de faïence bleue.

Nous entrons. Un jardin rectangulaire autour d'une pièce d'eau ; trois longs peupliers minces confrontent leurs colonnes vertes avec les colonnes roses des minarets. Protégées par un rang d'arcades de pierre, les logettes des étudiants se suivent sur le pourtour, encadrant deux *turbés*, vis-à-vis l'un de l'autre, dont la voûte est revêtue de faïence bleue, ce bleu au reflet de turquoise, le bleu seldjouk, dont le secret est perdu.

La figure du vieillard qui nous accueille, comme elle s'ac-

corde à la sérénité de cette retraite ! Entre ces yeux clairs que le temps a laissés intacts, et le médressé bleu où il a passé les deux tiers de sa vie, il y a de mystérieuses affinités. Pendant quarante ans, ce *hodja* fut le gardien bénévole du sanctuaire qu'il n'a pas cessé de vénérer et de servir, auquel il prodigue ses soins : c'est lui qui ramasse pieusement les faïences tombées, relève les sculptures et les range dans la cour. Il dessert la mosquée que nous découvrons dans l'alignement des logettes. Il a installé un petit musée où il a rassemblé des marbres, des objets rituels appartenant aux derviches, des vêtements sacrés. La jeune République, en désaffectant le médressé, nomma le *hodja* conservateur de ce musée et lui alloua un traitement modeste. Pour la première fois de son existence, la soixantaine dépassée, il dispose d'un peu d'argent. En souriant, il apporte des verres de thé parfumé : personne comme lui ne sait préparer le thé. Je regarde sa demeure : une cellule, une banquette revêtue d'un tapis, un réchaud dans une excavation de la muraille..., — et la fontaine du jardin, les plantes, le silence du médressé bleu où l'âme en paix se rapproche des grandeurs invisibles.

J'ai connu à Sivas un homme parfaitement heureux.

TOUJOURS PLUS A L'EST

Six jours de marche... — Combien de kilomètres de Sivas à Malatia ?

— Six jours de marche, répond l'ânier avec résignation.

Tandis que le chauffeur s'affaire autour de la voiture, nous regardons la caravane chargée, prête à partir. Six jours de marche... nous aurons donc cinq jours à vivre de plus que ces hommes, cinq jours au cours d'une seule semaine...

C'est ainsi que l'on évalue les distances, en Anatolie, par jours de marche. Six jours... sept jours... dix jours... Que de fois nous les avons entendues ces paroles, rendant sensible l'antique mesure des relations humaines ! Pour ces caravaniers, aujourd'hui comme au moyen âge, la route de Sivas à Malatia, c'est six jours de marche.

Un soir que nous nous attardions à regarder des caravanes arrêtées autour d'une fontaine, notre compagnon ture appela le chauffeur :

— Dépêchons-nous ! Nous sommes en retard !

Alors un ânier s'étonna ingénument :

— Vous êtes en voiture et vous parlez d'être en retard !

Eux, ils ne sont jamais en retard. Leur marche lente est ordonnée par les fontaines et les *han*, par l'ardeur du soleil, par la rigueur du temps. Ils savent bien qu'ils arriveront à leur heure, une heure qui peut se reculer selon la volonté des éléments ; qu'importe une nuit de plus ? Ils ne songent pas à s'impatienter ou à se plaindre : leur destinée n'est-elle pas de marcher toujours ?

Les jardins de Malatia. — Malatia, c'est le paradis, affirmait sans convoitise le vieux sage du médressé bleu, car il savait bien qu'il est plusieurs paradis et que lui en porte un dans son cœur. C'est vers ce paradis de Malatia que nous sommes en route. Il n'est pas aisé de l'atteindre.

Un col abrupt au sud de Sivas donne accès sur une suite de hauts plateaux immenses et vides d'humanité, séparés par des montagnes qu'il faut gravir. La route, vertigineuse parfois, est bossuée de rochers, percée de trous, traversée de coupures. Il arrive que l'on envie les âniers qui ne risquent pas de s'effondrer avec une voiture rétive au fond d'un précipice... Il y a des ponts trop dangereux que l'on contourne, des lits de rivière qu'on passe à gué.

Des plaines à 1 600 mètres d'altitude, bornées de montagnes, qui semblent assises en rond autour d'une table trop vaste ; des étendues où l'on ne voit point d'eau, seulement les miroirs blancs des lacs de sel, point d'arbres, à l'exception de quelques peupliers qui barrent de traits sombres la silhouette pauvre d'un village de torchis ; dans les endroits favorisés, des champs de blé, abritant leurs épis maigres au revers d'une ondulation.

Lorsqu'après des espaces et des espaces de terre aride, quelques saules paraissent dans un creux où s'oublie un fil d'eau, lorsqu'un champ couleur de cendre verte se découpe au flanc des rochers rouges, comme un bouquet dans une potiche, les yeux s'arrêtent longuement à contempler ce prodige.

Longue vallée ardente du Kouroutschaï, d'où le fleuve, à cette heure, est absent : dédale de montagnes à pic, terre et roc, parois, surplombs ; aucun mouvement dans ce paysage de pierre, si ce n'est le vol des aigles qui dépècent le cadavre d'un

cheval au bord de la route, et que l'auto dérange au milieu de leur festin. Les deux villages que nous traversons, deux sous-préfectures aux maisons de pisé, paraissent plus séparés l'un de l'autre que les capitales de deux grands pays, — trois jours de marche, diraient les âniers. Dans le second, Hekim Han, nous buvons un verre de thé autour d'une table dressée au bord de la route. Les habitants se rassemblent aussitôt; ils nous regardent prendre des notes. Un jeune homme s'écrie :

— Ils écrivent ce qu'ils pensent de nous. Et ils diront chez eux : les Turcs sont comme ci et comme ça...

La route aborde des chaînes plus âpres, monte encore, après tant d'ascensions ! Je regarde le soleil mourir sur les pics tourmentés. La montagne que nous gravissons s'abaisse tout à coup, et le désert de cimes se déploie jusqu'au fond de l'horizon. Des cônes, des aiguilles, des massifs échelonnés comme un peuple immobile, gigantesques vagues dont l'élan formidable fut brusquement enchaîné.

Malatia, vers laquelle nous glissons maintenant d'une allure folle, le long des pistes de loess. Malatia, jardin des hauts plateaux d'Anatolie, pays de vignes et d'arbres fruitiers, opulentes cultures au bord des ruisseaux. Après ce dévidage de terres incultes, de poussières et de chaumes, ces plateaux nus, ces cols, ces labyrinthes de montagnes brûlantes, quelle sensation de fraîcheur, lorsqu'on voit, pour la première fois, depuis des semaines, la route se border de grands arbres et de jardins : après les impondérables beautés des lignes et des nuances, l'humble beauté tangible des feuilles !

La nuit est venue. La ville s'est piquée de lumières. Mais je les distingue, ces jardins humides à travers leurs bordures de maïs. Et je me retourne vers eux lorsque la route aborde un boulevard en construction.

Depuis six semaines, Malatia est dotée de la lumière électrique. Elle flambe à cœur joie, de toutes ses ampoules neuves, qu'elle prodigue avec une vanité ingénue. Une pancarte suspendue au travers d'une rue porte cette inscription en caractères arabes :

Maintenant, tu es inondée de lumière,
Tu es heureuse, Malatia !

A l'entrée de la ville, un café tout neuf, aux longs vitrages, brille comme un phare. Blanchi à la chaux, orné d'un portrait tissé dans un tapis, le portrait du Ghazi, il est rempli de consommateurs, qui boivent en silence du café ou des limonades, autour des tables rapprochées. Ceux qui parlent n'élèvent pas la voix. Quelques-uns ont déposé leurs babouches sous la chaise où ils se tiennent accroupis. Rien que des hommes : les seules femmes sont les deux chanteuses étrangères aux cheveux trop frisés, qui occupent l'estrade et débitent avec ennui des mélodies turques d'une tristesse obstinée.

Je distingue des jupes immobiles derrière les vitres, et, de l'autre côté de la route, posées sur le terrain vague, des silhouettes alignées, voilées de blanc, comme un rang de statues. Les femmes sont venues, elles aussi, recueillir des bribes de musique et regarder de loin leurs maris et leurs fils. Mais elles demeurent dans l'ombre, invisibles, anonymes. Les coutumes séculaires ne se brisent pas en un jour...

Il avait raison, le vieux sage du médressé bleu. Ce que j'ai retenu de Malatia, ce n'est pas le vaste projet d'agrandissements déjà commencés, les boulevards, la promenade où l'on vient de planter des arbrisseaux, ni son lycée à peine inauguré, ni l'école primaire toute neuve, ni l'hôtel dont les fondations sont prêtes et qui remplacera une auberge indescriptible, pas même son bazar installé sous des toiles tendues et des berceaux de vignes, et où se presse une foule bigarrée, le pêle-mêle des caravanes, les femmes kurdes aux longues nattes pendantes, aux turbans rouges, — c'est la profusion de ses jardins.

Ils interposent entre la ville et sa plaine large de 60 kilomètres, une bordure de frémissantes oasis. Le long des vieilles rues, on voit déferler leur verdure par-dessus les murailles d'argile séchée. Les maisons, qui n'ont passé au lait de chaux que leurs façades, baignent leur rez-de-chaussée dans les feuilles. Les fruits les plus beaux s'entassent aux devantures des boutiques ; à chaque pas, c'est un écroulement de pommes, de poires, de pêches, de brugnons, de pastèques. Quant à ces raisins de Malatia, que les petits ânes transportent à travers les montagnes, ont-ils leurs pareils quelque part dans le monde ? Ces grappes trop pesantes, ces longues pulpes dorées

aux sucres trop capiteux... Il est vrai que, lorsque nous connaissons les raisins roses d'El Aziz, nous les trouverons plus parfumés encore.

Si l'Anatolie avait seulement de l'eau, elle deviendrait la vigne préférée, l'espalier de choix, le jardin fruitier de l'Europe.

LE LION HITTITE

Le chef de la mission américaine, qui a entrepris des fouilles aux environs d'Alichar et se propose de rechercher les Hittites dans toute l'Anatolie, nous avait dit :

— N'oubliez pas le lion hittite d'Ordussu !

Ordussu est un village entouré de jardins, proche de Malatia.

A mi-hauteur d'une éminence sablonneuse, piquée de touffes d'herbes sèches, dans une cavité, sous la terre légère qui le protège, nous avons découvert le lion hittite, sculpté en relief le long d'une dalle couchée.

A mesure que la pelle déblayait le sable, nous l'avons vu paraître, de minute en minute plus vivant. L'encolure, le mouvement des reins abaissés, l'admirable courbe du dos, le rythme des pattes musclées : il est en marche, sans se hâter, sûr de sa force. Le cou brisé porte en avant la tête absente. Elle a été tranchée, nous dit-on, et envoyée au musée de Stamboul. Cependant le corps est tellement expressif, il s'appuie si bien sur les membres puissants, il avance avec tant de majesté, la queue nerveuse battant le sol, que l'on oublie l'affreuse mutilation.

Pieusement nous balayons de la main sa crinière, dessinée en creux par une série de spirales, et les signes hiéroglyphiques marquant le sommet de la dalle. Sans doute s'agit-il là de l'écriture figurée des Hittites, cette pictographie autochtone que les savants n'ont pas encore déchiffrée. Quelle parole expriment ces signes où l'on reconnaît un oiseau parmi des formes étranges ? Une invocation ? Une prière du sculpteur à jamais inconnu qui exécuta ce chef-d'œuvre ?

De l'est à l'ouest, du nord au sud, la terre d'Anatolie a son sous-sol occupé par les Hittites, peuple mystérieux dont on ne

sait pas grand chose, sinon qu'ils possédèrent trois écritures, qu'ils furent de grands artistes et construisirent des villes aux portes monumentales défendues par des lions.

Les auteurs grecs ne les connurent point. La Bible seule mentionne leur nom.

Les Hittites ne s'imposèrent à l'attention des archéologues qu'à la fin du siècle précédent, à partir du moment où la mission Chantre sonda divers tells hittites (1893) ; dès lors les assyriologues des deux mondes se sont mis à la besogne. Il n'est pas très facile de se frayer un passage parmi leurs hypothèses contradictoires.

De la race des Hittites on ne sait à peu près rien, de leur histoire la plus ancienne, rien encore. Peut-être furent-ils apparentés à ces Élamites qui, au quatrième millénaire, témoignent d'une civilisation très avancée, dont Suse est le foyer. Mille ans après, on constate dans tout l'Élam et dans le nord de la Mésopotamie l'existence d'une civilisation suméro-élamite. « Si nous ne pouvons exactement la saisir à ce moment en Cappadoce et en Syrie, dit le docteur G. Contenau (1), nous rencontrerons un peu plus tard dans ces deux pays une civilisation qui est la conséquence d'une culture analogue à celle de Sumer, au début de l'époque historique. »

Ainsi nos Hittites, au moment où ils se laissent étudier, c'est-à-dire au deuxième millénaire, révèlent de longues ascendances d'une culture dont les savants n'ont pu reconnaître encore les éléments. Les analogies relevées entre la céramique des Élamites et celle des Hittites, entre les cachets plats dont se servaient les deux peuples, semblent appuyer l'hypothèse d'une origine commune.

D'autre part, le docteur Contenau remarque que la civilisations des Sumériens « suggère le souvenir d'un ancien habitat en pays montagneux... » Vers l'an 2850, des documents retrouvés simultanément en Égypte et en Assyrie, mentionnent l'expédition du vieux roi de Babylone, Sargon, en Cappadoce pour secourir une colonie de marchands, — les uns disent assyriens, les autres babyloniens, — installés à Ganesh (Gul-Tépé), près de Césarée. M. Contenau voit, dans l'art assyrien, « la suite logique de la glyptique propre à la colonie assyrienne

(1) *Manuel d'archéologie orientale*, par le docteur G. Contenau.

de Cappadoce de la fin du troisième millénaire ». M. Otto Weber (1) va plus loin. Pour lui, si les Babyloniens sont des Sémites « sumérisés », les Assyriens, dit-il, sont des Hittites « babylonisés ». Peut-être, le pays d'origine de ces Hittites « babylonisés » était-il la région de Gul-Tépé sur l'Hallys. « Dans cette région, en effet, le dieu Assur est autochtone, et c'est peut-être de là que la ville d'Assur a été colonisée au début du troisième millénaire. »

Car ces Hittites étaient un peuple entreprenant. « Ces terriens invétérés, dit M. Dussaud (2), ne connaissent pas l'obstacle des chaînes escarpées, et c'est par les défilés de la Commagène qu'ils s'étendent vers l'Euphrate, jusqu'en Mésopotamie. »

Déjà vers l'an 2000, on les trouve en pays de Chanaan, puisque Abraham s'adresse aux Hittites, les possesseurs du sol, pour obtenir un sépulcre où il ensevelirait Sara. Et les Hittites de répondre avec courtoisie : « Tu es un prince de Dieu au milieu de nous; enterre ton mort dans celui de nos sépulcres qui te plaira le plus; aucun de nous ne te refusera son sépulcre pour enterrer ton mort (3). » Alors Abraham se prosterne devant les Hittites.

La Bible les mentionne à plusieurs reprises : Esaü épousa Judith, fille de Beeri le Héthien. Enfin le malheureux Urie, dont le roi David prit la femme, cette Bathschéba si belle, qui donna le jour à Salomon, Urie était un Hittite.

Cependant les Hittites avaient repoussé en Assyrie la colonie de Cappadoce. Vers 1925, ils saccagent Babylone. Ils s'infiltrèrent dans la Syrie. Ce furent les Égyptiens qui les arrêtèrent, Ramsès II leur imposa un traité d'alliance dont les termes sont connus et épousa la fille du prince de Chatti. Les Hittites conservaient leur ville de Karkémish, dans la haute Syrie, où ils se maintinrent longtemps après que leur confédération d'Asie Mineure eut été submergée par les Perses.

C'est alors qu'ils sortent de l'histoire, aussi discrètement qu'ils y sont entrés. Pendant deux mille cinq cents ans, personne ne parlera plus des Hittites.

(1) *L'art hittite*, par Otto Weber, traduction de Georges Taboulet

(2) *Les Civilisations préhelléniques*, par René Dussaud.

(3) Genèse, XXIII, 6.

Les importantes fouilles de Boghazkeui avaient révélé l'existence de la ville de Chatti, qu'on a prise quelque temps pour la capitale des États hittites. En 1906, Winckler et Macridy Bey mirent au jour, — découverte plus sensationnelle que la découverte des palais, — des milliers de tablettes hittites gravées de signes cunéiformes. Ces tablettes prouvent que la ville de Chatti fut soumise dès le troisième millénaire à l'influence babylonienne et qu'elle adopta l'écriture étrangère. Ainsi Chatti, visitée tour à tour par des influences babyloniennes et indo-européennes, ne peut être considérée comme le type d'une cité hittite.

M. Otto Weber déclare que les cinq temples de Chatti « n'ont pour ainsi dire rien de commun dans leurs caractères généraux avec les autres édifices hittites ».

Parmi ces tablettes gravées de caractères cunéiformes et qu'on a pu déchiffrer se trouvait un code, datant peut-être du ^{xiii}^e ou du ^{xiv}^e siècle. Ce recueil de lois porte la trace d'un remaniement : les sanctions sont adoucies, il y a des adjonctions, des améliorations. Ces lois tendent à protéger l'agriculture, à réprimer les délits contre l'ordre public. Elles font allusion à une législation beaucoup plus ancienne dont elles procèdent, constatation qui vient appuyer une fois de plus la thèse de la haute antiquité de la civilisation hittite.

C'est cette ancienne civilisation autochtone que l'on voudrait tant connaître !

Le sol de l'Anatolie est jalonné de ces *tells* ou *yuyuk* qui dressent leurs lignes régulières sur les lieux élevés. Là, sous des épaisseurs de terre, dorment encore des villes inconnues. « Rares, dit M. Weber, ceux qui, à l'heure présente, ont été touchés par la bêche. » On en a décapé quelques-uns cependant ; ils ont livré des inscriptions en écriture pictographique, l'écriture proprement hittite qui avait cours peut-être dès le troisième millénaire et qu'on n'a pas réussi encore à déchiffrer ; ils ont livré les restes d'une architecture et d'un art très anciens qui se développèrent avant que l'influence babylonienne ne pénétrât en Anatolie et peut-être parallèlement à cette influence.

Il n'est pas facile de transporter dans les musées, de rendre accessibles au grand public les restes d'une architecture aussi colossale. Les lions de Chatti, aux roides corps stylisés, que possède le musée de Stamboul, furent brisés en plusieurs mor-

ceaux pour faciliter le voyage et recollés tant bien que mal. Il est vrai qu'on ne pouvait demander aux petits ânes, ni même aux chameaux, de se charger d'un lion entier.

Les savants ne sont pas toujours d'accord lorsqu'il s'agit de caractériser le style hittite. M. Weber tient pour assuré que les éléments essentiels de ce style sont les grandes portes gardées par des animaux géants et les façades sculptées des palais que décorent de longues rangées de carreaux à reliefs. De telles portes et de telles façades se retrouvent dans toutes les ruines proprement hittites. L'habitude d'orner de sculptures les façades aurait pris naissance chez les architectes d'Anatolie; les Assyriens les auraient donc imités sciemment, comme sembleraient le prouver certaines inscriptions de Khorsabad et de Nimrud glorifiant les rois assyriens d'avoir élevé des constructions de style hittite, ou bien ils obéissaient à une tradition obscure, « à des penchants héréditaires, puisqu'ils descendaient eux aussi de la grande souche primitive des Hittites ».

Les Hittites se révèlent d'admirables sculpteurs d'animaux. Les animaux incarnant les forces divines et qui devaient protéger la ville ou le palais, ils les observaient avec un scrupule, une finesse, un sens de la réalité surprenants. Ils ne se contentèrent pas de copier la nature; ils créèrent une multitude d'êtres fantastiques, à la fois hommes et bêtes, dieux à têtes d'animaux, lions à faces humaines; ils les évoquaient avec autant d'assurance que les animaux véritables dont ils savaient saisir le caractère et la démarche.

Cette fantasmagorie des Hittites est d'autant plus étonnante que leur art apparaît, en général, soit comme un art ornemental, obéissant à des thèmes officiels, soit comme un art descriptif, soumis au fait immédiat, racontant une histoire, un combat, une chasse, — commentaire très élargi de leur écriture pictographique aux images parlantes. Mais leurs sculpteurs, visionnaires audacieux, savaient s'évader des schémas imposés et se livrer à leurs propres révélations.

Je songe à la légende de Gilgamesh, le dompteur de fauves, qui appartient aux Hittites aussi bien qu'aux Babyloniens; lorsque je contemple l'admirable figure (1) de Gilgamesh entre deux lions énormes, dociles et asservis à ses côtés, puis-je m'em-

(1) Base de statue datant de la fin du troisième millénaire et trouvée à Sêndschirli.

pêcher de voir en lui le symbole de cette puissance des sculpteurs hittites, qui savaient non seulement s'emparer des formes vivantes et les emprisonner dans la pierre, mais encore saisir et fixer pour l'éternité les fugitifs visiteurs émanant d'un monde qui échappe aux entreprises humaines ?

En revanche, les personnages représentés sur les bas-reliefs hittites sont figés dans une attitude rituelle. Le plus souvent, les artistes évoquent les hommes selon un mode toujours le même : visages impénétrables, aux traits inexpressifs, figures solennelles de rois et de guerriers que l'on retrouve jusque sur les hautes montagnes, dressées près des sommets. Elles habitent le pays désertique, laissées à leur solitude quatre ou cinq fois millénaire, défendues par leurs fondations de roches qu'on ne peut envisager d'éventrer.

A soixante kilomètres d'Angora, aux flancs d'une colline, nous sommes allés contempler deux silhouettes de guerriers, debout, l'un derrière l'autre, sculptés à même le roc vif. Ces géants, à l'allure pareille, de profil, la barbe longue, vêtus de tuniques flottantes, montent la garde auprès d'une muraille cyclopéenne enserrant la colline. En face d'eux, une troisième figure, féminine peut-être, mystérieuse effigie usée par l'érosion, s'inscrit et s'évanouit tour à tour, selon le caprice de la lumière.

Les jeunes membres de la mission archéologique américaine, animés d'une belle ardeur et travaillant avec une sûre méthode, viennent de découvrir près d'Alichar (un village perdu en pleine terre, au nord de Césarée), un habitat hittite au fond d'un yuyuk qu'ils avaient décapité.

Des murs solides plongent dans la pénombre de l'excavation, construits en grosses pierres non cimentées. Adossés à cette muraille s'ouvrent les étroits rectangles qui étaient les maisons. Elles sont accolées comme une guirlande d'alvéoles le long de la citadelle protectrice. Nous nous penchions sur elles, attentifs et bouleversés, imaginant saisir une radiation de cette humanité si longtemps à l'œuvre entre ces murs, un peu de l'âme des Hittites bâtisseurs de cités. Lentement nous fîmes le tour de l'enceinte, et lorsque nos pieds, par mégarde,

heurtaient un des fragments de poterie répandus sur le sol, nous tressaillions comme au contact de quelque mystérieux héritage.

LA ROUTE DU VALI

L'âge de la pierre taillée. — J'ai déchiré les montagnes, j'ai suspendu ma route au-dessus des précipices, nous disait le vali de Malatia, poète qui s'ignore. En cinq heures vous pourrez atteindre Adi-Yaman où vous verrez des sculptures hittites, dans les rochers, au-dessus du pont...

Nous sommes partis. Il s'agissait de franchir la dernière chaîne du Taurus.

Au sud de la plaine close de Malatia, une longue vallée que nous mimes plusieurs heures à remonter, brûlante entre des rampes de calcaire, habitée par les tentes noires des Kurdes, nous amena au pied du massif abrupt qui la fermait.

La route du vali... certes, elle faisait des prodiges, s'insinuait dans ce chaos de rochers nus, bordait les parois à pic, tournait au-dessus des abîmes, et parfois se tendait comme une échelle. Mais qu'elle était peu rassurante !

Une fois le col atteint, elle ne nous laissa pas longtemps contempler le hautain tête-à-tête des géants qui s'opposaient, à droite et à gauche du passage, la double corne impérieuse que dressaient un pêle-mêle de roches éblouissantes. Elle s'engagea le long d'effroyables rampes sans se laisser intimider par l'enchevêtrement des massifs roides, en face, qui l'attendaient. Déjà, nos yeux épouvantés distinguaient, de l'autre côté de la vallée, tout au sommet de ces montagnes, un fil clair, vertigineusement tendu, et que nous n'osions pas désigner : notre route, la route du vali. Elle acheva la descente, franchit sans pont le lit tumultueux d'une rivière invisible et rebondit à l'assaut du rempart.

Le chauffeur s'insurgeait. La voiture était à bout. Je tremblais que l'ordre ne fût donné de revenir en arrière.

— Le vali nous envoie nous briser les os ! Ah ! La route du vali !

Elle ne cessait plus de monter, de tourner, de multiplier les acrobaties.

Derrière nous, un massif à trois têtes continuait de grandir.

A ses pieds déferlaient en vagues énormes et rouges des pointes, des mamelons, tout un chaos de terre et de rochers en révolte, comme si le Taurus les avait projetés vers la vallée, d'un mouvement furieux qui a broyé ces blocs, tordu ces strates, bousculé l'ordre secret de la terre.

A mesure que nous montions, nous voyions se lever d'autres chaines, et il y en avait de toutes blanches, des surfaces lisses ressemblant à des glaciers, des arêtes aiguës, des parois déchirées, un monde immaculé, inaccessible. Dans la profondeur, de rares villages kurdes accrochaient aux rampes leurs pauvres huttes plates.

Depuis dix heures nous étions en chemin dans la chaleur que les roches ardentes nous versaient au passage. Encore un col. Cette fois nous aperçûmes la plaine bleue par delà les montagnes abaissées, comme une houle qui se calmait. Au pied de leurs dernières marches, un cours d'eau s'est frayé un passage entre des ondulations de calcaire. L'auto descendit, s'engagea sur le pont, s'arrêta. Des sculptures hittites? Non; une série de tombeaux creusés dans la falaise par les Grecs, des arcs grossièrement équarris et que l'on ne pourrait comparer à ceux de Gueuréiné.

Mais là, en amont du ruisseau, il y a des abris de rochers, des grottes, une terrasse. Et sur cette terrasse, nous ramassons des silex. Des silex taillés! Aucun doute. Voici des pointes retouchées, un grattoir, un burin, et d'autres, d'autres, des outils portant la marque de l'âge paléolithique. Répandus sur le sol au-dessous des abris, mis au jour par l'érosion, glissés dans les creux, parmi des éclats sans nombre, ils révèlent l'existence d'un atelier de l'époque aurignacienne. Nous les recueillons fiévreusement, toute fatigue oubliée, nous attendant jusqu'au crépuscule. Demain, nous reviendrons, faire des sondages, avec des équipes d'ouvriers.

Jamais, jusqu'à cette heure-ci, on n'avait reconnu en Asie Mineure les restes d'une industrie paléolithique. En Syrie, des stations de l'âge de la pierre taillée avaient livré des outils appartenant aux diverses étapes du Quaternaire ancien... La théorie actuelle, formulée par de Morgan, affirmait que l'Anatolie, défendue par ses barrières de glace, n'avait été peuplée que beaucoup plus tard, à la période de la proto-histoire, peut-

être par les Sumériens, remontant vers le nord. D'autres savants pensaient que les ancêtres des Hittites, ou les Hittites eux-mêmes, étaient venus de Sibérie, ce « réservoir d'hommes ». Et voici que ces outils que nous tenons dans nos mains renversent toutes les théories, assurent aux Hittites une ascendance autochtone, vieille de quelque cinquante mille ans !

Il faudra désormais reprendre toute la question des rapports humains entre l'Europe et l'Asie Mineure.

Les découvertes faites en Suisse avaient prouvé que les barrières de glaces ne suffirent pas toujours à arrêter les hommes. Pourquoi la civilisation paléolithique ne se serait-elle pas développée aussi dans la région des sources du Tigre et de l'Euphrate ? Nous étions partis avec l'espérance de vérifier cette hypothèse en ces lieux pointés d'avance sur la carte. Mais jusqu'à ce jour-là toutes nos recherches étaient demeurées vaines.

C'est ainsi que le vali de Malatia, orgueilleux de sa route, nous envoya découvrir, à cinq kilomètres d'Adi-Yaman, au bord d'un affluent de l'Euphrate, l'âge de la pierre taillée en Asie Mineure.

NOELLE ROGER.

(A suivre.)

AVANT LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT NAVAL

MARINE DU PONANT MARINE DU LEVANT

Il semble bien que l'avènement du parti travailliste en Grande-Bretagne sonne l'heure d'une conférence de désarmement naval. Les élections anglaises, en effet, ont paru répondre à l'appel du président Hoover en faveur d'une réduction des armements. D'autre part, les déclarations de M. Hugh Gibson à Genève et les paroles du secrétaire d'État, M. Stimson, posent la question sur un terrain particulièrement brûlant : qu'on excuse cette métaphore en parlant d'un tel sujet. Le chef du département de la Marine américaine n'a pas hésité à déclarer qu'au cas où ne serait pas adoptée la politique de réduction navale préconisée par le président, il n'hésiterait pas à déposer un programme qui impliquerait une dépense de 1 170 800 000 dollars, rien que pour la construction d'unités nouvelles.

Cet avertissement, lancé de l'autre côté de l'Atlantique, place les vieilles Puissances navales européennes en présence d'un dilemme. Les dettes que nous réglons aux États-Unis, pourraient servir à ouvrir le règne du pavillon étoilé sur les océans. Ce serait une opération d'alchimie d'un nouveau genre consistant dans la transfusion de l'or de l'Europe en acier américain. Certes, nous rendons hommage aux intentions généreuses du président Hoover, lequel désire la paix entre les

peuples et veut faire triompher une idée qui est la nôtre, celle de la liberté des mers. Toutefois, il est indispensable qu'avant la réunion de toute conférence, nous fassions un tour d'horizon afin d'examiner les nuages qui peuvent l'obscurcir. Aussi bien, l'exemple de la première conférence de Washington nous fait un devoir d'étudier minutieusement ces problèmes.

« Faisons le point », comme diraient les marins. Et tout d'abord, rappelons que l'erreur commise à Washington, quand il s'est agi de déterminer le classement de la France en tant que puissance maritime, tient à ce qu'on n'a pas voulu tenir compte des *besoins réels navals de la France*. Or, ces besoins découlent de deux circonstances traditionnelles sur lesquelles nous devons insister.

La première, c'est que la France est et a toujours été une très grande Puissance coloniale.

La seconde, — et celle-là plus importante encore que la première, — provient de notre position géographique. Nous ne saurions oublier que presque toutes les grandes batailles navales de notre pays se sont livrées au seuil des rochers de Gibraltar, à l'effet de disputer à des flottes ennemies le passage du Détroit pour la jonction de nos forces navales de l'Océan et de la Méditerranée. Le fait est si incontestable que jusqu'au 7 mars 1669, la marine française était divisée tactiquement et administrativement en deux Départements qui obéissaient à deux chefs distincts : la marine du Ponant dont le dernier sous-secrétaire d'État fut Hugues de Lionne ; la marine du Levant, sous la direction de Michel Le Tellier, marquis de Louvois : deux noms illustres. Il a fallu toute l'autorité et tout le génie de Colbert pour réunir en sa main les rouages de notre administration maritime. Mais le souvenir de la marine du Ponant et de la marine du Levant reste vivant dans la stratégie et dans la tactique de notre pays. Il a hanté jadis les pensées de Duquesne et de Tourville. Il est encore la pierre d'achoppement de la constitution de nos flottes et il va dominer toute la politique navale de la France lors des discussions qui s'ouvriront au sein de la conférence de désarmement naval. A ce tournant de son existence, notre pays se doit, tout en concourant de toutes ses forces à la noble initiative du désarmement, de sauvegarder son indépendance.

* * *

Un accord international ne peut s'établir que sur la base de la relativité des forces entre les Puissances. Il s'agit, en effet, de déterminer la composition d'une flotte, non seulement en fonction des besoins d'un pays, mais eu égard à la flotte de ses voisins. Quels sont donc les besoins navals de la France, comparés à ceux des autres États signataires du pacte de Washington ? On va voir que jamais les mâchoires de cette tenaille, dont les branches prennent leur point d'appui sur les côtes de Provence d'une part, sur les rives du Finistère d'autre part, et dont les pinces se referment à Gibraltar, n'ont étreint avec plus de force les escadres du Levant et du Ponant.

Examinons d'abord le cas de l'Atlantique. Dans un article paru dans la *Revue* du 1^{er} mai 1929, avec un grand retentissement, un auteur anonyme a décrit en termes saisissants la nouvelle situation créée pour nous par la mise en chantier de l'*Ersatz-Preussen*, navire de 10 000 tonnes, qui doit porter deux tourelles triples de 28 centimètres tirant à 24 000 mètres, marcher 25 nœuds, parcourir 10 milles marins, soit 18 500 kilomètres, à la vitesse économique de 20 nœuds. L'auteur de l'article a montré que grâce à l'utilisation d'acier à haute résistance et à de nouveaux procédés de soudure, les constructeurs de l'*Ersatz-Preussen* sont parvenus à réaliser une économie de 500 tonnes, ce qui lui donne, par rapport à son tonnage global, une économie de un vingtième de sa puissance totale exprimée en poids. Comme ce navire doit être suivi de trois autres unités analogues, nous allons assister à l'éclosion dans la Mer du Nord d'une division homogène de quatre de ces bâtiments qui font courir aux flottes françaises un danger dont il nous reste à démontrer la gravité.

Ainsi que l'a mis en lumière l'auteur de l'article précité, « ces croiseurs cuirassés allemands seront des adversaires auxquels nous n'avons rien à opposer ». Les Allemands, utilisant en effet à son maximum le tonnage qui leur a été accordé par le Traité de Versailles, ont conçu un bâtiment dont les singulières qualités tactiques déclassent à la fois nos croiseurs légers par la protection et la puissance des armements et nos cuirassés par la vitesse. Les nouveaux navires anglais eux-mêmes, type *Nelson*, qui ne filent que 23 nœuds, ne sauraient

agir contre un *Ersatz-Preussen*, malgré leurs neuf canons de 406 millimètres. D'autre part, nos types *Duquesne*, où tout a été sacrifié à la vitesse, pourraient bien rattraper facilement à 36 nœuds la division des *Ersatz-Preussen*, mais les œuvres vives de nos *Duquesne* ne sont pas protégées. Le moindre coup de 280 millimètres de l'*Ersatz-Preussen* coulerait ces croiseurs en quelques minutes, tandis que les huit faibles canons de 203 millimètres de nos croiseurs seraient inefficaces contre la cuirasse des bâtiments allemands.

Que l'Amirauté britannique ne se soit pas émue de la venue d'un *Ersatz-Preussen*, rien que de très naturel tant qu'elle possèdera des croiseurs de bataille du type *Hood* (42 000 tonnes, — 32 nœuds 7, — 8 canons de 381 mm), du type *Renown*, *Repulse* (32 000 tonnes — 31 nœuds, 5 et 32 nœuds, 7 — six pièces de 381 mm), qui pulvériseraient un de ces navires nouveaux du Reich. Mais, en revanche, faut-il s'étonner de notre inquiétude en présence des desseins de la marine allemande, qui, d'ailleurs, évoluent dans le cadre du traité de Versailles? Pouvons-nous être surpris qu'un orateur instruit des exigences de notre marine, comme M. Lémery, ait recueilli l'écho de cette inquiétude et ait posé à la tribune du Sénat, dans sa séance du 14 mars 1929, cette question capitale : « Je demande au gouvernement ce qu'il compte faire pour doter notre marine d'unités pouvant tenir tête aux nouveaux croiseurs allemands? » Et l'honorable sénateur a fait connaître à la haute assemblée un mémoire confidentiel du général Grœner qui éclaire d'un jour tout particulier les intentions du gouvernement allemand. Ces croiseurs sont destinés à protéger les convois vers la Prusse orientale en cas d'un conflit avec la Pologne. Comme, d'autre part, toute l'argumentation du général Grœner repose sur un prétendu traité d'alliance franco-polonais, « c'est en fait contre nous que les nouveaux croiseurs sont construits ». Si le gouvernement, en l'absence de M. Georges Leygues, s'est borné à répondre à la question de M. Lémery que ses suggestions seront retenues avec le désir d'en tenir compte, l'auteur de la *Revue* indique le remède qui doit être apporté à « cette situation inacceptable » : il propose la construction de grands navires de ligne du tonnage maximum prévu à la conférence de Washington, soit 35 000 tonnes, étant donné que nous avons le droit d'en construire trois dont un en remplacement de la

France perdu dans le chenal de Quiberon. Nous nous proposons de revenir ultérieurement sur cette question, nous bornant pour le moment à indiquer la précision de la menace navale qui surgit à notre horizon nordique du fait des intentions allemandes.

Toutefois, ce n'est point de ce côté-là que l'équilibre des forces risque de tourner le plus à notre désavantage. Fixons maintenant nos yeux sur le Levant, vers ce bassin de la Méditerranée orientale dont le passage doit demeurer sous notre contrôle militaire, afin d'assurer la mobilisation de nos forces nord-africaines. Or, voici que le contrôle de cette route nous échappe. Comment pourrions-nous en douter en présence des plans d'armement de l'Italie, prévoyant deux croiseurs de 10 000 tonnes, alors que nous n'en construisons qu'un seul, et 2 *esploratori* de 5 200 tonnes, alors que nous ne construisons aucune de ces unités? « Cet événement est grave, a-t-on dit, il marque la volonté de l'Italie de maintenir l'égalité de tonnage avec la France et son désir d'assurer la maîtrise de la Méditerranée. » Nous nous souvenons que la conférence de Washington a admis l'égalité de tonnage entre la France et l'Italie au point de vue des unités cuirassées. Mais la France s'est jusqu'ici refusée à étendre cette parité aux unités légères et aux sous-marins. Nous étions parvenus à acquérir pour ces deux types de navires une supériorité sur notre voisine; supériorité d'ailleurs toute théorique, puisque nous sommes obligés d'affecter une grande partie de ces unités à des objectifs extra-méditerranéens. Mais les nouvelles intentions de l'Italie prouvent clairement que cette dernière entend non seulement maintenir l'égalité de tonnage globale avec la France, mais même s'assurer une marge de supériorité pour les croiseurs rapides. Si l'on pouvait avoir la moindre illusion sur ce point, il suffirait de lire les discours et les déclarations des hommes d'État italiens. Lors de la discussion du budget à la Chambre italienne, à la fin du mois de mai dernier, un député prit la parole, M. Gugliemotti, ce fut pour répondre au discours de M. Lémery. Il affirma notamment la nécessité pour l'Italie « de sauvegarder le principe de la parité avec la marine française et de le défendre contre toute embûche possible, car il sanctionne la fonction navale de l'Italie comme grande puissance méditerranéenne ». D'autre part, le sous-secrétaire d'État de la marine,

amiral Sirianni, dans une proclamation qui a été reproduite par la presse du monde entier, a fait savoir qu'au début de 1933 la flotte de guerre sera entièrement renouvelée. Le noyau principal devant être constitué par des constructions nouvelles comprenant six croiseurs de 10 000 tonnes, six croiseurs de 5 200 tonnes, douze *esploratori* de 2 010 tonnes, vingt-quatre contre-torpilleurs et trente-deux sous-marins, non compris des réserves de navires presque neufs.

Quant à l'aviation de guerre, l'Italie s'est montrée peu prodigue de renseignements. Elle se défend d'entretenir une aviation militaire plus forte que celle des autres Puissances. La raison en est que s'il est impossible des cacher des constructions maritimes, il est au contraire facile de ne point donner de précisions sur les appareils aériens. En outre, l'Italie, instruite par l'exemple du passé, entend se présenter à la nouvelle Conférence navale avec un programme gigantesque pour donner ensuite l'impression de faire un sacrifice à la cause de la paix en renonçant à ce programme et en demandant le maintien d'un *statu quo* qui lui assurerait ce qu'elle désire. Mais nous savons pertinemment que les efforts aériens de l'Italie ne sont pas moins remarquables qu'en matière navale. Un réseau de stations d'avions ou d'hydravions jalonne toutes les côtes de la Péninsule et de la Sardaigne, exerçant sur la route directe d'Alger à Marseille une pression telle que nos convois ne pourraient point emprunter cette route sans la volonté de l'Italie.

D'ailleurs le « bilan naval du fascisme » qui a été donné, d'après l'*Italia Marinara* du 15 avril, par la *Revue maritime* du mois de mai, permet d'enregistrer les résultats déjà obtenus par un Gouvernement dont on doit reconnaître, — quitte ensuite à s'en inquiéter, — l'activité et l'énergie. En 1925, quatre torpilleurs de 2 200 tonnes entrent en service; en 1926, huit contre-torpilleurs et huit sous-marins; la même année, l'Italie lance deux croiseurs de 10 000 tonnes dont le *Trento* qui atteint 38 nœuds à l'heure; en 1927, huit contre-torpilleurs entrent en ligne, quatre croiseurs légers et six sous-marins sont entrepris; en 1928, le rythme des constructions s'accélère; deux nouveaux croiseurs de 10 000 tonnes, deux croiseurs légers, quatre torpilleurs et quatre sous-marins sont mis en chantier. Enfin, en 1929, nous savons que le gouvernement italien a pris la décision de construire deux croiseurs de

10000 tonnes et deux *esploratori* de 5250 tonnes auxquels s'ajoutent quatre contre-torpilleurs et cinq sous-marins.

* * *

Nous connaissons maintenant les intentions de nos voisins du Nord et du Sud. Pour ce qui est de l'Allemagne, on ne saurait, comme nous l'avons dit, s'étonner qu'elle ait appliqué l'article 181 du Traité de Versailles lui permettant de construire six croiseurs de 10000 tonnes. Mais c'est par la caractéristique des navires qui sont entrepris que se signale l'acte du Reich. Celui-ci a, en effet, pris une grave responsabilité en réveillant cette question des cuirassés endormie depuis Washington. Le fait pour l'Allemagne de se lancer dans le cuirassement de navires de 10000 tonnes et de 25 nœuds nous impose l'obligation de nous prémunir contre ces rois de la Baltique, qui non seulement seraient en état de troubler les relations franco-polonaises, mais risqueraient en outre de se présenter devant les côtes françaises sans que nous puissions leur opposer d'unités similaires. Étant donné leurs 25 nœuds, les *Ersatz-Preussen* seraient en mesure de couler tous les navires marchands qui ont une vitesse inférieure à la leur.

Si le but de l'Allemagne est de dominer la flotte française dans la Mer du Nord et de s'assurer l'hégémonie dans la Baltique, que dire des desseins de l'Italie? N'est-ce point de profiter de cette circonstance pour acquérir la maîtrise de la Méditerranée? Les raisons que cette Puissance met en avant pour justifier sa politique ont été exposées par nous dans un article sur les « accords navals ». Le discours du député Gugliemotti est venu confirmer cette thèse que l'Italie a droit à une flotte supérieure « parce qu'une côte océanique est une source de vie pour le trafic en temps de guerre, tandis qu'une mer fermée comme la Méditerranée constitue une embûche continuelle »; thèse insoutenable qui conduirait à refuser à l'Angleterre une flotte de guerre parce que les Iles britanniques sont entourées d'océans et qui, en tout cas, donnerait à la Serbie, à la Grèce, des prétentions équivalentes à celles de la Péninsule. L'honorable député a déclaré également que la France n'avait pas d'ennemis du côté de l'Atlantique. Nous nous flattons, en effet, que l'amitié britannique soit désormais constituée sur des bases indissolubles; mais les plans de constructions de l'Allemagne

contredisent d'une façon formelle l'assertion du député italien.

Nous ne voudrions pas engager une polémique qui risquerait de troubler les bons rapports qui existent entre deux nations sœurs. Il est impossible cependant de ne point faire abstraction des contingences internationales qui placent la France dans l'obligation ou d'accepter une parité globale avec l'Italie qui compromet son avenir, ou de faire comprendre aux autres partenaires de la Conférence la difficulté de notre situation géographique. Nos amis anglais, qui ont le sens des réalités maritimes, avaient fort bien compris cette question. D'où la signature des accords navals. Mais les États-Unis d'Amérique ne se sont pas laissé convaincre : ils ont considéré ces accords comme dirigés contre leur politique pacifiste. Pussions-nous démontrer à l'Amérique le bien fondé de nos doléances !

Le problème de la sécurité de notre pays, si souvent déchiré par l'invasion, est un et indivisible. Il dépend de la mise en œuvre de toutes nos forces d'outre-mer. Nous sommes donc en droit de demander une classification dans les armements navals qui se précise aujourd'hui. En admettant le principe même de la parité franco-italienne en Méditerranée, il resterait à donner à la France des moyens navals en rapport avec l'importance de la flotte allemande, et de lui accorder en outre des croiseurs nécessaires à la couverture de ses colonies, ce que l'Angleterre demande si justement pour ses Dominions. Il en résulte que lorsque nous aurons déterminé les forces réciproques de l'Italie et de la France en Méditerranée, il restera encore à prévoir des forces supplétives proportionnelles au double objectif que nous venons de définir. Le principe même de la parité en Méditerranée avec l'Italie n'est pas admis par l'opinion publique française qui se fonde sur le fait de la coexistence sur les deux rives de la Méditerranée de deux Frances si intimement liées entre elles que la vie de l'une ne peut pas se concevoir sans l'existence de l'autre. Quelle est, en regard de la masse de troupes et de matériel qu'il faudrait faire passer d'Afrique en Provence, l'importance de la liaison maritime entre le Péninsule et la Tripolitaine ? Alors que presque toutes les forces de l'Italie seraient libres de tenir la mer, les nôtres demeureraient en quelque sorte rivées à la garde de nos convois.

Telles sont les idées qu'il nous a paru nécessaire de répéter avant que la France soit mise en présence du fait accompli d'une Conférence de désarmement. Nous avons donné à Genève assez de preuves de nos intentions pacifiques pour demander que la Société des nations continue à étudier la question du désarmement dans son ensemble. En attendant que devons-nous faire ? L'auteur de l'article de la *Revue* du 1^{er} mai a déjà répondu en ce qui concerne les cuirassés. Mais laisserons-nous la flotte italienne dépasser la nôtre en Méditerranée ? Ne construisons-nous pas un second croiseur en réponse à celui que notre voisine vient de mettre en chantier ? Continuerons-nous à ne point prévoir d'« explorateurs », quand l'Italie, qui en a mis deux en chantier cette année, se flatte d'en posséder six en 1933 ? Ce sont là de complexes sujets qui demandent à être examinés sous le triple rapport de la technique navale, de nos possibilités financières et de l'opinion publique internationale.

Du point de vue tactique, il est certain que la construction d'une unité de ligne de 35 000 tonnes, type croiseur de bataille, se recommande par le fait qu'elle pourrait servir en quelque sorte à deux fins : dans le nord pour être opposée aux croiseurs cuirassés allemands, dans le midi comme défense massive de nos convois. En outre, en vertu du principe de la supériorité des armes si souvent préconisé dans la *Revue* depuis le prince de Joinville, il est reconnu qu'on a toujours avantage à choisir l'arme la plus forte et à concentrer ses moyens d'action pour vaincre. D'autre part, le rendement financier de grosses unités est supérieur à celui des petites unités ; celles-ci, toutes proportions gardées, coûtent plus cher que les autres, non seulement en raison de leur prix de revient à la tonne, mais aussi comme frais d'armement. On peut, il est vrai, reprocher aux cuirassés de présenter une cible de 600 millions à la trajectoire des torpilles, en sorte qu'une division de ces bâtiments entraîne un décaissement de près de deux milliards. Ce ne serait pas une raison suffisante pour renoncer à leur mise en chantier. Reste le point de vue diplomatique. On ne saurait se dissimuler que la décision de la France de construire une telle unité aurait un grand retentissement. Aucune nation n'a entrepris de cuirassés depuis la conférence de Washington. Les Anglais ont bien achevé le *Nelson* et le *Rodney* ; mais les plans de ces deux navires

étaient arrêtés au moment de la conférence et il a fallu même réduire leur tonnage pour les adapter aux nouveaux accords. Quant aux *Colorado*, qui ont servi de type aux définitions du pacte, il sont antérieurs à lui. La France ouvrira donc la voie à ces bâtiments que la terminologie internationale qualifie d'« offensifs ». Si les Puissances maritimes, qui ont tacitement admis le règne des croiseurs, prenaient ombrage du cuirassé, il nous serait possible de répondre aux reproches d'impérialisme que l'on ne manquerait pas de nous adresser, que ce n'est pas nous qui avons commencé. C'est donc une question d'opportunité!

Par ailleurs, nous ne pouvons différer la mise sur cale d'un ou deux croiseurs de 10 000 tonnes, afin que notre programme soit équivalent à celui de l'Italie. En résumé, il nous paraîtrait tout à fait imprudent d'aller à une conférence de désarmement naval si nous ne nous sommes pas mis d'accord au préalable sur les principes suivants : nos forces dans la mer fermée de la Méditerranée ne doivent pas être inférieures en tout état de cause à celles de la nation continentale la plus puissante et nos besoins navals océaniques doivent être calculés supplémentairement. Ces besoins résultent, d'une part de la composition de la flotte allemande, d'autre part de l'importance de nos routes coloniales et des convois que nous sommes appelés à y faire passer. Rien n'empêche autrement que la Conférence se réunisse sans nous, ainsi que M. MacDonald semble le proposer. L'amirauté britannique peut être assurée que nous resterons fidèles à l'esprit des « accords navals ». Pour le moment, comme nous ne pouvons nous soustraire à l'échéance de ces constructions, votons les crédits voulus pour la commande de deux croiseurs de 10 000 tonnes et étudions à toutes fins utiles les plans d'un cuirassé et d'un « explorateur ». Ainsi qu'on l'a fait remarquer, le développement de la métallurgie française nous permet de soutenir une lutte de tonnage avec quelque chance de succès, puisque nos productions navales sont sans influence sur la balance commerciale du pays qui tire de sa propre substance tout l'acier nécessaire à l'achèvement de ses vaisseaux.

RENÉ LA BRUYÈRE.

THOMAS MANN

ROMANCIER DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE

Thomas Mann, qui n'a dépassé que de peu la cinquantaine, est en pleine possession de son talent et de sa réputation. Bien qu'il ait été fêté en France, avec une préférence un peu exclusive, comme le romancier allemand par excellence, il s'est toujours défendu d'être un personnage officiel. Son roman des *Buddenbrook* avait déplu à la bourgeoisie hanséatique dont il étudiait le déclin ; on avait classé l'auteur parmi les détracteurs de l'Allemagne impériale, en le comparant d'assez ridicule façon à Bilse, l'auteur de *Léna ou Sedan* ? Plus tard, un autre roman, *Altesse Royale*, avait suscité les protestations de certains petits princes allemands qui s'y voyaient caricaturés. La réhabilitation officielle de Thomas Mann date de son livre de guerre, les *Considérations d'un Apolitique*, nettement conservateur et monarchiste. La réputation européenne lui est venue après son dernier roman, *la Montagne enchantée*, contemporain d'un ralliement assez éclatant à la République, et qui reprend et examine une à une toutes ces « valeurs » de la civilisation européenne entre lesquelles l'Apolitique prétendait instituer un choix exclusivement germanique, protestant, pessimiste et musical, — on verra que ces adjectifs ne sont pas ici alignés au hasard.

Et telle est la vertu d'un talent supérieur et d'une certaine souplesse à prendre le vent que, des deux frères Mann, si dissemblables et pendant la guerre si ennemis, celui que certains cercles littéraires parisiens ont fêté le premier, ce n'est pas Heinrich, le républicain de toujours, l'àpre critique de l'ère

impériale, le disciple de Zola, l'admirateur de la France; c'est Thomas, l'homme aux convictions flottantes, qui estime qu'un artiste ne prend jamais les idées au sérieux, mais qui, avec ses contradictions et ses incertitudes, nous paraît refléter mieux l'âme incertaine et contradictoire, sous des dehors arrogants, de ses compatriotes, de ses contemporains.

Il aime à se donner pour « le chroniqueur et l'interprète de la décadence, l'amateur de vérité pathologique et de mort, l'esthète attiré par l'abîme ». Rien de moins décadent pourtant que ce romancier vigoureux qui, après diverses nouvelles très distinguées, publie à vingt-cinq ans le grand roman des *Buddenbrook*, histoire d'une famille lubeckoise au cours de quatre générations, et qui, après la guerre, donne à ce gros livre un pendant de 1 200 pages dans le *Zauberberg* (la Montagne enchantée), sans compter un autre roman dans l'intervalle, *Königliche Hoheit* (Altesse Royale), et de nombreuses nouvelles dont deux au moins hors de pair : *Tonio Kröger* et *Der Tod in Venedig* (la Mort à Venise) (1). S'il peint avec prédilection des phénomènes de décadence individuelle ou sociale, ce n'est pas qu'en son for intérieur il les admire ou les approuve; mais il s'y attache d'une curiosité passionnée, en psychologue et en médecin, avec le double espoir de découvrir les maladies qui rongent la vie, mais ensuite les moyens de la préserver et de la régénérer. Aimer la mort, dit-il, c'est aimer la vie, et réciproquement. Il pense tenir ce double souci de Nietzsche et de toute la tradition scientifique du XIX^e siècle, siècle probe et triste, sceptique, laborieux et plébéien, qui ne semble pas avoir légué au XX^e siècle impatient, volontaire et militant, intolérant et pragmatiste, son haut ascétisme intellectuel, sa vaillance sans illusion, sa notion toute séculière de l'héroïsme professionnel.

En dehors même de l'autobiographie à peine voilée qui remplit toute son œuvre, Thomas Mann s'est souvent expliqué sur ses origines et sur sa formation. Fils de négociants en grains établis à Lubeck de père en fils depuis le début du XIX^e siècle, mais plus anciennement venus de Nuremberg, il

(1) Ces deux dernières nouvelles ont été traduites en français ainsi que *Tristan* et quelques autres, jointes à *Tonio Kröger* dans un même recueil. Plus récemment un volume réunit, sous le titre de *Désordre*, trois nouvelles d'après-guerre (Kra, éditeur). Mais ce sont les grands romans qu'il nous faudrait, si leur longueur n'était point faite pour effrayer l'éditeur et le lecteur.

tient de sa mère, Brésilienne de sang mêlé, une hérédité assez différente. Pour l'essentiel, il est bien le fils de cette forte race hanséatique de négociants et d'armateurs, cultivée sans être artiste, libérale et non démocrate, pratique avant tout, mais pieuse, attachée à un idéal de moralité et de responsabilité traditionnelles. Il a passé la majeure partie de son enfance dans la vieille maison que décrit minutieusement le roman des *Buddenbrook*; mais la délicate héroïne de *Tristan*, et Tonio Kröger, et le petit M. Friedemann, et Hans Castorp, du *Zauberberg*, ont grandi dans des demeures familiales très analogues : nobles maisons du XVIII^e siècle à façades régulières percées de hautes fenêtres, à frontons flanqués de statues, d'aspect solennel sur la rue, mais qui ouvrent en arrière sur d'étroits jardins, sur des cours plantées de vieux arbres, animées par un jet d'eau solitaire. Il appartient à cette bourgeoisie d'affaires, solidement implantée dans le réel, qui aime le travail et l'argent, mais aussi la vie large, un luxe de bon aloi, les grandes façons dignes et courtoises. Il ne l'a jamais oublié, ni dans sa vie, ni dans ses œuvres.

Or cette robuste oligarchie bourgeoise lui paraît présenter des défaillances, des raffinements excessifs, des symptômes de déséquilibre qui préludent aux effondrements individuels et familiaux. Il n'a pas écrit, comme Gustav Freytag jadis, le roman d'une fortune qui s'édifie, d'une maison de commerce qui se fonde. Il n'a pas choisi de chanter les fastes de la bourgeoisie triomphante, mais sa décadence plutôt que sa grandeur. Ici encore un souvenir personnel a été décisif : Thomas Mann a perdu son père fort jeune et c'en a été fait de la maison Mann de Lubeck. Le père mort, les affaires liquidées, la maison vendue, M^{me} Mann et ses cinq enfants quittèrent Lubeck pour Munich. Ce désarroi particulier à l'adolescent orphelin et transplanté, mais aussi la clairvoyance qu'en tire un esprit vit et avisé, sont la racine des principales œuvres de Thomas Mann : *les Buddenbrook*, *Tonio Kröger*, le *Zauberberg*.

Il voit finir des familles jadis puissantes, il en voit émerger d'autres qui ne lui paraissent pas toujours dignes de leur succès rapide et brillant. Mais les grandes familles de naguère ne périssent pas tout entières; il surgit parfois de l'une ou de l'autre cet étrange produit de désagrégation qu'on appelle un artiste, — un homme qui ne se voue à aucune tâche reconnue,

lucrative et classée, — un contemplateur, un rêveur, un fureteur aussi, presque maladivement ou criminellement épris d'histoires louches, de bas-fonds équivoques, de vérités malpropres ou douteuses. Le romancier, le psychologue est ainsi le produit peu recommandable d'une bourgeoisie en décomposition. Le genre romanesque lui-même, qui est le genre favori des sociétés bourgeoises, comme l'épopée a été celui des sociétés aristocratiques primitives, est à la fois le symptôme et le diagnostic de cet état d'instabilité sociale où tout le XIX^e siècle s'est senti vivre.

Thomas Mann croit surprendre la profonde mélodie souterraine qui accompagne en sourdine le brillant épanouissement de la grande bourgeoisie moderne. Elle a passé l'âge naïf de l'expansion instinctive et de la conquête. Même quand elle se l'imagine, elle ne croit plus aux fins pour lesquelles elle lutte et elle travaille. Trois grands penseurs allemands ont deviné ce tragique secret, sans le formuler de cette manière; ce sont les trois maîtres de Thomas Mann, la constellation sous laquelle il aime à se placer : Schopenhauer, Richard Wagner, Nietzsche. La patrie de son âme, dit-il, c'est la rive du lac de Zurich, c'est Tribtschen où ces trois astres se conjuguent.

La lecture de Schopenhauer, faite à vingt ans dans sa chambre d'étudiant à Munich, a été pour Mann la même révélation éblouissante qu'elle fut pour Nietzsche au même âge. Il a de ce jour admis le pessimisme foncier qui voit la vie cruelle et le monde mauvais, qui renonce d'emblée à introduire dans le réel de la justice ou de la clarté, et qui s'enivre des mélodies de la mort et de la fascination du néant. Dans cette doctrine de renoncement à la vie et à l'action, il a discerné ce que Nietzsche jeune y aimait aussi : « l'atmosphère de rigueur morale, un relent faustien, un goût de mort, de croix, de tombeau ». Et voilà de quel fond funèbre germeront ces œuvres très vivantes : *les Buddenbrook*, *Tristan*, *Königliche Hoheit*, — ou très méditatives : *Tonio Kröger*, *la Mort à Venise*, *la Montagne enchantée*. C'est aussi de Schopenhauer, aggravé par Wagner, par Nietzsche et par Paul de Lagarde, que Mann a tiré plus tard ses pires maximes d'abstentionnisme politique et d'adhésion au militarisme régnant, jusqu'au jour où deux autres penseurs mystiques, Novalis et Walt Whitman, lui ont ouvert un chemin imprévu vers l'idéalisme démocratique et républicain.

Wagner l'a conquis par le sortilège de sa puissante musique, si schopenhauérienne d'inspiration. Sortilège dont Nietzsche lui a enseigné à discerner les éléments troubles, le pathétique théâtral, le parti-pris décoratif et fastueux, mais qui en dépit de toutes les critiques a gardé sur lui un empire absolu : au point qu'une seule mesure de Wagner entendue au hasard suffit à lui causer des transports. Il affirme devoir à ce grand musicien plus qu'à aucun écrivain l'art de la composition architecturale, des parties coordonnées, des motifs repris et fugués. *Les Buddenbrook*, a-t-il écrit, doivent plus à la Tétralogie qu'à l'histoire des Rougon-Macquart.

Ce que Thomas Mann emprunte à Nietzsche est beaucoup plus circonscrit ; il aime le jeune Nietzsche wagnérien et schopenhauérien de Bâle et de Tribschen ; il admire cette extraordinaire perspicacité psychologique, cet art et ce courage de voir l'homme tel qu'il est, dans sa ruse et dans sa bassesse, ce goût de descendre dans l'eau la plus noire si elle est l'eau de la vérité. C'est donc, outre le pessimisme, une bonne part encore de l'intellectualisme de Nietzsche qu'il admet. Mais il demeure fermé à la grande espérance mystique d'une surhumanité future. Porté au point où Nietzsche l'a poussé, le goût de l'observation lui paraît être « une passion, un héroïsme, un martyre ». C'est cet héroïsme qu'il faut au romancier de nos jours, mais un héroïsme détendu, sans gestes pathétiques ni grandes illusions. Peut-être peut-on aller plus loin encore et, à l'exemple de Nietzsche, esprit lucide, grand destructeur d'illusions, humilier l'esprit et la vérité même devant la vie, exalter l'illusion nécessaire, l'illusion bienfaisante, la force aveugle par où la vie s'accroît et se propage. Voir clair et n'en tirer aucun orgueil, proclamer que vivre vaut mieux que comprendre, mortifier en soi l'orgueil de l'intelligence, c'est là une forme de l'ascétisme bien étrangère au pragmatisme vulgaire ; Thomas Mann en a trouvé chez Nietzsche les premiers linéaments. Lorsque Tonio Kröger, l'artiste aux yeux sombres, admire si passionnément les gens vulgaires, « ceux qui ont les cheveux blonds et les yeux bleus », ceux qui vivent, aiment, travaillent et meurent sans jamais se poser de problèmes, il transpose dans sa sphère bourgeoise certains aphorismes de Nietzsche que Mann a aimés. Non que Tonio Kröger ni Thomas Mann croient tout à fait à ce qu'ils affirment, méprisent l'intelligence et l'art autant

qu'ils le disent. Mais il y a en eux un doute fondamental qui, ne se traduisant pas en brutalité ni en désespoir, se résout en ironie, en sarcasme léger. De là ce chatoïement des surfaces, ce jeu contradictoire qui donne à l'œuvre du romancier sa richesse nuancée, sa souplesse capricieuse et vivante.

Parmi ses devanciers plus immédiats, Thomas Mann a rendu hommage à toute la lignée des conteurs allemands, qui va de Stifter, de Reuter et de Storm, à Gottfried Keller, à Fontane, à C. F. Meyer. Il a dit son admiration pour le roman français et anglais, beaucoup plus encore pour les Russes et les Scandinaves dont il parle avec religion. C'est donc une culture très européenne que la sienne, large et libérale, portée avec prédilection vers les problèmes moraux et toute baignée de pessimisme et de musique. « La morale, la bourgeoisie, la décadence, a-t-il écrit, les trois vont ensemble. Mais la musique ne s'y rattache-t-elle pas aussi ? »

* * *

Nous n'avons pas à redire ici les débuts de Thomas Mann qui datent du collège, sa collaboration par correspondance à diverses revues d'avant-garde, ces premières années un peu incertaines qu'il a racontées avec humour dans un fragment souvent cité (1). Des nouvelles de qualité aussi rare que *le Petit Monsieur Friedemann* avaient déjà attiré sur lui l'attention du public, quand parut en 1901 l'œuvre qui le classa aussitôt, *les Buddenbrook, histoire du déclin d'une famille*. On a peine à se représenter que ce roman lubeckois a été écrit en majeure partie à Rome, sous l'invocation de Tolstoï et de Tourgueniew dont les portraits ornaient seuls la table du jeune écrivain, et qu'il a été terminé à Munich, après une brève et malheureuse période de service militaire. Thomas Mann ne put jamais s'habituer au pas de l'oie qui lui causait une inflammation chronique des tendons. Il est dans ces années-là profondément inquiet et troublé, mal adapté et désaxé. Le remède sera de chercher à se comprendre, à s'expliquer à lui-même. Mais un homme ne s'explique que par ses antécédents, physiologiques et psychologiques. C'est ainsi, pour voir clair en lui et pour s'absoudre, que Thomas Mann est remonté à quatre générations en arrière,

(1) On le trouvera par exemple dans la préface à l'édition française de *Tonio Krüger*, p. XIV-XVIII.

guidé par ses souvenirs et les récits des siens et par le livre de raison conservé dans la famille. *Les Buddenbrook* sont donc plus que la confession d'un homme, la monographie d'une famille lubeckoise à travers tout le xix^e siècle.

C'est de l'ancêtre, Johann Buddenbrook, marchand de grains, fournisseur aux armées de Napoléon, que date la fortune de la famille. Il appartient encore tout entier au xviii^e siècle, ce commerçant voltairien, sceptique et un peu libertin, qui porte élégamment la perruque, le jabot et la tabatière d'or, parle vaguement le français, aime les petits vers gaillards, soigne avec amour son jardin à la française. Il s'en va magnifiquement conclure des marchés aux environs dans sa calèche à quatre chevaux et fait prévaloir dans sa maison son autorité rude et patriarcale, tout à fait dénuée de sentimentalité. Mais dès la génération suivante on voit agir des influences toutes différentes : un grand souffle de tendresse sentimentale et humanitaire, venu un peu tardivement de Rousseau, de Goethe et du piétisme, passe sur ces égoïsmes élégants, attendrit ces âmes impérieuses. Johann II, le consul, est libéral, constitutionnel à la mode de 1830 ; il s'enthousiasme pour des entreprises d'intérêt général ou d'éducation populaire : le Zollverein, les écoles techniques. Fils d'un athée, il est, lui, un croyant intègre ; sa femme est d'une piété plus exaltée, s'entoure de missionnaires et de dévots, pratique une ardente charité. Cela sans aucun ascétisme : on continue de mener dans la maison des Buddenbrook une vie large et fastueuse, nourrie de tous les biens de la terre. Les familles demeurent nombreuses, les mœurs patriarcales, les repas copieux ; on y aime les fêtes de famille et les grandes réceptions. Aucun symptôme de dégénérescence. Cependant les signes du mal apparaissent à la troisième génération, celle du père de Thomas Mann, avec une profusion effrayante et soudaine.

Thomas Buddenbrook, sénateur et bourgmestre en second, est un personnage plus officiel encore, plus imposant d'aspect que son père et son grand-père. Mais son frère Christian est un dévoyé, un bohème, et sa sœur Toni, versatile et charmante, d'humeur inquiète et instable, deux fois mal mariée, donne elle aussi des signes de déséquilibre, malgré sa grâce insouciant et vivace. Thomas lui-même, le plus élégant et le mieux doué des Buddenbrook, et celui qui a conquis la plus grande

situation, est rongé par un mal secret, un mécontentement chronique de lui-même et des autres. Une sorte de stoïcisme le tient debout, — ce stoïcisme calviniste qui est, selon Ernst Tröeltsch, l'âme du capitalisme bourgeois, — mais il ne croit plus aux idéals d'ordre, de travail, d'économie, de probité, qui sont la tradition de sa race; il ne supporte plus la vieille maison familiale, en construit une plus riante et plus moderne pour sa jeune et jolie femme; il s'entoure d'une société d'officiers, d'acteurs, de musiciens, qui n'ont rien de commun avec son milieu héréditaire. Des nuances nouvelles de pensée et d'art, profondément étrangères à sa race, s'insinuent en lui et lui inspirent le doute à l'endroit des vertus ancestrales. En lui la bourgeoisie riche, cultivée, affinée, a passé l'apogée de sa vigueur; elle s'amenuise et se débilité par une culture esthétique contre laquelle elle n'est pas immunisée. Elle dégénère, non par le désordre passionnel, — ce qui est une forme latine de la décadence, — mais par dégradation spontanée de l'énergie intime, par pessimisme instinctif.

Si Thomas Buddenbrook offre à ce danger une certaine résistance, au moins apparente, son frère Christian sombre dans la débauche et les excentricités macabres, dans les cabarets où il mène une existence déshonorée de mime et de pitre. Une grande et belle scène met aux prises les deux frères dissemblables, atteints au fond du même mal. Thomas semble triompher, mais un autre fléau le guette, fléau bien allemand, qui est l'abus de la musique. La belle M^{me} Gerda Buddenbrook groupe autour d'elle un cénacle de musiciens passionnés qui exclut Thomas comme trop profane. Il devient complètement étranger aux siens, sauf peut-être à son fils Hanno dont la sensibilité délicate devine cette souffrance taciturne. Mais c'est Thomas qui ne comprend pas l'enfant maladif et frileux, brimé par ses camarades, rudoyé par ses maîtres, qui se console à son piano, où il passe des heures à improviser sans fin.

C'est ainsi que Thomas Buddenbrook, riche, influent, considéré, mais désespéré, privé de point d'appui intérieur et n'en trouvant plus chez les siens, n'a plus qu'une ressource : mourir. Pour lui prêter toutefois dans la mort une consolation et une transfiguration dernière, Thomas Mann lui a donné, comme au plus cher de ses enfants, — celui qui lui est à la fois « fils, père et sosie », — l'expérience haute de la lecture de Schopen-

hauer, un jour d'été, dans un volume trouvé par hasard au jardin. Tout s'éclaire alors pour lui : il lui apparaît qu'il y a un remède à la vie, un repos définitif où nous allons tous, en dépit ou en vertu de nos efforts, une issue certaine à l'enchaînement cruel des causes. Rien n'existe que l'instant présent. Le monde même est une illusion, une construction de la volonté. Ne plus vouloir vivre, c'est le secret de ne plus souffrir. Toutes les images qui nous tourmentent s'évanouiront quand nous fermerons les yeux, et rien de nous ne sera plus. C'est pour lui le narcotique, la délivrance, la musique éternelle. Il est désormais prêt à mourir, — d'une mort d'ailleurs accidentelle et laide qui le couche dans la neige, la face dans la boue, ses gants blancs souillés de fange et de sang, un jour qu'il se rendait chez le dentiste. Après lui la dissolution est rapide : son fils Hanno, le dernier de sa race, qui se détruit physiquement et nerveusement par l'abus de la musique, meurt à quinze ans. Il ne reste plus que des femmes pour le pleurer.

Ainsi s'achève l'évolution de la famille Buddenbrook, entièrement menée, comme on le voit, par des forces psychiques. La bourgeoisie allemande d'avant-guerre était-elle vraiment aussi énervée que Thomas Mann nous l'a peinte ? L'objection lui a été faite même en Allemagne. Il a répondu que, n'ayant pas vécu à Berlin, il n'a pas vu de près le délire des grandeurs, la fièvre de spéculation, le vertige des milliards, qui ont caractérisé « l'ère de plomb » d'après 1871. Les villes hanséatiques, fières de leur ancien passé, un peu à l'écart du Reich et tournées vers la mer, n'ont guère bénéficié, selon lui, de la fortune impériale de la Prusse. Elles ont, d'autre part, conservé des coutumes patriarcales, une urbanité républicaine, très différentes du ton rogue et militaire de Berlin. Quant à Munich, c'est une sorte de grande ville d'eaux administrée par un comité des fêtes, c'est la ville artiste et un peu dissolue que Thomas Mann a stigmatisée deux fois, tout en l'aimant, dans *Gladius Dei* et dans *Fiorenza*.

Surtout, il faut dire que ce roman est un mythe, une légende épique très nourrie de réalité, mais symbolique, ne fût-ce que par sa catastrophe finale. Il dépeint le crépuscule de la bourgeoisie, sans qu'on voie au juste ce qui la remplacera, sinon une autre bourgeoisie, de richesse plus récente, donc plus rustique et plus brutale. Il y aurait grand intérêt à comparer les

Buddenbrook, non pas tant aux *Rougon-Macquart*, œuvre plus touffue mais plus superficielle, qu'au cycle romanesque où Galsworthy a décrit le déclin d'une grande famille bourgeoise de l'ère victorienne, la *Saga des Forsyte*.

* * *

Thomas Mann a voulu, après cet essai d'analyse destructrice, tenter lui-même de reconstruire. *Tonio Kröger* en est une première tentative, bien tâtonnante encore. *Altesse Royale* est plus affirmatif. Mais le charme de Tonio Kröger, c'est sa jeunesse pensive et repliée, son grand rêve triste et tendre. Mann a dit de cette nouvelle qu'elle est une ballade en prose, un lied sur le violon des *Buddenbrook*, comme *Tristan* est un prélude au *Zauberberg*. C'est surtout une précieuse confession. Tonio Kröger, au nom germano-latin, fils d'un consul lubeckois et d'une créole, tourmenté par sa double hérédité, inadapté, artiste, c'est un nouveau sosie de l'auteur. Mal fait pour la vie pratique, mais d'un jugement très lucide, il est plein d'ironie à l'égard de lui-même et de l'existence. Ceux qu'il faut admirer, il le déclare, ce sont les vivants simples et sains, aimables et heureux, ceux qui n'auront pas un regard pour l'artiste aux yeux brûlants, aux joues creusées par la pensée. Pourtant, la joie italienne, au milieu de laquelle il est transporté, lui fait mal et l'exaspère. « Toute cette *bellezza* m'énerve », dit-il. Il préfère les pays du nord, le Danemark aux grands horizons marins, aux campagnes silencieuses et fraîches. Mais, déraciné et orphelin, il sera seul partout, seul comme les héros indécis de Storm et de Jacobsen auxquels il ressemble. « Vous êtes, lui dit son amie Lisaveta, un bourgeois dévoyé. » Et lui de renchérir : « Un de ces hommes qui s'égarent nécessairement, parce qu'il n'y a pas pour eux de vrai chemin. » Il lui reste de comprendre et de sourire, et d'aimer secrètement cette vie vulgaire qui l'a traité en marâtre : « Cet amour, dit-il, est bon et fécond. Il est fait d'aspirations douloureuses, de mélancolique envie, d'un peu de dédain et d'une très chaste félicité. » Beaucoup plus tard, Thomas Mann a esquissé une figure bien différente de bourgeois dévoyé, celle du chevalier d'industrie Félix Krull. Mais, pour bien marquer le lien, c'est à Tonio Kröger qu'il a prêté l'aventure dont il a été lui-même le héros, un jour où de passage dans sa ville natale, il faillit être incarcéré

comme escroc en rupture de ban, le signalement du malfaiteur s'appliquant à lui de tout point. Façon plaisante de dire que l'artiste est aux yeux de la société bourgeoise un scandale, une exception, un danger. Tonio Kröger, pourtant, n'a rien d'un aventurier. Nulle part Th. Mann n'a exécuté de variations, avec plus de virtuosité délicate et tendre, sur ce thème qui lui est cher entre tous : grandeur et misère de l'artiste dans la société contemporaine, son infériorité pratique et sa lucidité supérieure, son renoncement nécessaire et sa pénétrante ironie. Le même problème remplit la plupart des autres nouvelles où l'on voit de touchants grotesques ou de tendres cœurs, supérieurs à ce qui les vaine, de graves disgrâces physiques jointes aux dons de l'esprit et du caractère, et toujours le triomphe de la vie pratique, de la jovialité un peu grosse, de la santé et de la médiocrité vigoureuse.

Königliche Hoheit (Altesse Royale), en 1909, est d'un genre plus tempéré. Abstraction faite de la peinture amusante, à peine caricaturale, d'une petite cour falote à l'aube du ^{xx} siècle, que peut signifier l'idylle de Klaus Heinrich, jeune prince un peu endormi, et de la belle milliardaire américaine? Nous avons affaire ici, d'après Mann, à une allégorie, à une comédie sous forme de roman, à un conte de fées plein d'intentions didactiques. Cette existence princière, toute en cérémonies et en représentation, qui ne touche jamais aux choses mais à leurs signes, qui se contente de gestes et ignore le travail, cette vie si profondément anachronique, c'est un symbole de l'existence artiste, comme elle étrangère au réel. Mais il faut un jour redescendre dans le concret, dans l'ordre, dans le travail. C'est ce que sent très confusément le prince Klaus Heinrich. Deux forces le ramèneront sur la terre : l'amour, un simple amour d'homme, et le besoin de servir, le désir d'être utile aux hommes de sa race. Les millions de l'Américaine, et les leçons d'économie politique qu'elle donne au prince, favoriseront puissamment ce dernier dessein. Mann estime que c'est là une moralité allemande, celle de Faust et de Wilhelm Meister. On n'est pleinement un homme que si l'on accepte de servir les hommes.

Telle est, pour un prince, la morale du despotisme éclairé, encore que ce ne soit pas tout à fait de la démocratie, comme le croit Mann. L'histoire est contée avec beaucoup de charme,

depuis l'enfance du héros dans le palais délabré aux greniers immenses, aux cours mal pavées, aux jardins négligés et touffus, jusqu'à l'idylle avec la jolie Américaine mathématicienne et amazone, si adroite, si sûre, et qui se fait avec tant de grâce l'éducatrice exigeante du faible et bon Klaus Heinrich. Pour la première et la seule fois, un roman de Thomas Mann décrit un bonheur, une réussite, un foyer qui se fonde. On en a voulu reporter l'honneur au propre mariage de l'auteur, contemporain du livre, et y voir un discret hommage à M^{me} Thomas Mann qui semble bien avoir prêté quelques traits à l'Américaine Imma Spœlmann.

Tout autre est l'atmosphère de *la Mort à Venise* (1914). Le romancier Gustav Aschenbach n'est pas un jeune Tonio Kröger hésitant; c'est un écrivain d'âge mûr, de renommée européenne. Mais parce qu'il a une sensibilité d'artiste et parce qu'il a passé le milieu de la vie, il sera plus sujet qu'un autre à de brusques déraillements, au délire qui mène à la mort. La fascination mortelle que peut exercer la beauté physique, celle que Platen a chantée dans les vers célèbres :

*Wer die Schönheit angeschaut mit Augen,
Ist dem Tode schon anheimgegeben* (1)...

tel est le sujet que Mann s'est proposé. L'image qui s'est d'abord présentée à lui, c'est celle de Goethe septuagénaire, épris d'une enfant de dix-sept ans, s'escrimant pour elle à des prouesses juvéniles, désespéré de son refus. Mais il fallait un dénouement tragique et un personnage moins historiquement donné. C'est alors que pendant son séjour à Venise, apprenant la mort du compositeur Gustav Mahler, Mann a inventé le personnage de Gustav Aschenbach qui a le prénom et le masque du musicien, et dont l'aventure est liée au charme maléfique de Venise. Pour le reste, c'est un écrivain assez proche de Thomas Mann lui-même, un romancier de l'énergie triste et de l'héroïsme passif, le moins fait, semble-t-il, pour cette passion folle et fatale qui le saisit lorsque paraît sur la plage le gracieux adolescent polonais, occupé à construire avec ses sœurs des châteaux de sable. Cet empire absolu qu'exerce sur lui la beauté juvénile accomplie, tantôt il s'en épouvante et tantôt il s'en excuse;

(1)

Celui dont les yeux ont vu la beauté
A la mort dès lors est prédestiné...

jamais d'ailleurs il n'osera même adresser la parole à l'enfant qui n'a, de son côté, pour l'homme taciturne et fatigué, qu'un regard étonné de ses yeux d'or à longs cils. Mais parfois l'écrivain croit entendre Socrate sous le platane expliquer au jeune Phèdre ce qu'est l'Eros charnel, image et symbole de l'Eros spirituel, et comment il nous faut aimer la beauté, la seule entre les idées qu'il nous soit donné de contempler avec nos yeux de chair. Ce profil de jeune Apollon dédaigneux, ces attitudes exquises, comment ne se transposeraient-ils pas en rythmes harmonieux, en phrases dont l'exacte proportion, le bel équilibre seraient justement ceux de ce corps parfait? Ainsi rêve Gustav Aschenbach, tandis que dans l'atmosphère humide et lourde, le sirocco promène des relents de vase, des miasmes fétides. Enfermé dans son idée fixe, il ne voit pas l'hôtel se dépeupler, les étrangers partir en hâte, il n'écoute aucun avertissement, ne sent pas l'odeur obsédante d'iodoforme, n'entend pas les bruits sinistres qui circulent. La peste fait à couvert son œuvre de mort, et quand elle emporte à son tour l'écrivain, c'est d'un dernier sourire qu'il salue l'enfant adoré, dressé, pâle et souriant, sur un fond de mer, — statue mystérieuse et charmante de l'Eros funèbre qui ramène à la mort et à la nuit l'âme désemparée.



Tonio Kröger, *la Mort à Venise* sont deux menus chefs-d'œuvre, très romantiques d'inspiration, ceux où Th. Mann a donné, sous le plus petit volume, le plus de lui-même. Il songeait dès 1913 à une œuvre de plus grande envergure qui est devenue avec le temps le *Zauberberg* (la Montagne enchantée). Je ne pense pas qu'on puisse faire abstraction, dans l'intervalle, du gros recueil d'essais publié en 1918 sous le titre de *Considérations d'un Apolitique*. Non que la lecture en soit des plus agréables, mais elle est nécessaire même pour comprendre ce dernier roman. Comme beaucoup d'autres écrivains, — on ne saurait lui en faire un crime, — Thomas Mann a voulu pendant la guerre contribuer à la défense morale du pays. Mais tandis que son frère Heinrich croyait mieux servir la cause nationale en tendant la main aux démocraties d'Occident, en appelant l'attention de l'Europe sur la poignée de républicains allemands qui poursuivaient dans la guerre et par la guerre la

chute des institutions impériales, Thomas Mann, tout en se disant *apolitique*, se solidarise passionnément avec l'Empire, l'armée, la politique impériale. Il n'y a pas d'excès qu'il n'ait approuvés : violation de la Belgique, exécution de Miss Cavell, torpillage du *Lusitania*, guerre sous-marine, — le tout au nom d'un nietzschéisme travesti, d'une moralité soi-disant tragique fondée sur la sainte Nécessité, et supérieure à la moralité juridique et chicanière des Occidentaux.

Ce qui l'occupe, c'est le problème toujours vivant dans la littérature allemande, de Fichte à Paul de Lagarde, à Wagner, à Nietzsche : *Was ist deutsch?* Ce qui est allemand, ce qui n'est pas latin, selon Mann, c'est la culture, c'est-à-dire l'harmonieux développement de l'âme et de l'esprit; c'est la musique, art de l'inexprimable; c'est le protestantisme, religion de l'individu; c'est la tolérance et la notion du devoir. Tout cela trouve satisfaction dans un État où l'activité politique est réduite au minimum et confiée une fois pour toutes à des techniciens qu'on estime capables et que l'on ne contrôle pas dans le détail. Ce qui est latin, au contraire, c'est la civilisation, le développement exclusif de l'esprit aux dépens de l'âme; c'est l'éloquence et la littérature, arts tout formels et superficiels; c'est le catholicisme, religion des masses; c'est l'intolérance doctrinaire, c'est l'indiscrète et puérile notion du droit. Au fond, l'esprit latin est fait de politique; il est donc démocratique par essence, puisqu'il suppose que tous et chacun aient un intérêt et une responsabilité aux affaires de l'État. Il est, de plus, optimiste, car pour agir il faut croire à l'efficacité de l'action. L'âme germanique, musicienne et métaphysicienne, et foncièrement pessimiste, refuse un progrès qui irait « de la musique à la démocratie ».

De tout temps l'Allemagne a protesté contre Rome : la Rome de César et celle des papes, et contre ce dernier *imperator* qui s'est appelé Napoléon. En 1914, c'est contre l'idéalisme latin qu'elle s'est soulevée et contre la décomposition latine aussi. Car « le germanisme, c'est la culture, l'âme, la liberté, l'art, — et non la civilisation, la société, le droit de vote, la littérature ». Les Allemands n'ont pas besoin d'idées claires, de formules rationnelles et juridiques, de vertu codifiée et figée; ils suivent la voix profonde du cœur et de l'instinct national, du sentiment fidèle. Ils vivent sur un plan tragique, dociles à une fatalité qui

les dépasse, absous par leur héroïsme de ce que les juristes appellent des crimes. Ainsi Thomas Mann fait gloire à ses compatriotes de ce qui est leur pire faiblesse : leur défaut d'esprit critique dans l'action, leur inexpérience et leur impuissance politiques.

Nous ne nous attarderons pas à démolir ces antinomies bâties à coups de sophismes et toutes pénétrées de contradictions. Voilà ce que c'est que de choisir pour maîtres de sa pensée politique des philosophes, des musiciens, des esthètes. Or, il est arrivé que cette république tant méprisée, cette démocratie objet de ses brocards, Thomas Mann s'est pourtant rallié à elles, en 1922, après quatre années de pénibles luttes où il est apparu que le régime impérial était définitivement condamné. Dès 1917 il acceptait comme un mal nécessaire la démocratisation de l'Allemagne après la guerre, mais il la concevait dans le cadre impérial. En 1922, au lendemain de l'assassinat de Rathenau, il a su avec un certain courage expliquer aux étudiants berlinois sa position nouvelle. Il entend ne rien laisser perdre de cette *humanitas* allemande dont il est fier, mais il tient aussi à la couleur allemande de cet humanisme. L'idée même de nation, plus poétique et plus émouvante que celle d'État, lui paraît être un idéal romantique, — donc germanique, — une teinte individuelle et sentimentale prêtée à la collectivité, en même temps que « l'élément romantique du moi ». Puisque la guerre moderne est mensonge et brutalité pure, et que nous ne croyons plus au dieu des batailles, il est temps, affirme Mann, de déclarer l'Europe en république, dans la mesure où ceci garantit le développement pacifique des nations. Mais pour appeler l'adhésion des cœurs allemands, qu'on ne leur parle pas d'une république jacobine à la française; ils ne pourront aimer qu'une république sentimentale et religieuse, celle que Novalis appelait de deux beaux noms : l'Europe ou la chrétienté. Puisque les maîtres anciens de l'Allemagne ont trahi la confiance traditionnelle qu'on avait mise en eux, il faut changer de système : que chacun accepte, comme une charge austère et comme un devoir, une part de la responsabilité nationale.

Cette démocratie fondée sur des devoirs et non sur des droits, c'est celle que Luther ou Kant auraient pu approuver, celle que rêvait Novalis, celle que glorifie le chœur final des *Maîtres-Chanteurs*. On peut donc la dégager d'une tradition

purement allemande et qui ne devra rien, semble-t-il, à la tradition gréco-latine d'Occident. Lorsque Mann découvre et proclame que « le nom moderne de l'humanité, c'est démocratie », il paraît oublier que c'était son nom athénien et que la république athénienne n'a jamais méprisé les Muses; pas plus qu'il ne daigne se souvenir de tout ce que l'idée même de nation doit à la Révolution française.

* * *

Peu nous importe. Ces théories politiques ou antipolitiques ne nous arrêteraient guère si elles n'étaient explicatives du dernier roman de Thomas Mann. Peut-être n'est-ce pas un excellent roman, mais c'est un livre attachant et profond, plein d'expérience et de pensée, un de ces livres où se dépose la maturité d'un homme et le fruit d'une vie. Roman de sanatorium, le genre n'est pas neuf. Mais ce qui se passe au cours de ces douze cents pages, c'est avant tout l'éducation d'un homme, le jeune Hans Castorp, retenu sept ans sur la montagne enchantée par le double effet d'un mal physique assez bénin et d'une passion plus dangereuse pour une Slave énigmatique, douce et fantasque. On connaît la prédilection des Allemands pour ce type de roman qui décrit la formation d'un caractère. Le *Zauberberg* a été rapproché de *Wilhelm Meister* et du *Grüner Heinrich*. Oui, mais Wilhelm Meister et Heinrich Lee apprennent la vie en la vivant; Hans Castorp l'apprend en ne la vivant pas, en voyant beaucoup mourir, et surtout à l'aide d'innombrables discussions théoriques avec ses compagnons de réclusion et d'infortune. Malgré l'intérêt et la vivacité de ces conversations, malgré les profils caractéristiques des interlocuteurs, elles surchargent un peu le roman, en ralentissent, en épaississent le cours. Le don de vie si manifeste dans *les Buddenbrook* semble avoir baissé au profit de la dialectique, d'une dialectique bien abondante chez un auteur qui fait profession de mépriser l'éloquence.

Hans Castorp est « un jeune homme ordinaire, » un jeune homme comme il y en a beaucoup, riche, bien élevé, correct, assez instruit, plein de bonne volonté. Ce n'est ni un Tonio Kröger ni un Gustav Aschenbach : il ressemblerait plutôt au prince Klaus Heinrich. C'est un peu par hasard qu'étant allé faire une visite à son cousin Joachim à Davos, il se sent éprouvé

par l'air vif de l'altitude, obligé de s'aliter, de se faire ausculter, — et contre toute attente se trouve confiné lui aussi dans cette région paradoxale où l'on vit à 1000 ou 1500 mètres au-dessus des vivants, dans un paysage de neige et de glace où le cours même des saisons est bouleversé, où le temps semble immobile et lui aussi congelé. Venu de la côte nord de l'Allemagne, de la grande cité maritime et commerçante, il s'acclimate avec peine à cet air rude et pur, à cette existence d'oisiveté perpétuelle et de méditation sans frein. Quel est ce monde étrange où l'on s'étourdit à plaisir, où l'on danse et patine avec un pneumothorax artificiel, où la fièvre quotidienne surexcite l'appétit sensuel, où une jolie femme offre en souvenir à un ami la radiographie de son thorax? La vie brillante et funèbre du sanatorium tourne sans fin sur elle-même, avec son apparence menteuse de luxe et de gaité, ses allures de grand hôtel, sa chère abondante et délicate, les distractions mondaines qui font partie du traitement, sans compter celles qui y sont contraires. Mais c'est un carnaval de la mort, une danse macabre sans commencement ni terme. Médecins cyniques, infirmières racornies par le métier, malades plus ou moins hystériques, embrasés, fanfarons ou désespérés, mourants fardés, morts qu'on emporte de nuit, chambres désinfectées en hâte, où les malades remplacent les morts de l'avant-veille : c'est dans ce tourbillon que se trouvent entraînés à leur corps défendant deux jeunes gens pleins de simplicité et de vertus bourgeoises, naïfs et purs, et que guettent bientôt des rêveurs fanatiques, désireux de les conquérir à leur idée fixe. A gauche, Settembrini, le carbonaro, l'aimable et brillant causeur à la verve entraînante, le champion infiniment généreux et séduisant de cette civilisation latine, humanitaire et juridique, de cette démocratie rationaliste d'Occident que Thomas Mann a tant haïe pendant la guerre; à droite le noir jésuite Naphta, juif galicien de naissance, dévoré d'ambition et de fanatisme, apôtre de la culture, si l'on veut, mais d'une culture mystique et dominatrice qui irait jusqu'au terrorisme, dans son cruel amour des âmes.

Impossible de donner ici une idée de ces infinies passes d'armes entre les deux adversaires inséparables, rapprochés par un mal commun; on peut tout au plus en énumérer les thèmes : la vie et la mort, la santé et la maladie, le progrès et

la tradition, la littérature et la musique, la guerre et la paix, la science et la foi, la démocratie et la théocratie, l'Église et l'État, le protestantisme et le catholicisme, le capitalisme et le socialisme, l'ascétisme et la volupté, la franc-maçonnerie, la peine de mort, l'arbitrage international, etc. etc. Joachim, le jeune officier simple et droit, déserte ce monde de fous et, mal guéri, meurt de ses premières manœuvres. Mais Hans se débat sept ans entre ces influences contradictoires : rationalisme latin et mysticisme médiéval incarnés en Settembrini et Naphta; charme sensuel de l'Orient que personnifie M^{me} Chauchat, la Russe indolente aux beaux bras, aux attitudes affaissées, la Vénus morbide de cette montagne enchantée; et enfin force dionysiaque de la vie instinctive et obtuse, que représente l'énorme, le puissant, l'informe Mynheer Peeperkorn, sorte de Silène ivre et glouton, majestueux et bégayant.

Hans Castorp est allemand, donc porté à la métaphysique et aux lentes ruminations d'idées. Aucune des sciences spéciales qu'il étudie tour à tour et dont l'auteur n'entend pas nous faire grâce, — anatomie, pathologie, botanique, astronomie, — ne lui résout l'énigme de l'univers. Les discussions de ses compagnons lui paraissent souvent superficielles, leurs points de vue étroits et exclusifs. La vérité lui vient de faits et de sentiments plus simples. S'il apprend à penser, sur la montagne enchantée, il y apprend aussi à aimer, à se dévouer aux plus malades que lui, aux isolés, aux mourants. Entre la vie et la mort, la chair et l'esprit, la raison et le mystère, nous n'avons pas à choisir, mais à arbitrer, à concilier; c'est l'œuvre par excellence de l'Allemand, homme du juste milieu, de la « belle moyenne », du sentiment compréhensif, qui sait que toute conciliation s'opère aisément dans la bonté, dans l'amour.

Telles sont les conclusions que Hans Castorp entrevoit, un jour que, perdu dans la neige, il se croit tout proche de la mort : « Je ne me rallierai pas au parti de Naphta, ni à celui de Settembrini; ce sont deux bavards. L'un sensuel et cruel, l'autre qui ne se sert de sa raison que pour jouer toujours le même air, et s' imagine pouvoir raisonner des fous.... Je n'adopterai pas les idées du petit Naphta dont la religion est un *guazzaboglio* de Dieu et du diable, de bien et de mal, où l'individu n'a plus qu'à se jeter tête baissée. Singuliers pédagogues avec leur éternelle question de préséance ! La mort ou la vie,

la maladie ou la santé, l'esprit ou la nature : sont-ce là des antinomies ? Je le demande : sont-ce même des problèmes ? Non, ce ne sont pas des problèmes et il n'y a pas là de préséance à régler. La mort avec tout son dévergondage est installée au cœur de la vie, il n'y aurait pas de vie sans elle, et la place de l'*homo Dei* est entre elles deux, à mi-chemin du dévergondage et de la raison ; de même que l'État est un moyen terme entre la communauté mystique et l'individualisme creux... L'homme est plus noble que la mort et trop noble pour elle : il est par là libre d'esprit. Il est plus noble que la vie et trop noble pour elle : il est par là libre en son cœur... Je serai bon. Je ne permettrai pas à la mort de régner sur mes pensées. C'est en cela que consistent la bonté et l'amour... L'amour s'oppose à la mort, seul il la dépasse, ce que ne fait pas la raison. Lui seul et non la raison suggère des pensées de bonté... Je me souviendrai que le culte de la mort n'est que cruauté et misanthropie, si c'est lui qui détermine nos pensées et nos actes. Au nom de la bonté et de l'amour, l'homme doit interdire à la mort de régner sur ses pensées. »

Ainsi se trouvent vaincues à le fois la séduction de la raison pure, celle du mysticisme à l'espagnole, et ce charme plus pervers d'une sensualité slave affranchie de toute règle et de tout effort. Hans Castorp a retiré de tant d'heures de méditation, de tant de discussions acharnées, un gain viril, une résolution sûre. Tandis que l'ardent Naphta se consume dans l'impuissance, cherche la mort dans un duel et, dédaigné par l'adversaire, tourne son revolver contre lui-même ; tandis que le Hollandais massif, sûr d'avoir épuisé les joies de la vie, absorbe un poison savant que lui tient en réserve son serviteur malais ; tandis que Settembrini décline, pauvre, courageux et souriant comme toujours, et que M^{me} Chauchat repart vers ses destinées incertaines, — Hans Castorp comprend que si la valeur des idées n'est jamais que relative, celle des personnalités est seule décisive, que si nous avons tous notre « tache humide », notre fièvre infectieuse, il reste de nous entr'aider et de nous entr'aimer, sans phrases. La liberté de l'esprit est supérieure à la mort, mais la piété du cœur vaut mieux que la vie ; telle est la leçon du *Zauberberg*. Et puis il ne s'agit pas de vivre toujours dans cette serre froide, dans ce monde de cristal et d'acier, de glace et de neige : il faut un

jour redescendre dans le monde des vivants. En juillet 1914, l'appel de la vie, qui est aussi, et à plus forte raison, l'appel de la mort, fait sortir le héros de sa caverne enchantée. Brave, simple et résolu, il rentre dans le rang sans beaucoup réfléchir, parce que c'est la loi. Nous le perdons de vue au moment où, dans le brouillard des Flandres, il marche à une mort presque certaine en chantant le *Tilleul* de Schumann :

Les feuilles bruissantes
Semblaient me dire encor...

Mais peu importe qu'il survive ou succombe, puisqu'il est parvenu à la sagesse, à la résolution de vivre utile, puisque son pessimisme s'est mué en dévouement actif. Le livre se clôt sur une dernière question angoissée de l'auteur au destin : « De cette orgie de mort universelle, de cette fièvre maligne qui embrase l'horizon pluvieux du soir, verrons-nous jamais surgir l'amour entre les hommes ? »

Rien n'indique que le *Zauberberg* doive terminer l'œuvre romanesque de Thomas Mann. Diverses nouvelles, une idylle en vers, ont vu le jour au cours des toutes dernières années, sans parler du compte rendu d'un court séjour à Paris en 1926, *Pariser Rechenschaft*, qui n'a pas valu à son auteur que des amis. Mais dès à présent une question préjudicielle peut et doit se poser : que vaut ce tableau de la bourgeoisie allemande d'avant-guerre ? Est-il sincère ? Est-il vrai ? Est-il impartial et complet ? La sincérité de Thomas Mann ne fait pas de doute, pas plus que celle de son frère Heinrich qui a tracé de la même période une image très différente. Mais peut-être les deux peintures gagneraient-elles à être complétées et corrigées l'une par l'autre. Pour l'un des frères, l'Allemand est avant tout l'homme de la vie intérieure, condamné à être méconnu parce qu'il manque de grâce et de moyens d'expression. Tous les problèmes, il les prend à cœur, les tourne et les retourne en lui jusqu'à ce qu'il s'en trouve empoisonné comme Thomas Buddenbrook, ou délivré et fortifié comme Hans Castorp. Il n'apporte jamais dans l'action cet élan instinctif, cette allégresse ingénue qui est la qualité des peuples jeunes et des tempéraments méridionaux. Un perpétuel débat entre lui et sa conscience ralentit et alourdit

sa vie instinctive, sauf quand s'impose à lui une grande nécessité tragique, d'ordre individuel ou collectif, à laquelle il obéit alors sans hésiter, avec résolution et fatalisme. Il n'est pas le favori de la vie, mais son enfant mal venu, source de perpétuels soucis (*das Sorgenkind des Lebens*). Sa mélancolie incurable et profonde lui inspire aussi son pessimisme, son aspiration secrète au néant, sa passion de la musique, — mais se concilie fort bien avec une vie de labeur et de dévouement, le travail étant à sa manière un narcotique, et l'action utile ou charitable un calmant pour les âmes trop sensibles au malheur commun des hommes. Cette disposition générale du caractère, que Thomas Mann qualifie de romantique ou de germanique, les deux termes étant pour lui équivalents, s'oppose au tempérament latin, lucide et volontaire, logique et jouisseur. Elle est la grandeur certaine de l'Allemand et sa secrète faiblesse, son heur et son malheur, son destin en un mot. On peut l'observer mieux qu'ailleurs dans la classe bourgeoise qui forme dans tous les États modernes, mais en Allemagne surtout, le noyau solide de la nation et le centre de sa vie intellectuelle et morale.

Heinrich Mann est moins exclusif; ce sont toutes les classes de la nation qu'il a voulu peindre dans son dernier cycle de romans (*Der Untertan, Die Armen, Der Kopf*) : bourgeoisie, prolétariat, chefs militaires et politiques. Il lui a semblé qu'une folie passagère avait saisi ce peuple un peu lourd, enivré de ses succès de 1864 à 1871. Une frénésie de jouissance, un débordement d'impérialisme économique, politique et militaire a transformé les dirigeants et les sujets en autant de bêtes de proie ou de profiteurs cyniques et rampants. On n'a voulu d'autre justification que la force, d'autre idéal que le succès. Quand la catastrophe est venue, elle était nécessaire et tout l'édifice orgueilleux mais vermoulu de la puissance allemande s'est effondré à la fois. Il y avait donc quelque chose de pourri en Allemagne, c'est bien l'avis des deux frères. Mais où l'un voit démoralisation, brutalité et servilité, l'autre aperçoit hypermoralisation, raffinement excessif et anarchie. Ainsi les opinions divergent en fonction du tempérament et de la philosophie de chacun, sans qu'il nous soit interdit d'adopter une part de l'une et de l'autre pour constituer la nôtre à notre tour. Si Thomas Mann, meilleur psychologue, discerne avec plus de

subtilité certaines causes morales de décadence chez l'individu cultivé, nul doute que Heinrich Mann, meilleur sociologue, n'ait une vision plus large et plus juste des réalités sociales, des entraînements collectifs, des grands courants généraux d'intérêt ou d'ambition.

Mais un romancier n'est pas tenu d'être strictement documentaire ; il est peu de chose s'il n'est que cela. Quelle est la valeur d'art de cette œuvre ? Elle nous apparaît grande surtout dans les nouvelles et dans *les Buddenbrook*. Les nouvelles de Thomas Mann ont le raccourci dramatique, l'intensité d'atmosphère, rêveuse ou tragique et plus souvent humoristique, nécessaires à ce genre difficile. Il se peut bien que Thomas Mann ait mis là le meilleur de sa verve ironique et de sa sensibilité musicale, de son émotion discrète et dominée, qui se drape volontiers d'un sarcasme. *Les Buddenbrook* sont un des meilleurs romans de langue allemande, par l'ampleur de leur construction aérée et solide, par la vie intense des nombreux personnages, par un sens tragique du destin familial, tel qu'il se dégage de la simple succession des générations. *Königliche Hoheit*, à côté, semble d'une vérité à la fois plus moyenne et plus fantaisiste. Le *Zauberberg* est un roman riche et fort, mais nous avons dit comment l'intérêt romanesque y est submergé par une réflexion débordante, indiscrete, qui s'épanche en considérations théoriques sans fin, réparties sans nécessité véritable entre des interlocuteurs singulièrement loquaces et ergoteurs. Non que ces personnages ne soient pas vivants ou que l'atmosphère du sanatorium manque de vraisemblance ou de vie. Mais les plus vivants sont peut-être ceux qui parlent le moins, ceux que caractérisent seulement les traits du visage, un geste ou un tic, un sourire ou une attitude. Voyez M^{me} Chauchat elle-même, si vivante tant qu'elle ne fait que traverser la salle à manger, de sa démarche molle et glissante, claquant la porte sans réussir à la fermer, semant des sourires, puis s'affalant sur sa chaise, une épaule relevée, les cheveux toujours prêts à crouler : dès qu'elle parle, en un extravagant français germano-moscovite, elle ne fait plus qu'aligner des formules abstraites et de vaines généralités, tout un fatras pseudo-médical, pseudo-philosophique, à faire dresser les cheveux.

Il faut se souvenir à propos du *Zauberberg* qu'il n'est pas de littérature aussi riche que l'allemande en chefs-d'œuvre man-

qués, en « beaux monstres » dont l'équilibre intérieur a été rompu par quelque accident. S'il faut citer de très hauts exemples, nous dirons *Wilhelm Meister* et le *Second Faust* ou, sur un palier inférieur, tous les romans de Jean-Paul. L'œuvre d'art supporte et même requiert une certaine somme de pensée : mais sous un afflux excessif de pensée discursive, de dialectique et de philosophie, elle s'effondre et se pulvérise en beaux fragments, si la pensée et la forme sont belles, mais en fragments. C'est assez le cas du *Zauberberg*, et l'on peut regretter que l'auteur ayant dit ailleurs sous une autre forme, bien qu'avec une conclusion différente, à peu près tout ce qui nourrit les discussions semées dans ce roman, n'ait pas pris sur lui de pratiquer l'art des sacrifices héroïques qui eussent donné à son livre le resserrement et le relief qui lui manquent. Il est vrai qu'il a pris soin de requérir dans sa préface la patience, la longue patience du lecteur.

Cette patience, nous ne sommes pas disposés à la lui refuser, parce que nous sentons à quel point ce livre est lui aussi une confession, un grand règlement de comptes, la revision courageuse et parfois douloureuse de certaines opinions, de certains préjugés, de certains respects traditionnels que les événements sont venus démentir ou bouleverser. Sur ce roman d'avant-guerre, la guerre projette une ombre rétrospective. C'est ce qui en fait le pathétique caché. Mais qu'advient-il par la suite ? Thomas Mann fera-t-il franchir à ses romans ce seuil de 1914, sur lequel il les a jusqu'à présent arrêtés ? Le gracieux et léger crayon d'une famille munichoise au temps de l'inflation, *Unordnung und frühes Leid* (1925), est peut-être un avant-coureur. Aux *Buddenbrook*, épopée de la bourgeoisie allemande au XIX^e siècle, au *Zauberberg*, roman de la grande crise morale où toutes les croyances ont été ébranlées, succéderait alors le roman de la reconstruction, de la réintégration dans un ensemble nouveau, encore bien chaotique, mais auquel Mann est, somme toute, disposé à faire confiance. C'est là ce que ne peuvent s'empêcher de souhaiter ceux qui connaissent la verueur vigoureuse, le talent robuste, l'alacrité toute juvénile encore de Thomas Mann.

GENEVÈVE BIANQUIS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le plan Young, tel qu'il est sorti des délibérations des experts, consacre sans doute des sacrifices, au moins théoriques, de la part de la France, mais il offre l'avantage d'apporter une solution complète, immédiatement réalisable et permettant la commercialisation des dettes. On se demande, depuis six semaines qu'il est livré aux discussions de la presse et aux commentaires des politiciens, s'il sera jamais possible de l'appliquer. Les experts ont fait une œuvre de bonne foi qui demande à être appliquée avec bonne foi. Rien ne prouve que telle ne soit pas l'intention des Américains. Mais était-il nécessaire d'étaler devant eux nos dissensions intérieures et les appréciations parfois justes, mais souvent aussi inexactes et malveillantes, d'orateurs parlementaires mal informés? L'intention première du gouvernement, juridiquement et constitutionnellement admissible, de ratifier par décret l'accord Mellon-Béranger, aurait épargné à la Chambre des responsabilités qu'elle n'a pas su porter, et au gouvernement des débats dont il s'est honorablement tiré, mais dont il n'ignorait pas les inconvénients. Si la Chambre avait cherché à discréditer davantage encore le régime parlementaire, elle n'aurait pas procédé autrement. Plus de diplomatie secrète! Hélas! ne serait-ce pas la seule efficace? La pire est, en tout cas, la diplomatie parlementaire; elle déforme et fausse les intérêts essentiels du pays, en y mêlant les passions et les rivalités de couloirs.

Notre parlement, où se dépense tant de talent et de bonne volonté, est le plus mal organisé, le plus indiscipliné de tous. Comment, en présence d'un tel débat, les choses se seraient-elles passées en Allemagne? Chaque parti constitué aurait envoyé à la tribune son chef qui aurait exprimé l'opinion du groupe, mûrement

delibérée et arrêtée d'avance au sein du parti ; la discussion se prolongeant, on aurait peut-être entendu « la seconde garniture » ; puis, le gouvernement aurait apporté son avis et on aurait su d'avance, à une voix près, le résultat, car l'indiscipline n'est pas tolérée à l'intérieur des différentes fractions, et il n'est pas admis non plus que les groupes qui constituent la coalition ministérielle votent contre le gouvernement. Chez nous, qu'a-t-on vu ? Les partis les plus convaincus de la nécessité de ratifier les accords du 29 avril et du 12 juillet 1926, ont voté contre la ratification parce qu'elle était demandée par le cabinet Poincaré : c'est le cas des socialistes. La plupart des grands groupes, notamment les radicaux-socialistes et la Fédération républicaine, se sont divisés contre eux-mêmes, en face d'un dilemme où la question de la ratification se trouve en balance avec la préoccupation, elle aussi essentielle, de la vie ministérielle. En pareil cas, la seule solution raisonnable est dans la discipline : les partis de gouvernement n'en ont pas donné l'exemple.

Ce n'est pas d'ailleurs que, dans ces séances douloureuses, les deux opinions ne fussent pas honorablement défendables et n'aient pas été, en général, soutenues de bonne foi. Mais les préoccupations électorales ne furent pas non plus sans influence. On s'en étonnera moins si l'on se souvient que les grands patriotes de l'Assemblée nationale qui assurèrent à la nation, après nos désastres de 1870, le moyen de se libérer complètement et par avance, trouvèrent en face d'eux des adversaires sans loyauté pour les accuser, devant les auditoires électoraux, d'avoir surchargé le peuple d'impôts.

De quoi s'agissait-il ? Était-ce de reconnaître les dettes que la France a contractées aux États-Unis pendant la guerre ? Quoi qu'on pense de ces dettes, il y a longtemps qu'elles ont été reconnues et que les Américains ont entre les mains des engagements à vue dont ils peuvent exiger un paiement auquel nous ne saurions nous dérober sans perdre tout crédit. Il s'agissait de ratifier une transaction que le gouvernement des États-Unis juge la plus favorable qu'il lui soit possible de nous accorder, et qui stipule des délais et des modalités de paiement. Depuis dix ans, les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir ont vainement tenté d'améliorer ces conditions. Existe-t-il, actuellement, un fait nouveau qui permette d'apercevoir une chance quelconque d'obtenir des avantages plus importants ? Tout au contraire. Il est certain que si les accords, tant avec l'Angleterre qu'avec les États-Unis, étaient déchirés, il serait impossible d'en conclure d'aussi favorables. Mais, dit-on, comment charger nos petits-

enfants, pendant soixante-deux ans, du fardeau de lourdes dettes? Or, plus les délais sont longs, moins lourd est le poids annuel. Si nous pouvions nous engager pour deux cents ans, les annuités seraient plus légères et il y aurait plus de chances pour que le créancier se déclarât satisfait avant le dernier terme. Qu'est-ce donc qu'une nation, si les diverses générations qui se succèdent ne sont pas solidaires les unes des autres? Ne payons-nous pas les fautes et les défaites de nos pères, et n'est-il pas juste que nos fils, qui recueilleront les bénéfices de notre victoire, contribuent à la payer? Quel que soit le point de vue où l'on se place, celui de la loyauté ou celui de l'intérêt, il n'y avait à la question des dettes qu'une seule issue : faire honneur à la signature de la France. M. C.-J. Gignoux, député de la Loire, qui a mené, dans *la Journée industrielle*, une campagne de bon sens et d'énergie, rappelait récemment un mot du baron Louis : « Un État qui veut vivre doit tout payer, même ses sottises. » Seuls les bolchévistes de Russie ont renié les dettes du régime tsariste : leur crédit en a-t-il été amélioré?

Le vote, par une Chambre enfiévrée et désaxée, de la motion Franklin-Bouillon, le 27 juin, invitant le gouvernement à faire, à Washington, une démarche dont on savait d'avance que, pour des raisons d'ordre matériel, elle ne pouvait aboutir à aucun résultat utile, a été le déplorable prologue du grand débat qui s'est ouvert le 11 juillet. Le président du Conseil, avec sa précision et sa loyauté coutumières, a tenu à exposer devant la Chambre toute l'histoire des dettes interalliées. C'est sans enthousiasme, mais après avoir consciencieusement pesé le pour et le contre, que M. Poincaré, en présence d'un fait nouveau, le plan Young, conclut à la ratification, car, si ce plan entre en vigueur, « les paiements de l'Allemagne seront directement faits aux États-Unis, en dehors de la France, et ainsi une liaison directe aura été établie entre les créanciers et les débiteurs ». Quelle figure ferait, à la Conférence chargée de préparer l'exécution du plan Young, un ministère qui aurait accepté un vote rejetant la ratification des accords de 1926 ou ne l'acceptant qu'avec des réserves dont on sait pertinemment qu'elles ne seront pas admises en Amérique? Il serait obligé d'abord de payer, le 1^{er} août, dix milliards de francs pour la dette commerciale des stocks. Et M. Philippe Snowden, chancelier de l'Echiquier dans le cabinet travailliste, n'a pas perdu un instant pour déclarer que, si la France effectuait aux États-Unis pareil versement, l'Angleterre devrait être traitée sur le même pied et que « tout paiement que la

France pourrait faire au gouvernement des États-Unis devrait être accompagné simultanément, *pari passu*, de paiements proportionnels à la Grande-Bretagne ». On n'a pas oublié que M. Snowden, quelques jours avant de redevenir ministre, s'est élevé en termes acerbes contre la note Balfour et le traitement de faveur, selon lui, qu'elle accorde à la France. M. Snowden se réserve d'ailleurs de réclamer, dans l'intérêt de l'Angleterre, des amendements au plan Young.

Si la thèse de la non-ratification l'emportait, a ajouté M. Poincaré, « la France se trouverait dans la plus terrible situation qu'elle ait connue depuis longtemps. Les engagements que nous avons souscrits sont tels qu'en droit strict nous ne nous sommes pas réservé de moyens d'en obtenir l'atténuation. Les certificats à vue existent, que les États-Unis demeurent libres d'utiliser et qu'ils n'échangeraient que contre la ratification définitive... Quand, pendant dix ans, on fait effort pour ouvrir une porte qui demeure obstinément fermée, il faut admettre qu'elle est fermée. » Il ne reste donc qu'à ratifier et l'accord Mellon-Béranger et l'accord Caillaux-Churchill, tout en formulant des réserves qui ne seraient pas incorporées dans la loi de ratification, mais qui auraient cependant l'avantage de préciser, devant l'opinion universelle et en vue de l'avenir, la position du gouvernement français au moment où il prend des engagements à longue échéance. « Ratifions des accords que toutes les nations ont ratifiés déjà. Ajoutez-y, par un vote distinct, des considérants de prudence et de loyauté, soit. Lorsque vous aurez ainsi assuré la situation internationale, vous aurez donné au gouvernement actuel, ou à tout autre, la force d'aller défendre, devant les conférences à venir, la cause de la France, de la paix, qui sont aujourd'hui plus que jamais inséparables. » Le président du Conseil, insistant sur les avantages du plan Young, a soin de spécifier que les experts ont entendu en faire « un tout indivisible et immuable ». La ratification est le premier pas vers l'entrée en vigueur de ce règlement général des réparations et des dettes.

A l'argumentation précise, à la logique serrée du président du Conseil, c'est surtout par des arguments de sentiment qu'il fut répondu. M. Herriot et M. Stern, président de la commission des Affaires étrangères, y ajoutèrent de singulières confusions de dates et de faits. MM. Louis Dubois, Jean Goy, Reibel, de Wendel, Franklin-Bouillon, défendirent cette thèse, raisonnable en elle-même, mais inapplicable en fait, que la discussion devrait être ajournée jusqu'à un règlement général qui aboutirait à une plus équitable répartition

des charges de la guerre, tout au moins jusqu'à ce que le plan Young eût été accepté par l'Allemagne et toutes les autres Puissances intéressées. M. Briand, ministre des Affaires étrangères, et M. Chéron, ministre des Finances, qui portèrent, à partir du 17, M. Poincaré étant souffrant, le poids de la discussion, répondirent à ces regrets et à ces vœux par d'énergiques rappels à la réalité.

Des deux discours prononcés le 16, par M. Briand, il convient de retenir deux points essentiels. S'élevant contre ceux qui se laissent aller à des critiques exagérées ou injustes, non seulement à l'égard du gouvernement des États-Unis, mais envers la nation américaine tout entière, il a rappelé en termes émouvants, aux applaudissements de presque toute la Chambre, l'heure décisive où le président Wilson fit entrer en guerre les États-Unis et envoya les légions du général Pershing, dont l'arrivée fut pour nos combattants un secours matériel et un réconfort moral. La France n'oublie pas; « sa reconnaissance reste entière au plus profond d'elle-même ». Dans son second discours, M. Briand, répondant à M. Léon Blum, a tracé le plan général de la politique que, d'accord avec tout le gouvernement, il s'apprête à suivre à la conférence qui va bientôt s'ouvrir. Il n'est pas sorti et il entend ne pas sortir du traité. La résolution du 16 septembre 1923, à Genève, vise un règlement « complet et définitif » des réparations; elle en fait l'une des conditions d'une évacuation anticipée de la Rhénanie; elle y ajoute « la création d'une commission de conciliation destinée à apporter, dans le cadre du traité de Locarno, une amélioration, au point de vue de la sécurité, dans les rapports entre l'Allemagne et la France ». L'article 234 du traité laisse à l'Allemagne la faculté de réclamer à tout moment la revision de ses facultés de paiement, ce qui rendrait pratiquement impossible la commercialisation de la dette; ce que le plan Young apporte, c'est, au contraire, un règlement « complet et définitif » et la possibilité de commercialiser les titres de la dette.

Si un règlement « complet et définitif » nous amène à faire un geste tel que l'évacuation anticipée, prévue par l'article 431 du traité, « c'est à la condition que la paix n'en soit pas compromise. Or la paix ne résulte pas seulement de gestes favorables faits par la France, dont la bonne volonté à cet égard est suffisamment connue. Elle résulte de gestes combinés entre la France et l'Allemagne. » « L'évacuation anticipée sera commandée par la pleine et entière bonne volonté de l'Allemagne dans l'accomplissement de ses obligations et l'octroi de

garanties indispensables à cet effet. » C'est dans cet esprit qu'a été rédigée et acceptée la déclaration du 16 septembre. La mise en œuvre du plan Young comporte d'abord le vote, par le Reichstag, d'un certain nombre de mesures, ensuite une ratification par le parlement français et les autres gouvernements intéressés. Enfin il s'agira de procéder à la commercialisation des dettes. Nous allons à la conférence, poursuit M. Briand, « avec le désir sincère de faire accepter le plan Young tel que nous l'avons adopté ». Lorsque tout sera réglé, le gouvernement n'hésitera pas à réaliser l'évacuation de la Rhénanie. « Mais ce qui serait pire que tout, ce serait d'accomplir ces gestes prématurément, au risque de laisser en suspens le règlement des réparations et d'exposer la France à des déceptions. » Le gouvernement n'entend pas « revenir de la conférence avec l'obligation de faire certaines concessions, sans avoir pris toutes les précautions indispensables pour que la France n'ait pas à subir de déception ». Si le règlement des réparations n'était pas assuré et que l'évacuation fût un fait accompli, il en résulterait, « entre les deux pays, un état d'hostilité irréductible. Et bien loin d'avoir accompli l'œuvre de paix que nous avons en vue, nous l'aurions gravement compromise par une évacuation sans précautions, nous exposant éventuellement, par le jeu même du traité, à la pénible obligation d'une nouvelle occupation. »

A ce programme M. Briand a ajouté une conclusion hardie. Pour consolider la paix, il se propose d'arriver à « une organisation de l'Europe ». Ce que pourraient être ces États-Unis d'Europe, le ministre des Affaires étrangères ne le précise pas; il assure seulement qu'ils ne seront pas organisés contre un autre pays ou un autre groupement de pays, mais qu'ils auront pour objet de « mettre fin à un état anarchique qui laisse place à des conflits tant qu'une action suffisamment coordonnée ne sera pas venue organiser les relations vitales entre peuples d'un même continent ». Si la formule manque de précision et appelle des correctifs, attendons, pour en mieux juger, que M. Briand l'ait développée, comme il en annonce l'intention, devant l'Assemblée de Genève, en septembre. En tout cas, par cette initiative, M. Briand, logique avec lui-même, prend position et prépare l'avenir.

C'est, en réalité, pour ou contre ce plan d'ensemble que la Chambre a voté. L'habileté manœuvrière de M. Briand qui a su trouver, au moment critique, les paroles qu'il fallait, la précision et la franchise de M. Chéron, un discours d'homme d'État de M. Paul

Reynaud, ont jeté la division parmi les groupes et assuré au gouvernement et à la ratification une majorité de 25 voix au premier scrutin, pour lequel le gouvernement avait posé la question de confiance, et de 8 voix seulement pour la formule de MM. Deligne et Marcel Héraud autorisant le gouvernement à ratifier les accords de 1926 (21 juillet). La commission des Finances qui, avec MM. Malvy et de Chappedelaine, avait préparé la manœuvre savante qui devait renverser le ministère, à savoir l'insertion, dans la loi de ratification, de réserves dont on savait qu'elles ne seraient pas acceptées à Washington, a été battue et elle cherche maintenant une revanche à propos du « collectif ». L'opposition de gauche est désorientée: elle se trouve avoir voté, par passion antiministérielle, contre une politique extérieure qui, avec les réserves prudentes de M. Briand, est la sienne. La majorité de centre n'est pas moins désaxée, la plupart de ses groupes s'étant divisés. Il est temps que le Parlement parte en vacances. Le Sénat, auparavant, aura voté, conformément au remarquable rapport de M. Charles Dumont, la loi de ratification et suivi, à une très forte majorité, le gouvernement. Ainsi achèvera de s'accomplir un grand acte historique dont le pays n'aura pas à regretter les conséquences.

Ces conséquences dépendront, dans une large mesure, des États-Unis. Nos amis, qui y sont nombreux et fervents, sont unanimes à nous demander cette ratification qu'ils regardent comme un acte de loyauté, mais ils sont aussi d'accord pour nous conseiller une tactique de résistance et au besoin de représailles contre les nouveaux tarifs douaniers américains. M. William Martin, dans le *Journal de Genève*, remarque avec raison que « la politique protectionniste des États-Unis met un obstacle presque infranchissable au paiement des dettes. » Si l'Europe peut payer ce qu'elle doit, l'Amérique ne peut pas transférer ce qu'elle reçoit. Elle devra donc investir ces capitaux en Europe et poursuivre l'accaparement de l'industrie du vieux continent. Impérialisme financier et économique dont il y aura lieu de surveiller les conséquences politiques, mais qui aura l'avantage de créer entre l'Amérique et l'Europe de puissantes solidarités d'intérêts. Le pacte Kellogg apparaît à M. W. Martin comme « l'expression juridique de cette situation ».

Aux États-Unis même commence à se dessiner un courant d'opinion en faveur d'une prompté réduction des dettes, en raison de la difficulté d'en assurer le paiement et le transfert; la stabilité économique mondiale serait compromise par un trop grand afflux d'or

aux États-Unis qui finiraient par en souffrir eux-mêmes (1). Mais, dans son ensemble, le public croit que les accords relatifs aux dettes sont non seulement justes, mais généreux. M. Mellon lui-même estime que l'accord de 1926 n'équivaut qu'aux emprunts contractés en Amérique par la France après l'armistice et fait remise des dettes de guerre proprement dites. Tous les accords sur les dettes ayant été ratifiés, on s'étonnait que la France tardât et les interprétations malveillantes se donnaient carrière. La dette intérieure des États-Unis à l'occasion de la guerre est montée à 27 milliards de dollars, dont dix sont aujourd'hui amortis. Tant que cette dette ne sera pas éteinte, il est peu vraisemblable que le gouvernement de Washington consente à des réductions; il pourra en être autrement le jour où l'amortissement serait achevé ou très avancé. Pour le moment, il n'est pas un fermier qui, au moment de solder ses impôts, ne lise dans son journal qu'il paierait moins, si l'Europe était une débitrice honnête. Les Américains sont intervenus dans la guerre, mais ils n'ont jamais signé aucun traité d'alliance et ils n'ont pas cessé de mener une politique indépendante. Nous croyons, en France, qu'en refusant de ratifier le traité et de participer à l'aménagement de l'Europe nouvelle et à la consolidation de la paix, ils ont manqué l'occasion d'une grande gloire; mais c'est une idée qui n'est pas encore entrée dans leur esprit, bien qu'elle chemine parmi les élites pensantes. L'organisation de l'Europe, à laquelle s'attache M. Briand, serait de nature à éclairer le nouveau monde sur la valeur réelle et sur la capacité de résistance de l'ancien. La ratification des dettes et la mise en vigueur du plan Young ouvrent des perspectives nouvelles vers une politique plus large et plus libre.

Il ne s'agit pas, comme on le dit trop souvent, de « liquider » la guerre, mais de régler l'application des traités de la manière la moins onéreuse pour les débiteurs et la plus utile pour les créanciers. « Liquidation » implique une idée de précipitation et même de faillite qui n'est point ici de mise. M. Briand a heureusement défini la méthode que le gouvernement entend suivre, et nous espérons qu'il s'y tiendra. Avec les Allemands, la fermeté est seule efficace; il faut serrer de près les textes et s'en tenir à la méthode juridique, car, pour eux, une concession arrachée n'est que l'occasion d'en réclamer une autre. Si le gouvernement n'a obtenu, le 21 juillet, qu'une faible majorité, la faute en est, pour une bonne part, au

(1) Correspondance des États-Unis. Supplément au bulletin de la *Société d'Études et d'Informations économiques*, n° 790, 25 juin.

langage de la presse et des hommes d'État allemands. L'audace de leur chantage s'est accrue depuis qu'ils croient trouver un appui dans le gouvernement travailliste. Leur signature ne les embarrasse guère; ils ont, il y a moins d'un an, sollicité et accepté la déclaration du 16 septembre : ils entendent bien en réaliser les bénéfices, mais ils ne veulent plus en remplir les conditions. Une campagne se déchaîne dans toute la presse : alors que, de toute évidence et aux termes formels de la déclaration du 16 septembre, le plan Young est la première condition requise pour une évacuation anticipée de la Rhénanie, les Allemands émettent la prétention que l'évacuation précède la ratification par le Reichstag. Quant à la seconde condition, celle qui concerne la commission de constatation et de conciliation pour assurer le désarmement de la Rhénanie, c'est un cri unanime : l'Allemagne n'acceptera rien de semblable. Alors pourquoi s'y est-elle engagée l'année dernière? Maintenant, c'est une campagne qui se dessine, surtout dans la presse nationaliste de M. Hugenberg, contre le plan Young. M. Vægler, qui fut, on s'en souvient, l'un des experts allemands à la conférence de l'Hôtel George V et qui donna sa démission pour ne pas signer le plan Young, parlant à Dusseldorf au nom des industriels de la Ruhr, déclare que « le peuple allemand ne peut pas payer un tribut pendant cinquante-neuf ans... Aucun être raisonnable ne croit que ces annuités puissent être payées sur les excédents de nos exportations. La conséquence sera que, si le plan Young doit entrer en vigueur, une terrible liquidation de l'économie allemande se produira. Et c'est l'industrie qui sera la plus touchée par cette liquidation qui a d'ailleurs déjà commencé. L'étranger mettra alors la main sur une grande partie de notre industrie. Le peuple allemand cessera bientôt d'être une nation et l'Allemagne sera réduite à n'être plus qu'une expression géographique ».

Au fond, entre M. Schacht et M. Vægler, le débat est analogue, dans ses termes, à celui qui vient de mettre aux prises, chez nous, les partisans et les adversaires de la ratification. Le « Comité de l'agriculture allemande » s'est, de son côté, prononcé contre l'acceptation du plan Young. M. Stresemann lui-même n'a-t-il pas dit récemment, au Reichstag, que le plan n'était une solution valable que pour les dix prochaines années. Ainsi l'Allemagne n'accepte le plan Young que comme une solution provisoire et a déjà l'arrière-pensée d'en demander la révision. Répondant à M. Poincaré, la *Gazette de Cologne* du 19 juillet déclare que l'interprétation allemande diffère

du point de vue français et que même la partie inconditionnelle des versements allemands peut bénéficier d'un moratoire de transfert ou de versement. Voilà un point que la conférence prochaine devra préciser. Que deviendrait, avec les chicanes et les arguties allemandes, le « règlement complet et définitif » des réparations? Si le gouvernement allemand ne considère pas, comme M. Poincaré et M. Briand, le plan Young comme « un tout indivisible et immuable », il faut qu'il le dise lui-même, clairement et tout de suite. Car alors, il n'y a plus rien de fait et chacun reste sur ses positions.

La presse allemande s'obstine à vouloir introduire, dans le programme de la prochaine conférence, la question de la Sarre qui n'a rien à y faire, car l'Allemagne et la France seules y sont intéressées et la solution a été prévue par le traité. En revanche, un concert s'organise, notamment dans la presse catholique, contre la création d'un organisme quelconque de contrôle dans les régions rhénanes. Le docteur Kaas, président du Centre, et M. Wirth, ministre, pourtant l'un des hommes les plus raisonnables de l'Allemagne, échangent avec ostentation des lettres pour rejeter toute idée d'un tel contrôle. Les journaux font chorus et, s'excitant les uns les autres, déclarent qu'on rompra les négociations plutôt que d'accepter rien de semblable. M. Stresemann lui-même, entraîné, déclare, le 14 juillet, que « la commission de constatation, considérée comme une institution durable, est impossible à accepter pour la Rhénanie ». Que deviennent alors les engagements du 16 septembre? Tant d'unanimité dans la maladresse et dans l'oubli des engagements les plus formels a quelque chose de déconcertant, de décourageant, en même temps que, en un certain sens, d'admirable, car l'intérêt allemand apparaît supérieur à tous les engagements quels qu'ils soient et il trouve toujours des arguments pour échapper à un texte, si serré et si solide qu'on l'ait cru rédigé. Le discours de M. Briand n'a pas échappé à l'âpre critique de la presse germanique. Même le projet d'États-Unis d'Europe, esquissé par notre ministre des Affaires étrangères, et qui présuppose évidemment un rapprochement franco-allemand durable, n'a pas une bonne presse; certains journaux y voient une tentative pour établir l'hégémonie française sur l'Europe; d'autres n'admettent l'entrée de l'Allemagne dans une pareille combinaison que si tous les territoires de langue allemande étaient réunis au Reich, c'est-à-dire, s'il ne restait rien des traités de 1919. Un pareil projet, dit la *Germania*, ne pourrait se réaliser qu'aux dépens de la politique allemande « de libération ».

On en revient toujours à la destruction des traités, à un nouveau partage de la Pologne, à un retour à l'Europe bismarckienne. Singulière préparation à la conférence où il faudra ou que M. Stresemann se déjuge, ou qu'il fasse échouer les négociations. M. Poincaré et M. Briand auront fort à faire pour y maintenir nos droits intacts.

Est-ce une guerre qui commence en Mandchourie entre Chinois et bolchévistes russes? Nous ne le croyons pas. Ni les uns ni les autres n'auraient rien à y gagner et ils pourraient avoir beaucoup à y perdre. Le fait dominant, c'est l'infiltration rapide et dense de la population chinoise en Mandchourie, le long du chemin de fer de Dalny (Dairen) à Kharbine et le long de l'Est-chinois. Le traité de Portsmouth qui mit fin à la guerre russo-japonaise substituait les Japonais aux Russes pour le bail qui concédait à ces derniers l'administration de la ligne Dalny-Kharbine; seul le tronçon septentrional (Tchang-Tchoun à Kharbine) restait sous le contrôle russe. C'est ce dernier secteur et c'est surtout le chemin de fer de l'Est-chinois d'où les soldats de Chang-hsiué-liang, fils de Chang-tso-lin, viennent de chasser les agents soviétiques qui se servaient de l'administration du chemin de fer comme d'un moyen de propagande communiste. Ainsi l'opération a deux faces : rupture plus accentuée entre le nationalisme chinois et le bolchévisme russe; recul de l'influence russe en Mandchourie au profit de la masse prolifique chinoise et mainmise de la Chine sur un réseau ferré qui rapporte dix millions de dollars par an. Les résultats de la politique séculaire des tsars sont perdus : l'influence russe est éliminée de la Mandchourie au profit des Chinois et peut-être aussi des Japonais qui administrent et possèdent le Sud-Mandchourien, de Tchang-Tchoun à Dalny. L'accord de Moukden de 1924 est évidemment violé. Les Russes se sont plaints, ont envoyé un ultimatum. M. Briand et M. Stimson, secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, ont pris l'initiative d'une démarche en vue d'un règlement pacifique du différend. Il est très probable que la guerre sera évitée, mais les conséquences du coup de force réalisé par les Chinois seront considérables.

RENÉ PINON.

